

AVERTICES
63, rue du Colonel Fabien
94110 ARCUEIL

CENTRE AVERROES

- alpha concept -
47, rue des francs-bourgeois - 75004 paris - tel. 2710812

LES EMEUTES AU MAROC

REVUE

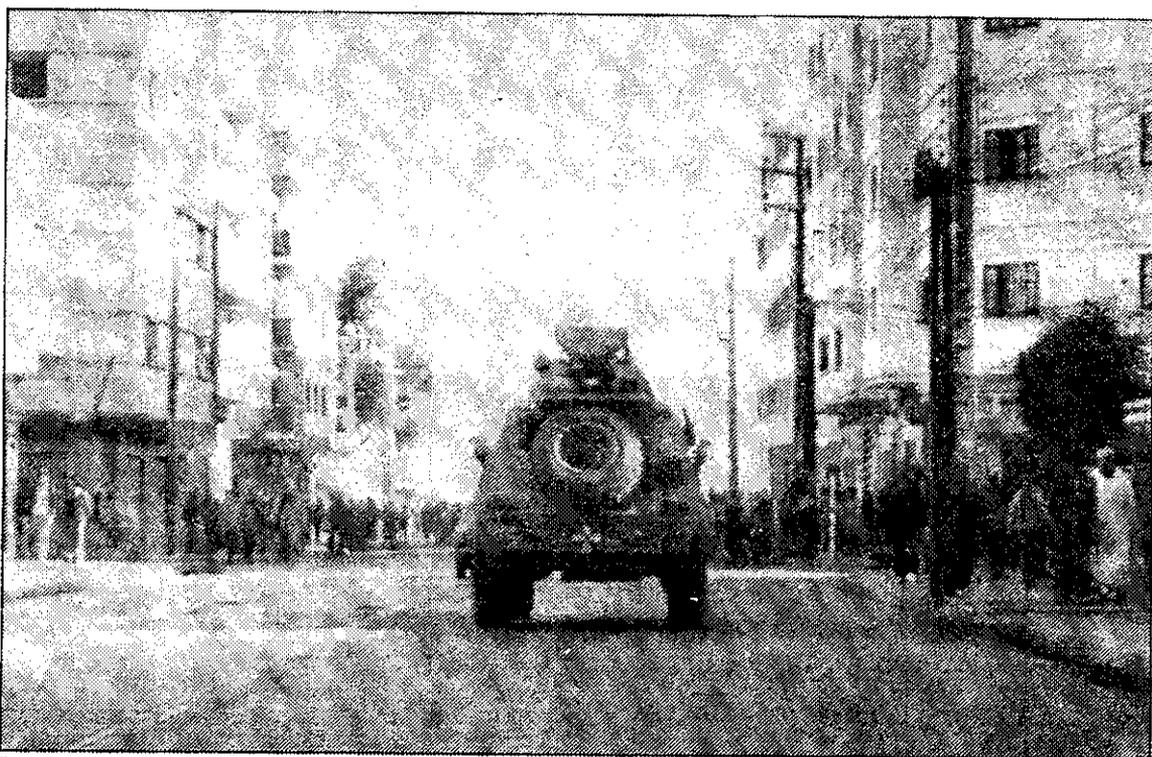
DE

PRESSE



Janvier 1984

LES EMEUTES

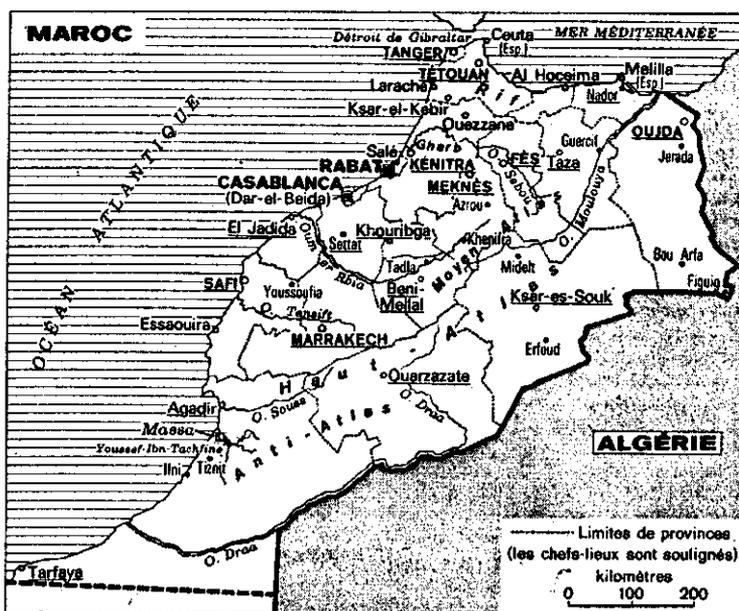


Patrouille de l'armée marocaine dans les rues de Nador, vendredi dernier.

**AU
MAROC**

Publications depouillées

- . AFRIQUE-ASIE
- . AL KIFAH AL ARABI
- . AL YASSAR AL ARABI
- . LA CROIX
- . L'HUMANITE
- . JEUNE AFRIQUE
- . LIBERATION
- . LE MATIN DE PARIS
- . LE MATIN DU SAHARA
- . LE MONDE



Peuplé de quelque 25 millions d'habitants, le royaume chérifien a accédé à l'indépendance en 1956, sous le règne de Mohammed V, décédé en 1961, et dont le souverain actuel, Hassan II, est le fils aîné. Le territoire d'Ifni a été rattaché au royaume en 1969. Après avoir survécu à deux graves complots (1971 et 1973), Hassan II a lancé, en 1975, la « marche verte » sur le Sahara espagnol. La même année, le Maroc et la Mauritanie ont passé un accord avec l'Espagne sur le partage du Sahara occidental, que le Maroc a récupéré, en 1979, après le retrait de la Mauritanie du conflit contre le Polisario.

Ces deux dernières années, l'économie a été victime de la sécheresse, de la mévente des phosphates et du renchérissement des importations d'hydrocarbures, payés en dollars, ainsi que du coût de la guerre du Sahara occidental. Le montant de la dette — 11 milliards de dollars en 1983 — a représenté 90 % du produit intérieur brut (contre 17 % dix ans plus tôt). Rabat a obtenu du Club de Paris un rééchelonnement sur huit ans, avec quatre ans de grâce, de sa dette publique, évaluée à environ 600 millions de dollars. Le revenu annuel par habitant était, en 1981, de 860 dollars, contre 2 140 en Algérie, 1 420 en Tunisie.

VIOLENTES MANIFESTATIONS A NADOR CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE

Des affrontements se sont produits, jeudi 19 janvier, entre policiers et manifestants à Nador, dans le nord-est du Maroc, annonce l'agence Reuter, à partir de Madrid, sur la foi d'informations recueillies auprès du consulat d'Espagne dans cette ville et par des journalistes espagnols basés dans l'enclave voisine de Melilla.

L'agitation a été déclenchée par des étudiants à propos d'une affaire de droits d'inscription, mais très vite leurs rangs ont été grossis par des habitants de Nador, mécontents de la cherté de la vie. Des barricades ont été érigées dans les rues, des magasins pillés et des voitures renver-

sées. Selon les témoins, il y aurait de nombreux blessés à la suite de l'intervention de la police, qui aurait ouvert le feu. Le calme est revenu dans la soirée.

Des troubles analogues avaient éclaté quelques jours plus tôt dans la ville d'El-Hoceima, qui se trouve également sur la côte méditerranéenne. Il en aurait été de même à l'intérieur du pays, notamment à Marrakech, Meknès, Safi et Oujda. Toutefois, le ministère de l'intérieur marocain a démenti ces dernières manifestations, ne faisant état que de grèves scolaires limitées le 5 janvier. (*Le Monde* des 17 et 20 janvier.)

Enfin, l'agence Reuter annonce de Rabat que des policiers et des miliciens en armes ont pris position autour des lycées de la capitale à la suite de la vague d'agitation scolaire qui a affecté plusieurs villes. En outre, des groupes de jeunes gens ont lapidé jeudi des voitures dans les rues de Rabat.

MAROC : REVOLTE CONTRE LES PRIX

Des affrontements entre lycéens et police ont fait « plusieurs morts » à Nador. A Marrakech, d'autres jeunes auraient été tués il y a une dizaine de jours

QUE s'est-il passé jeudi à Nador, une ville du Nord-Est marocain ? Que s'est-il passé, les jours précédents, dans beaucoup d'autres villes marocaines ? Que s'est-il passé, enfin, jeudi soir à Rabat, la capitale ? Selon des sources qualifiées de « dignes de foi » par l'agence Franco-Presse, de graves incidents, ayant fait « plusieurs morts — deux à six — et de nombreux blessés », se sont produits jeudi à Nador, une localité marocaine située non loin de l'enclave espagnole de Melilla. Ces « incidents » ont opposé des étudiants à la police et à l'armée royale. Selon l'agence de presse espagnole Efe, deux personnes au moins seraient mortes : un jeune homme et une jeune fille, et les blessés seraient au nombre de cinquante.

Ces affrontements, très violents, ont éclaté peu après le début d'une manifestation qui a rassemblé près de dix mille étudiants et écoliers qui protestaient contre la hausse des prix de produits de première nécessité (pain, gaz et essence notamment), ainsi que des frais de scolarité. Chassés des établissements scolaires par la police, les jeunes manifestants se sont regroupés dans la rue, où ils ont interrompu la circulation automobile, détruit des lampadaires, des vitrines de magasins et endommagé plusieurs voitures. Les communications téléphoniques entre Nador et le reste du Maroc ont été coupées. Les autorités marocaines auraient ensuite renforcé les contrôles à la frontière avec l'enclave de Melilla, tandis qu'aucune mesure spéciale n'a été prise du côté espagnol.

Selon l'agence britannique Reuter, les étudiants ont été vite rejoints par des habitants de Nador, mécontents eux

aussi de la cherté de la vie et des récentes hausses décidées par le roi Hassan II. Des barricades ont été érigées par les manifestants avant l'arrivée de la police et de l'armée. Le calme semblait revenu, jeudi soir, à Nador. Mais l'armée et la police, armées de bâtons, ont pris position autour des écoles secondaires de Rabat, la capitale. Une manifestation aurait eu lieu dans la capitale, selon des témoins cités par Reuter, et des voitures auraient été lapidées et renversées par les jeunes manifestants.

Quelques jours avant ces violents affrontements, d'autres manifestations avaient eu lieu dans d'autres

Des barricades ont été érigées par les manifestants avant l'arrivée de la police et de l'armée

villes. Il s'agit tout d'abord d'Al Hoceima, située près de Nador, sur la côte méditerranéenne. A l'intérieur du pays aussi des « manifestations de la faim » ont été signalées, par des voyageurs ou des témoins, notamment à Marrakech, Agadir, Meknès, Safi ou Oujda, près de la frontière algérienne. Les incidents les plus graves auraient eu lieu à Marrakech où des manifestations spontanées ont éclaté, il y a une dizaine de jours, et où l'intervention des forces de l'ordre aurait provoqué la mort de sept personnes.

Selon des voyageurs cités par Reuter, les autorités ont ensuite décidé d'envoyer des

renforts de police dans la ville de Marrakech. Plusieurs lycéens, considérés par la police comme les meneurs de grèves « sauvages », ont été exclus de leurs établissements. Aucune organisation politique ou syndicale ne semble se profiler derrière ces manifestations, sur lesquelles les autorités et la presse marocaines observent le plus grand mutisme.

Comme en Tunisie, il y a quelques semaines, le premier responsable indirect de ces affrontements s'appelle... Fonds monétaire international. C'est en effet le FMI qui a plus que conseillé aux autorités marocaines de suspendre des subventions des produits alimentaires de base (sucre, farine, huile, beurre) par la caisse de compensation. Ce que Rabat a décidé, dans le cadre d'un nouveau plan de rigueur. Le roi Hassan II avait promis auparavant de recenser préalablement les personnes et les foyers nécessiteux, pour leur venir en aide avant d'augmenter les prix des produits alimentaires de base. La suite des événements indique pour le moins que ce recensement n'a pas été mené avec beaucoup de rigueur.

Comme en Tunisie — et en Centrafrique, en 1979 — ce sont des jeunes élèves qui « osent » braver la police ou l'armée, dans les lycées aussi bien que dans la rue, lorsque une hausse des prix se traduit, dans leurs foyers, par un peu plus de faim. En 1981, de graves émeutes avaient éclaté à Casablanca, la ville la plus « folle » du Maroc, faisant plus de deux cents — voire six cents — morts, selon différents témoignages. Là aussi, ce sont des manifestants exaspérés par leurs conditions de vie qui sont tombés sous les balles de la police royale.

LE MATIN
DE PARIS

SAMEDI 21 JANVIER ET DIMANCHE 22 JANVIER 1984

Émeutes de la vie chère au Maroc

Comme en Tunisie, le train de hausses a provoqué dans plusieurs villes du royaume de violentes manifestations faisant des dizaines de victimes. Le poids de la guerre du Sahara et la crise économique et financière rendent la situation explosive

Les durs affrontements qui ont opposé, jeudi 19 janvier à Nador, sur la côte méditerranéenne du Maroc (*le Monde* du 21 janvier) des émeutiers aux forces de l'ordre ont fait des morts — entre deux et vingt-cinq selon les sources — et de nombreux blessés. La situation a paru, en tout cas, suffisamment grave aux autorités marocaines pour qu'elles aient limité la libre circulation entre cette ville et l'enclave espagnole de Melilla, distante de 14 kilomètres, aux seuls frontaliers, et renforcé les mesures de surveillance.

Ces affrontements font suite à des incidents qui ont éclaté depuis, semble-t-il, le 5 janvier, dans plusieurs villes du Maroc. Il est difficile d'en mesurer l'ampleur, la presse marocaine observant sur le sujet un mutisme total; mais, en dépit d'un démenti d'ailleurs nuancé des autorités, ces faits sont confirmés par diverses sources diplomatiques. Auraient été ainsi touchées par le mouvement Marrakech, Safi et Agadir, dans le Sud, Meknès et Rabat au Centre, et, au Nord, outre Nador, Oudja, Berkane, El-Hoceima et Tétouan.

Le mouvement de protestation a été déclenché par une brève grève, le 5 janvier, de dix-sept lycées sur les trente-six que compte le pays, à la suite de rumeurs faisant état d'une hausse des droits d'inscription au baccalauréat. Le ministre en cause l'a démenti mais n'a pas pour autant calmé les esprits, et les élèves ont continué à protester contre la hausse des frais de scolarité et des prix de certains produits de première nécessité.

A Nador, d'après le consulat espagnol et les journalistes présents à Melilla, les forces de l'ordre sont intervenues contre les lycéens qui scandaient des slogans. Chassés de leurs établissements, ceux-ci se sont regroupés dans la rue où leurs rangs ont été grossis par d'autres manifestants, qui protestaient contre la cherté de la vie. Des barricades ont été érigées, des magasins pillés et des voitures endommagées.

D'après l'Association des Marocains en France, qui était généralement bien informée pendant les émeutes de Casablanca,

en juin 1981, à Tétouan et El-Hoceima « les journées du 19 et du 20 ont été marquées par d'imposantes manifestations ». Elle précise qu'il y aurait quatre morts à El-Hoceima et de nombreux blessés tandis qu'à Tétouan « toutes les activités de la ville ont été neutralisées vendredi ». Le mouvement d'opposition Ilal Amam affirme dans un communiqué publié à Paris, qu'il y a treize morts à El-Hoceima et des « certaines d'arrestations » parmi les manifestants qui scandaient : « Assez, le peuple veut la vie. »

Le calme, en revanche, règne à Casablanca, où étaient concentrées de très importantes forces de police pour assurer la sécurité des hôtes du roi Hassan II au sommet islamique. Le fait d'avoir dégarni l'intérieur et d'y avoir remplacé policiers et gendarmes chevronnés par des stagiaires, peut expliquer aussi l'ampleur prise par les troubles. Le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, aura sans doute les moyens de reprendre entièrement le contrôle de la situation dès que les délégations auront quitté Casablanca.

Il n'en demeure pas moins que ces incidents constituent un signal d'alarme pour le pouvoir comme ce fut le cas avec la « révolte du pain » en Tunisie. Ils ont les mêmes causes : la misère des déshérités dans ce pays de vingt-cinq millions d'habitants dont une bonne moitié vivent au-dessous du seuil de pauvreté. On ne peut exclure que les émeutes de Tunisie qui ont obligé le pouvoir à reculer en annulant les hausses prévues sur les produits céréaliers aient donné des idées aux manifestants marocains.

En effet, les prix de plusieurs produits de première nécessité ont subi une hausse en août dernier (sucre 18 %, huile 30 %, beurre 67 %, farine 35 %). Une autre a eu lieu début janvier et une troisième s'annonce. En effet, le Maroc connaît une crise économique et financière, qui n'a cessé de s'aggraver depuis qu'a éclaté le conflit du Sahara occidental, à l'automne 1975, et qui a atteint les limites du supportable. Durement touché par la sécheresse en 1979 et 1981, le royaume a été affecté en 1983 par la chute d'un tiers du prix des phosphates, dont il est un gros exportateur, et par les restrictions imposées par la CEE sur les fruits et les textiles.

Le pays a dû procéder en outre à des coupes importantes dans les dépenses publiques, dévaluer le

dirham et adopter de nombreuses mesures d'austérité pour répondre aux recommandations du Fonds monétaire international et pouvoir procéder à de nouveaux emprunts. Enfin, Rabat a dû demander au « club de Paris » un rééchelonnement de sa dette extérieure, qui s'élevait à 11 milliards de dollars en 1983. Ce chiffre montre combien la situation s'est dégradée puisqu'il représente 90 % du produit intérieur brut (PIB), alors que, en 1972, la dette n'était, en valeur absolue, que de 900 millions, soit 17 % de celui-ci.

Si l'on ajoute que l'exode rural a eu pour résultat la création de gigantesques bidonvilles autour de Casablanca, capitale économique du pays, et d'autres grandes villes, où s'entassent de jeunes chômeurs, on comprend que la situation puisse être explosive. Nul n'a d'ailleurs oublié les émeutes de Casablanca de juin 1981, à la suite d'une hausse de 30 % des produits de première nécessité, qui avaient fait officiellement soixante-six morts et cent dix blessés — dix fois plus que l'opposition — et celles de 1965.

Homme d'Etat avisé, le souverain chérifien, qui n'ignore pas la situation, a pris diverses mesures pour éviter le drame. Il avait procédé à de larges consultations.

avant de faire adopter son dernier plan d'austérité et, en attendant les élections législatives prévues en février, il concentre tous les pouvoirs entre ses mains. De plus, le gouvernement constitué pour préparer les élections a été élargi à l'Union socialiste des forces populaires, principal parti de l'opposition, et confié à M. Karim Lamrani, un technocrate qui a fort bien réussi à la tête de l'Office chérifien des phosphates. Enfin, fin décembre, Hassan II avait annoncé un « recensement des fortunes » et affirmé que cette fois les déshérités ne seraient pas frappés, les nantis devant enfin payer. Ces mesures, si habiles soient-elles, suffiront-elles à empêcher une explosion semblable à celle qu'a récemment connue la Tunisie ?

PAUL BALTA.

Un jeudi «terrible» à Nador

Melilla (AFP)

« Cela a été terrible » jeudi de 14h à 4h du matin vendredi à Nador, raconte un Marocain travaillant dans cette petite ville du nord-est du Maroc et vivant près de l'un des sept postes frontaliers de l'enclave espagnole de Melilla. Melilla, se trouve à une vingtaine de kilomètres de Nador où des émeutes ont éclaté jeudi dernier à la suite des hausses de prix de denrées alimentaires de base et de certains tarifs scolaires, qui ont fait de nombreux morts et blessés.

Interrogé sur les émeutes, ce témoin raconte : « Vendredi, j'ai voulu sortir de la ville pour rentrer chez moi à Beni Enzar (un village qui jouxte l'enclave espagnole). Une amie m'a donné un mouchoir blanc et on est sorti tous les deux en le brandissant bien haut. En face, il y avait entre 70 et 80 soldats (Marocains), tous armés de mitraillettes. Deux ou

trois personnes ont été tuées près de là ». Agé d'environ 25 ans, il n'a pas voulu donner son identité : « Il y a des milliers d'Ahmed ou de Mohammed au Maroc, mais je ne dira même pas mon prénom. La-bas, ce n'est pas comme en Europe », explique-t-il.

A Melilla, devant l'hôpital de la Croix-Rouge, un grand bâtiment ocre masqué par d'énormes palmiers, les parents ou amis des quelques blessés marocains admis dans ce centre ont peur, eux aussi, et parlent à peine. L'inquiétude grandit à l'approche de la grève générale qui doit se dérouler lundi à Nador, mais aussi tout autour de l'enclave espagnole, notamment dans les localités de Sarhana, Beni Enzar et le « Barrio Chino » (quartier chinois).

Le journal *Telegrama* de Melilla faisait d'ailleurs dimanche sa « une » sur cette grève générale. Selon le quotidien, les liaisons téléphoniques avec Nador ont été coupées. A

l'hôpital de la Croix-Rouge de Melilla, un homme blessé au ventre, arrivé vendredi après-midi, a dû subir une transfusion de 7 litres de sang et 5 litres de plasma. Trois autres Marocains ont été hospitalisés le même jour. Parmi eux, un enfant de 12 ans blessé à la jambe gauche, apparemment par une balle perdue. Dans la soirée de vendredi, une cinquième personne avait été admise à l'hôpital avec une blessure par balle au cou.

Le directeur de l'hôpital a interdit toute visite aux blessés. Seuls les parents sont admis et doivent présenter un passeport et une « carte d'hospitalisation » pour pouvoir accéder aux chambres.

A l'évidence, les Espagnols de Melilla ne veulent pas être mêlés, d'une façon ou d'une autre, à cette histoire. L'impression générale est que, dans la petite enclave, on veut éviter à tout prix un quelconque incident avec le Maroc.

De nombreux journalistes étrangers expulsés

Rabat (de notre envoyée spéciale)

Dimanche, 8 heures du matin. Le journal de Radio-Méditerranée Internationale, une radio marocaine, a un ton alarmiste : après la Pologne, la Hongrie annonce un train de hausses de prix. Au Chili, nouvelles manifestations... Du Maroc, le journaliste ne souffle mot.

9 heures du matin. Les informations de la radio nationale marocaine : Sa Majesté le Roi Hassan II parlera ce soir à la radio et télévision. Rien de plus.

La presse écrite elle, observe un black-out total depuis le début des événements. Un seul journal a rompu hier le silence : *L'Opinion*, le quotidien de l'Istiqlal (parti traditionaliste qui siège au gouvernement). Un encadré en bas de la première page, titrait : « Reprise normale des cours à Rabat ». Le journal fait état de « deux jours de troubles dans quelques établissements scolaires de la capitale », « d'actes de sabotage marqués par des dégâts causés aux transports publics et d'attaques perpétrées contre des citoyens », et « d'actes de pillage dans certaines villes comme Nador et Tétouan ». Une hausse des prix des produits alimentaires ? Rumeurs infondées, affirme le journal : « Les citoyens peuvent constater quotidiennement que le prix des produits de base, tel que le pain, le sucre et

l'huile, n'ont fait l'objet d'aucune agumentation ».

En ce qui concerne l'ampleur des manifestations à Nador et Tétouan, le quotidien qui a pourtant des correspondants locaux, se retranche prudemment derrière les informations de la presse étrangère ; et conclut, de façon surprenante, en adressant une mise en demeure aux autorités : « Pareille situation ne devrait pas faire objet de mutisme. Et il est du devoir des instances gouvernementales concernées de clarifier la situation à l'opinion publique et de mettre fin à la rumeur et à la tension ».

En dépit du black-out, tout se sait au Maroc. Les radios espagnoles et françaises émettent sur tout le territoire. Et la presse étrangère a été partiellement distribuée dans les kiosques, une fois passé le contrôle de la censure à l'arrivée des journaux à l'aéroport. *Libération*, comme *Le Matin*, de samedi-matin sont passés au travers des mailles. En revanche *Le Monde*, qui faisait sa « une » sur les affrontements au Maroc, n'était pas en vente.

Enfin, on ne compte plus les expulsions des journalistes étrangers : tous ceux qui ont approché de trop près la zone des troubles se sont retrouvés dans le premier avion. Cela a été le cas de l'envoyé spécial de l'AFP, de deux journalistes italiens, ainsi que de plusieurs journalistes espagnols.

V. S.

Un black-out total de la presse. Seul un discours du roi Hassan II hier...

MAROC: 150 A 200 MORTS SELON LA RADIO ESPAGNOLE

Les milieux officiels observant un silence total sur les violentes manifestations qui se déroulent depuis plusieurs jours dans certaines villes du nord du Maroc, les seules informations proviennent de Melilla, enclave espagnole dans la région. Une grève générale doit avoir lieu aujourd'hui à Nador.

Officiellement, il ne s'est rien passé au Maroc. Avant le discours du roi, hier soir, les autorités ont gardé le mutisme le plus complet sur les émeutes violentes qui se sont déroulées depuis au moins quatre jours, notamment dans le nord du pays. Les journalistes, comme l'explique ci-dessous notre envoyée spéciale, sont interdits de séjour dans les régions troublées — quand ils ne sont pas expulsés du pays.

Dans ces conditions, la principale source d'information est l'Espagne, via Melilla, une possession espagnole au Maroc, frontalière de Nador, l'une des villes où ont éclaté les troubles les plus violents, dès jeudi. Selon la radio espagnole qui se fonde sur les témoignages de Marocains, rapportés par des journalistes espagnols bloqués à Melilla, les troubles ont fait entre 150 et 200 morts et des centaines de blessés.

A part Nador, les villes les plus touchées sont Tétouan (100 000 habitants), Hoceïma (350 000 habitants) et Oujda (530 000 habitants). Les bilans varient selon les villes



Hassan II, samedi, à la clôture de la Conférence de Casablanca.

mais il apparaît qu'une quarantaine de personnes ont trouvé la mort jeudi à Nador, une cinquantaine samedi à Hoceïma et entre une soixantaine et une centaine samedi à Tétouan.

Tous ces chiffres restent bien sûr sujet à caution : les officiels

espagnols à Melilla gardent le silence et refusent de se mêler des « affaires marocaines ». Toutefois, on a appris que l'hôpital de Melilla, l'un des plus modernes de la région, avait reçu plusieurs blessés de Nador et des « sources proches » de la Garde civile à Ceuta (autre possession espagnole dans le nord marocain) font état de témoignages confirmant les bilans de la presse espagnole. Selon les Marocains interrogés par les journalistes bloqués à Melilla, c'est l'armée plus que la police qui a tiré dans la foule, parfois même selon certains témoignages à partir d'hélicoptères survolant les manifestants.

Dimanche, l'ordre régnait à Nador selon le témoignage de deux journalistes italiens qui ont pu, avant d'être expulsés, séjourner quelques heures dans la ville. « Le marché était ouvert » ont-ils ajouté et les rues connaissaient « une animation normale ». 3000 policiers et une dizaine de tanks seraient mobilisés seulement pour Nador où la manifestation de jeudi aurait réuni 10 000 personnes. Tétouan, selon la

correspondante du journal espagnol *Diario 16* est quadrillé par 5 000 hommes de puis les manifestations de samedi.

A part le nord du pays, d'autres villes marocaines ont été depuis plusieurs jours le siège de troubles, beaucoup moins graves semble-t-il. L'organisation marocaine d'opposition « *Ilal Aman* » (*En avant*) indique dans un communiqué publié samedi à Paris que des troubles ont aussi eu lieu à Marrakech et Agadir au Sud ainsi qu'à Rabat et Meknès au centre. « *Ilal Aman* » précise que dans toutes les villes les mêmes slogans ont été criés : « *Contre la vie chère* », « *Assez, le peuple veut la vie !* » La capitale en état de siège en raison de la tenue, la semaine dernière, du sommet islamique a été épargnée par les émeutes.

Cette semaine qui suit le discours du Roi s'annonce décisive. Lundi

date pour laquelle un appel à la grève générale paraît avoir été lancé risque d'être une journée test, ainsi que le lendemain mardi, onzième anniversaire de l'interdiction de l'Union nationale des étudiants marocains (événement régulièrement « commémoré » par les universités). En attendant, les établissements scolaires et universitaires sont entourés par les forces de l'ordre.

Spontanées, ces manifestations semblent avoir pris de court tout le monde politique.

La perspective de nouvelles hausses de prix des denrées alimentaires ajoutées à l'augmentation des tarifs scolaires qui avaient déjà provoqué depuis le début du mois une agitation dans la plupart des lycées, sont à l'origine des émeutes de ces derniers jours.

Rabat (envoyée spéciale)

A quelle heure allait-il parler ? Menacera-t-il les fauteurs de trouble ou, au contraire, fera-t-il un geste, annonçant par exemple une hausse des salaires ? Sibylline, la dépêche de l'agence de presse marocaine était reproduite hier, sans aucun commentaire, à la une de tous les quotidiens du matin : « *Sa Majesté le roi Hassan II s'adressera ce soir à son peuple fidèle. Le Discours royal sera retransmis en direct par la radio et la télévision* ». Les Marocains ont l'habitude de tel rendez-vous. De son palais, le souverain fait savoir aux responsables de la radio-télévision qu'il s'adressera à la nation. Plantés devant leur télé, ou accrochés à leur poste de radio, ses sujets se tiennent prêts, à partir du journal télévisé en langue arabe de 20h30.

C'est clair : en intervenant hier soir à la radio et télévision nationales, Hassan II entend couper court aux rumeurs — le « *téléphone de la médina* » — qui ont eu vite fait de propager et souvent grossir, les événements qui se sont déroulés ces derniers jours dans les pays — ne particulier au nord, à Tétouan, et Nador où ces témoignages ont fait état de dizaines de morts — concen-



Patrouille de l'armée marocaine dans les rues de Nador, vendredi dernier.

trent toute l'attention des autorités. Et pour cause. Les sanglantes manifestations tunisiennes sont proches, qui avaient fait revenir le président Bourguiba sur sa décision d'augmenter les prix alimentaires. Et cette fois, à la différence des émeutes de Casablanca de juin 1981, qui avait fait plusieurs centaines de morts, aucun parti ni syndicat ne se profile derrière les manifestants. Comment le souverain répondra-t-il ? Avec autorité, prévoient les Marocains. « Hassan II n'aime pas qu'on le défie »...

Faute d'informations, la genèse des événements reste obscure. Deux éléments se superposent : l'agitation scolaire et le mécontentement social. Depuis le début du mois, dans la plupart des villes marocaines, les lycées ont été secoués par des troubles. Partout, pratiquement le même scénario. Pendant les récréations, les élèves se regroupent, commencent à lancer les slogans contre la hausse du coût de la vie. Arrivée des forces de l'ordre. Parfois, des groupes de manifestants réussissent à gagner la rue, balancent des pierres contre des magasins, des pare-brises. A Marachech au début du mois, une manifestation aurait ainsi dégénéré, à la suite de laquelle des « meneurs » auraient été exclus. Effet de contagion ? Malgré le black-out, l'information circule de bouche à oreille. Il y a quelques jours, des habitants de Rabat ont eu la surprise de voir débouler au détour d'une rue un groupe de jeunes manifestants.

L'origine de cette agitation ? Une

hausse des frais d'inscription au bac. Idée malencontreuse : ces frais ne devraient rapporter que 4 millions de Dirhams (l'équivalent en francs) au trésor marocain. Mais cette mesure n'a pu être qu'un détonateur. Et, il faut voir dans l'agitation scolaire l'expression d'un malaise plus diffus. Devant le formidable accroissement démographique du pays (qui détient avec 3% l'un des taux les plus forts du monde), les structures scolaires et universitaires ne suivent pas. L'université à du mal à absorber les bacheliers. Comme le marché du travail, les jeunes diplômés. Face à la détérioration sociale — chômage, hausse des prix non chiffrés officiellement — les lycéens clament leur ras-le-bol.

Partis comme dans le reste du pays de manifestations lycéennes — si l'on en croit les témoignages — les affrontements ont pris une toute autre ampleur dans le nord du pays qui s'est embrasé (lire page 2). Pourquoi ? Les raisons « locales » d'abord. Jouxant Melilla, l'autre Ceuta, Nador et Tétouan vivaient depuis de longues années de la « contrebande de fourmis ». Souvent après avoir graissé la patte des douaniers marocains, des milliers de personnes franchissaient chaque jour la frontière, magnétoscopes sur le dos, radios à la main. Commerce florissant jusqu'à l'année dernière, où le roi nomme un nouveau directeur des douanes. Chassé à la corruption, contrôle frontalier renforcé... Pour toute la région, y compris l'enclave espagnole, le coup est dur.

Seconde explication. Nador figure au nombre des « villes Mercedes » (du nom des voitures ramenées de RFA) du nord du Maroc, considérée comme des « privilégiées » pour les ressources en devises qu'elle reçoit de l'émigration. Or, le plus souvent installés en RFA, au Pays-Bas ou en Belgique, ou de strictes mesures ont été prises à l'égard des immigrés, les Marocains ont de plus en plus de mal à trouver du travail. Nouveau manque à gagner. Mais qu'exigent les manifestants ? Les revendications semblent imprécises. Et cela est significatifs : quelle qu'était l'étincelle, ces troubles traduisent la tension latente dans le pays depuis le début du mois. Comme un sentiment de désespoir, teinté de lassitude, partagé par la frange de la population la plus durement touchée par la crise économique. Un premier train de hausse de prix des produits alimentaires de base a déjà été appliqué l'été dernier. Le beurre est ainsi passé d'un coup de 12 dirham 50, à 21, 50. Puis, début janvier, l'essence et le butane furent augmentés. Et de nouvelles hausses de prix des denrées alimentaires semblent aujourd'hui « inéluctables », comme dit le roi. Pour faire face aux échéances de sa dette extérieure, qui atteint aujourd'hui 11 milliards de dollars, le Maroc s'est vu recommandé par le FMI en octobre dernier de mettre en œuvre un nouveau programme d'austérité. Parmi les mesures vivement « conseillées » par le Fond : la réduction du déficit public (7 milliards de dirhams pour 1984).

Mais pour économiser, estime le gouvernement, il faut supprimer les subventions des produits alimentaires de base.

L'affaire est délicate. La hausse des prix du pain touche directement les couches les plus pauvres, les familles de chômeurs par exemple qui ne reçoivent aucun subside de l'Etat. Aussi Hassan II apparaît-il grave, le 27 décembre, à la télévision : « Je sais que certains n'en ont plus le moyens. Je n'oserai demander aux pauvres de payer pour redresser la situation ». Dans cette perspective de hausses de prix, le gouvernement trouvera une façon de venir en aide aux plus démunis, ajoute-t-il. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un recensement est lancé le 1er janvier pour déterminer les familles « nécessiteuses ». Devant les réticences, les riches en sont exemptés. Jusqu'à présent, près de 60% de la population se serait présentée dans les bureaux des communes.

Et après le recensement, qui doit s'achever le 25 janvier ? Mystère. Les projets d'aide sont tenus secrets. Spontanées, incontrôlées, ces manifestations semblent avoir pris de court tout le monde politique. Partis et syndicats se taisent. Entrées au gouvernement en novembre dernier, pour renforcer l'unité autour de la question du Sahara occidental, les six principales formations politiques paraissent prises au piège. Désormais partie prenante, elles auront bien du mal à se démarquer.

Véronique SOULÉ

EDITORIAL

SERGE JULY

La poudrière maghrébine

Les diplomates américains, lorsqu'ils sont par trop excédés par les remarques françaises relatives à l'Amérique centrale, répliquent par une prédiction sinistre : la France ferait mieux de mettre une sourdine à ses critiques et de se préoccuper fissa du Maghreb, avant qu'elle ne se retrouve confrontée aux mêmes problèmes qu'eux en Amérique centrale. Depuis deux ans, l'entourage diplomatique de Mitterrand et les spécialistes du Quai d'Orsay scrutent avec effroi les moindres dépêches en provenance d'Alger, de Casablanca ou de Bizerte. Et en privé, personne ne nie que l'avenir sera sans doute pire encore que celui prévu par les experts de Washington. L'un des rendez-vous les plus noirs des prochaines années pour la France qui sera directement touchée par les soubresauts et les drames qui se profilent au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

100 millions d'habitants en l'an 2000 pour l'ensemble constitué par les trois pays : une démographie explosive qui va rendre encore plus explosifs que jamais des problèmes explosifs auxquels doivent faire face chacun de ces régimes.

La crise économique mondiale frappe au Maghreb, comme dans le Tiers Monde avec l'ampleur d'un cataclysme : endettement, mise sous tutelle du FMI, mesures de super-hyper austérité

qui provoquent immédiatement le phénomène émeutier comme ce fut le cas, il y a trois semaines, en Tunisie, et comme c'est le cas depuis plusieurs jours au Maroc. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et face à l'opulence ostentatoire des bourgeoisies, des castes et des bureaucraties dirigeantes, la vie chère décrétée et imposée par l'armée, écrit en lettres de sang la mort des illusions sur une possible échappatoire au sous-développement.

Et c'est dans ce contexte que l'intégrité islamique s'impose comme une alternative totale, de manière différente et propre à chaque pays.

Car à ce cocktail plusieurs fois explosif qui sert d'équation plus ou moins générale à cette région du monde, chacun des régimes rajoute ses propres contradictions, généralement toutes aussi dramatiques : l'absence de toute succession en Tunisie et le voisinage avec la Libye qui quotidiennement attise le feu ; la guerre du Sahara pour le régime chérifien et l'existence d'oppositions puissantes et jamais totalement réduites ; l'Algérie enfin, devant affronter simultanément la formidable poussée de l'intégrisme dont l'Université d'Alger est en train de devenir l'une des places fortes et, par ailleurs, le particularisme berbère. Les contrats signés avec des pays européens pour la fourniture de matières premières tempèrent vaille que vaille les effets de cette crise à tiroirs : mais pour combien de temps ! Et ces crises et ces émeutes provoquent des ondes de choc, qui convergent pour la plupart vers la France.

LIBERATION LUNDI 23 JANVIER 1984

Le chaudron maghrébin

Venant après les émeutes de Tunisie, les troubles qui viennent de secouer le Maroc ne constituent pas à proprement parler une surprise dans ce vieux pays de tradition où le luxe d'une petite caste représente un défi permanent pour une majorité de pauvres qui n'ont rien à perdre et rien à espérer. Le signal d'alarme reflétant le mécontentement populaire a d'ailleurs maintes fois fonctionné depuis les émeutes de Casablanca en 1965. Il y a eu, depuis, deux tentatives de régicide par l'armée en 1971 et 1972, d'innombrables grèves et manifestations, de petites jacqueries et la nouvelle explosion de Casablanca en juin 1981.

Les derniers désordres sont plus graves encore, car ils ont affecté l'ensemble du pays, alors que les perspectives d'avenir ne sont guère brillantes. Après un redressement opéré au début de la dernière décennie, grâce à une bonne politique des barrages hydrauliques — qui n'a cependant pas été accompagnée d'une véritable réforme foncière — et à la hausse des prix du phosphate, la situation n'a cessé de se dégrader avec le renversement du marché des minerais, l'augmentation de la facture pétrolière, la sécheresse, l'inflation mondiale, l'inefficacité de l'administration, la corruption, l'absence de planification et, surtout, la guerre du Sahara occidental, qui depuis 1975 saigne le pays à blanc.

Le roi est, certes, habile politique, mais il n'hésitera pas, s'il le juge nécessaire, à noyer dans le sang une rébellion populaire pour éviter que Rabat ne devienne un nouveau Téhéran où sombrerait la monarchie alaouite. Néanmoins, sa marge de manœuvre tend à se réduire avec une opposition dont il a réduit la crédibilité et qui

redoute tout autant que lui le poids d'une armée forte de deux cent mille hommes. Celle-ci demeure la seule force organisée du pays face au trône, qui, alternativement, la flatte et la frappe quand un de ses chefs prend trop d'ascendant.

La principale analogie entre les émeutes en Tunisie et au Maroc est la misère des déshérités et la menace plus ou moins prononcée des activistes islamiques. On ne saurait non plus écarter l'action secrète du colonel Kadhafi — bien qu'il s'en défende — tant pour déstabiliser le régime de M. Bourguiba que pour constituer dans l'armée marocaine un groupe d'officiers « libres » susceptibles de s'emparer du pouvoir.

Au centre de ce Maghreb qui bouge, l'Algérie apparaît comme un havre de paix. Elle est, il est vrai — grâce aux hydrocarbures — plus riche que ses deux voisins, elle contrôle mieux sa sécurité, elle est beaucoup plus volontariste dans le domaine du développement et les richesses y sont un peu plus équitablement réparties. Il n'en demeure pas moins que les islamistes y sont actifs et qu'elle n'est pas totalement à l'abri des menées des activistes berbères.

Jusqu'à présent, malgré le conflit saharien, qui n'a rien de comparable aux guerres du Proche-Orient, les Nord-Africains paraissent mieux placés que leurs frères arabes pour édifier un ensemble qui aurait constitué une zone de stabilité au sud de l'Europe. Les secousses que viennent de subir la Tunisie et le Maroc, la famine dans laquelle se débat la Mauritanie, portent un coup sévère à leur volonté de modernité et à l'édification d'un Maghreb qui comptera 100 millions d'habitants en l'an 2000. Fortement liée à cette région par l'histoire et par les intérêts, la France ne peut qu'être affectée par les bouillonnements de ce chaudron.

SM Hassan II, dans le discours à la Nation, lundi

Celui qui répand les mensonges ou qui entreprendra des actes de nature à troubler l'ordre public sera traité avec une extrême rigueur

CASABLANCA (MAP).
SM le Roi Hassan II a adressé dimanche soir un discours à la nation. Voici la traduction intégrale de ce discours :

Cher peuple,
« Louange à Dieu, que la prière et le salut soient sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Cher peuple,
— « Au début de la semaine écoulée s'est tenue la conférence islamique au Sommet qui a réuni l'ensemble des Musulmans de toutes les régions du monde.

« Ils se sont réunis dans ce pays musulman paisible et Sunnite afin de se concerter sur leurs propres affaires et pour consacrer, à l'échelle universelle, les règles de la « Choura » (consultation) en vigueur entre les Musulmans, Imams et gens du commun.

« Nous sommes parvenus, grâce à Dieu et malgré les problèmes et les positions divergentes que ce sommet a connus, premièrement, à conserver solide et tenace l'unité des rangs musulmans et deuxièmement nous avons, Dieu merci, évoqué tous les problèmes qui intéressent les Musulmans, qu'ils soient africains, asiatiques ou arabes car l'Islam ne fait point de distinction entre les races et les langues et ne cautionne que ceux qui croient en Dieu (Hadith du Prophète que la prière et le salut soient

sur Lui). Mais, cher peuple, tu dois savoir que dès l'annonce de la tenue du Sommet et dès que les adversaires ont appris sa tenue inéluctable, à ce moment précis, des manœuvres de destabilisation sont apparues et des complots ont été tramés dans le but de porter atteinte aux Musulmans et ternir ainsi leur image de marque.

« Il est curieux, cher peuple, de relever que les événements de Marrakech, Nador, Oujda, Tétouan et Al Hocelma sont intervenus, selon leurs auteurs, à la suite de la cherté de la vie et de la situation cisérable vécue, selon eux, par une couche du peuple marocain. Toutefois il est permis de se demander si, du jour au lendemain, cette augmentation des prix et cette cherté de la vie viennent coïncider curieusement avec la tenue du Sommet islamique.

« Cher peuple, tu dois savoir que je ne cherche à induire en erreur ni toi ni moi-même, en ce sens que quand il s'agit de nos affaires intérieures, je te tiens un langage franc et sans équivoque, de même que quand il s'agit de problèmes et de troubles nourris de l'extérieur, je t'en fait part pour la simple raison que je ne suis pas de ceux parmi les chefs d'Etat qui invoquent la main étrangère quand il s'agit d'un problème quelconque

qui se produit chez-eux car ils se cachent derrière l'étranger. Que non et je vais t'édifier cela par un exemple : En 1981 et au moment même où j'allais entreprendre le voyage à Nalrobi, les événements de Casablanca ont eu lieu, est-ce que à ce moment là tu m'as entendu dire qu'il s'agit de manœuvres nourries de l'extérieur ? Mais maintenant, et je tiens à le préciser, il s'agit bien de manœuvres multipartites, ce que je n'ai cessé de répéter. Au moment où j'étais informé que des troubles venaient de se produire à Marrakech et qu'ils se sont étendus par la suite, j'en ai déduit aussitôt que l'affaire n'était pas dirigée contre le Maroc, mais visait bien le Sommet islamique. Pourquoi ? Il y a trois raisons à cela :

— Premièrement : les communistes marxistes léninistes sont derrière cette affaire et cherchent à faire échouer le Sommet car, d'après eux, le véritable Afghanistan n'était pas présent,

— Deuxièmement : parce que la délégation afghane a expliqué et exposé aux congressistes la situation du pouvoir usurpateur en Afghanistan ainsi que le bilan des morts, des blessés et des dégâts matériels et humains subis par l'occupant.

— Troisièmement, ces communistes marxistes léninistes se sont rendus compte

qu'après les troubles connus par l'Afghanistan et le Bangladesh, ces deux grands pays qui regroupent environ 130 millions de Musulmans, ont rétabli la situation. Ils entendent donc que ces deux pays ne retrouvent plus la quiétude et ne se sentent plus sous la protection de la foi islamique et torts de la solidarité des quarante Etats islamiques qui les soutiennent.

Voilà pour ce qui est du point de vue des communistes marxistes léninistes et nous en avons la preuve.

La deuxième source de difficultés vient des services secrets sionistes.

Tu connais bien, cher peuple, la puissance et l'habileté des services de renseignements sionistes. Ceux-ci ont senti que le cours de l'histoire est irréversible.

Lorsque l'Egypte a réintégré la communauté islamique, ils se sont aperçus que notre devenir sera celui que nous voulons nous mêmes et que quelque chose de fondamental allait changer dans l'entité islamique et partant dans l'entité arabe. Ce deuxième front veut donc faire échouer le Sommet islamique.

Enfin, pour ce qui est du sieur Khomeini qui fut excommunié par le Maroc, un mois à peine après son accession au pouvoir, ce qui a été confirmé officiellement par une « Fetoua » des Oulémas il y a deux ans. En effet, il prétend que l'Imam est beaucoup plus proche d'Allah que les anges et les

Prophètes y compris Sidi Mohammed. J'en ai pour preuve ce communiqué du groupe "Ila Al Amam". ces communistes marxistes-léninistes installés à Paris. Je cite :

"Ila Al Amam réclame la révision fondamentale des mesures économiques et politiques qui ont conduit le pays à la catastrophe, ainsi que l'arrêt de la guerre du Sahara occidental qui oppose depuis sept ans les troupes marocaines et les combattants du "Polisario", partisans de l'indépendance de l'ancienne colonie espagnole".

C'est le premier tract. Le deuxième tract a été distribué à Marrakech le 6 janvier 1984.

Je vais en lire quelques extraits et il est également signé « Ila Al-Amam ». Les responsables de ce tract sont actuellement en état d'arrestation et ils comptent, malheureusement parmi eux, quelques jeunes avocats stagiaires. Ce tract dit ceci : « Sachons que notre amère situation actuelle n'est pas due à la guerre du Sahara que même le régime monarchique défilait, contre l'héroïque peuple sahraoui, dont sont victimes des milliers de ses fils. Elle n'est pas non plus une conséquence de la sécheresse comme le prétendait Al-Hassan le sanguinaire (je lis le texte tel qu'il est et cela ne m'effraie guère), mais qu'elle est due au pillage de nos richesses par les Américains et les ennemis... ».

Ici s'explique la provenance des fonds qui ont servi à l'utilisation du papier glacé, des photos en couleurs, et le sieur Khomeiny dit : « au cours de ces jours décisifs que traverse le monde musulman qui vit une étape délicate, se réunissent des gens qui se réclament des peuples islamiques et dénoncent leur présente réunion. « Conférence au Sommet Islamique », qui devait être plutôt appelée, Sommet de la conspiration aveugle, tels sont les dirigeants tortionnaires de nos peuples musulmans et dont aucun n'a pu échapper à la tutelle de l'un ou l'autre des deux grands satans, l'Amérique et la Russie... ».

Donc, la conséquence de tout cela, c'est que, premièrement, ces agissements de l'extérieur ont tenté de provoquer des perturbations dans ce pays. Qu'ont-ils utilisé pour cela ? Leurs auteurs se sont basés, pour se justifier, sur le fait que les prix allaient augmenter. La réalité, c'est que dans mon dernier discours, je vous avais dit que je suis le plus proche de vous, que je m'appretais à effectuer un recensement, que je ne pourrais plus demander davantage d'efforts aux couches déshéritées de la population et que le coubeau a touché l'os.

J'avais affirmé alors que j'entreprends un recensement pour connaître exactement ce que je pourrais faire en conséquence. Cette opération a effectivement pris fin hier et dès que j'ai pris connaissance des données statistiques, j'ai décidé qu'il n'y aura pas d'augmentation de prix. De ce fait, à travers mon dernier discours, les personnes averties devaient réaliser et comprendre que je suis en principe, contre les augmentations et je ne suis pas disposé à permettre davantage d'augmentations.

Elles l'ont constaté du reste à travers mes traits, mes paroles et de par la force de persuasion de ma voix.

Les Marocains sont-ils devenus à ce point inconscients et des enfants qui se laissent balloter par les vents tel un fétu de paille ? Sommes nous arrivés à ce point si bas ? En vérité, il y a lieu d'imputer cet état de choses soit aux enfants, soit à un ramassis de truands. Ceux-ci se trouvent à Nador, à Al Hoceïma, à Tétouan, à Ksar Kébir. Ces truands déseuillés qui vivent de la contrebande et du pillage et qui ont utilisé à Marrakech, comme c'est le cas pour tous les perturbateurs, les enfants qu'ils ont placés

au devant des manifestants sachant qu'il est difficile pour la police, en accomplissant son devoir lors d'une manifestation, de s'attaquer à eux ou de les arrêter.

Je puis vous annoncer alors que ces truands ont été emprisonnés. De leur côté, les enfants, étudiants et élèves doivent savoir que c'est à cause d'eux que le coût de la vie a augmenté. En effet, l'enfant marocain reçoit une scolarisation gratuite depuis sa naissance, depuis son entrée à l'école jusqu'à la fin de ses études supérieures.

Je le jure, par Dieu, que si je réduis de moitié le budget de l'enseignement, je pourrais facilement diminuer les prix des denrées de base.

Je vais vous affirmer une chose : Si nous avions disposé des centaines de milliards dépensés pour l'enseignement, nous n'aurions pas seulement geté mais réduit les prix de l'huile, du sucre, du pain, de la farine et de bien d'autres produits.

Je m'adresse à ces jeunes enfants qui sont manipulés par les autres, pour leur dire qu'ils cessent de se livrer au petit jeu. D'ailleurs, l'ordre a été donné pour qu'ils soient sanctionnés au même titre que les adultes.

Je dis également aux enseignants, qu'ils sont connus et que ce sont eux qui entendent déclencher la grève et manifester dans les rues. Parmi les professeurs, nombreux sont ceux qui ont été renvoyés et ont réintégré ensuite leurs postes. Certains d'entre eux ont regagné leur poste en dépit des peines de prison qu'ils ont purgées.

Ceci, par esprit de tolérance, et non par laxisme. Car ayant cru qu'ils ont regretté leurs actes, nous avons décidé alors leur réintégration.

Les enseignants doivent savoir qu'à l'avenir, ils seront sanctionnés selon les dispositions de la loi en vigueur sous le Protectorat et reconduites à l'Indépendance. Quiconque répandra des rumeurs mensongères ou commettrait des actions de nature à troubler l'ordre public sera sévèrement sanctionné. Pourquoi avons-nous fait ces citations ? Croyez-vous que nous hésitions à lire

tout ce qui se dit de nous ? Ne vivons nous pas au vingtième siècle ?

Il nous souvient que lors d'un entretien avec Notre vénéré père, que Dieu ait son âme, alors qu'il lisait les journaux de l'opposition, Nous Lui disions que Sa Majesté devait être logique avec elle-même surtout qu'Elle a libéré le Maroc, généralisé l'enseignement, inculqué aux gens ce qu'est la liberté de presse et permis l'entrée au pays de la presse d'horizons divers et ce, en dépit des erreurs de certains égarés. Nous Lui avions demandé : « Si Vous deviez aller faire la prière en ville et qu'on Vous avertisse qu'un million de citoyens se sont massés le long de Votre parcours et que dans cette masse il y avait une minorité qui Vous conspuent, iriez vous ? ». Nous Nous rappelons qu'Il nous avait répondu alors qu'Il ne s'y rendrait pas si c'était l'ère de l'Impudique. Nous interrogeant sur ce qu'aurait été notre position. Nous avions répondu que Nous irions en ville si une majorité clamait des vivats à Notre adresse car Nous serons toujours dans la légalité tout en sanctionnant nos détracteurs.

Franchement, nous sommes tous d'accord sur cela, rien, mot doit rester à la loi et de toute façon, le droit et à l'autorité. Les habitants du nord qui connaissent bien le Prince Héritier d'hier doivent bien connaître Hassan II. Nous les connaissons autant qu'ils nous connaissent.

En ce qui concerne les habitants de Marrakech, Nous avons envisagé d'aller nous reposer en cette ville mais maintenant Nous n'y tenons plus, non par sentiment de crainte mais pour les amener à méditer sur leurs actes. Ils doivent stigmatiser le mal tel que cela est prescrit par l'Islam. Chaque fois qu'ils entendent parler de "peuple sahraoui héroïque", ils doivent tous, et Nous spécifions les habitants de Sidi Youssef Ben Ali, dénoncer ceux qui tiennent de tels propos et les remettre aux autorités au lieu de se joindre aux manifestations.

Le dernier mot restera donc à l'autorité et à la loi et il n'y aura point d'augmentations.

Puisse Dieu nous conduire dans le droit chemin".

LE MATIN DU SAHARA

24 Janvier 1984

Silence, on tue

Hassan II annule les hausses de prix et se tait sur la répression
Plusieurs sources font état de plus de 200 morts

Tétouan : la révolte

Envoyée spéciale : Françoise
GERMAIN-ROBIN

CASABLANCA, 23 janvier. — C'est une vague de fond, de colère, de révolte qui secoue le Maroc depuis maintenant plus d'une semaine. Une vague de fond qui a jeté dans les rues des principales villes du pays, du Sud au Nord, des dizaines de milliers de lycéens, étudiants, chômeurs, ouvriers, paysans, acculés à la misère. Il est difficile de savoir avec exactitude l'ampleur atteinte par les manifestations dans chacune des localités touchées, et elles sont nombreuses : Marrakech, Agadir, Khourigba, Casba Tadla, Rabah ; Oujda, Tétouan, Nador, Al Hoceima... La chape de plomb du silence qui pèse sur le pays fait que la presse, la radio, la télévision n'évoquent même pas ces événements, si ce n'est que par le biais du discours royal d'hier soir. Le seul quotidien qui consacrait ce matin son éditorial à la dramatique situation que vit le peuple de ce pays, « Al Bayane », a été saisi.

J'ai rencontré des témoins des émeutes de Tétouan, ville côtière du nord du pays et le récit qui m'a été fait donne une idée de la gravité de la situation et de la férocité avec laquelle le soulèvement a été réprimé.

Tout a commencé mardi dernier, le 17 janvier, par des manifestations de lycéens protestant contre la hausse des frais d'inscription et de constitution des dossiers scolaires, la suppression des bourses, la sélection de plus en plus rigoureuse. Mercredi, les étudiants se joignent aux lycéens et descendent à leur tour dans la rue, vite rejoints par ces masses de chômeurs et de paysans, réduits à la misère, qui se pressent depuis quelques années de plus en plus nombreux dans les villes, à la recherche d'un hypothétique moyen de survie. Par les travailleurs aussi dont le sort n'est guère plus enviable. Très vite, les manifestations ont tourné à l'émeute. Les manifestants s'en prenaient à tout ce qui symbolise la richesse et l'autorité.

Pendant deux jours, la ville a été pratiquement aux mains des groupes de manifestants qui scandaient des slogans hostiles au roi et demandaient l'annulation des hausses de prix prévues. La police débordée, attaquée,

n'avait pu réagir. Il faut dire que l'essentiel des forces de police du royaume se trouvaient cette semaine à Casablanca pour assurer la sécurité du sommet islamique. Un élément qui a sans doute joué dans le développement rapide de l'incendie qui embrase le pays.

Ce n'est que jeudi soir que les forces de l'ordre de Tétouan ont commencé à recevoir des renforts et ouvert le feu sur les manifestants. Vendredi matin, les blindés entraient dans la ville et l'armée dépêchée en toute hâte du Sud tire à l'arme automatique sur tout ce qui bouge. Les quartiers populaires cernés, quadrillés, patrouillés, sont alors le théâtre d'une terrible répression, l'armée n'hésitant pas à faire feu sur quiconque ouvre porte ou fenêtre. Des centaines de personnes sont embarquées dans des camions militaires. Samedi, les quelques groupes qui tentent encore de manifester, certains descendus des montagnes avec des fusils et tirant sur les soldats, sont impitoyablement mitraillés et des hélicoptères entrent en action, notamment sur les hauteurs de la ville, à Djebel Darza.

Les arrestations se poursuivent samedi. Pour cette seule journée, on en a compté 700. Quant aux victimes, il est impossible d'en donner un chiffre exact. Mais leur nombre est très important et on compte parmi elles beaucoup de jeunes et d'enfants. Des témoins oculaires affirment qu'il y a eu pour la seule ville de Tétouan au moins 100 morts et 900 blessés dont dix morts parmi les forces de répression.

Il ne fait aucun doute malheureusement que les émeutes de Nador et d'El Hoceima ont été au moins aussi violentes et aussi durement réprimées. Dans les autres villes du pays, par contre, il semble que l'armée n'ait pas fait usage de ses armes. A Marrakech notamment où les manifestations lycéennes avaient commencé dès le 9 janvier, la police n'a pas voulu tirer sur des enfants. Ce que le roi a semblé regretter dans le discours particulièrement dur et menaçant qu'il a prononcé, hier soir, affirmant que des ordres avaient été donnés pour que de telles hésitations ne se produisent plus à l'avenir.

F. G.-R.

Les « protecteurs » de Hassan II

Des dizaines, peut-être même des centaines de morts... Le bilan des derniers jours que vient de connaître le Maroc demeure incertain,

ne soit oublié, il met en cause, par surcroît, « des chômeurs, des professeurs et des avocats stagiaires ».

Quoi qu'il en soit, son interpré-

PAR YVES MOREAU

le pouvoir royal restant d'un mutisme total sur les effets de la répression qu'il a déchaînée, et interdisant aux journalistes de se rendre sur les lieux où des manifestations se sont produites.

Celles-ci, apprend-on pourtant, ont éclaté dans des dizaines de villes, sur les côtes septentrionales aussi bien que dans l'intérieur du pays, à Meknès et à Marrakech, par exemple, et plus au sud encore, jusqu'à Agadir.

L'importance de ces soulèvements populaires a provoqué une allocution radiodiffusée du monarque. Selon Hassan II, il s'agirait d'un « complot téléguidé de l'extérieur », dont les inspirateurs seraient « l'Iran, les sionistes et les marxistes ». Et, pour que nul

tation des événements tend à ouvrir la voie à une répression illimitée afin que, comme le roi en a proclamé l'intention, « le dernier mot revienne à l'autorité et à la loi ». Déjà, d'ailleurs, un quotidien a été saisi.

Cependant, comme l'avait fait en Tunisie le président Bourguiba, Hassan II a jugé prudent d'annoncer que, pour l'instant du moins, il renonçait à augmenter encore le prix des denrées de première nécessité. Il faut rappeler que celles-ci, dès l'été dernier, avaient été l'objet de hausses importantes: 35 % pour la farine, 30 % pour l'huile, 18 % pour le sucre, 67 % pour le beurre, sans parler de la viande, des carburants, du gaz et de l'électricité. (Suite page 8.)

Suite de la première page.

Plutôt que les marxistes, les sionistes et autres Iraniens, le Fonds monétaire international, qui a imposé de telles hausses et qui, comme en Tunisie, en exigeait de nouvelles, ne serait-il pas le véritable fomentateur de complots ?

Le fait est qu'un Marocain sur trois dispose par jour de moins de 3,50 F pour vivre. Et que Hassan II lui-même avait dû admettre, dans un discours prononcé le 27 décembre dernier : « Les augmentations doivent épargner les pauvres, à qui nous ne pouvons plus nous permettre de demander quoi que ce soit. »

Il y a au Maroc une caste d'opulents privilégiés : des féodaux, de grands profiteurs du néo-colonialisme. Mais, dans sa masse, la population marocaine est encore plus pauvre que celle de la Tunisie.

La chute du cours des phosphates, la crise capitaliste, la sécheresse des années dernières, et surtout la guerre insensée poursuivie au Sahara occidental et qui coûte plus de dix millions de francs par jour, ont saigné le pays à blanc. Son endettement a atteint onze milliards de dollars en 1983 — 90 % du produit intérieur brut, contre 17 % dix ans plus tôt.

La prétendue aide américaine est bien impuissante à compenser à la fois les méfaits de la politique de Hassan II et les injustices de l'ordre international actuel, dont le Maroc est victime comme tous les pays sous-développés.

Les similitudes entre la situation du Maroc et celle de la Tunisie sont évidentes. Mais cette dernière n'a pas à supporter un conflit analogue à celui

que le monarque alaouite a déclenché contre le Polisario.

A plus forte raison sont abusives les assimilations tendant à englober dans une même inquiétude la situation marocaine et celle d'un pays tel que l'Algérie. Le revenu annuel moyen par habitant est de près de trois fois plus élevé en Algérie qu'au Maroc, et les Algériens le doivent pour l'essentiel aux options sociales de leur gouvernement. Parler dans ces conditions de « chaudron maghrébin », comme le fait, entre autres, « le Monde », c'est se livrer à une généralisation pour le moins hâtive.

« Libération » et « le Quotidien de Paris » vont encore plus loin. Celui-ci s'alarme de la « petite Inde maghrébine » qu'il feint de discerner « en voie de gestation outre-Méditerranée », et, invoque la « nécessité stratégique » qu'il faudrait, selon lui, prendre en compte, « si l'on veut éviter de se retrouver avec une véritable poudrière à nos frontières ». Et, dans « Libération », l'éditorial de Serge July appelle la France à entendre les avertissements des Américains « avant qu'elle ne se retrouve confrontée aux mêmes problèmes qu'eux en Amérique centrale ».

Autrement dit : Maghreb, chasse gardée ! Maghreb, notre arrière-cour, notre « quatrième frontière » ! Comme l'île de la Grenade pour M. Reagan... A Paris, dans quelques esprits, l'Afrique de grand-papa n'est décidément pas morte. Qu'importe pour eux que Hassan II, selon la formule du temps de la colonisation, fasse « bouffer de la paille » aux Marocains ?

YVES MOREAU

L'HUMANITE — MARDI 24 JANVIER 1984

HAUSSE DES PRIX, SECHERESSE ET EXPLOSION DEMOGRAPHIQUE

La situation au Maroc et en Tunisie présente de nombreuses similitudes

DES émeutes sanglantes contre la hausse des prix de produits de première nécessité à la décision des autorités de renoncer finalement à ces hausses, le Maroc et la Tunisie présentent bien des similitudes.

A l'origine donc, et dans les deux cas, une forte hausse des prix du pain, de l'huile, du thé, du sucre et du beurre. Mais le Maroc avait déjà vécu semblable situation en 1981, et à l'époque les émeutes de Casablanca avaient été aussi sévèrement réprimées qu'aujourd'hui dans le Rif. De plus, cette année, les Marocains connaissaient déjà le dénouement de la révolte tunisienne : l'annulation pour le moment par le président Bourguiba des hausses prévues.

Sur le plan économique, les deux pays présentent aussi des ressemblances : une économie en voie de développement qui a beaucoup cru à sa principale richesse, le phosphate (le Maroc qui a d'immenses réserves en est le premier exportateur mondial), mais qui subit depuis plusieurs années la chute des cours des matières premières. Par ailleurs la sécheresse a touché également les deux pays. Et l'agriculture qui dispose de pas mal d'atouts au Maroc ne peut subvenir à elle seule aux besoins d'une population en pleine explosion démographique.

Les importations n'ont donc cessé d'augmenter ces derniè-

res années, venant alourdir le déficit de la balance commerciale et des paiements d'un pays qui est déjà obligé d'importer tout son pétrole. Le dernier chiffre de la dette extérieure connu est celui de fin 1982 : 9,7 milliards de dollars, ce qui est énorme pour un petit pays. Le Maroc a donc été forcé de recourir aux pompiers du FMI, qui ne rasant pas gratis. Les prêts accordés par les organismes internationaux sont en effet toujours conditionnés par de sévères plans d'assainissement financiers.

La guerre contre « l'héroïque peuple sahraoui » coûte 10 millions de francs par jour

Facteur aggravant pour le Maroc : la guerre contre le front Polisario, qui engloutit chaque année des capitaux de plus en plus importants, malgré l'aide de certains pays arabes et notamment de l'Arabie saoudite. Et plusieurs fois déjà, le gouvernement marocain a dû annoncer des plans d'austérité, réduisant les ambitions du plan quinquennal de 1981-1985.

Au Maroc où la crise économique n'est pas nouvelle, et un rapport de la Banque mondiale avait déjà souligné, il y a deux ans, les faiblesses des secteurs

économiques : l'agriculture qui n'a pas fait autant de progrès qu'on pouvait l'espérer (- 2 % seulement par an depuis l'indépendance, environ 18 % du PIB), un secteur de produits manufacturés encore faible et peu exportateur, et surtout le manque de planification à long terme de sa principale ressource, le phosphate, par l'Office chérifien des phosphates.

LE MATIN
JOURNAL DE PARIS

MARDI 24 JANVIER 1984

Manifestations hier dans les quartiers populaires de Casablanca et dans le sud du royaume

LE discours, plutôt musclé, du roi Hassan II n'a apparemment pas calmé les esprits, selon différents témoignages en provenance des principales villes marocaines. Hier, l'ordre de grève lancé par les milieux intégristes à Nador et à Rabat notamment, et — semble-t-il — par des membres du PPS (le parti communiste d'Ali Yata) à la faculté de Casablanca, a été différemment suivi. A Nador, sur la côte méditerranéenne, des ouvriers ont été conduits presque manu militari jusque dans leurs usines, et de nombreuses arrestations ont été opérées, notamment parmi les lycéens. La peur provoquée par ces arrestations semble être à l'origine de l'échec relatif de la grève.

A Casablanca, la principale ville du pays, des manifestations ont éclaté hier après-midi, dans les deux quartiers populaires de Korea et de Sbara et l'armée est une nouvelle fois intervenue pour disperser les manifestants. Des arrestations ont été signalées également à Marrakech, mais le fait nouveau enregistré hier est sans doute le début de révolte signalé dans l'extrême-sud, peuplé par des Sahraouis. C'est en effet dans les deux petites villes de Tarfaya et Tiznit que des manifestations ont éclaté hier matin. Les boutiques de ces deux villes ont vite baissé leurs rideaux, au moment où de jeunes manifestants s'en prenaient à des vitrines.

A Agadir, importante ville du Sud qui accueille une grande base militaire, on a remarqué ces derniers jours que de nombreux avions ne prenaient plus la direction du sud (vers le Sahara occidental) mais s'envolaient vers le nord, où policiers et soldats ont paru débordés par l'ampleur des manifestations de rue.

Selon l'agence Reuter, la situation restait tendue dans la plupart des villes marocaines, où les forces de sécurité demeurent visibles un peu partout, et notamment près des lycées et dans les quartiers populaires. La plus grande incertitude régnait toujours hier soir sur le bilan de ces troubles, en l'absence de toute information officielle ou de presse, toujours muette sur ce sujet. Le quotidien *Al Bayane*, du PPS, a été saisi hier matin, alors que le *Matin du Sahara* (progouvernemental) ne faisait état que des déclarations du roi.

Pour la première fois depuis le début des émeutes, il y a une quinzaine de jours, des témoignages directs ont été recueillis, à la fois à Nador et à Tetouan, dans le nord du pays, et à Marrakech, dans le Sud. Ils confirment que les jeunes étudiants ont été les premiers à contester les hausses des prix, mais ils ne permettent toujours pas d'établir un bilan exhaustif des très nombreuses manifestations et de la répression qui s'est abattue sur les émeutiers.

Cent quarante à cent soixante personnes seraient mortes à Nador et sa région depuis le début, jeudi, des violents incidents dans le nord du Maroc, a affirmé à Melilla une ressortissante étrangère qui vit à Nador. Selon cette personne, qui basait ce bilan sur divers témoignages qu'elle a pu recueillir, la première journée des heurts, jeudi, s'est déroulée de la façon suivante :

— Vers 15 heures, les boutiques ont ouvert normalement. Mais, déjà, des rumeurs disaient qu'on ne pouvait plus sortir de la ville.

— Vers 15 h 15, on entend soudain un grand bruit : toutes les boutiques baissent leur rideau de fer. Dans les rues, des gens commencent à courir. Peu après, une bande d'adolescents commence à manifester contre la vie chère et « casse pas mal de choses sur son passage ». « Rien de vraiment très violent », raconte ce témoin, qui a assisté à ces scènes de la fenêtre de l'appartement d'une amie.

— Vers 15 h 20, on entend les premiers coups de feu. De plus, des gens courent dans les rues, puis les camions de soldats commencent à arriver. Des soldats se postent à tous les carrefours se mettent à tirer. Un hélicoptère tourne au-dessus de la ville pour « localiser les différents cortèges de manifestants ».

— Vers 17 h 30, la tension est très forte. Les soldats, jeunes pour la plupart, deviennent très nerveux et tirent un peu partout, au début en l'air puis dans la rue, au hasard.

D'après ce même témoin, les manifestants se sont symboliquement attaqué, surtout aux pharmacies, aux banques et aux voitures. Les pharmacies pour protester contre la réforme du prix des aliments pour bébés, les banques et les voitures comme « symboles capitalistes ». Toujours d'après ces récits, des manifestants auraient attaqué une pri-

son et libéré les personnes qui s'y trouvaient.

Des dizaines de personnes ont été tuées à Tetouan au cours des émeutes qui ont secoué la ville de jeudi après-midi à samedi matin, selon divers témoignages non confirmés recueillis lundi sur place par l'envoyé spécial de l'AFP. Selon ces témoignages, ce sont des lycéens qui ont commencé à descendre dans la rue, bientôt suivis par des gens de la Medina et du « barrio », bidonville jouxtant Tetouan. Dès jeudi après-midi, l'armée est intervenue et a ouvert le feu.

Pendant ces trois jours, toutes les routes menant à Tetouan ont été coupées. Par des barrages de l'armée, mais aussi parce que de grosses bandes de très jeunes gens, souvent des enfants, attaquaient à coups de pierres tous ceux qui se présentaient sur la route.

Enfin, la ville de Marrakech, dans le Sud marocain, a été touchée dès le 9 janvier par les troubles qui viennent d'ensanglanter la plupart des grandes villes marocaines, selon le témoignage d'un photographe français de retour du Maroc. Les troubles, a-t-il confirmé, ont débuté avec des manifestations de lycéens mécontents de la hausse des droits d'inscription au baccalauréat, qui seraient passés à 250 dirhams (250 F), une somme importante dans un pays où les plus bas revenus ne dépassent guère 400 à 500 dirhams par mois.

LE MATIN
DE PARIS

MARDI 24 JANVIER 1984

LE FMI BOUC ÉMISSAIRE

FMI dehors. » Ce slogan étalé sur les murs des grandes villes brésiliennes, ces derniers mois, pourrait aussi bien se retrouver au Maroc aujourd'hui. A une autre échelle, l'enchaînement est en effet le même : des difficultés économiques graves, un plan d'austérité drastique, des émeutes. Et une ombre maléfique vers laquelle se pointent des doigts accusateurs : le Fonds monétaire international (FMI). Quel rôle joue donc cette organisation créée en juillet 1944 lors de la Conférence de Bretton Woods (États-Unis) pour assurer l'harmonie financière et monétaire du monde sorti du chaos et tour à tour dénoncée depuis des années comme un « ogre impérialiste », un gendarme ou un sauveur ?

Lorsqu'un pays en difficulté sollicite un prêt du FMI, les fonctionnaires de l'organisation, dont le siège est à Washington, n'ouvrent pas sans condition

cette tirelire internationale dont les ressources sont apportées par ses quelque 140 États-membres. Ils établissent, sur place, un diagnostic de l'économie malade et proposent, au terme d'une procédure concertée, un traitement qui vise toujours un même objectif principal : rééquilibrer les comptes extérieurs du pays demandeur. Il ne s'agit pas simplement de lui prêter pour boucher des trous, mais de l'aider à se tirer du mauvais pas où il se trouve, d'en éliminer les causes.

On peut comprendre que le Fonds monétaire soit honni : le fait ou simplement le risque de devoir « aller au FMI » est toujours dénoncé par l'opposition au pouvoir en place comme le signe d'un échec économique (y compris en France lorsque la menace est évoquée).

Partout où le FMI est appelé à la rescousse, le psychodrame reste pourtant le même. Son diagnostic sévère met le doigt sur les erreurs de gestion,

voire les malversations ou la corruption. Son ordonnance rigoureuse bouscule un peu plus le pouvoir d'achat et l'emploi. Ses experts ont beau jeu de démontrer que, sans ces mesures, sans leurs prêts et sans ce label de bonne conduite qui ouvrent les portes des banques privées, les difficultés économiques pourraient être finalement plus importantes encore. Mais la tentation est grande de dénoncer l'ordre économique vu de Washington et prescrit par l'Occident, de le désigner comme bouc émissaire pour apaiser l'opinion publique.

Au Maroc comme dans tant d'autres cas, l'intervention du FMI n'aura pas suffi. Rabat a dû demander aux États donateurs du « Club de Paris » un rééchelonnement de sa dette extérieure (11 milliards de dollars en 1983). La France a donné cinq fois plus que les Américains qui pourtant vendent au Maroc leurs céréales à tour de bras. Impitoyable. **Jean MARCHAND**

LA FAUTE DES AUTRES ?

NOËL
DARBROZ



Apparemment, les émeutes du Maroc sont arrivées comme un coup de tonnerre. Le roi Hassan II pensait pouvoir éviter une répétition des événements de Tunisie. Il avait, en effet, décidé de ne pas faire subir aux plus pauvres les inévitables augmentations de prix des produits de première nécessité : beurre, thé, sucre, farine, pain, huile, conséquence du programme d'austérité décidé par le gouvernement pour obtenir un rééchelonnement de la dette sous la pression de la banque mondiale.

Mais le schéma n'a pas fonctionné. Le syndrome tunisien a été le plus fort : émeutes puis discours du roi annulant les augmentations prévues.

Mais une grande interrogation demeure. S'agit-il de manifestations spontanées de pures émeutes de la faim et de la misère ? Ou bien tous ceux qui ont intérêt à déstabiliser le pays, tout comme ils ont intérêt à déstabiliser la Tunisie, voire l'Algérie, saisissent-ils un prétexte pour passer à l'action ?

Le roi Hassan II a choisi la deuxième explication. Mais c'est

une explication fourre-tout. Il est difficile de voir à la fois, Iraniens, communistes et sionistes, par ailleurs si opposés, agir d'un commun accord pour compromettre ce que le roi du Maroc considère comme un succès personnel : le 4^e Sommet islamique de Casablanca.

En fait, il est probable que tout se conjugue aujourd'hui pour rendre le Maroc instable. L'intégrisme islamique à la Khomeini, qui continue de se répandre comme un incendie dans tous les pays musulmans, a certainement sa part de responsabilité. Mais ne trouve-t-il pas un terrain favorable au Maroc où le mécontentement a mille raisons : l'interminable guerre du Sahara qui ruine le pays (1,5 million de dollars par jour), la chute des cours du phosphate, la sécheresse des dernières années, mais aussi le scandale provoqué par les dépenses somptuaires de la cour, la construction de palais luxueux et inutiles, le fossé entre des possédants de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus nombreux et réduits à habiter les bidonvilles de la misère et du chômage.

Enfin l'étrange silence de la classe politique et ses syndicats complètement ralliés au roi.

Battre sa coulpe sur la poitrine des autres, comme le fait le roi Hassan II, n'est certainement pas la bonne solution.

UN PAYS EN VOIE DE SOUS-DÉVELOPPEMENT

Au Liban au Tchad, la France s'efforce de « dire le droit » à des peuples qui n'ont pas l'expérience de l'État. Ce dernier émergera-t-il un jour des rivalités tribales? C'est évidemment la diplomatie française qui joue un rôle déterminant pour tenter de résoudre les conflits dans sa sphère d'influence. Mais doit-on pour autant abandonner l'effort de redéfinition de l'aide tenté la première année de l'actuel septennat? Comment espérer un paix durable si le sous-développement s'aggrave?

Le Maroc est un exemple typique d'une situation « moyenne » d'un pays du tiers monde : il y a mieux, mais il y a pire. Or, malgré des potentialités de développement importantes, il glisse de plus en plus vite dans le quart monde.

La guerre du Sahara, qui n'en finit pas, en est une des causes. Elle constitue le principal instrument de consolidation de la monarchie, grâce auquel Hassan II a pratiquement réussi depuis quelques années à liquider les partis politiques comme forces réelles. Ce qui lui permet de les conserver comme façade moderne masquant la réalité régressive et tribale de son régime.

Comme ce rôle de consolidation d'une unité nationale précaire que remplit la guerre du Sahara est le même pour l'Algérie, il y a fort à parier que cette guerre va s'éterniser encore longtemps.

Car on ne voit pas quel autre ciment de l'unité nationale pourrait la rem-

placer. Et les dépenses qu'elle entraîne sont autant de sources d'enrichissement pour certains, au palais et autour.

Depuis la visite officielle de F. Mitterrand, il y a un an (1), les informations sur ce pays sont rares et inquiétantes : la guerre du Sahara a repris et les espoirs de paix s'amenuisent ; les mesures d'austérité prises en juillet indiquent que, malgré l'aide croissante de la France et de l'Arabie Saoudite (2), le Maroc est maintenu de plus en plus artificiellement au seuil de la famine.

Certes, la récession mondiale aggrave la situation. Mais le régime marocain en est le principal responsable : il ne se maintient en équilibre précaire qu'en transformant l'aggravation rapide de la misère qu'il suscite par son parasitisme en ferveur religieuse à l'égard du souverain, commandeur des croyants.

L'aide française a aussi sa part de responsabilité car elle est au cœur des cercles vicieux du sous-développement : ils ne pourront être brisés, ou du moins affaiblis, que par un changement dans la composition, les conditions et les modalités de cette aide. Pour l'instant, le changement n'étant plus à l'ordre du jour dans ce domaine depuis le départ de J.-P. Cot, la stagnation de la production, notamment dans l'agriculture, et l'explosion démographique se traduisent par une baisse du niveau et de l'espérance de vie.

Les causes de cette explosion démographique sont d'ordre culturel car elle est la conséquence de la dissociation entre la natalité qui est restée très élevée sous l'influence de facteurs religieux traditionnels, et la mortalité qui a baissé avec la modernisation impor-

Ces facteurs jouent à plein parce que les valeurs traditionnelles n'ont pas été infléchies mais au contraire durcies par la modernisation importée. Cette dernière n'a pas été comprise et assimilée par les classes dirigeantes comme au Japon, mais au contraire utilisée tout en étant maintenue à distance et stérilisée par elles.

Ce sont les valeurs traditionnelles se renforçant dans un contexte qui ne l'est plus, qu'on le veuille ou non, qui expliquent l'accélération de la croissance démographique au Maroc depuis vingt ans ; elle est passée de moins de 2 % par an au lendemain de l'indépendance, en 1956, à plus de 3,5 % aujourd'hui : la population est ainsi passée de 11 millions d'habitants à près de 30 millions!

Cette société traditionnelle qui renforce son emprise à mesure que le sous-développement s'aggrave est basée sur un pouvoir qui descend du ciel et le mépris du travail. Dans les pays capitalistes où le salariat est maintenant généralisé, l'échelle des qualifications permet de s'élever dans celle des revenus par son travail. Dans la logique tribale, par contre, la forme la plus rapide et la plus générale d'enrichissement, ce sont les bakchichs, la corruption qui sont un sous-produit de l'allégeance au pouvoir et découragent les compétences techniques ou gestionnaires modernes.

Cette logique traditionnelle aboutit à cantonner les Marocains dans des travaux subalternes et à réserver le travail technique aux coopérants étrangers. Ainsi, l'apprentissage d'une éducation moderne qualifiée se heurte-t-elle pour un Marocain à une double difficulté qui se traduit par un double blocage : à la difficulté objective d'ap-

prendre des matières dans une langue étrangère s'ajoute l'angoisse de transgresser un interdit d'ordre religieux. La logique de cette situation, c'est l'exil de l'étudiant ou de l'ouvrier qualifié marocain. Ils s'y retrouveront dans une position admise par la tradition, qui y a toujours vu une occasion d'augmenter son réseau de relations.

C'est pourquoi, par exemple, la gestion des propriétés et des entreprises royales a toujours été confiée à des étrangers : ils ne risquaient pas d'acquiescer un pouvoir dessus. C'est également la raison pour laquelle les grandes entreprises marocaines (généralement publiques ou appartenant à la famille royale) ont des dirigeants incompetents nommés par le palais en fonction d'un dosage entre tribus. Ils ne sont pas là pour prendre des initiatives, réaliser des plans de développement (les coopérants sont là pour cela), mais pour obéir aux ordres du palais, quels qu'ils soient, et se constituer une caisse noire qui alimente leur tribu. Pendant ce temps, les quelques jeunes cadres marocains travaillent à des projets qui ne verront jamais le jour ou montent au noir leur propre entreprise dans des secteurs à profit rapide et y consacrent le plus clair de leur temps.

Outre qu'elle stérilise l'aide, cette situation nous concerne directement parce que l'angoisse du présent et de l'avenir accélère l'émigration qui continue au rythme d'environ 20000 Marocains par an malgré tous les contrôles et avec toutes les complications locales.

Comme dans d'autres pays du tiers monde, les placements à l'étranger des grandes fortunes marocaines (famille royale en tête) sont du même ordre que la dette extérieure. Les circuits

financiers occultes que cela suppose, la faiblesse des contreparties productives de l'aide sont autant de source d'inflation importante pour le Maroc, mais aussi pour la France. Le taux des prêts garantis par la Coface est un gaspillage d'épargne à long terme.

Après un an d'hésitation et pour des raisons diplomatiques, le gouvernement français a décidé qu'au Maroc, comme dans le reste de l'Afrique, « tout continuerait comme avant », pour reprendre la formule de Claude Cheysson à Rabat en septembre 1981. On peut douter que ce « réalisme » soit efficace à terme sur le plan diplomatique si la France cautionne ainsi des régimes qui finiront par s'effondrer, comme en Iran. Il est en tout cas certain que sur le plan économique, ce « néoréalisme », en masquant pour un temps la gravité de la situation, contribue à l'aggraver. La politique des « petits cadeaux » (selon le mot de J.-P. Cot) est non seulement moralement scandaleuse, mais aussi économiquement stérile. Devant la gravité de la situation du tiers monde, la complaisance n'est plus de mise et un langage de vérité plus que jamais nécessaire.

Qu'en pense l'actuel ministre de la Coopération et du Développement ?

Philippe BRACHET
Professeur d'économie
à l'université de Rabat
en 1981 et 1982

(1) Précédée la veille de la liquidation du général Diori, probablement par le roi lui-même et suivie quelques jours plus tard par l'arrestation et l'incarcération du correspondant du Monde, Roland Débour.

(2) Je détaille les principales modalités dans mon livre *Desertion n'est pas marocain*, le développement du sous-développement au Maroc. (La pensée universelle), 1980, 205 pages, 25 F.

Les émeutes au Maroc sévèrement réprimées

Le roi Hassan II renonce aux augmentations de prix et dénonce des ingérences étrangères

Le roi Hassan II a fait souffler le chaud et le froid dans le discours télévisé à la nation qu'il a prononcé dimanche soir 22 janvier, après les troubles graves qui ont secoué le pays. Comme l'avait fait le président Bourguiba au début du mois, le souverain a déclaré qu'il avait décidé de ne pas augmenter les prix des produits de première nécessité, contrairement à ce qu'il avait annoncé dans un précédent discours, fin décembre.

Le monarque a rendu responsable des désordres les partisans de l'imam Khomciny, les communistes marxistes-léninistes et les « services secrets sionistes » (*Lire les extraits de son discours page 3*), auxquels il a adressé une sévère mise en garde. Il a affirmé avec force que le « dernier mot reviendra à l'autorité et à la loi ».

Les émeutes ont éclaté jeudi dernier dans trois villes méditerranéennes du Maroc. Après Nador, à 14 kilomètres de l'enclave de Melilla, et Al-Hoceima (*le Monde* du 20-23 janvier), c'est Tétouan, à une quarantaine de kilomètres de Ceuta, le deuxième préside espagnol, qui a été touché.

Selon l'opposition marocaine, il y aurait moins d'une vingtaine de morts, mais la presse espagnole estime qu'il y en aurait entre cent cinquante et deux cents, dont, selon *El País*, une quarantaine à Nador et une centaine à Al-Hoceima. Pour sa part, le mouvement d'opposition clandestin Hal Amam (En avant) estime à soixante au moins le nombre des tués à Tétouan. Mais il est évidemment très difficile de vérifier l'exactitude de ces chiffres.

Il est sûr, en revanche, que les affrontements ont été très durs, et, d'après des témoins que nous avons pu joindre au téléphone, des hélicoptères auraient tiré à la mitrailleuse sur les manifestants de Nador — environ dix mille — et de Tétouan, tandis que l'armée, au sol, ouvrait également le feu.

Dans un premier temps, les autorités ont tenté de minimiser les faits. Pourtant, la situation était suffisamment grave pour que des chars patrouillent dans ces villes quadrillées par l'armée, qui y a dépêché plusieurs milliers d'hommes. Les quartiers populaires sont entourés d'un cordon de sécurité. Après les affrontements et les pillages, les magasins avaient leurs rideaux baissés dimanche.

Selon certaines sources, des manifestants auraient réussi à désarmer des militaires et auraient tiré sur

eux. Des soldats auraient été tués et un officier blessé à Tétouan. Le commissariat du quartier Hay-el-Barriou a été incendié, de même que le tribunal de première instance, proche du consulat d'Espagne, et aussi, semble-t-il, le bureau des P.T.T. La tension dans le nord ne s'explique pas seulement par la cherté de la vie, mais aussi par une taxe de sortie du Maroc de 500 dirhams pour combattre la contrebande avec Ceuta et Melilla, qui fait vivre une partie des populations de la région.

Preuve aussi de la gravité de la situation : plusieurs envoyés spéciaux étrangers ont été expulsés samedi. C'est le cas de Jacques-Michel Tondre, de l'AFP, qui voulait se rendre à Nador et qui a été embarqué de force à Oujda dans un avion — dont on a retardé le décollage — en partance pour Marseille. Henry Kram, du *New York Times*, qui devait subir le même sort, a été finalement refoulé sur Casablanca. José Ramon Ganuza, de la radio espagnole, a été ramené d'office dans une voiture de la police de Tétouan à Ceuta. Enfin, les reporters du *Giornale* (Milan) et du *Messaggero* (Rome), qui avaient réussi à pénétrer dimanche matin à Nador, où ils ont constaté que le calme était revenu, ont été contraints de regagner Melilla, où sont bloqués une douzaine de journalistes.

Les journaux marocains ont commencé à évoquer les événements samedi et dimanche. *Itihad al Ichiraki* (Union socialiste), organe de l'Union socialiste des forces populaires, qui était dans l'opposition, mais qui a été associée au dernier gouvernement, expliquait samedi qu'il a gardé le silence pendant que le Maroc était l'hôte du sommet islamique. Mais il soulignait que les troubles ont déclenché une « vague de rumeurs » et il invitait le premier ministre, M. Karim Lamrani, à donner des explications. *L'Opinion*, organe de l'Istiqlal, précise que la vague d'agitation a commencé il y a deux semaines à Marrakech, tandis que *Al Bayane* (communiste) souligne que, dans cette ville, le mécontentement a été suscité, entre autres, par une hausse de 20 % sur les factures d'électricité.

D'après divers témoignages diplomatiques et marocains, on peut reconstituer ainsi les événements. Le 27 décembre, Hassan II avait annoncé à la télévision une série de mesures économiques destinées à redresser la situation financière. Le

souverain n'avait suscité des espoirs dans les couches pauvres en indiquant que les riches paieraient pour répondre à la « nécessaire solidarité nationale ». Le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, avait ensuite expliqué que la politique du souverain consistait à « enrichir les pauvres sans appauvrir les riches ».

Il avait souligné que les familles paysannes gagnant 560 dirhams (1 dirham = 1 F environ) par mois et les familles citadines ayant un revenu mensuel de 900 dirhams seraient épargnées par les hausses qu'entraîne la suppression des caisses de compensation (qui subventionnent les produits de première nécessité), suppression recommandée par le FMI. Par la suite, il était apparu qu'on ne recenserait pas les fortunes des riches, contrairement à ce qu'on avait cru ; le recensement devait porter sur les plus déshérités.

Or, début janvier, il y a eu une hausse sur l'essence qui a affecté les travailleurs qui se déplacent à mobylette en raison de la crise des transports dans les grandes villes, en particulier Casablanca. Mais surtout l'augmentation de 5 dirhams des bouteilles de butane a frappé durement les familles les plus pauvres. A cela, il faut ajouter de petites hausses sur le savon, les bougies, etc., qui ne pouvaient que grever les faibles revenus et désespérer les chômeurs. Enfin, le prix de la viande, qui avait considérablement baissé l'été dernier en raison de la sécheresse, a fait un bond après les premières pluies.

Les salaires étant bloqués depuis environ deux ans, alors que le coût de la vie a pratiquement doublé en trois ans, les déshérités, qui pensaient être épargnés, ont été exaspérés par ces nouvelles hausses. Aussi, d'après un coopérant de Marrakech, on pouvait lire, écrits sur les murs, des slogans hostiles au roi, dont celui de « Hassan = menteur ! » et « Hassan assassin ! ».

En fait, les manifestations populaires ont commencé à Marrakech, qui a été particulièrement affectée par la sécheresse. Elles s'y sont déroulées les 8, 9 et 10 janvier, au point qu'il aurait fallu ramener dans la métropole du Sud, des troupes du Sahara occidental et de Sidi-Ifni. Se fondant sur des recoupements effectués par ses militants dans les hôpitaux, le mouvement Ilal Iman estime que les affrontements auraient fait dans cette ville une centaine de morts et de très nombreux blessés, mais, là encore, la véracité de ces chiffres est invérifiable. Finalement, une vingtaine de villes auraient été le théâtre de troubles plus ou moins violents, dont le centre phosphatier de Khourigba, où le siège de l'OCP

(Office chérifien des phosphates) a été attaqué par des manifestants.

Une personnalité politique marocaine nous a affirmé que les émeutes ont été fomentées par des islamistes qui ont exploité le mécontentement des jeunes et des déshérités. Depuis une quinzaine de jours des tracts qui refléteraient une influence iranienne — on y trouve le mot « *tahouti* », employé à Téhéran contre les riches — ont été distribués. Ils attaquent violemment le roi, son régime, la dégradation des mœurs et la corruption. Contrairement au souverain dans son allocution de dimanche, cette personnalité a ignoré les marxistes-léninistes, qui sont des groupuscules, et les services sionistes... On voit mal pourquoi ils auraient cherché à déstabiliser Hassan II qui entretient des rapports secrets mais suivis avec les dirigeants israéliens.

Que les activistes islamiques aient jeté de l'huile sur le feu ne fait pas de doute. Cependant, il convient d'observer que les islamistes marocains sont très divisés et compteraient une vingtaine de groupes affaiblis par leurs rivalités. Un des chefs en vue est M. Abdessalem Yacine, qui diffuse depuis 1975 la revue *Al Jamaa* « la Communauté », et qui voulait lancer un quotidien, *As Sobh* « l'Aube », lequel a été interdit dès son premier numéro. Ses collaborateurs nous avaient téléphoné pour nous annoncer qu'il avait été arrêté le 27 décembre. Un tract diffusé ces derniers jours à Paris indique qu'on est depuis sans nouvelles de lui. On ne peut exclure que les autorités aient voulu l'empêcher d'avoir une action pendant le sommet islamique.

Un autre groupe, semble-t-il assez actif, est celui de M. Mohamed Motti'a, qui avait été un des principaux instigateurs de la prise de la grande mosquée de La Mecque en décembre 1979. Arrêté par les Saoudiens, il a réussi, dit-on, à s'échapper du pays, et se serait depuis réfugié en Libye.

Que que soit le dynamisme des islamistes, il est évident que c'est la situation économique fort malsaine qui a été déterminante dans ce pays où 9 400 000 personnes — sur une population d'environ 25 millions — disposent de moins de 3,50 F par jour pour vivre. En outre, pour 54 %, la population a moins de quinze ans, et ces jeunes qui vont arriver dans les années à venir sur le marché du travail n'ont guère de perspectives, le pouvoir n'ayant pas élaboré une planification sérieuse et le pays étant saigné à blanc par le conflit du Sahara occidental qui coûte quelque 10 millions de francs par jour.

PAUL BALTA.

LE MONDE — Mardi 24 janvier 1984

Hassan II met-en cause l'Iran les « marxistes-léninistes » et les « services sionistes »

Rabat (AFP). — Le roi Hassan II a affirmé, dimanche soir 22 janvier, que les troubles survenus ces jours derniers au Maroc ont été téléguidés de l'étranger et particulièrement par l'Iran, le monde « marxiste-léniniste » et les « services de renseignements sionistes », afin qu'échoue le quatrième sommet islamique de Casablanca.

Dans un discours à la nation radiotélévisé, le souverain a montré sur les écrans des tracts saisis notamment, selon lui, à Marrakech. Certains, portant en encadré la photographie de l'imam Khomeiny, s'élevaient contre les dirigeants marocains qualifiés de « valets des sions américains et soviétiques ». D'autres, signés par un mouvement marxiste-léniniste marocain Ial-Amam (En avant, interdit), imputaient la gravité de la situation économique marocaine non pas aux difficultés dues à la sécheresse et à la lourde facture pétrolière, mais « à la guerre que livre Hassan II, le criminel, à nos frères du Sahara occidental ».

Selon le souverain, les marxistes-léninistes désiraient que le sommet de Casablanca, échoue afin que l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ne puisse se prononcer, notamment sur la situation en Afghanistan. « Les sionistes, pour leur part, a dit le souverain, savent très bien que demain ne sera pas comme aujourd'hui, ni comme hier, en raison du retour de l'Égypte dans le giron islamique et que cela changera forcément la politique islamique et, partant, celle des Arabes. »

Le roi Hassan II a, d'autre part, annoncé que, après avoir pris connaissance, samedi soir, du recen-

sement social qu'il avait ordonné le 1^{er} janvier dernier à travers tout le pays, « il n'y aura pas d'augmentation des prix des produits de première nécessité ».

Il a également affirmé que les troubles qui se sont produits d'abord à Marrakech puis à Nador, Al-Hoceima, Oujda, Ksar-El-Kébir, Tétouan et Chaouen (Nord) ont été organisés par certains chômeurs et des professeurs. « Plusieurs de ces chômeurs, des professeurs, ainsi que de jeunes avocats stagiaires et des éléments du mouvement marxiste-léniniste Ial-Amam, ont été arrêtés et seront déférés en justice », a ajouté le roi, qui n'a donné aucun bilan des personnes arrêtées ou des victimes des derniers troubles.

Le souverain a indiqué que, afin de pouvoir s'adonner tranquillement aux actes de pillages, les « professionnels de l'agitation » poussaient d'abord de jeunes lycéens à manifester dans la rue « sachant que les autorités n'oseraient pas prendre de sanctions contre eux ». « Mais que tout le monde sache, a-t-il poursuivi, que, désormais, des ordres stricts ont été donnés afin que quiconque manifesterait dans la rue ou colporterait de fausses nouvelles sera sévèrement réprimé. Le dernier mot reviendra à l'autorité et à la loi. » Le roi a indiqué qu'il avait décidé d'annuler le voyage qu'il projetait d'effectuer à Marrakech « non pas parce que j'ai peur, a-t-il précisé, mais parce que je suis déçu par l'attitude observée par les habitants (...) à qui il revenait d'appréhender eux-mêmes les instigateurs des troubles qui se sont produits dans leur ville ».

« LA MAIN DE L'ÉTRANGER VIENT PLUTÔT DU FMI ET DES MULTINATIONALES »

Le représentant à Paris du mouvement Ilal-Amam, mis en cause par le roi Hassan II, s'explique pour « le Matin »

DANS son discours, Hassan II a affirmé que les troubles survenus ces derniers jours au Maroc avaient été téléguidés de l'étranger, notamment par le « monde marxiste-léniniste ». Un des représentants marocains de ce « monde » a été nommé mis en cause par le souverain, qui a montré un tract, signé par le mouvement Ilal-Amam (En avant, interdit) imputant les difficultés actuelles du pays à la guerre du Sahara occidental. Hassan II a également affirmé que des éléments d'Ilal-Amam avaient été arrêtés et seraient déférés à la justice.

A Paris, le porte-parole de ce mouvement nie toute responsabilité d'Ilal-Amam dans le déclenchement des troubles. Selon lui, ils ont débuté les 9 et 10 janvier dans la Sud, à Marrakech, à l'initiative des lycéens, choqués par l'instauration d'une taxe sur les examens, auxquels se sont joints ensuite de façon totalement

spontanée, les habitants des quartiers populaires, désespérés par les hausses de prix des denrées de base. La répression, sévère, à laquelle ont pris part des troupes auxiliaires rappelées du sud saharien, a fait de nombreuses victimes et provoqué plusieurs milliers d'arrestations. Selon lui, ce schéma s'est reproduit de ville en ville sans qu'une quelconque organisation ait réussi à récupérer le mouvement.

« Dans son discours, qui reflétait un désarroi à peine maîtrisé, poursuit le porte-parole d'Ilal-Amam, Hassan II a en fait déclaré la guerre aux libertés démocratiques marocaines. Et il a bien entendu nié toutes ses responsabilités : à l'origine des troubles, outre la sécheresse du sud, il y a d'abord sa politique, profondément antipopulaire. » Celle-ci se traduit, selon Ilal-Amam, par les mauvais résultats de la politique agricole, qui ne favorise que les grosses exploitations exportatrices, d'ailleurs en plein

marasme par le faste somptuaire entourant les manifestations officielles, par la guerre contre « l'héroïque peuple sahraoui », qui coûte 10 millions de francs par jour au pays, et par les limites à l'expression démocratique, qui ont joué un rôle très important, puisque le mécontentement n'a pu s'exprimer autrement que par des manifestations de rue.

« Nous n'avons pas de responsabilité dans le déclenchement de cette révolte, ajoute-t-il. Nous ne pouvons que déplorer la violence de la répression contre un mouvement légitime et spontané, que nous comprenons. Il ne s'agit plus de simplement rapporter les hausses, mais de faire baisser des prix, devenus inacceptables pour les plus démunis. Quant à la main de l'étranger, il ne faut pas la chercher là où la voit Hassan II, mais plutôt du côté des multinationales et des organisations qui lui servent de relais, en l'occurrence le FMI. »

LE MATIN

MARDI 24 JANVIER 1984

Les marxistes-léninistes répondent au Roi

Trois groupes sont responsables des émeutes au Maroc, selon le roi : les khoméinistes, les sionistes et les marxistes-léninistes. Les M-L dénoncés nommément par le roi c'est le mouvement Ilal Aman (en avant) dont plusieurs des militants selon Hassan II ont été arrêtés ces derniers jours. Un porte-parole de ce mouvement, réfugié en France, a tenu à répondre aux accusations du roi.

Ilal Aman, explique-t-il, apporte « un soutien total » au « mouvement spontané » de la population, mais il refuse absolument d'indiquer, si son organisation, clandestine car durement réprimée depuis sa fondation en 1970, est à l'origine de ces mouvements. Selon Ilal Aman, les manifestations ont fait environ 500 morts (un chiffre qui se rapproche de celui donné par deux autres organisations, lire ci-dessus), dont 250 dans les villes du nord, une centaine à Marrakech et sa région au cours des manifestations des 9, 10 et 11 décembre et environ 150 dans

d'autres villes du Maroc. Il chiffre les arrestations par milliers dont la plupart sur simples indications des « moukadam », les chefs de quartier tout dévoués au pouvoir.

Ilal Aman a été créé il y a 14 ans à la suite d'une scission du parti communiste marocain (aujourd'hui parti populaire du Progrès dont le journal *Al Bayane* est autorisé. Ses dirigeants historiques sont soit morts en prison comme Abdelatif Zarouel (tué sous la torture en 1974) ou Saïda Menebi

(morte en captivité à la suite d'une grève de la faim) ou toujours incarcérés comme Brahim Sarfati, militant juif antisioniste. Ilal Aman, fait rare parmi les forces politiques marocaines condamne « la lutte injuste et fratricide » que se livrent « les peuples sahraouis et marocains ».

C'est la première fois que ce mouvement très clandestin s'exprime à visage ouvert car il estime que « le discours du roi est une déclaration de guerre » et qu'il faut maintenant « alerter l'opinion internationale ».

LIBERATION MERCREDI 25 JANVIER 1984

LES ÉMEUTES DE LA VIE CHÈRE AU MAROC

Les troubles auraient fait au moins soixante morts dans le Nord

Le calme est revenu, semble-t-il, ce mardi 24 janvier, sur l'ensemble du territoire marocain mais, selon les journalistes qui ont pu se rendre dans le nord du pays, la tension y demeure perceptible. « A Nador, c'est le calme de la peur. Les gens restent chez eux », a déclaré un voyageur à l'AFP. En outre, une grève suivie à 90 % aurait paralysé cette ville, selon l'agence de presse espagnole EFE.

Selon des diplomates, le bilan des morts dans les villes du Nord s'élèverait à soixante. Il y en aurait vingt à Nador, vingt à Tétouan, quinze à Al-Hoceima et trois à Fès. Deux manifestants auraient été tués à Marrakech lors des premiers troubles estudiantins. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé qu'aucun Français n'a été victime des troubles.

Par ailleurs, la section espagnole de l'Institut international de la presse a adressé une lettre de protestation au premier ministre marocain, M. Karim Lamrani, après l'expulsion de plusieurs journalistes espagnols. Elle souligne qu'il s'agit là d'une « grave atteinte à la liberté d'information et de communication ». La direction de l'Agence France-Presse a également protesté contre l'expulsion – qui n'a toujours pas été motivée – de son envoyé spécial Jacques-Michel Tondre (*le Monde* du 24 janvier).

Enfin, la presse algérienne a accordé, lundi, une place importante aux émeutes au Maroc, publiant en première page des dépêches d'agence mais s'abstenant de tout commentaire. Les journaux n'ont pas observé la même retenue que pour les récents troubles en Tunisie, pays avec lequel l'Algérie entretient de bonnes relations. Les journaux n'avaient alors publié que la version officielle des événements. Il est vrai que en dehors du discours prononcé, dimanche soir, par le souverain, les autorités marocaines n'ont guère fourni d'explications sur les troubles et en particulier, sur le nombre des victimes.

LE MONDE – Mercredi 25 janvier 1984

Les médias de l'intoxication et de la subversion

Les médias espagnols et français, aussi bien la télévision que la radio et les journaux, se sont dévoués sans retenue sur le Maroc à la suite des quelques manifestations qui ont eu lieu dans diverses villes du Royaume. Ces médias se sont livrés à un véritable travail de dénigrement, de provocation, d'intoxication et d'incitation à la subversion.

Ils ont commencé par grossir démesurément les événements et à chaque heure le nombre des victimes augmentait et certains commentateurs de la radio n'ont pas hésité à lancer une véritable campagne de subversion et d'incitation à la grève et aux manifestations en diffusant de pseudo mots d'ordre, à l'occasion disaient-ils de l'anniversaire de l'interdiction de l'UNEM, alors que celle-ci a repris ses activités; d'autres n'hésitant pas davantage à dire que des mots d'ordre d'émeutes avaient été lancés à Casablanca.

Ce caractère incitatif et provocateur a été aggravé par la répétition incessante de ces mots d'ordre. Qu'une information soit diffusée deux fois passe encore mais qu'elle soit répétée chaque heure pendant toute la journée et toute une semaine, c'est alors une véritable campagne d'intoxication et de propagande subversive.

Pourquoi les médias espagnols ne publient-ils pas à longueur de journée les mots d'ordre de l'ETA ? Pourquoi les radios françaises ne parlent-elles pas à chacun de leur bulletin des émeutes déclenchées par les agriculteurs, l'enlèvement des camionneurs britanniques ou la mise à sac de la sous-préfecture de Brest ? Le Maroc leur a permis de faire diversion.

Mais cela ne suffisait pas et ces médias sont allés jusqu'à la falsification et au mensonge.

Avant le discours de SM le Roi, dimanche soir, la presse française et espagnole parlaient de manifestations contre les hausses de prix. Aucune des denrées de base n'a été augmentée et dans son discours du 27 décembre, SM le Roi avait ordonné avant toute décision dans ce domaine de procéder à un recensement afin d'organiser une opération de solidarité entre les citoyens les plus aisés au profit des plus déshérités.

Tous ces médias ont oublié ce discours et la vérité pour attiser les manifestations organisées. L'effet à l'extérieur a été d'autant plus grave pour le Maroc que l'ensemble de la presse internationale retient les médias espagnols et français comme référence pour ce qui se passe au Maroc. La presse allemande par exemple n'a pas de correspondant à Rabat, mais à Madrid.

Les commentateurs ont cité à l'envi le témoignage évidemment faux « de consuls et de milieux diplomatiques désireux de conserver l'anonymat ». Après le discours de dimanche soir, les mêmes médias ont exprimé d'une part leur déception devant l'absence de bilan, d'autre part leur satisfaction en soulignant que le « Roi avait cédé ». Lundi soir à 19 h 15, Radio France Internationale dans le résumé des nouvelles annonçait que le Souverain avait annulé les mesures de hausses, mais dans le développement qui suivit, il était dit que les hausses n'auraient pas lieu. C'est tout simplement de la malhonnêteté professionnelle. Bien entendu on s'est ingénié à dresser un parallèle entre les manifestations du Maroc et les émeutes de Tunisie. Mais à Tunis, les hausses avaient été effectives et le président Bourguiba les a bel et bien annulées. Au Maroc, le Souverain n'a pas eu besoin de désavouer le gouvernement, car, répétons-le il n'y a pas eu de hausses.

Enfin, les commentateurs espagnols et français citent une fois de plus « les milieux diplomatiques » estimant au sujet des campagnes de subversion lancées au Maroc que les thèses soutenues par le Souverain ne sont pas valables. Le Souverain a pourtant montré les tracts communistes et khoméinistes qui, il faut aussi le souligner, ne parlent pas du tout de hausses de prix, mais s'élèvent contre les institutions nationales marocaines, allant même jusqu'à la trahison pure et simple en exaltant « la lutte héroïque du peuple sahraoui » !

Le fait que ces tracts d'origines si diverses, mais convergentes dans leur dessein, aient été lancés juste au moment où se réunissait le sommet islamique montre bien que c'était la conférence elle-même qui était visée. Qui avait en effet intérêt à la saboter : l'Iran furieux de la présence de l'Irak, l'Union Soviétique, pour faire pièce à la condamnation de son occupation de l'Afghanistan, Israël enfin pour s'imposer à la réintégration de l'Égypte.

Il est d'ailleurs curieux de constater que la base logistique de cette agitation est à Paris où ont été imprimés les tracts et il ne faut pas oublier que Khoméini a pu organiser la subversion en Iran de son asile de Neauphle le Château.

Les médias français et espagnols ont apporté leur soutien à cette opération de subversion contre le Maroc en se transformant en organes d'intoxication, effectuant un véritable travail de sape. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois. A chaque occasion, ces médias se livrent avec une complaisance évidente à des entretiens de ce genre accablant le Maroc monarchique alors que les pires dictatures, pour peu qu'elles se qualifient elles-mêmes de démocratiques et de populaires se valent parées de toutes les vertus. Mais le peuple marocain dans ses profondeurs a déjà répondu à ces provocateurs spécialistes de l'intoxication et de la subversion.

Ahmed ALAOUI

Mardi 25 Janvier 1984

Les élections législatives seraient reportées de février à mars

De notre envoyé spécial

Rabat. — Le lundi 23 janvier était une journée cruciale pour le régime marocain. Il s'agissait de savoir si, au lendemain d'un discours durant lequel le roi avait à la fois joué de l'apaisement, en promettant que les prix ne seraient pas augmentés, et de la menace, en déclarant que les enfants qui manifesteraient s'exposeraient aux mêmes risques que les adultes, l'agitation allait persister dans les villes qui avaient connu des troubles, voire s'étendre à la capitale, jusqu'alors relativement préservée, et à Casablanca, où le dispositif policier mis en place pour le sommet islamique a été allégé.

Selon des informations recueillies à des sources non officielles, aucun événement dramatique n'avait été observé lundi soir, qu'il s'agisse de Marrakech, où l'agitation des écoliers et lycéens avait marqué le début des troubles, ou des villes du Rif, étroitement contrôlées par les forces de l'ordre. On ignore toutefois quelle est exactement la situation à Nador.

Les autorités doivent néanmoins se garder de tirer des conclusions hâtives de cette accalmie. En effet, elles ne sont pas confrontées à un mouvement organisé avec mots d'ordre assortis de conditions ou de délais. Les partis politiques se taisent, à l'exception peut-être du petit Parti du progrès et du socialisme (communiste), non représenté au gouvernement d'union nationale et dont le quotidien *Al Bayane* n'a pas été mis en vente lundi. Les trois syndicats n'ont pas donné de consignes non plus, la rumeur relative à une grève générale se révélant fantaisiste. Il apparaît que les troubles de la semaine dernière étaient spontanés, sans « chef d'orchestre ». Les tracts dont le roi a parlé dans son discours ont été distribués par des contestataires de tendances diverses, à l'occasion des manifestations, mais ils n'ont pas suscité celles-ci. Il s'agissait essentiellement de protestations contre la vie chère.

L'Université à l'écart des troubles

Publié récemment, le budget pour l'année 1984 laissait entrevoir de durs sacrifices, bien qu'il maintienne une allocation de plus de 1 milliard de francs pour la caisse de compensation, qui sert à limiter l'ascension de certains produits de première nécessité. La hausse, au début du mois, du coût des bouteilles de gaz, très utilisées par les pauvres, a pu jouer un rôle. Les esprits étaient déjà excités par l'« exemple » de la

Tunisie, très discrètement évoqué par la presse mais connu par l'écoute des radios étrangères. D'autre part, les fastes du sommet islamique avaient été imprudemment étalés par la télévision, et il a fallu que le quotidien *le Matin du Sahara* précise ultérieurement qu'ils avaient été financés par l'Arabie Saoudite.

Il s'avère que les troubles les plus graves ont eu lieu dans les villes du Rif. Toutefois, de sources diplomatiques espagnoles, on juge excessifs les chiffres avancés quant au nombre des victimes par les radios espagnoles à partir de déclarations recueillies dans les enclaves de Ceuta et Melilla. En tout état de cause, le bilan se chiffre au moins par dizaines de morts.

Partout ailleurs, à Marrakech, à Safi, à Agadir, l'agitation a été limitée aux quartiers populaires, essentiellement les médinas.

Jusqu'à présent, l'Université a paru se tenir à l'écart de l'agitation. Le 24 janvier est l'anniversaire de la dissolution de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains), mesure prise en 1973 et levée en 1978. L'ambiance qui régnera sur les campus ce jour sera une indication.

Les autorités estiment avoir la situation suffisamment en main pour annoncer la reprise des cours dans les établissements scolaires de Casablanca, où les études avaient été interrompues à l'occasion du sommet islamique. A ce jour, la grande métropole économique n'a pas bougé.

Le trafic routier était normal lundi entre Casablanca et Rabat, sans contrôles de police. A l'aéroport, les formalités de débarquement se font dans le même climat débonnaire que d'habitude. Des voyageurs peuvent garder les quotidiens français de lundi matin qu'ils apportent avec eux, mais le numéro du *Monde-Dimanche* daté du 22-23 janvier, portant en manchette « *Émeutes de la vie chère au Maroc* », n'a toutefois pas été mis en vente. Seul clin d'œil de l'officier de police feuilletant le passeport du journaliste qui ne cache pas sa profession : « *Pourquoi n'êtes-vous pas venu avec votre famille ?* »

Si la consigne est manifestement au calme et à la cordialité à l'égard de l'étranger, les autorités mesurent suffisamment l'impact des événements qui ont ensanglanté le pays pour ne pas se risquer à pronostiquer avant la fin mars des élections législatives annoncées initialement pour février.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE MONDE — Mercredi 25 janvier 1984

A CASABLANCA ET RABAT

« Vous voyez bien que tout est normal... »

Casablanca. — « Vous voyez bien que tout est normal ! Il n'y a pas un seul magasin fermé. La circulation est aussi dense que d'habitude. Les trains, les taxis, les bus, tout marche. Et, regardez, le facteur fait sa tournée comme chaque jour. S'il y en a qui ont lancé un mot d'ordre de grève, il en sont pour leurs frais... » Ainsi s'exprimait, lundi 23 janvier, à Casablanca, un haut fonctionnaire marocain avec lequel nous circulions en voiture à travers différents quartiers de la mégapole, créditée aujourd'hui de plus de trois millions d'âmes, qu'est le principal port du royaume.

Les jours précédents, à Rabat, d'autres responsables marocains nous avaient tenu les mêmes propos, en nous montrant la population vaquant à ses occupations comme à l'accoutumée, dans l'imposante agglomération, à laquelle on attribue aujourd'hui un million d'habitants, qu'est devenue, en peu d'années, la capitale administrative. Cependant, ici et là, tant à Casablanca qu'à Rabat, on tombait de temps en temps au coin d'une rue sur les hommes des brigades antiémeutes en treillis vert, patrouillant en casque à visière de plexiglas, un gros bâton à la main. Au reste, ce n'est pas, loin de là, dans ces deux villes que se sont produits les troubles les plus graves de ce mois-ci, plusieurs témoins directs de foi ayant fourni des descriptions concordantes sur les désordres limités qui s'y sont déroulés. Ils ont surtout vu, semble-t-il, des adolescents jeter des pierres sur des voitures particulières ou des autobus.

Lycéens ou désœuvrés, les moins de vingt ans paraissent les plus excités par les « événements ». Une rumeur qu'aucune source n'est venue confirmer avait assuré que, dans le nord du pays (notamment à Tétouan), où ont ap-

paremment eu lieu les émeutes les plus violentes, « des soldats ont donné leurs fusils aux manifestants ».

D'autres bruits, tout aussi fous et invérifiés, comme celui de « centaines de morts à Marrakech », ont circulé, grandement favorisés par l'absence totale d'informations officielles. Les autorités marocaines ont invoqué, pour justifier ce mutisme, la tenue du sommet islamique à Casablanca jusqu'au jeudi 19 janvier. Mais ce mutisme n'a pris fin que dimanche 22 janvier au soir, avec le discours radiotélévisé du roi. A ce moment-là, des voyageurs arrivant de Marrakech affirmaient que, outre l'agitation des collégiens, il avaient surtout noté, dans la grande cité du Sud, la présence de tracts célébrant notamment les « glorieux Sahraouis », contre lesquels l'armée royale se bat depuis sept ans, dans l'ancien Sahara espagnol.

La jubilation des intégristes

En revanche, bien que les troubles ne paraissent pas avoir été provoqués par les partisans locaux d'une révolution à l'iranienne mais par la cherté insupportable de la vie, les intégristes marocains, comme leurs frères d'Égypte ou de Tunisie dans des circonstances sociales comparables, jubilent presque sans se cacher. Ceux que nous avons rencontré, lundi 23 janvier dans la Médina de Casablanca — où, à deux pas d'un nouveau palace pour touristes fortunés, les gens du quartier attendent l'eau courante depuis vingt ans et plus — ne nous ont pas dissimulé qu'à leurs yeux « la marche vers l'Etat islamique est favorisée au Maroc par l'insouciance du gouvernement lui-même ».

De notre envoyé spécial

Le fait que le roi du Maroc soit de lignée chérifienne — la généalogie de la dynastie alaouite remonte jusqu'à Ali, gendre de Mahomet — et qu'il porte le titre de commandeur des croyants (musulmans) a fait longtemps penser, du moins à l'extérieur du royaume chérifien, que celui-ci serait moins perméable au discours intégriste que les républiques arabo-musulmanes voisines. Les origines et la dignité islamique de Hassan II font pourtant s'esclaffer nos quatre interlocuteurs, qui ont très volontiers accepté de s'entretenir avec nous, après avoir toutefois soigneusement vérifié notre identité.

Barbus comme il se doit pour tout militant islamiste fier de l'être, vêtu de djellabas neuves et portant de bonnes chaussures européennes, ils se déclarent étudiants ou fils de commerçants, parlent bien français et n'ont jamais quitté le Maroc. Les excès sanglants de la révolution iranienne sont, selon eux « des inventions de la presse française ou russe », et puis, « s'il faut du sang pour purifier le Maroc, tant pis, mais, de toute façon, un grand mieux en sortira pour tout le monde. Vous-mêmes, en France, vous le reconnaîtrez ».

Le désastre économique actuel de l'Iran ne paraît pas ébranler nos « révolutionnaires islamiques », lesquels reconnaissent que, de toute façon, « il y aura toujours des riches et des pauvres ; mais un riche qui est un bon musulman ne peut pas être considéré comme un ennemi par son coreligionnaire pauvre ». Voire...

La veille, à Casablanca, au parc de la Ligue-Arabe, un père de famille, musulman modéré selon toute apparence, nous avait confié son amertume en surveillant sa progéniture : « Je suis employé aux douanes, je ne paie pas d'impôts

mais je ne gagne que 700 dirhams par mois (1) et je viens de refuser une tablette de chocolat à mes enfants : elle coûtait 10 dirhams. Si Sa Majesté savait, elle ne laisserait pas ses fonctionnaires vivre aussi mesquinement... » Ce douanier affirmait ignorer jusqu'à l'existence au Maroc de Frères musulmans ou assimilés. Pourtant, c'est dans son pays, il y a une dizaine d'années, que fut commis l'un des premiers crimes islamistes à l'échelle du monde musulman, lorsqu'on assassina l'avocat Omar Benjelloun, un libéral de gauche vivement opposé à la politique gouvernementale, mais auquel les intégristes n'avaient pas pardonné ses positions modernistes.

Ironie de la conjoncture : au moment où le Maroc vit de nouveau des heures agitées, était jouée à Rabat, au théâtre Mohamed-V, en avant-première mondiale, le vendredi 20 janvier, une pièce du metteur en scène marocain Tayeb Saddiki, tirée du *Livres des délectations* d'Abou Hayyan, moraliste irakien du... dixième siècle. Cette œuvre satirique semble pourtant être taillée pour notre époque : on y voit un vizir assailli par les grèves et le mécontentement populaire, discourant pompeusement sur le concept de satiété, alors que ses concitoyens crient famine et que de pauvres hères sont accusés de complot parce qu'ils parlent ensemble de leurs misères... A la fin, surgit une sorte d'ayatollah armé d'une mitrailleuse qui mettra tout le monde d'accord... Notons quand même que la pièce n'a pas été interdite au Maroc.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Environ 700 F, avec un pouvoir d'achat local d'approximativement 1 000 F.

— APRES LES EMEUTES DE LA FAIM — AU MAROC

L'ordre de Hassan II

Des milliers d'arrestations

La loi du silence règne sur le Maroc. Après la répression sanglante des manifestations dans le nord du pays, peu de Marocains osent parler par crainte de représailles. Les journalistes étrangers ont cependant fait état d'une grève massive, lundi dernier, à Nador.

Pour faire régner sa loi, Hassan II fait procéder à de nombreuses arrestations. Les mouvements les plus touchés sont l'organisation progressiste « Ilal Amam » et les militants du Parti du progrès et du socialisme (PPS).

A Paris, Pierre Gensous, secrétaire de la CGT, a exprimé, au nom des militants de la CGT, sa « *condamnation la plus énergique du mépris de la vie humaine dont font preuve les autorités marocaines* ». La CGT appelle ses organisations à « *exiger l'arrêt de la répression et la libération immédiate de tous les manifestants arrêtés* ». D'autre part, l'Association des Marocains en France (AMF) et l'Association des travailleurs marocains en France (ATMF) organisent une manifestation, samedi prochain, à 14 heures, à Paris, de Barbès à Ménilmontant.

Envoyée spéciale :
FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

CASABLANCA, 24 janvier. — Tout autour du Palais de justice de Casablanca, des femmes s'attroupent depuis hier matin. Elles attendent, debouts ou assises, sur les trottoirs. Elles parlent à voix basse. Elles ont le visage anxieux et ne protestent que timidement quand les agents de police qui gardent le palais les font circuler. Elles font quelques pas et s'arrêtent un peu plus loin pour attendre encore.

Ce sont les mères et les sœurs des jeunes lycéens, étudiants pour la plupart, qui ont été arrêtés ces derniers jours à Casablanca et dans les environs. Si le nombre des arrestations a été relativement modeste dans la capitale économique du pays où il n'y eut, dimanche soir, que quelques attroupements de jeunes, vite dispersés, il n'en est pas de même dans le reste du pays où les arrestations se comptent par centaines, voire par milliers.

A Marrakech, où le mécontentement populaire avait commencé à s'exprimer il y a près de trois semaines, on dénombrait, dès le 10 janvier 600 arrestations parmi lesquelles

beaucoup de jeunes, des enseignants, des avocats.

Depuis cette date, 300 nouvelles arrestations ont été opérées dans le corps enseignant. On en a compté 250 à Agadir, 100 à Beni Mellal, plusieurs dizaines à Khourigba. Dans le nord du pays, les emprisonnés se comptaient par milliers.

Parmi les personnes emprisonnées se trouvent des militants et responsables locaux de plusieurs partis d'opposition et notamment des communistes. Le quotidien du P.P.S., « Al Bayane », qui dénonçait ce matin l'arrestation de trois de ses dirigeants et réclamait la libération de toutes les personnes emprisonnées ces derniers jours, a été saisi pour la deuxième journée consécutive.

Deux membres du Comité central du P.P.S., les camarades Azzaoui, de Meknès, et Acila, de Ksar el Kébir, sont en prison ainsi que le camarade Ceddik, membre du comité régional du P.P.S. à Meknès, et l'on est sans nouvelles des responsables et militants communistes de Nador, toujours coupée du reste du pays. Des militants de base et animateurs locaux de l'U.S.F.P., qui compte pourtant deux

Ancrage

L'Afrique du Nord est « *une zone qui est essentielle pour l'Europe. (...) Si l'instabilité (y) devient plus ou moins permanente (...) elle aura des effets (...) sur toute l'Europe. (...) La politique européenne doit passer par l'Afrique du Nord et lier les intérêts de cette région à ceux de la Communauté européenne, ancrer* » l'Afrique du Nord à l'Europe le plus possible.

C'était, hier, le ministre espagnol des Affaires étrangères, Fernando Moran, représentant de l'aile gauche du parti socialiste, qui reprenait le discours euro-péc colonialiste dans lequel, la veille, en France, s'étaient illustrés les éditorialistes du « Quotidien de Paris » et de « Libération ».

ministres, dont son secrétaire général, M. Bouabib, au gouvernement, ont eux aussi été arrêtés. La censure a été généralisée et les gouverneurs de chaque province ont désormais la possibilité d'y recourir de leur propre initiative. La presse étrangère, notamment française, a disparu des kiosques depuis deux jours et les journaux marocains, qui continuent d'observer le mutisme le plus total sur les événements de ces derniers jours, s'en prennent par contre violemment aujourd'hui aux médias français et espagnols, les accusant de travestir la réalité. Le « *Matin du Sahara* » parle de « *provocation* » et « *Maroc Soir* » de « *tentatives de subversion* » contre le Maroc.

Ces deux quotidiens reproduisent à nouveau en première page et in-extenso le discours royal de dimanche soir, insistant dans leurs titres sur ses aspects les plus menaçants. Le même discours a été rediffusé hier soir par la télévision marocaine qui en a donné la traduction en français et en espagnol. Le message est clair : nul n'est désormais censé ignorer quel sort l'attend s'il ose s'opposer à la politique royale ou manifester le moindre mécontentement.

Les émeutes du Maroc

LE PARAMÈTRE ROYAL

TOUJOURS PAS DE BILAN OFFICIEL. LES JOURNALISTES INTERDITS DANS LE NORD DU PAYS

Hassan II a annulé le voyage qu'il projetait de faire à Marrakech - résidence d'hiver du souverain. « Non parce que j'ai peur, a dit le roi du Maroc dans son allocution de dimanche soir, mais parce que je suis déçu par l'attitude observée par les habitants de cette ville » (où les lycéens ont manifesté dans les rues dès le 9 janvier pour protester contre la hausse des droits d'inscription au baccalauréat).

Une petite phrase à peine relevée en France et pourtant révélatrice des rapports du roi et des Marocains. Hassan II sait que ce genre de déclaration touche au cœur le petit peuple des médinas, pour lequel - faut-il le rappeler? - il représente le pouvoir temporel, mais aussi le pouvoir religieux : la monarchie marocaine est « reconnue » comme descendant de la famille

du prophète Mahomet. D'où le « poids » et la puissance tout à fait particuliers du souverain marocain, qu'on ne peut rapprocher d'aucune manière sur ce point du Chah d'Iran ou encore du président Bourguiba. Ce statut fait que la personne de Hassan II est sacrée et que toute critique à l'égard de lui-même ou de ses propos est considérée comme un crime de lèse-majesté - avec des conséquences connues : emprisonnement pour les uns, disparition pour les autres...

Le souverain marocain use de ce droit subi par tous - y compris par les partis politiques. Ainsi, par exemple, le mensuel *Al Asas*, affilié au Parti du progrès et du socialisme (PPS, communiste), qui a pignon sur rue à Rabat, a joint dans son numéro de décembre-janvier un encart spécial faire-part sur feuille libre, où il adresse ses « vives condoléances » au roi Hassan II pour la mort de son frère, le prince Moulay Abdallah, décédé des suites d'une longue maladie...

Au Maroc, personne n'arrive encore aujourd'hui à faire abstraction de la personne même du roi. C'est impensable et inconcevable. Et c'est un élément qu'on se doit d'avoir toujours en tête pour juger de la situation du pays. Jusqu'à quand; se pose-t-on quand même la question dans certains milieux? Le danger vient sans aucun doute des jeunes (la société marocaine ne cesse de rajeunir), moins respectueux des traditions, moins fatalistes, et ne supportant pas le « mal-vivre » accepté par leurs aînés.

Pour l'instant, c'est un danger bien canalisé par le roi du Maroc et son entourage. Hassan II a fait le choix de la non-information pour éviter tout embrasement du Maroc. Lundi matin, la presse marocaine dans son ensemble ne faisait toujours pas mention directement des émeutes et désordres qui ont ensanglanté les villes du nord du pays. Seul le discours royal faisait la une!

Et aucun bilan officiel n'était toujours donné. De sources diplomati-

ques, on affirmait cependant lundi qu'il y aurait eu au moins 60 morts dans la ville de Nador où, d'après le témoignage de certains étrangers s'étant rendus à Melilla, l'enclave espagnole, « c'est aujourd'hui le calme de la peur ». « La majorité des habitants de la ville, au nombre de 15000, réduisent leurs déplacements au strict minimum. Des automitrailleuses patrouilleraient toujours dans les rues de Nador. Et le dispositif militaire devrait rester en place au moins huit jours encore », ont-ils précisé.

Sans que l'on puisse en établir l'importance exacte, plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées à Nador, Tetouan et Marrakech, mais aussi à travers tout le Maroc à la suite des émeutes qui ont troublé le Nord du pays. Il semble qu'elles aient essentiellement frappé des éléments d'extrême gauche, notamment au sein du parti marxiste-léniniste clandestin Ilal-Amam et des intégristes musulmans. Le roi avait nommément accusé ces deux tendances à la télévision diman-

che soir d'avoir distribué des tracts pour « l'arrêt immédiat » de la guerre contre « les frères du Polisario » et contre les chefs des États islamiques qualifiés de « valets des impérialistes américains et soviétiques ».

Mais surtout, il semble que plusieurs responsables régionaux de l'USFP aient été arrêtés, certains étant toujours en « détention préventive ». L'USFP, parti de gauche, appartient pourtant depuis décembre dernier à la coalition gouvernementale, son chef Abderhaim Bouabid étant ministre d'État sans portefeuille.

Il est toujours impossible de se rendre sur place, les journalistes étant interdits dans la région. Au Maroc et depuis mai 1981 (date de l'arrivée de la gauche en France), les responsables marocains n'ont pas arrêté de répéter « qu'il n'y a plus de vrais journalistes en France. Il n'y a en France, aujourd'hui, que des jeunes qui ne connaissent rien à la situation du Maroc et racontent n'importe quoi »...

Julia FICATIER

LA CROIX - MERCREDI 25 JANVIER 1984

MAROC : ARRESTATIONS TOUS AZIMUTS

Professeurs et étudiants, militants de gauche et d'extrême gauche, intégristes musulmans dans le nord et le sud du pays figurent parmi les personnes interpellées

DES dizaines — voire des centaines — d'arrestations ont été opérées ces derniers jours dans différentes villes du Maroc, à la suite de violentes émeutes, notamment dans les rangs de l'extrême-gauche, des intégristes musulmans et de l'USFP (Union nationale des forces populaires), dont le premier secrétaire, Abderrahim Bouabid, est pourtant ministre d'Etat sans portefeuille depuis novembre dernier. Les principales interpellations ont eu lieu à Nador et à Tetouan, dans le Nord du pays, et à Marrakech, dans le Sud. Sur le plan général, la situation semblait calme hier à travers tout le pays. Les services de contrôle des prix ont redoublé d'efforts et de nombreux commerçants ont été sévèrement sanctionnés pour stockage clandestin de marchandises ou hausses illicites des prix des produits alimentaires. Dans son discours de dimanche, le roi Hassan II avait annoncé l'annulation des hausses des prix des produits de première nécessité.

Dans ce même discours le roi avait accusé trois groupes différents d'être responsables du « complot téléguiché de l'étranger » qui seraient, selon lui, à l'origine des émeutes de la semaine dernière. Il s'agit des « khomeinistes », des « sionistes » et des « marxistes-léninistes », auxquels s'ajoutent, toujours selon Hassan II, « des profes-

seurs ainsi que de jeunes avocats stagiaires ». Par ce groupe, le souverain marocain semble viser ce qu'on appelle l'aile gauche de l'USFP, qui conteste la ligne suivie par ses principaux dirigeants et qui serait à l'origine de certaines manifestations, notamment à l'université de Casablanca. Selon les premières indications, des responsables régionaux de l'USFP ont été interpellés à Rabat, Khouribga, Oujda, Tetouan, Nador, Casablanca et El-Jadida. Certains d'entre eux ont déjà été relâchés, mais d'autres ont été maintenus en « détention préventive ».

Selon l'Association des parents et amis de disparus au Maroc, cinq responsables syndicaux figurent parmi les personnes arrêtées : trois dirigeants de l'USFP à Nador (El Mahimi Houcine, El Arroud Driss et Bouhjar Mustapha), le secrétaire général du syndicat des marins à El Hoceima (El Bazouri Abed) et Ait Solimane, du syndicat national des petits commerçants de Rabat.

Des arrestations ont aussi été opérées au sein du mouvement marxiste-léniniste Illal-Amam (clandestin), accusé dimanche par le roi d'avoir distribué des tracts réclamant l'arrêt immédiat de la guerre contre « les frères du Polisario ».

Parmi ceux qui ont été arrêtés hier à Rabat dans les milieux progressistes figurent notamment six personnes qui

avaient déjà séjourné dans les prisons marocaines avant d'être remises en liberté. Il s'agit de Benjelloun Saïd (professeur), Zrika (poète), Afkir, Abadou Najia (femme), Harif Abdellah, actuellement détenu), Zahidi Driss et Benzekri (professeur).

Aucun bilan précis des récentes émeutes n'a pu être établi, et la presse marocaine est à nouveau soumise à une censure de facto. Le quotidien communiste *Al Bayanc*, dont

couper court aux menées subversives en provenance de l'étranger ». Et le *Main du Sahara* (pro-gouvernemental) s'en est violemment pris à la presse étrangère : « Une nouvelle fois, écrit-il, les médias étrangers sont passés maîtres dans l'art de la désinformation, de l'intoxication et de la provocation, en avançant des vérités tronquées et en se permettant les interprétations les plus fantaisistes. »

Deux associations de Marocains en France, l'AMF et l'ATMF, ont déclaré hier dans une conférence de presse que les émeutes de la semaine dernière auraient fait plus de quatre cents morts et que plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées. Selon elles, les « troubles » ont commencé le 4 janvier à Marrakech, par des manifestations de lycéens, rapidement suivies par une partie de la population. De nouvelles manifestations auraient fait « plusieurs dizaines de morts » le 9 janvier, toujours selon l'AMF et l'ATMF, tandis que tous les lycées de la ville étaient en grève.

Enfin, selon des témoins cités par l'envoyé spécial de l'AFP, « à Nador, c'est le calme de la peur, les gens restent chez eux ». Hier, des automitrailleuses patrouillaient toujours dans les rues de cette ville. Toujours selon l'AFP, la loi du silence règne dans l'enclave espagnole de Melilla, près de Nador, où aucun Marocain n'ose parler, à de très rares exceptions près, six jours après le début de la révolte, en raison de la « psychose des mouchards » qui régnerait dans le nord du Maroc.

*A Melilla,
près de Nador,
aucun Marocain
n'ose parler
en raison de
la « psychose
des mouchards »*

l'édition de dimanche-lundi avait été interdite, a été de nouveau saisie hier, apparemment à cause de ses commentaires sur les différentes manifestations. Les autres journaux ne parlaient hier que du discours du roi Hassan II et affirmaient que les « troubles » sont une « conspiration téléguichée de l'étranger non pas contre le royaume, mais pour faire avorter le sommet islamique de Casablanca ». *L'Opinion*, le quotidien de l'Istiqlal (parti associé au gouvernement), qui avait condamné le mutisme observé par les autorités a appelé hier le peuple marocain à la vigilance « pour

LE MATIN
DE PARIS

MERCREDI 25 JANVIER 1984

BILAN

Les troubles ont fait plus de 400 morts, selon les Marocains de France

Une semaine après le début des émeutes, le bilan des victimes s'avère très lourd. La répression

touche aussi les mouvements d'opposition, clandestins et légaux.

M. Bouabid, secrétaire général de l'USFP et ministre d'Etat aurait été arrêté.

Une semaine après le début des émeutes anti-gouvernementales au Maroc, on commence à découvrir l'ampleur de la répression. Au cours d'une conférence de presse organisée hier à Paris, diverses associations de Marocains en France ont indiqué que le nombre des victimes s'élèverait à plus de 400 morts. Les porte-paroles de l'Association des Marocains en France (AMF), de l'Association de travailleurs marocains en France (ATMF), et de l'Association des parents et amis des disparus du Maroc s'appuient pour affirmer cela sur des témoignages recueillis sur place par téléphone.

Des précisions ont également été apportées sur le début des troubles. Ceux-ci auraient commencé dès le 4 janvier dernier à Marrakech par des manifestations de lycéens, rapidement suivies par une partie de la population. Le 9 janvier de nouvelles manifestations éclataient dans cette même ville faisant plusieurs dizaines de morts.

Le 12 et 13 janvier, l'agitation gagne le nord du pays, entraînant l'intervention de l'armée, et l'isolement de la région. Les représentants de l'AMF affirment que dès le 20 janvier, l'ensemble du pays était touché, les manifestations se soldant par 60 morts à Nador, plus de 40 morts à Hoceima et plus de 160 à Tétouan. Dimanche dernier, plus d'une centaine de personnes auraient péri à Hocesma lors de très violentes émeutes. Les manifestants avaient attaqué la caserne maritime pour s'emparer des armes s'y trouvant.

Par ailleurs, selon des sources proches de l'opposition politique au Roi de très nombreuses arrestations ont été opérées ces derniers jours dans tout le pays. Ces arrestations touchent le mouvement marxiste-léniniste clandestin Ilal Amam, les milieux intégristes musulmans notamment accusés par Hassan II d'avoir distribué des tracts appelant à l'arrêt immédiat de la guerre contre « les Frères du Polisario », et à manifester contre les chefs d'Etat islamiques réunis à Casablanca qualifiés de « valet

des impérialistes américains et soviétiques... »

Mais la répression touche également le mouvement d'opposition légal USFP (Union socialiste des forces populaires). Parmi les personnalités de ce parti gardées à vue se trouverait M. Abderahim Bouabid, secrétaire général, ministre d'Etat sans portefeuille, ainsi que certains responsables régionaux du parti notamment à Rabat, Kourigba, Oujda, Nador, Casablanca et El Jadida. Certains d'entre eux ont déjà été relâchés, mais d'autres ont été maintenus en détention préventive. L'USFP était associée au gouvernement de coalition depuis le mois de novembre dernier, après avoir passé plus de 25 ans dans l'opposition.

On indique par ailleurs que les mesures de censure sur la presse, supprimées depuis plusieurs années, ont été à nouveau restaurées. C'est ainsi que le quotidien communiste *Al Bayane* a été saisi lundi et mardi.

Le quotidien pro-gouvernemental *Le Matin du Sahara* confirme indirectement ces mesures en écrivant au

son édition de mardi que la « diffusion d'information tendancieuses et tranquées » c'était de « l'incitation, de la provocation et de la subversion ».

Sur un plan plus général, la situation demeurait calme, mardi, dans tout le pays. A Rabat, les sévères mesures de sécurité prises aux abords des établissements scolaires dimanche ont été réduites. Cependant des membres des Compagnies marocaines d'intervention, casqués et armés de gourdins continuaient à patrouiller dans les principales artères de la capitale.

Dans son discours télévisé de dimanche soir, le roi avait menacé de sanctions sévères les commerçants qui pratiquaient le stockage des denrées et les hausses illicites de prix.

Dans ses bulletins d'informations, la télévision marocaine a montré les contrôleurs des prix à l'œuvre dans diverses régions du pays. Plusieurs magasins ont été fermés et leurs propriétaires ont été condamnés à des amendes allant jusqu'à 20 000 dirhams (20.000 francs).

TEMOIGNAGE

LE PREMIER RECIT DES EMEUTES DE NADOR

Ce sont les lycéens qui ont commencé, dimanche dernier, à manifester dans les rues de Nador. Rien ne paraissait organisé. Très vite, le centre ville a appartenu aux manifestants qui s'en sont pris aux magasins. Ensuite la répression a été terrible.

A Nador, au Nord du Maroc, les manifestations des jeunes de cette petite ville se sont heurtées à une très sévère répression, qui aurait fait plusieurs dizaines de morts.

Libération publie la traduction du récit d'un témoin direct de ces événements.

Nador, 19 — 21 janvier 1984

La journée est particulièrement belle, le ciel clair : une belle journée d'hiver. Cependant l'atmosphère a changé et une certaine tension plane sur la ville. Au mécontentement latent d'une région, le Rif, qui se croit abandonnée par le pouvoir depuis des décennies, s'ajoutent les hausses successives et répétées des prix des produits de base, nullement compensées par les salaires restés inchangés. Dans cette ville, pourtant relativement riche, prolifèrent les « laissés pour compte », bien des familles vivent dans un dénuement complet.

Le malaise s'aggrave au dernier moment à la suite des hausses de certains tarifs scolaires. Une brouille certes, mais qui s'ajoute au reste.

Tout va alors se précipiter ; dès la rentrée des classes, à 8H du matin, les élèves, même les plus modérés, des lycées Al Kindi et Al Matar refusent de rentrer dans leurs salles. Les heurts sporadiques de la veille (NDLR le 18 décembre), qui ont déjà fait un mort, une petite fille, sont présents dans les esprits. Ceux qui ne sont pas rentrés chez eux se dirigent en bandes vers le centre ville. Long moment d'incertitude. Des lycéens apparaissent toujours plus nombreux dans certaines rues proches de l'avenue des F.A.R. (forces armées royales). Des véhicules de la police, toujours les mêmes, patrouillent dans les secteurs « chauds », probablement pour dissuader les manifestants d'aller plus avant.

LA VIOLENCE SE DECHAÎNE

Puis vers 15H, en haut de l'avenue, un immense rassemblement se forme. La foule nerveuse hésite encore. Maintenant, les passants se hâtent, les commerçants ferment leur magasin. Deux land rover de la police, qui passent en trombe, provoquent un léger reflux des gens. Brefs instants de flottement. Des adolescents isolés jettent alors les premières pierres sur des voitures garées le long des trottoirs désertés. Puis la violence se déchaîne. Les quelques policiers placés entre les bâtiments administratifs et la foule reculent précipitamment. C'est une impression étrange et pénible pour les témoins réfugiés sur les terrasses voisines. La foule déferle comme une marée dans le centre ville de Nador ; pendant près d'une heure la ville leur appartient presque complètement. Les forces de l'ordre, peu nombreuses, se sont concentrées autour du commissariat principal et du bâtiment de

la « Province », préfecture régionale.

Les manifestants avancent en détruisant systématiquement tout sur leur passage. Plusieurs milliers de personnes occupent la rue. La plupart sont des jeunes, de 12 à 16 ans, parfois plus âgés. Parmi eux quelques adultes. Progressivement des personnes se mêlent aux émeutes pour profiter d'éventuels pillages. La violence des manifestants s'exacerbe : on les sent capable de lyncher des hommes. Il semble alors qu'un ou plusieurs policiers aient été gravement blessés et une camionnette attaquée. Les forces auxiliaires particulièrement haïes sont surtout visées. Une atmosphère de panique envahit la ville.

Des adolescents arrachent les panneaux « interdiction de stationner » et les traînent sur le macadam ou s'en servent pour briser les vitres accessibles et détruire les voitures. Les bâtiments administratifs sont atteints. Cris et confusion. Deux voitures sont renversées devant nous et incendiées. La banque BCM (N.D.L.R. Banque Commerciale du Maroc), insuffisamment protégée, est mise à sac. On casse aussi les enseignes au néon des restaurants, pharmacies et magasins.

Certains manifestants s'attaquent même au portail de la prison sans parvenir à l'enfoncer. Les détenus hurlent, espérant s'échapper. Pas d'organisation apparente, cependant, durant ce long moment d'hystérie. Des colonnes de fumée noire s'élèvent à plusieurs endroits de la ville : des voitures flambent, la terrasse du café El Menzeh — un symbole d'honorabilité — est dévastée. Les tables et les chaises qui n'ont pas été rentrées sont brisées, et les émeutiers se servent des débris comme de bâtons. Nous sommes encore allongés sur la terrasse, de plus en plus angoissés, lorsque les premiers coups de feu claquent. Des gens courent partout, se réfugiant sous les porches, dans les couloirs, derrière les épaves.

UNE REPRESSION SANS DISCERNEMENT

A la violence de la manifestation va répondre la répression sans discernement des forces gouvernementales. Il est 16H environ. Quelques soldats armés de vieux fusils ont surgi entre la mosquée, le bâtiment des douanes et celui du dispensaire. Ils ne sont que trois ou quatre. Des tirs de fusils sont entendus plus loin. Les émeutiers refluent. Les autorités ayant appris l'arrivée prochaine des renforts semblent vouloir réagir. Effectivement, peu de temps après, des soldats équipés de fusils d'assaut et bien encadrés apparaissent. Ils sont plus nombreux.

« La reconquête » du centre ville commence. Toute la soirée, nous entendons, soit des coups de feu isolés, soit des aboiements secs des armes d'assaut. Les émeutiers tentent de s'échapper. Sans arme à feu, ils ne peuvent résister. La contre-attaque est rapide et brutale. Il y a beaucoup de

nouvelles victimes à ce moment-là, car les soldats très nerveux tirent sur tout ce qui bouge. Un hélicoptère tourne au dessus des immeubles (cet hélicoptère est visiblement là pour guider les troupes. Il n'était pas armé contrairement à ce qu'ont avancé les journalistes espagnols). Les soldats progressent dans les patés de maisons, exagérant même leurs poses « guerre de rues » braquant leur arme sur toutes les directions. Il est préférable de ne pas se montrer. Des camions viennent déverser de nouveaux renforts. Le bruit de la fusillade s'est quelque peu éloigné vers la banlieue de Nador. Dans ce calme étrange, troué par les tirs, on entend distinctement les sirènes des ambulances qui se précipitent vers l'unique hôpital, très vite surchargé.

DES PASSANTS ABATTUS

Le soir descend maintenant sur la ville, éclairée par des incendies. Une soirée fraîche annonçant une nuit difficile. Le couvre-feu est instauré, sans aucun avertissement de la part des autorités. Des passants qui profitent de l'obscurité pour rejoindre leur foyer sont abattus ou au moins interpellés et conduits au commissariat. Les geôles sont pleines, on parlera de lendemain soir de cinq cents prisonniers au moins. Toute la nuit, outre les coups de feu des patrouilles, nous entendons une fusillade clairsemée et lointaine : l'armée, semble-t-il, a traqué les émeutiers jusque dans les montagnes avoisinantes. Au matin, les Nadoriens qui sortent, rencontrent les premières voitures blindées arrivées dans le courant de la nuit ou à l'aube. Samedi, soit deux jours après ces heures tragiques, on arrête toujours des suspects.

Dès le vendredi, un calme relatif est revenu, oblitéré toutefois par un couvre-feu strict dès la tombée de la nuit. Des militaires patrouillent dans les rues ou sont postés près des administrations. Quant aux morts, les chiffres les plus variés ont été donnés par des journalistes éloignés des événements. Selon des sources personnelles, le nombre des victimes serait de l'ordre de plusieurs centaines dont, au moins, une quarantaine de morts si ce n'est plus. L'accès à l'hôpital est de toute façon interdit, même aux familles des victimes. toujours selon des sources confidentielles, mais sûres, des blessures terribles ont été constatées montrant par là même la violence des affrontements. Des blessés très gravement atteints meurent les jours suivants. Enfin la ville est demeurée entièrement isolée du reste du pays et de l'étranger durant ces événements. Le téléphone a été coupé, le courrier interrompu et la frontière de Mellilla hermétiquement fermée jusqu'à samedi.

LIBERATION MERCREDI 25 JANVIER 1984

Tetouan a peur

La medina et les faubourgs de la grande ville du Rif comptent leurs morts pendant que l'activité reprend lentement dans une atmosphère de crainte et de suspicion.

Tetouan (envoyée spéciale)

La peur. « Ici tout est calme. Tout le Maroc est calme, le roi a parlé, c'est fini... » L'homme d'abord avait affirmé qu'il ne comprenait pas le français. Puis à voix basse, il avait lâché ces quelques mots, sans doute pour se débarrasser des intrus. Seul dans sa boutique d'articles ménagers, à quelques mètres de la place centrale, le regard craintif, il n'a pas quitté un instant la rue des yeux. Au cas où des passants trop curieux s'attarderaient devant l'échoppe. A Tetouan, depuis quelques jours, les touristes sont rares. Les Tétouanis qui parlent à des étrangers vite repérés. Atmosphère pesante : camion militaires bâchés, minibus Renault verts de l'armée, jeep de la Sureté Nationale... Les bataillons de l'armée royale, débarqués par avions jeudi dans la nuit, ont quitté la ville lundi soir. Mais les Tétouanis affirment qu'ils ne sont pas loin... Restent les militaires basés dans les différentes casernes de la ville, les Morasni — bataillons spéciaux du ministère de l'Intérieur — et les policiers de la circulation. « Chut... Ne plus parler ». Une main sur la bouche, le jeune Marocain qui veut nous entraîner dans la boutique de son père, dans la Médina, roule des yeux effrayés. Si prolix pour nous expliquer qu'il connaît la France « Bordeaux, 33 » — le gosse venu s'aggraver aux étrangers se renfrogne brusquement : « des morts ? partout, beaucoup. Des hélicoptères ? Cinq ». Il s'éclipse. Les Tétouanis sont sous le choc. Une certitude : le massacre passé, la répression maintenant commence. Interrogations, dénonciations, rafles. D'après des informations recueillies sur place, neuf mille personnes auraient déjà été arrêtées, parquées dans les commissariats et le hangar de l'aéroport de la ville (qui compte officiellement 160 000 habitants, sans doute plus en tenant compte des gens venus des alentours grossir les bidonvilles). Le bilan ? Impossible à établir. De source sûre — une personne travaillant à l'hôpital de la ville — 75 cadavres se trouvent actuellement à la morgue. Un autre chiffre circule concernant les morts : 360 au total, civils et forces de l'ordre confondus, pour la seule ville de Tetouan.

Parce qu'elle se sent en sécurité dans une maison amie, Rhadija parle. Femme de ménage, elle habite dans le *barrio*, cette ceinture de quartiers populaires et de bidonvilles qui entourent pratiquement la ville — où se sont déroulées les plus violentes

émeutes. Toute menue, les bras serrés contre elle, elle commence, timide d'abord : « C'était jeudi et vendredi. Des enfants de 12, 15, 18, 20 ans. Les grands, eux avaient peur. Dans la banque, ils ont tout cassé, l'argent, les fichiers... Tout le monde l'a vu. Et puis ils ont fait brûler le cinéma, la pharmacie. Là ils ont brisé tous les médicaments. Le mur qui longe le Barrio, ils l'ont démoli aussi. Et puis ils ont attaqué le commissariat avec des foulards sur le visage et la caserne des militaires, à côté de l'hôpital psychiatrique... »

Rhadija ne se fait plus prier. Elle parle vite, elle veut tout dire : « Ça a commencé dans les écoles. Et puis des jeunes sont venus, ceux qui n'ont pas de travail, des voleurs du Barrio. Pourquoi ? Pour manger. A cause des prix. Tout a augmenté : l'huile, la farine, le gaz butane... »

Les militaires sont arrivés vendredi matin. Des camions d'abord, des auto-mitrailleuses. Ils se sont battus, eux avec les mitraillettes et les fusils, les autres avec des cailloux et de gros couteaux, ceux avec lesquels on égorge les bêtes. Beaucoup de morts. Des soldats ont été tués, un peu. A côté de chez moi, deux voisins de 20 et 28 ans, sont morts quand ils attaquaient le commissariat. Des enfants aussi. Quelqu'un m'a raconté qu'on avait tiré sur un gosse parce qu'il refusait de répondre à l'ordre des militaires. Sa mère a voulu reprendre le corps. Tuée à son tour. La nuit, c'était pire. Tirs, rafales de mitraillettes. Sur les terrasses, les femmes hurlaient : « On veut un président, comme en Algérie ».

— Pourquoi ?

Rhadija ouvre des yeux étonnés, comme si la réponse allait de soi. « Mais parce qu'on dit que là-bas les gens peuvent acheter à manger. Ça n'est pas si cher. Comme avec le rgi... » Et maintenant ? Rhadija répète comme tous les Tétouanis, avec un air d'excuse : « On n'en parle pas. On ne peut pas. Tout ça, ça fait peur. Et le roi, quand il a parlé hier soir ». (Diffusé dimanche soir, le discours radio-télévisé d'Hassan II a été traduit en espagnol et en rifain le lendemain pour les habitants du nord). Plus encore que le reste des Tétouanis les habitants du Barrio sont traumatisés : « Des gens partout écoutent. Si l'on parle mal ou si l'on parle du roi... hop ».

Hier, alors que la Médina reprenait ses activités, peu d'enfants du Barrio se sont rendus en classe. « S'ils y

vont, et si la police débarque, ils les prennent tous... » Les familles se pressent dans les commissariats. Vendredi soir, par petits groupes, une centaine de jeunes interpellés pendant les affrontements ont été relâchés. Un témoin affirme : « Un sur trois boitait et devait être soutenu par sa famille ». Un autre, qui vit en face de l'entrée du Barrio a dénombré vendredi soir les morts qui gisaient à terre : 60. Les parents qui voulaient reprendre leurs enfants blessés étaient repoussés par les militaires. Les bruits les plus macabres courent sur les sépultures des victimes, emmenées dans des camions bâchés, et sur le sort des jeunes arrêtés, qui seraient immédiatement envoyés en prison et empoisonnés...

LA SITUATION EST MAINTENANT SOUS CONTRÔLE

C'est donc à l'armée qu'a été confié l'essentiel du « nettoyage ». Envoyés là sans être nourris, les militaires auraient eux-mêmes pillés, affamés, des magasins d'alimentation. « Dans mon barrio, une femme leur a donné du thé et des gateaux ». Sur la place Mohamed V, on a vu quatre militaires se partager une galette de pain.

La situation est maintenant sous contrôle. Les barrages à l'entrée de Tetouan ont disparu. Pourtant, la nuit tombée, plus personne ne s'aventure dans les rues. Calfeutrés chez eux, les Tétouanis attendent les coups. Même chez elle, entre sa mère et sa sœur, Rhadija se tait : « Les militaires, là derrière les murs, ils écoutent sans bruit... »

Une chose est sûre. Partie des lycéens, rejoints par les plus pauvres — dans le barrio des familles vivent avec moins de cent dirhams par mois (l'équivalent en francs) — l'agitation a profité de la tenue du sommet islamique à Casablanca, qui mobilisait l'essentiel des forces de sécurité. A Tetouan, il ne serait plus resté que 70 policiers dans la ville. Avec le Barrio, Dab El Oqla, El Aioun, ainsi que plusieurs quartiers pauvres aux portes de la Médina, et la Médina elle-même, ont bougé. Dans le centre ville, relativement épargné, outre quelques vitrines dans la rue Mohamed V, plusieurs cibles juives ont été visées : le Casino israélien, ou encore le grand magasin de chaussures Rex, tenu par un juif espagnol.

Demain ? L'apaisement sans doute. « Les jeunes ont dit que si ça ne baissait pas (les prix), ils recommenceraient. Un peu plus tard », affirme Rhadija.

Beaucoup pourtant semblent avoir compris « la leçon ». Petit employé, Mohamed a tenu pendant trois jours ses 12 enfants enfermés à la maison, « là, tout contre lui ». « Des voleurs, des brigands. Heureusement que le gouvernement est venu... »

Le roi ? On n'en parle guère. A Tetouan, une légende court sur son compte depuis qu'il a échappé à son second attentat (l'avion qui le ramenait d'un voyage officiel, fut visé par deux officiers de l'aviation) : « Dans le ciel, ils ne l'ont pas eu. Alors... »

Veronique SOULE

Les autorités s'en tiennent à la thèse de la « conjuration marxiste, khomeiniste et sioniste »

Casablanca. — Bien que, selon le *Matin du Sahara*, « la population de Marrakech implore le pardon du roi et demande que les sanctions les plus sévères soient prises contre les fauteurs de troubles », le souverain persiste dans les dispositions qu'il avait exposées en s'adressant à la nation dimanche : « En ce qui concerne les habitants de Marrakech, nous avions envisagé d'aller nous reposer en cette ville, mais maintenant nous n'y tenons plus, non par sentiment de crainte mais pour les amener à méditer sur leurs actes. »

Ayant ainsi décidé de « punir » ses turbulents sujets, le monarque demeure dans son palais de Casablanca, ville que n'avaient pas encore quittée mardi toutes les délégations venues pour le sommet islamique. Le roi Fahd d'Arabie Saoudite, notamment, reste au Maroc pour un temps indéterminé. Le royaume est habitué à ces situations où le pouvoir est itinérant au gré du souverain, auquel ses ministres et ses conseillers rendent visite pour l'expédition des affaires.

Ainsi est-ce dans la métropole économique que nous a reçu, mardi 24 janvier, une personnalité gouvernementale installée dans l'ancien hôtel Casablanca débaptisé, rénové en cent jours, et confié à une chaîne internationale présidée par un Saoudien pour recevoir les ministres des affaires étrangères lors du sommet de la semaine dernière.

Notre hôte commence par faire une genèse des événements, qui reprend la thèse du triple complot « khomeiniste, communiste et sioniste », exposée par le roi. Il reste,

De notre envoyé spécial

toutefois, évasif sur l'hypothétique conjonction d'inspirations aussi disparates.

« Excommunié par le Maroc un mois à peine après son arrivée au pouvoir », comme l'a dit le roi Hassan, l'imam Khomeiny aurait cherché à prendre sa revanche à l'occasion du sommet islamique organisé dans le royaume. Toutefois, les tracts dont a parlé le roi Hassan, souligne le ministre, s'attaquaient à tous les chefs d'Etat musulmans ne partageant pas les vues extrémistes de Téhéran. Ces libelles « arrivaient de Paris par valises entières » convoyées par des avions des lignes commerciales. Cela signifie-t-il que, aux yeux du Maroc, la France serait coupable de quelque négligence, par exemple dans la surveillance de la communauté immigrée ? Absolument pas, tranche notre interlocuteur, qui songe plutôt à des agents recrutés directement par l'Iran et se servant de Paris comme d'un relais. »

La « complaisance » des médias

S'agissant des deux autres complots, notre hôte n'ajoute rien aux propos du roi, indiquant sans s'apensantir que, si le quotidien du Parti communiste marocain a été saisi lundi, c'est pour avoir parlé d'« émeutes populaires ».

En dehors de l'explication par la « conjuration tripartite », le ministre admet que deux autres facteurs internes ont pu jouer un rôle : l'augmentation des droits d'inscription au baccalauréat, mal acceptée par les lycéens et leurs familles, les mesures prises pour limiter la contrebande avec les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, notamment avec l'instauration d'un timbre de 500 francs à chaque passage de frontière.

Visiblement agacé par l'explication de la protestation contre la vie chère, notre interlocuteur se cramponne au fait que les trois produits de première nécessité (huile, sucre, farine), soutenus par la Caisse de compensation, n'ont pas augmenté. Il souligne avec insistance que « le roi n'a pas annulé des hausses effectives mais a décidé de ne pas procéder à des augmentations simplement mises à l'étude ». Au-delà des nuances d'apparence byzantine, il s'agit de montrer que le souverain n'a pas désavoué son gouvernement, comme l'avait fait le président Bourguiba.

Dresser le bilan des victimes des émeutes « n'aurait pas été au niveau de Sa Majesté » dans le discours télévisé, explique le ministre, qui, peu enclin à parler davantage à son propre niveau, se contente d'assurer : « Pas un mort à Marrakech et à Rabat. » Même imprécision au

sujet des arrestations dont on apprend seulement qu'elles sont de deux sortes : celles opérées pour « casse », qui peuvent être suivies de libération, celles opérées pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat » dans le cadre de la « conspiration ».

Alors que les autorités préfèrent ne pas publier de chiffre officiel, la presse nationale a commencé à s'en prendre mardi aux supposées exagérations des « médias de l'intoxication et de la subversion ». « A chaque occasion, écrit M. Ahmed Alaoui dans *Maroc-Soir*, ces médias se livrent, avec une complaisance évidente, à des entreprises de ce genre, accablant le Maroc monarchique, alors que les petites dictatures, pour peu qu'elles se qualifient elles-mêmes de démocratiques et de populaires, se voient parées de toutes les vertus. »

Il est au crédit du Maroc, comme de la Tunisie, de permettre la diffusion sur son territoire de la plupart des journaux et périodiques français. Manifestement, quand la situation l'amène à interdire la mise en vente des quotidiens parisiens, comme cela est le cas depuis lundi, l'invective traduit le gêne.

Au demeurant, les médias espagnols ne sont pas plus ménagés que les français. On les accuse de faire la part trop belle aux bruits parvenus à Ceuta et à Melilla. La présence de ces deux « fenêtres » occidentales sur le royaume a irrité les autorités. Une des conséquences des événements du Rif serait-elle la relance de la question des enclaves espagnoles, en sommeil depuis longtemps ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

« LES RESPONSABLES : CERTAINS MILIEUX ALGÉRIENS »



AFFIRME AÏT KADDOUR, RESPONSABLE DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES AU MAROC

Le roi Hassan II va-t-il apprécier? L'information sur les troubles de la semaine dernière dans le royaume chérifien circule fort bien à Paris, alors que « la loi du silence » est de rigueur dans tout le pays. C'est de Paris que l'on a appris, mardi soir, que dès samedi l'Union socialiste des forces populaires au Maroc - l'USFP -, par le biais de son quotidien en langue arabe *Al Ittihad Al Ichiraki*, avait dès samedi dernier demandé, dans une lettre ouverte au souverain marocain, des « éclaircissements » sur les troubles en publiant - déjà - la liste de plus de 20 personnes arrêtées - toutes membres de l'USFP ou du syndicat CDT - la Confédération démocratique du travail.

Dans son numéro de dimanche-lundi, une nouvelle liste de près de 40 noms était publiée avec celle des villes où les arrestations étaient faites : à Kourigba, à Oujda, à Nador, à Tétouan, à Fès et à El Jadida... Ces précisions ont été données par le responsable en Europe de l'USFP, Aït Kaddour, lors d'une rencontre avec quelques journalistes dans son appartement d'Alfortville.

Aït Kaddour, qui reçoit chez lui à la marocaine, en offrant le traditionnel thé à la menthe, est ce soir-là très prolix à l'inverse du numéro 1 de l'USFP également ministre d'État, Abderahim Bouabib, qui n'a fait à ce jour du Maroc aucune déclaration officielle. Visiblement mandaté par son parti, Aït Kaddour, qui est réfugié politique en France depuis 1972, condamné à mort par contumace, non amnistié « et non-demandeur d'amnistie » (comme il se présente lui-même) ne mâche pas ses mots : « Nous, l'USFP, sommes dans une situation de brouillard, à la fois au gouvernement,

en prison et en exil, après avoir été pendant vingt-cinq ans dans l'opposition! Il faut que les Marocains appellent un chat un chat. »

Se montrant en conséquence plus royaliste que le roi sur « les responsables » des troubles (ce dernier n'a pas nommé une seule fois son voisin), Aït Kaddour a déclaré avec véhémence : « J'accuse certains Algériens proches du pouvoir à Alger et une certaine gauche française (certains éléments du Parti communiste français) que l'histoire condamnera d'avoir fomenté les émeutes dans le nord du pays. »

Avec encore cette précision : « On veut embraser le Nord pour nous faire brader le Sud, c'est-à-dire le Sahara occidental. » Aït Kaddour, qui dit savoir ce qu'est « le droit de réserve (pour tout réfugié politique), mais il y va de l'avenir du Maroc et je suis avant tout, précise-t-il, un nationaliste, un Marocain. ». L'enjeu de ces émeutes, « c'est bien le Sahara occidental ».

Une manière de lancer indirectement un avertissement au roi du Ma-

roc s'il était tenté de donner « l'indépendance » aux Sahraouis. (On sait que sur ce dossier délicat l'USFP s'est toujours montrée très chatouilleuse et a maintes fois répété qu'elle ferait tout pour que soit respectée l'intégralité territoriale du Maroc.) « C'est sûr, reconnaît Aït Kaddour, on est sur la paille (et la guerre du Sahara y est pour quelque chose). C'est vrai aussi que le peuple a faim. »

D'où, pour Aït Kaddour, des manipulations en tous genres vis-à-vis des Marocains sur place, mais aussi de ceux de France... En tout cas, le responsable de l'USFP, qui assume la responsabilité de ses propos pour la raison que « notre parti saigne à nouveau aujourd'hui avec ces nombreuses arrestations », demande que tous les responsables soient reconnus officiellement par le palais à Rabat, « y compris ceux qui ont tiré sur les gens pour ramener le calme ». Avec cette phrase en forme d'espoir : « J'espère que la raison prévaudra! »

Recueilli
par Julia FICATIER

400 morts selon les Marocains de France

L'Association des Marocains de France (AMF) et l'Association des travailleurs marocains de France (ATMF) appellent à une manifestation, samedi à 14 h, de Barbès au métro Ménilmontant. L'annonce en a été faite au cours d'une conférence de presse où les Marocains de France, qui s'appuient sur des témoignages recueillis sur place par téléphone, ont estimé que les troubles récents ont fait plus de 400 morts.

A cette réunion assistaient « à titre privé » (selon leur propre terme) trois inspecteurs qui très courtoisement ont averti les deux associations de la « possibilité d'interdiction de cette manifes-

tation comme cela a été le cas pour les Tunisiens de France » au nom des bonnes relations entre Paris et le Maghreb lors des récents troubles. Cette manifestation s'était alors transformée en simple rassemblement.

En sera-t-il de même pour les Marocains? Pour l'instant, la préfecture de police de Paris a fait seulement savoir que « n'ayant été saisie d'aucune de manifestation, aucune décision n'a été prise à ce sujet ». A noter qu'un représentant de la MAP - Agence Presse Maghreb (agence de presse marocaine) - était présent à cette conférence... venu sans aucun doute s'informer!

J. F.

Des arrestations auraient frappé les milieux politiques et syndicaux

Le calme semble revenu au Maroc, mais un certain nombre d'usines et de commerces étaient encore en grève mardi à Nador. Les informations disponibles sont toujours imprécises sur le bilan des incidents de la semaine dernière : 200 morts selon des informations de source espagnole, une vingtaine de morts et une centaine de blessés selon des sources diplomatiques à Rabat, plus de quatre cents selon l'Association des Marocains de France (AMF) et l'Association des travailleurs marocains de France (ATMF).

Les deux associations, au cours d'une conférence de presse, commune, mardi à Paris, ont affirmé en outre que plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées dans les différentes villes où se sont produits les troubles. L'Association des parents et amis de disparus au Maroc a publié les noms de cinq responsables

syndicaux qui figurent, selon elle, parmi les personnes arrêtées : trois dirigeants de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) de Nador, MM. Mahimi Houcine, El Arroud Driss et Boujjar Mustapha, le secrétaire général du syndicat des marins à El-Hoceima, M. Bazouri Abed, et M. Ait Solimane, du syndicat national des petits commerçants de Rabat. Le premier secrétaire de l'USFP est pourtant ministre d'État sans portefeuille dans le gouvernement de coalition. Selon l'AFP, plusieurs responsables régionaux de l'USFP ont été interpellés à Rabat, Khouribga, Oujda, Tetouan, Casablanca et El-Jadida. Certains d'entre eux ont été déjà relâchés, mais d'autres ont été maintenus en « détention préventive ».

Par ailleurs, les mesures de censure sur la presse, supprimées depuis plusieurs années, ont été remises en

vigueur. C'est ainsi que le quotidien communiste *Al Bayane*, dont l'édition de dimanche-lundi avait été interdite, a été de nouveau saisi mardi.

Au cours de leur conférence de presse, l'AMF et l'ATMF ont indiqué que les troubles avaient commencé à Marrakech dès le 4 janvier par des manifestations de lycéens, rapidement suivies par une partie de la population. Le 9 janvier, selon ces associations, de nouvelles manifestations auraient fait « plusieurs dizaines de morts », tandis que tous les lycées de la ville étaient en grève. Les 12 et 13 janvier, selon les mêmes sources, les troubles auraient gagné Nador et El-Hoceima, dans le nord du pays, où l'armée serait intervenue, faisant de « nombreux blessés ». Le 19, des manifestations se seraient produites à Tetouan, et le 20, la plupart des villes du pays étaient touchées. — (AFP).

LE MONDE — Jeudi 26 janvier 1984

ANNONÇANT UNE « RÉVOLUTION ISLAMIQUE » AU MAROC

Le premier ministre iranien se félicite des difficultés de Hassan II

Le journal iranien *Kayhan international* écrivait, jeudi 26 janvier, dans son éditorial qu'une révolution islamique couve au Maroc. Citant le premier ministre iranien, M. Mir-Hosseïn Moussavi, il affirmait que les récentes émeutes dans le royaume rappellent les derniers jours de l'empire iranien. « L'histoire commence à tourner en faveur du peuple opprimé du Maroc. Les récentes révoltes constituent le premier coup dur reçu par le roi à la suite de la conférence islamique, et l'avenir prouvera que ses difficultés ne sont pas terminées », écrivait encore *Kayhan*.

De son côté, l'ancien premier ministre du régime impérial, M. Ali Amini, a mis en cause implicitement le régime de l'imam Khomeiny dans les troubles qui ont éclaté au début

du mois en Tunisie, nous signale notre correspondant à Tunis. Dans un message adressé au président Bourguiba pour le féliciter du « dénouement d'une crise qu'on a voulu imposer » à la Tunisie, M. Amini, qui préside le Front pour la libération de l'Iran, déclare notamment : « Vous n'êtes évidemment pas sans savoir que les hommes qui dirigent, pour le moment, les affaires de mon pays sont mus par la folle ambition de déstabiliser les pays musulmans du monde au nom d'un islam qui relève tout simplement de la fantasmagorie et de la volonté de puissance d'un seul responsable. »

Il est vrai qu'à plusieurs reprises la presse iranienne a fait état de projets de déstabilisation du Maghreb, voire de la France par le biais des travailleurs immigrés (*le Monde* daté 12 et 13 juin 1983) *Djournouni eslami* (République islamique), organe du parti du même nom, écrivait à l'époque : « C'est dans des pays tels que la Tunisie que doit porter l'effort de notre propagande. » Soulignant que certains pays du Proche-Orient, « sont trop surveillés par les superpuissances », le journal ajoutait : « Au Maghreb, notre intervention est relativement plus facile et fructueuse. »

LE MONDE — Samedi 28 janvier 1984

Le bilan officiel des émeutes dans le Nord est de 29 morts et 114 blessés

Vingt-neuf personnes ont trouvé la mort et cent quatorze ont été blessées lors des émeutes qui se sont produites la semaine dernière à Nador, Tetouan et El-Hoceima, a annoncé, officiellement Rabat, le 25 janvier au soir. Les autorités précisent que des médecins légistes ont examiné les corps avant qu'ils soient remis aux familles. Il s'agit du premier bilan fourni par le gouvernement marocain.

Il ajoute, dans un communiqué publié par l'agence MAP, qu'à Nador seize personnes ont trouvé la mort, et trente-sept, dont cinq membres des forces de l'ordre, ont été blessées. A Tetouan, on a enregistré neuf tués et soixante-treize blessés dont vingt membres des forces de l'ordre, et, à El-Hoceima, quatre tués et quatre blessés dont un policier. Lors des affrontements entre manifestants et

forces de l'ordre dans les trois villes, plusieurs dizaines de voitures ont été incendiées ou endommagées et une trentaine de bâtiments administratifs, écoles et magasins dévastés, poursuit le communiqué, selon lequel les instigateurs des émeutes ont été arrêtés et déferés devant la justice.

A Casablanca, le roi Hassan II recevant, mercredi, les élus de la ville, les a invités à aider le ministère de l'intérieur à faire disparaître les bidonvilles entourant la cité et à « réduire au maximum les disparités » existant dans le domaine de l'habitat.

Enfin, le journal *Al Bayane*, quotidien du Parti communiste, a été saisi mercredi pour la troisième journée consécutive.

L'opposition en situation délicate

Rabat. — Malgré la thèse officielle du complot extérieur, les autorités marocaines montrent, par leur comportement, qu'elles n'ignorent rien des causes économiques des récentes émeutes. Au journal télévisé, on voit comment des boutiques de commerçants coupables d'avoir pratiqué des prix abusifs sont fermées sous le regard des anciens chaland. La presse reprend le thème des sanctions contre les spéculateurs. Des boutiques resteront cadenassées pendant un mois, des amendes allant jusqu'à 200 000 francs sont infligées. A défaut de solution durable au problème, des palliatifs présumés populaires sont trouvés.

Sur un plan plus général, après les événements, la classe dirigeante marocaine se sent « à la fois mal aimée de l'Occident, qui sert pourtant de modèle ici, et piégée quant au fonctionnement des institutions politiques et au rôle des partis », selon l'analyse d'un intellectuel.

« Une fois de plus, nous dit cet interlocuteur, la presse européenne fait, sans rire, un carton sur un régime critiquable à bien des égards, mais qui est tout sauf totalitaire. » La presse marocaine, poursuit-il, fait montre de « naïveté », réelle ou feinte, en parlant de la population de Marrakech qui implore le pardon du roi, « mais jamais à propos du monarque, elle n'a égalé la flagornerie des journalistes des « pays voisins » à l'égard de présidents de soi-disant républiques ».

Plus nouvelle est la réflexion sur le multipartisme au Maroc. Actuellement, estiment certains, le pays vit sans les avantages grossiers du parti unique, à tout moment mobilisable en cas de besoin, ni ceux du pluralisme qui, quand il fonctionne normalement, joue un rôle de soupape de sécurité.

Quelques-uns ont conscience ici du fossé qui se creuse entre le pays réel et de petites formations ayant une clientèle mais pas de base populaire. Ces formations peuvent certes tempérer l'exercice du pouvoir absolu, mais pas associer efficacement de vrais courants d'opinion à la conduite des affaires ainsi que cela devrait être le cas dans un pays

De notre envoyé spécial

actuellement confié à « un gouvernement de coalition » représentant tous les partis à l'exception des communistes.

Un haut fonctionnaire ne nous a pas caché que les récents mouvements de révolte, survenus indépendamment de la volonté des partis et des syndicats, avaient « quelque chose d'inquiétant sur quoi il faudra réfléchir ». Selon lui, le phénomène avait déjà été constaté lors des manifestations d'hostilité à la France à l'occasion des Jeux méditerranéens de l'automne 1983 à Casablanca. « Aucune des explications avancées, mécontentement contre l'absence des principaux médias parisiens, ressentiment à l'égard des mesures visant à limiter l'immigration, n'est vraiment satisfaisante. Il y avait une cause à la fois plus diffuse et plus profonde. »

L'exaspération des Rifains

Ayant accepté l'« union sacrée » pour la défense du Sahara occidental, les deux principaux partis, l' Istiglal et surtout l'Union socialiste des forces populaires (USFP) se trouvent dans une situation inconfortable. Leurs chefs respectifs MM. Boucetta et Abderrahim Bouabib sont parmi les huit ministres d'Etat, représentant chacun une formation distincte, installés avec leur cabinet dans la Chambre des représentants vide de ses occupants normaux jusqu'aux prochaines élections législatives.

M^r Bouabib, qui était entré au gouvernement après avoir été le chef incontesté de l'opposition légale, joue actuellement une partie délicate. Les autorités locales ayant « ratissé large » lors des arrestations, parfois préventives, ordonnées au moment des troubles, vingt et un militants de l'USFP ont été incarcérés. Le journal de ce parti s'est contenté d'en publier la liste mardi sans faire de commentaire. Six autres militants de l'USFP ont été relâchés après avoir été interpellés.

Expression d'un mécontentement diffus dans l'ensemble du pays, les troubles ont particulièrement mis en évidence l'exaspération d'une partie des habitants du Rif. Selon le témoignage d'un voyageur digne de foi revenu de Nador, les banques de cette ville ainsi que l'agence de Royal Air Maroc ont été saccagées. L'hôpital affiche complet sans qu'on

puisse faire, hors des chiffres de source officielle, un bilan précis des victimes. L'ordre a été rétabli, l'activité a repris, mais l'armée patrouillait encore dans la ville mardi. Le passage de la frontière vers l'enclave espagnole de Melilla est possible, avec des mesures de contrôle renforcées. La circulation est libre en direction de Oujda près de la frontière algérienne.

Frappés par la sécheresse de l'été dernier, gênés dans leur activité actuelle de contrebande par les « mesures d'assainissement », les Rifains ont été clairement mis en garde dans le dernier discours du roi « qui les connaît autant qu'ils le connaissent ». Il faudrait cependant leur trouver d'autres sources de revenu que la culture et la revente du kif.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE MONDE

Vendredi 27 janvier 1984

● *Le PS condamne la répression au Maroc.* — Le Parti socialiste indigne, à propos des troubles qui ont récemment eu lieu au Maroc, qu'il « ne peut accepter que de légitimes aspirations au mieux-être soient l'objet d'une répression dure, le plus souvent aveugle, qui peut mener à de nouveaux affrontements ».

Dans un communiqué, publié jeudi 26 janvier, le bureau exécutif du PS ajoute que « les troubles graves qui ont touché plusieurs grandes villes (...) montrent l'exaspération d'une partie du peuple marocain devant l'aggravation de ses conditions de vie » et conclut : « Seuls, l'exercice d'une démocratie véritable et l'existence d'une vie parlementaire représentative de toutes les sensibilités politiques marocaines peuvent garantir au Maroc la stabilité, le développement économique et le progrès social dont il a besoin. »

LE MONDE

Samedi 28 janvier 1984

Maroc: massacres à huis clos

Par SELIM WAHID

La révolte du peuple marocain préfigure la révolution de demain, qu'aucune armée ne saura empêcher.

La dernière image que l'opinion publique occidentale a conservée du Maroc, avant, les tueries de Nador, de Tétouan, de Horeima, d'Oujda et les émeutes de Rabat, Marrakech, Agadir et Meknès, est celle de la cour d'un des multiples palais de Hassan II. Celui de Casablanca, où il recevait, dans un fastueux étalage de luxe, le IV^e sommet islamique, qui a coûté la bagatelle de trente millions de dollars (plus de 240 millions de francs français). Les autres occasions qui font parler du Maroc ont trait à la guerre du Sahara — 10 millions de francs (un milliard de centimes) par jour — ou à la politique, quand le roi fit entrer un « socialiste », l'avocat Abderrahim Bouabid, dans un gouvernement dit de « coalition ». La puissance, l'argent et la politique ! En un mot : la cour.

Puis, quand le peuple marocain, ce peuple qui endure tant d'humiliations, d'agressions et de frustrations, descend dans la rue parce qu'on lui enlève le pain de la bouche, l'huile de ses repas et le sucre de son thé ; quand un roi riche comme Crésus, entouré d'une bourgeoisie totalement corrompue, largement déculturée et fatalement cynique, s'obstine à vouloir traire une vache populaire qui n'a plus guère que le cuir sur les os, alors on quadrille, on installe un état d'exception de fait, on coupe les lignes téléphoniques, on expulse les journalistes. Le rideau tombe sur l'arrière-cour, sur le crépitement des mitrailleuses, qui, une nouvelle fois, ont étendu les victimes par centaines. Blessés, amputés sont voués aux couloirs des hôpitaux et des prisons, vases communicants au Maroc. C'est la grande complicité autour de l'assassinat, sans cesse recommencé, d'un peuple, et le grand silence criminel. Ceux qui tombent sous les balles n'ont ni entendu la voix d'un politicien ni même senti le bras d'un syndicaliste tandis que, de l'autre côté, des Marocains, auxquels ne manquent que les virtuels casques coloniaux, tirent sur des Marocains...

Silence, on massacre ! Les faux nez s'envolent, emportés par le vent de la colère : où est le parti de l'Istiqlal ? Où est le parti de Mehdi ben Barka ? Dans quelles poches va l'argent du peuple ?

Pourquoi la presse marocaine se tait-elle et où est donc passée la « ligue des droits de l'homme » quand un peuple entier en est à se défendre ? Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Hassan II, le Commandeur des tueurs de croyants ! A l'entendre, ce n'est pas le peuple qui s'est soulevé pour défendre son pain. Non, son peuple est « téléguidé », comme un vulgaire satellite, sans esprit et sans âme, « par l'Iran, les sionistes et les marxistes » — une alliance « extraordinaire » ! Mais qui permet au roi, comme chacun sait redoutable adversaire d'Israël, d'ajouter l'insulte au crime et d'en draper les cadavres.

« Vérité », vérité...

La décision de ce roi sinistre et malsain d'annuler les hausses décidées constitue un premier échec et prépare assurément d'autres victoires populaires décisives sur le tyran et sa cour, que l'Occident, qui les porte à bout de bras, a de plus en plus de mal à soutenir. Outre les pressions du F.M.I., exigeant l'application d'une « vérité des prix » qui se traduit souvent, dans le tiers monde, par la mise au jour d'une vérité socio-politique explosive et qui fait tomber les masques en même temps qu'elle fait grimper les étiquettes, une des raisons majeures qui expliquent la faillite des régimes en place réside bel et bien dans la crise du capitalisme international. Celle-ci bloque notamment la soupape de l'émigration Sud-Nord en même temps qu'elle condamne l'industrie de sous-traitance et la classe de capitalistes parasites qu'elle contribuait à nourrir. Tous les régimes néo-coloniaux qui ont mis leurs œufs dans le panier de l'Europe ou de l'oncle Sam se trouvent ainsi mis à nu ainsi que leur establishment politique occidentalisé, y compris, souvent, leurs prétendus « socialistes ». La révolte du peuple marocain prépare la révolution de l'avenir et toutes les armées d'intervention des anciennes puissances coloniales ne sauront l'empêcher et empêcher demain ce blé en herbe, prématurément fauché, de germer une nouvelle fois et de mûrir.

S.W.

Bouabib: des émeutes «peuvent se reproduire» au Maroc

Abderrahim Bouabib, grande figure de l'opposition marocaine jusqu'à sa nomination comme ministre d'Etat du roi Hassan II, le 1^{er} novembre dernier, explique les raisons et les limites de sa participation au gouvernement et ce qu'il attend des prochaines élections.

Rabat (de notre envoyée spéciale).

En septembre 81, il commet un crime de lèse-majesté : au lendemain de l'acceptation par Hassan II de l'organisation d'un referendum au Sahara Occidental, il signe un communiqué dénonçant « la prédisposition (du pouvoir) à la résignation voire à l'abandon des provinces sahariennes ». Plus royaliste que le roi, Abderrahim Bouabib, premier secrétaire de l'USFP (Union Socialiste des Forces populaires) est condamné à un an de prison. Incarcéré puis placé en résidence surveillée, Bouabib qui connut déjà la prison en 44 et 52, bénéficie de la grâce royale en février 82 :

En novembre 83, devant l'isolement diplomatique du Maroc sur le conflit du Sahara occidental, le roi appelle les six principaux partis à rejoindre le gouvernement, en particulier l'USFP, première force d'opposition. Depuis le 1^{er} novembre Abderrahim Bouabib, figure de proue de l'opposition marocaine depuis 23 ans, siège donc en tant que ministre d'Etat. « Un ministre politique, je ne suis à la tête d'aucune administration, j'ai seulement un cabinet », nous précise-t-il. Piégé ? L'USFP s'en défend. Nous sommes au gouvernement pour faire front sur la question du Sahara, et oeuvrer en faveur de la démocratisation. Rencontré chez lui, Bouabib, silencieux depuis les événements qui ont secoué le pays à la mi-janvier, explique les raisons et les limites d'une telle participation, et analyse les récentes émeutes. Thé à la menthe et paquet de Gauloises sur la table, en costume trois pièces et babouches rouges, le premier secrétaire de l'USFP s'exprime lentement, avec précaution. Comme s'il pesait la moindre de ses expressions.

LIBERATION — Avec le recul, comment expliquez-vous les événements qui se sont déroulés il y a dix jours, en particulier les émeutes dans le nord du pays ?

ABDERRAHIM BOUABIB — La situation économique et sociale est préoccupante. Le chômage persiste et le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Ces données ont créé un mécontentement général, qui a éclaté à l'occasion de manifestations de collégiens qui en elles-mêmes auraient pu rester sans gravité. Le résultat : des morts et des blessés, et des actes de vandalisme, comme la destruction d'écoles, d'hôpitaux, tout à fait regrettables. Tout cela ne pouvait qu'aboutir à une réaction violente des forces de l'ordre. Il n'y avait pas seulement des enfants de 12 ans qui manifestaient.

LIBERATION — Quelle est, selon vous, la part de responsabilité des intégristes et de Han Aman (organisation marxiste léniniste interdite), accusée par le roi d'avoir organisé les troubles ?

A.B. — C'est vrai. Des tracts d'Ilan Aman et des intégristes ont été distribués avant même la tenue du sommet islamique de Casablanca, qui ne visaient pas le niveau de vie des masses populaires ni le chômage, mais bien le sommet. En se mêlant aux manifestants, ces groupes ont cherché à donner du Maroc une image négative et à créer les plus mauvaises conditions possibles pour le déroulement du sommet.

LIBERATION — Aujourd'hui qualifieriez-vous ces émeutes de téléguidées (la version officielle) ou de spontanées ?

A.B. — Là où ça a bougé, les troubles ont certainement été exploités. Mais on ne peut pas se prononcer. Il faut attendre l'enquête policière. Oui, tout laisse supposer qu'une enquête est menée. Je ne vous cacherai d'ailleurs pas que des militants de mon parti sont arrêtés, y compris dans des villes comme El Jādida où rien ne s'est passé. Le nombre ? Impossible à établir. Certains sont relâchés, d'autres restent détenus. Nous avons protesté contre l'arrestation de nos camarades, bien sûr.

LIBERATION — Partis et syndicats sont restés totalement silencieux sur ces événements. Quelle est votre position ?

A.B. — Cette fois, à la différence de 1981 (déclenchées par des hausses de prix les émeutes éclatèrent à Casablanca en juin, qui firent officiellement 64 morts), nous avons déjà prouvé et dit à nos militants de ne pas bouger. Pour trois raisons : d'abord les hausses de prix n'avaient pas encore été décidées, il fallait attendre quelles mesures seraient prises. Ensuite cela s'est passé durant le sommet islamique, nous ne voulions pas tomber dans le piège. Enfin, les gens qui y ont été mêlés sont pro-Polisario.

LIBERATION — La situation est maintenant « sous contrôle ». Craignez-vous demain une nouvelle flambée ?

A.B. — Ces événements peuvent se reproduire bien sûr, si la situation stagne. D'où la nécessité d'organiser les élections législatives le plus tôt possible (bien qu'aucune date n'ait encore été fixée officiellement, elles sont prévues en mars prochain). Une fois élu, le parlement (le roi gouverne sans pouvoir législatif depuis octobre) n'aura pas d'autres solutions que de procéder à des changements de fond sur le plan économique et social. Nous sommes actuellement en train de discuter de l'organisation du scrutin : la date, le découpage électoral, les mesures pour assurer un déroulement correct et la neutralité de l'administration.

LIBERATION — Ne craignez-vous pas que ces élections soient annulées, le régime redoutant qu'une campagne électorale ait lieu dans une situation encore tendue ?

A.B. — Pour le moment, le parlement doit se réunir le deuxième vendredi d'avril (la date fixée par le roi dans son discours du 27 décembre

dernier). Il faudrait vraiment des événements exceptionnels, comme une escalade de la guerre au Sahara, pour motiver une telle mesure.

Ce qu'on peut craindre en revanche, c'est que ces élections se déroulent dans l'indifférence. Les gens peuvent penser, à quoi bon ? L'administration a déjà tellement manipulé les résultats. Dans certaines provinces, aux dernières élections municipales de juin, elle choisissait ses candidats. Alors à quoi bon tenter ? Un courant pense cela à l'intérieur de notre parti. Mais quelle autre alternative ? La situation est grave. Il n'y a pas d'autre voie que d'assurer une certaine paix sociale, et donner de l'espoir aux masses les plus exploitées. Sans cela, c'est l'aventure.

LIBERATION — Depuis novembre, l'USFP a deux ministres. Peut-on parler d'un gouvernement d'union nationale ?

A.B. — En quelque sorte.

Aujourd'hui au Maroc, il y a une union nationale autour de la question du Sahara occidental, et apparemment, je dis bien, apparemment, autour de l'amélioration du processus démocratique. On nous a dit : vous critiquez le processus démocratique, venez au gouvernement exprimer votre point de vue. Nous verrons maintenant ce que cela va donner avec les élections. Aujourd'hui, nous faisons partie d'un gouvernement, où ni moi ni le ministre de la Coopération n'avons aucune responsabilité dans la gestion, afin d'exprimer nos positions et de proposer des mesures.

LIBERATION — Serez-vous écouté ?

A.B. — Je ne sais pas. Peut-être que quelques unes de nos mesures seront prises en compte. Je ne puis rien vous assurer.

LIBERATION — Premier parti d'opposition, vous êtes au gouvernement, et des manifestations éclatent de mécontents, qui ne se sentent nullement représentés par vous. Votre participation comporte des risques...

A.B. — C'est vrai. Mais le choix était entre prendre des risques, ou rester en marge, rédiger des manifestes, des communiqués, etc. En fait, je dirais que nous sommes au gouvernement justement pour éviter de tels éclatements. Nous réclamons par exemple l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et les syndicats.

LIBERATION — Concrètement, pensez-vous que des mesures seront prises après le recensement des plus démunis lancé au début du mois par le roi ? Ou était-ce une opération pour rien ?

A.B. — Même incomplet, le recensement a permis de mesurer l'ampleur du problème. Au Maroc, près de 40% des familles sont deshéritées, proches du seuil de pauvreté absolu. Peut-être ce constat va-t-il amener le prochain gouvernement à prendre en compte la gravité de la situation.

Propos recueillis par
Véronique SOULE

Après de violentes émeutes, le roi du Maroc a calmé le jeu par un discours d'une grande fermeté, le 22 janvier au soir. Le même esprit de décision sera nécessaire pour s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux qui affectent le royaume.

HASSAN II EN PREMIERE LIGNE

Les émeutes de la vie chère » (expression parlante mais sommaire) au Maroc ne manquent pas de rappeler la « révolte du pain » il y a quelques semaines en Tunisie. Au Royaume comme en Tunisie, la peur des augmentations de prix, réelles ou supposées, passées ou à venir, a joué un grand rôle dans la dégradation de la situation. Comme en Tunisie

ont été autant en cause la politique d'austérité que la mauvaise présentation des mesures par les autorités. Comme en Tunisie, les relais intermédiaires, partis, syndicats, députés ont été dépassés ou absents. Comme en Tunisie, des groupes organisés ont, sans aucun doute, voulu tirer profit de l'occupation de la rue par les déshérités et une partie de la jeunesse. Comme en Tunisie, après la répression vint le discours. Montant au créneau, le roi Hassan II s'est adressé à son peuple le 22 janvier sur un ton ferme



sinon dur. Il a rassuré les inquiets, soulagé les pauvres, menacé les fauteurs de troubles. Comme en Tunisie... Non ! Toute analogie a ses limites et entre le pays de Hassan II et celui de Bourguiba, les différences aussi sont nombreuses. Deux au moins nous paraissent significatives. D'abord, la situation économique est plus grave au Maroc, qui est plus vaste, plus peuplé, doté de moins de ressources immédiatement exploitables. C'est dire aussi que, du point de vue social, la marge de manœuvre y est beaucoup plus étroite. L'autre grande différence joue, elle, en faveur du Royaume. Nulle trace, ici, de guerre de succession, et pour cause. Avant et après le discours de Bourguiba, les luttes de clans en Tunisie ont en quelque sorte relayé la clameur de la rue. Au Maroc, le roi est certes l'ultime rempart. Mais aussi l'autorité incontestée. Il a le dernier mot. C'est un atout de taille. ■ J.-L. B



Comme une traînée de poudre...

François Soudan

Les premières manifestations ont eu lieu le 5 à Marrakech. Dix jours plus tard, elles tournaient à l'émeute dans le Nord.

Cher peuple... » Pour 25 millions de marocains, ces deux mots rituels placés en exergue de chaque discours royal ont un sens précis que la monarchie n'ignore pas: quelle que puisse être la solidité des liens séculaires, leur confiance se mérite. Hassan II en avait conscience. Ce dimanche 22 janvier à 21 h 35, quand, silhouette tendue en costume sombre, visage grave, il s'installa devant les caméras pour effacer par le choc de son image et le poids de ses mots cette traînée de poudre qui venait de sillonner son royaume. Comme il y a plus de

deux ans, le 24 juin 1981, au lendemain des émeutes de Casablanca, il a jeté ce jour-là la magie de son pouvoir dans la balance des faits.

Casa ? Comment ne pas y penser en regardant ces bandes de gosses en haillons, ces chômeurs aux ventres vides, ces étudiants et ces lycéens lapidant les vitrines et incendiant des voitures pendant les deux semaines d'émeutes que vient de connaître le Maroc. Ces gamins de la misère marocaine ont des frères du côté de Tunis, du Caire, de Sao Paulo ou d'ailleurs, partout où la faim fait exploser les médinas



Après les violents incidents du jeudi 19, une auto blindée patrouillant à Nador

et les favelas. Casa encore : ces miliciens affolés aux vieux fusils accrochés à l'épaule, les Mokhazenis, rapidement remplacés par les CMI (Compagnies marocaines d'intervention), nettement plus efficaces puis, bien sûr, par l'armée. Casa enfin, ces hausses passées ou présentes, réelles ou redoutées qui font que le minimum vital sera demain, peut-être, inabordable : sucre, huile, farine, gaz butane, essence pour les vélomoteurs, pain, savon...

Mais ici s'arrêtent les comparaisons. Car, cette fois-ci, Casa la poudrière, celle par qui tout peut déraiper, n'a pas bougé ou presque. Etroitement quadrillée en prévision du Sommet islamique par les meilleurs éléments des forces de sécurité, elle a laissé la violence s'exprimer ailleurs.

A Marrakech, d'abord, où dès le 5 janvier, les lycéens, protestant contre l'augmentation des frais d'inscription au baccalauréat, transforment les cours de récréation des lycées en terrains de meetings improvisés. Chassés de leurs établissements par la police, ils se répandent aussitôt par petits groupes dans les rues, cassent un peu, crient beaucoup. Répression musclée. Le silence.

Mais, déjà, dix-sept lycées sur les trente-six que compte le pays sont en grève. A Safi, Agadir, Meknès, Rabat, Kenitra, Fès, le scénario qui avait prévalu à Marrakech se reproduit : ici comme là-bas, des chômeurs se joignent aux scolaires et les slogans qui éclatent n'ont plus rien à voir avec le bac. Les manifestations sont, tant bien que mal, étouffées : il faut que le Sommet de Casablanca s'ouvre à la date prévue. Le ministre de l'Intérieur, Driss el Basri, passe sans doute quelques nuits d'angoisse.

Des adolescents affrontent les blindés pendant plusieurs jours

Le 16 janvier, dans une symphonie de cuivres, d'ors et de faïences, la Conférence, quatrième du nom, peut commencer. Hassan II va accueillir, un à un, les chefs d'Etat à l'aéroport. On le trouve plutôt décontracté et le ciel est plutôt bleu.

Jusqu'au 19 janvier, date de clôture du Sommet, le royaume est calme. En apparence, seulement.

Car l'orage va éclater, à 15 h 15 très précisément, là où personne ne l'attendait : dans le Nord.

A Nador, petite ville industrielle de 30 000 habitants, non loin de la frontière algérienne, la violence sera indescriptible. Les lycéens, puis des centaines d'adolescents, affronteront les blindés légers pendant plusieurs journées, ne laissant que de courts instants de répit à une bourgade exsangue. Ils ne s'épuiseront, lentement, que le dimanche 22 dans l'après-midi. Mais, entre-temps, Ksar el Kebir, Al Houceima, Berkane, Oujda, Chaouen et surtout Tétouan — où les habitants du « barrio », le bidonville, se sont joints aux jeunes — ont connu de sanglantes batailles de rue. Prisons attaquées, automobiles incendiées, barricades et vitres brisées. Les victimes ? Impossible d'avancer un chiffre précis, le black-out imposé par les autorités laissant libre cours aux rumeurs les plus folles. On parlera de dix, puis de soixante, puis de deux cent cinquante morts.

Pourquoi ne pas le dire pourtant, puisque Hassan II lui-même l'a martelé de manière extrêmement précise lors de son discours du 22 janvier (voir le reportage de Hamid Barrada, p. 25), les

émeutes qui ont secoué le Nord n'ont pas tout à fait la même signification que celles qui, ailleurs, les ont précédées. A cause d'un passé frondeur, à cause d'un présent de frustrations (« *Nous sommes les oubliés du Maroc* » disent beaucoup de « Rifi »), les potentialités de violences sont plus fortes ici.

S'Arbaoua à Nador, les « Jbala » de la montagne survivent avant tout du commerce de kif, du trafic avec les présides espagnoles de Ceuta et Melilla et des subsides de l'émigration. Or, ces trois « activités » sont aujourd'hui moribondes : la chasse aux petits vendeurs de haschisch s'est intensifiée ; la nomination à la mi-1983 d'un nouveau directeur des Douanes a été aussitôt suivie de la multiplication de contrôles policiers anti-traffic ; la Hollande, la Belgique et l'Allemagne enfin, renvoient sans ménagements excessifs leurs immigrés marocains.

Plus de « *marchés aux voleurs* » regorgeant d'importations frauduleuses à Fnidek, Mdiq, Tétouan ? On n'en est pas encore là. Mais, lentement, l'avenir de survie devient, dans le Nord, celui d'une

paupérisation dont on voit mal l'issue. De coup, les luxueuses villas pour émirs et riches Marocains du Cap Spartel et de Cabo Negro, les enclaves touristiques de la côte méditerranéenne et les forêts closes d'eucalyptus « réservées » aux dignitaires de Rabat se transforment en autant de provocations. Et la tentation intégriste, plus sensible dans le Nord que dans le reste du Maroc, fleurit sur le terreau du chômage : les clubs semi-clandestins d'arts martiaux et d'endoctrinement religieux essaient depuis trois ans de Tanger à Nador et l'influence islamique n'y est pas négligeable.

Villas et enclaves touristiques apparaissent comme des provocations

Face aux périls, à la crise, aux possibilités multiples de récupération des mécontentements par ceux qu'il définit comme ses ennemis, Hassan II est seul. En première

ligne, face à son peuple.

Le gouvernement ? Il a été, une fois de plus, tragiquement absent pendant les journées d'émeute. Et ce n'est sans doute pas de la faute de Karim Lamrani, Premier ministre de trop fraîche date (depuis le 19 novembre 1983). La démocratie, cette « démocratie hassanienne » contrôlée, qui ne discute guère mais qui théoriquement devrait fort bien canaliser, baliser (surtout que les six chefs de partis sont ministres d'Etat) ? Elle apparaît, aux yeux de beaucoup, comme un théâtre d'ombres. Sans doute mériterait-elle un meilleur jugement. Mais, depuis près de quatre mois, le Maroc vit sans pouvoir législatif, toute activité parlementaire ayant été suspendue en attendant l'hypothétique tenue du référendum sur le Sahara. Non, décidément, il n'y a pas au Maroc de relais efficace, de tampon réel entre le roi et son peuple.

Ce tête à tête, ce contact presque charnel, Hassan II l'a voulu ainsi. Conscient sans doute des dangers d'une telle personnalisation. Obligé à chaque fois de se jeter dans la mêlée. « *Cher peuple...* » ❧

F.S.

La faim et les moyens

de notre envoyé spécial Hamid Barrada

C'est presque palpable : en quelques jours l'inquiétude a doublé comme une vague et s'est répandue en une marée d'angoisse. Maintenant, elle ne gagne pas les seuls nantis. Des gens qui n'ont rien ou pas grand-chose à perdre ne dissimulent pas leur peur du lendemain. Le spectacle du sommet islamique et ses péripéties ne passionnent que très modérément. Par politesse, on évalue avec vous les chances du retour de la lointaine Egypte dans le bercail des musulmans et des Arabes ; on pense

vraiment à autre chose qui risque de tout bouleverser.

Au départ, l'inquiétude s'est greffée sur un banal raisonnement par analogie. Si la petite Tunisie a succombé à des émeutes de la faim, qu'en serait-il du Maroc où les « problèmes » sont à la mesure de vastes et provocantes fortunes ? Mais, bien vite, il ne s'agit plus d'une hypothétique contagion maghrébine. Crainte et tremblement sont alimentés par des faits, là, à proximité, dans le pays même. Marrakech, ville bénie des dieux et

des touristes, est au bord de l'explosion sanglante. D'un quartier à l'autre c'est le même scénario : des gosses se regroupent, rameutent les adultes, les commerçants ferment boutique et c'est la manifestation. On s'en prend à coups de slogans à la vie chère et à coups de pierres aux forces de l'ordre. Celles-ci, parfois dépassées, parviennent néanmoins à empêcher la jonction entre les quartiers. Mais la répétition des manifestations fait qu'elles peuvent à tout moment dégénérer en émeutes ; l'apparition de certains

L'événement

► slogans donne au désordre une coloration dangereusement subversive.

Quand l'agitation semble s'apaiser à Marrakech, on découvre qu'elle bat son plein à Rabat. Ce sont encore les enfants qui donnent le la et remettent ça chaque jour ; les aînés ont du mal à se laisser entraîner. Un commissaire est blessé ; les vitres des villas volent en éclats ; le propriétaire d'une Mercedes qui s'aventure à réprimander des gosses voit son véhicule flamber. Comme à Marrakech, les manifestations gardent malgré tout un côté bon-enfant. Pour le moment, plutôt que l'émeute, c'est le *happening*. On promène, au bout de piques un pain, un oignon ou une tomate comme l'on célèbre ici la mariée. On rivalise de slogans rimés plus irrévérencieux les uns que les autres. L'un d'eux établit une comparaison chargée de nostalgie entre Mohamed V et Hassan II.

Pour le moment, plutôt que l'émeute, c'est le *happening*

Alors que la Conférence islamique touche à sa fin, on apprend que, dans le Nord, la fête a tourné au drame. Le sang a coulé à Nador et à Tétouan ; les morts se compteraient par dizaines. Pas l'esquisse d'une esquisse de communiqué officiel. Les jounaux de tout bord (une dizaine !) ne soufflent mot. Quand l'Union socialiste des forces populaires (USFP), qui siège au gouvernement, rompt le silence, c'est pour révéler que plusieurs de ses militants ont été arrêtés. Si on a du mal à savoir ce qui s'est passé dans le Nord, on situe assez aisément les causes de la crise. Plusieurs facteurs se sont conjugués pour troubler les esprits et les rues.

Plus que la cherté de la vie, c'est une véritable phobie de l'augmentation qui a joué.

Un discours du roi, prononcé fin décembre 1983 et d'accès passablement ardu n'est pas étranger au malaise. Hassan II avait expliqué que l'Etat ne pouvait plus soutenir les prix des produits de base et avait annoncé un recensement des revenus, préalable à toutes décisions. Il avait tenu des propos du genre : « *Je ne puis absolument pas vous demander de nouveaux sacrifices* — ce qui excluait en principe

assurances royales portant implicitement sur la farine, l'huile et le sucre. Le doute et la défiance se sont emparés des esprits. Les dépenses somptuaires afférentes au Sommet islamique n'arrangèrent pas les choses. Il est vrai qu'elles provenaient du trésor saoudien, mais il fallait attendre la fin de la Conférence pour l'apprendre... par une dépêche de l'agence américaine *Associated Press*.

Ces considérations suffisent à expliquer la montée du mécontentement. Explique-t-elle pour au-



Le 23, à la télévision, Hassan II exhibe un tract pro-iranien.

de nouvelles augmentations, — *les prix ont été déjà augmentés en été.* » Mais le lendemain, le prix de la bouteille de gaz grimpa (voir l'article de Sophie Bessis, p. 28). Il

A l'origine de la crise : une véritable phobie de l'augmentation

ne s'agissait, paraît-il, que d'une répercussion technique de décisions antérieures, mais l'effet fut désastreux, intervenant après les

tant la simultanéité des incidents et leur développement ? A ce sujet, les avis sont partagés. Certains estiment que les mêmes causes (sociales et psychologiques) ont simplement produit les mêmes effets (les troubles) et qu'il n'y a pas lieu, jusqu'à plus ample informé, de rechercher quelque cerveau centralisateur. D'autres sont convaincus que des troubles de cette nature ne peuvent qu'être préparés de longue main et procèdent d'un chef d'orchestre clandestin. Bien entendu, les deux thèses ne sont pas inconciliables. Pour spontanées qu'aient été les manifestations, cela n'exclut pas que des groupes plus ou moins connus aient cherché à en

tirer profit et à les orienter à leur guise. On n'allait pas tarder, de toute façon, à en avoir le cœur net.

Chacun appréhende alors l'extension des émeutes. Maintenant que le Sommet islamique est terminé, Casablanca risque de s'embraser ; une grève générale est prévue d'ailleurs pour le début de la semaine suivante (23 janvier). Elle ne manquerait pas comme en juin 1981 de provoquer de tragiques affrontements. Les syndicats n'ont rien décidé mais contrôlent-ils encore leurs troupes ?

On en est là le dimanche 22 janvier lorsqu'un discours du roi est annoncé pour la soirée. Le monarque ne parlera qu'à 21 h 35. Durant les heures qui précèdent, l'angoisse est à son comble. Après le bulletin d'information, le speaker revient pour dire que les écoles seront fermées pour deux jours encore (elles l'avaient été déjà pour cause de Sommet). On signale des scènes d'émeutes dans les quartiers chauds. Dans les autres quartiers, on se barricade en envisageant le pire.

Durant les heures qui précèdent, l'angoisse est à son comble

Lorsque Hassan II apparaît sur le petit écran, les Marocains qui croyaient bien connaître le roi lui découvrent un nouveau registre. Rien à voir par exemple avec celui qui, la veille encore, expliquait devant la presse internationale les résolutions toutes en nuance du quatrième Sommet islamique. En vérité, c'est le même Hassan II avec son savoir-faire époustoufflant, mais la situation est tout à fait différente. Elle exigeait hier un diplomate, elle requiert aujourd'hui un guerrier. Il n'a pas revêtu l'uniforme mais, à coup sûr, c'est en chef militaire qu'il parle. Avec une clarté, une fermeté, une brutalité toutes martiales.

Les troubles qui se sont produits à « Marrakech, Nador, Oujda, Tétouan, Al Houceima, Ksar el Ké-

bir » sont provoqués, affirme le monarque, par une conspiration multiforme menée de l'extérieur contre le Sommet islamique. On ne peut expliquer autrement qu'il coïncide avec la Conférence de Casablanca. Détrompez-vous, si vous croyez que j'invente la fameuse main de l'étranger. Ce n'est pas mon genre ; les émeutes de juin 1981 étaient dues à des problèmes intérieurs, je l'ai dit. Aujourd'hui, nous avons affaire à une conspiration étrangère, je le dis.

Impressionnés et soulagés par ce discours peu ordinaire

Y ont participé « les marxistes-léninistes-communistes », les services israéliens et Khomeiny. Voici leurs motivations respectives : les communistes n'apprécient pas le soutien de la Conférence à l'Afghanistan ; c'est la réintégration de l'Égypte qui dérange les Israéliens ; quand à notre « ami Khomeiny », il nous en veut parce que nous l'avons excommunié en bonne et due forme dès son accession au pouvoir.

Des preuves ? Mieux : voici des pièces à conviction. Un tract du groupe Ila al Amam (En Avant) publié à Paris ; un second tract de la même organisation diffusé à Marrakech le 6 janvier. Il est question de « régime monarchique vaincu », d'« héroïque peuple sahraoui », de « Hassan le sanguinaire » (« ça ne m'effraie pas »). Regardez maintenant le tract de Khomeiny sur papier glacé avec photos couleur...

Pour parvenir à ses fins, l'ennemi a fait croire que les prix allaient augmenter. J'avais ordonné un recensement qui s'est achevé hier. Il n'y aura pas d'augmentation. Etes-vous devenus des enfants pour vous laisser abuser de la sorte ? Les instruments de la conspiration sont précisément des enfants et des truands ; aux premiers, je déclare qu'on ne s'amuse plus. Ordre a été donné pour qu'ils soient traités désormais sans ménagement. Les

seconds, qui vivent de la contrebande du côté de Nador, sont sous les verrous.

« Aux gens du Nord, je rappelle qu'ils ont déjà eu affaire au prince héritier et qu'ils ont intérêt à ne pas avoir affaire à Hassan II ! » Ici, le roi fait allusion au soulèvement à caractère séparatiste dans le Rif en 1958 qui fut réprimé avec une sévérité extrême par Moulay Hassan, alors chef d'état-major de l'armée.

Averti probablement de la comparaison qui germe ces derniers temps entre Hassan II et Mohamed V (« croyez-vous que nous hésitons à lire tout ce qui se dit sur nous ? »), le monarque a revendiqué cette différence supposée désobligeante pour suggérer qu'il s'agit finalement d'une différence d'époque. Il le fait en racontant une anecdote qui illustre à merveille son style et sa philosophie du pouvoir : « Je me souviens, raconte-t-il, d'un entretien avec mon père au sujet des journaux de l'opposition. Je lui ai dit que Sa Majesté devait être logique avec elle-même et les accepter. Puis je lui ai demandé : Si vous deviez aller faire la prière en ville et que l'on vous prévienne qu'un million de citoyens, dont une minorité vous conspuent, sont massés le long du parcours, iriez-vous ? — Non, me répondit-il, ce serait signe d'un temps où on ne respecterait plus rien. Ce temps, c'est ton temps à toi.

Oon ne peut accuser le roi de pécher par légèreté

Il ajouta : Et toi que ferais-tu ? — J'irais si la majorité m'accablait et, tout en restant dans la légalité, je casserais la gueule aux autres ! » (Des journaux locaux ont pris quelque liberté avec le texte royal en utilisant ici le verbe « sanctionner » ! A la rigueur, « se bagarrer » rendrait davantage le sens...)

Comment ont réagi les Marocains à ce discours peu ordinaire ? Tout le monde a été impressionné.

Événement

Et soulagé. Les uns, économiquement faibles (dont le nombre avoisinerait les 8 millions !), ont surtout retenu qu'il n'y aura pas d'augmentation et ils ont apprécié que des sanctions soient prises dès le lendemain contre les commerçants qui se sont livrés à des hausses illicites. Les autres, qui ne sont pas tous des milliardaires, ont une légitime peur des émeutes et se sentent désormais plus en sécurité.

Du coup, les réserves qu'on formule sont secondaires. Ainsi a-t-on noté que la thèse du complot n'est pas sans faille. Autant qu'on le sache, Ila al Aman, issu d'une scission du Parti communiste orthodoxe (le PPS, Parti du progrès socialisme d'Ali Yata) n'a aucune accointance avec Moscou. Condamné à la marginalité grou-

pusculaire à cause de son engagement à côté du Polisario, fallait-il lui faire tant d'honneur ?

Était-il encore nécessaire de rappeler les malheureux événements du Rif et de mettre les habitants de toute une province dans le même sac ?

Un terrain miné de problèmes économiques et sociaux

Ceux qui posent cette question répondent eux-mêmes qu'on ne peut accuser le roi de pécher par légèreté et qu'il doit avoir de sérieuses raisons pour recourir à ces extrémités. Si le calme est total à Casablanca (vérification faite, il ne s'est rien passé dans les quartiers réputés explosifs, sinon des manifestations de panique) on ne

sait pas grand-chose de la situation dans le Nord.

Fait sans précédent : le 23, la télévision a diffusé en rifaïn le discours royal, ce qui tend à indiquer que la paix n'est pas revenue à Nador et alentour.

En réalité, les réserves sont d'un autre ordre. Au fond, on admet ici qu'au point où en étaient arrivées les choses, Hassan II n'avait pas le choix. Et l'on est peu regardant sur les moyens, qu'on juge sinon légitimes, du moins compréhensibles. Il ne fait pas de doute qu'il y a eu une certaine intervention extérieure et on ne s'interroge pas trop sur son origine, sa nature, son ampleur. Le problème, c'est que l'intervention en question a tout de même opéré sur un terrain propice miné par des problèmes sociaux et économiques qui sont, eux, source permanente d'insécurité et d'inquiétude. On aimerait donc que le roi s'y attaque avec le même esprit de décision dont il vient de faire preuve.

Mais qui peut-on réajuster dans ce pays ?

Sophie Bessis

Deux ans et demi à peine après les émeutes meurtrières de Casablanca, des Marocains sont à nouveau descendus dans la rue pour protester contre la hausse du coût de la vie. Depuis la mi-1983, le petit peuple des villes et des campagnes voit augmenter avec une angoissante régularité les prix des produits indispensables à sa vie quotidienne.

Le coup d'envoi de ces mesures a été donné avec le vote par l'Assemblée nationale d'un budget d'austérité (27 juillet 1983), prévoyant entre autres une réduction de 20 % des subventions de l'Etat aux denrées de base. Dès août, le thé, boisson nationale, augmente de 77 % ; le prix du beurre croît de près de moitié ; celui de l'huile de 18 % et celui du sucre de 14 %. Des hausses ont ensuite lieu sur des

produits comme le savon et les bougies qui affectent surtout les catégories les plus pauvres de la population.

Le 27 décembre, le roi annonce qu'il faudra se serrer davantage la ceinture, tout en précisant : « *Les augmentations doivent épargner les pauvres à qui nous ne pouvons plus nous permettre de demander quoi que ce soit.* » Mais il y a loin de la parole aux actes. Début janvier, la bouteille de butane, principal combustible des classes populaires, augmente de 5 dirhams (1 DH = 155 F CFA). Tous les produits alimentaires de base enregistrent des hausses d'au moins 20 % : la farine, le pain, le sucre, le thé et l'huile sont touchés ; quant au beurre, il augmente encore de 67 %.

Un dernier train de hausses de-

vait intervenir en février ; c'est celui qu'annulera Hassan II dans son discours du 22 janvier (voir p. 25).

Quant aux salaires, ils sont pratiquement bloqués depuis deux ans ; le salaire minimum dans l'agriculture et l'industrie a bien été relevé de 20 % en août 1983... mais le coût de la vie a doublé au cours des trois dernières années. Seuls les ministres et les députés se sont octroyés, à la fin de 1982, un doublement de leurs salaires... Le cocktail est donc explosif.

C'est que le Maroc est entré, en 1984, dans la huitième année d'une crise économique dont, pendant longtemps, les autorités n'ont pas mesuré l'ampleur. Ainsi le plan de développement 1981-1985 est-il tout aussi ambitieux qu'irréalisable, d'autant qu'il accentue jus-



En juin 1981, à Casablanca.

qu'à la caricature les déséquilibres structurels dont souffre l'économie marocaine.

La récession qui frappe le royaume est due à deux séries de facteurs structurels et passagers, qui se sont conjugués pour aboutir à la situation actuelle. Au chapitre des seconds, le pays a surtout souffert, depuis 1977, de la brutale chute des cours du phosphate, son principal produit d'exportation, après l'euphorie des années précédentes, et d'une terrible sécheresse qui a sévi en 1980 et 1981. Résultat : on a importé en 1982 près de 40 millions de quintaux de céréales, la production nationale atteignant à peine les 30 millions de quintaux.

Si le Maroc est devenu depuis longtemps un importateur de produits alimentaires, la situation est désormais catastrophique. En 1982, les exportations couvrent moins de la moitié de la valeur des importations qui sont constituées pour plus de 75 % par les produits alimentaires et énergétiques. La dette extérieure dépasse 11 milliards de dollars, soit 90 % de la valeur du PIB (contre 17 % en 1972) et son service absorbe plus de 40 % des recettes d'exportation. Les réserves de change sont pratiquement inexistantes. Le gouvernement a donc demandé et obtenu,

il y a quelques mois, un rééchelonnement de la dette publique et le FMI a consenti, en octobre 1983, un prêt de 315 millions de dollars, versé en plusieurs tirages si le programme de « réajustement », c'est-à-dire d'austérité, se déroule selon ses instructions.

Totalement démuni et sans stratégie de rechange

Mais qui peut-on « réajuster » dans ce pays de 25 millions d'habitants et qui en aura 36 en l'an 2000 grâce à un taux de croissance de la population de 3 % par an, l'un des plus forts du monde ? Selon la Banque mondiale, la moitié des Marocains possède moins du minimum vital. A Casablanca, la capitale économique, un homme sur quatre est sans travail, un jeune sur trois est au chômage. Or, plus de 50 % de la population ont moins de 20 ans et 200 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.

Si la population rurale est majoritaire, plus de 45 % des Marocains vivent aujourd'hui dans les villes ; beaucoup d'entre eux, dans les bidonvilles périurbains qui « abritent » 20 % de la population totale du pays. Et le phénomène risque de s'aggraver avec la fermeture des pays européens qui ont longtemps constitué une soupape de sûreté... et une source appréciable de revenus : les transferts des émigrés ont rapporté l'année dernière 6 milliards de dirhams en devises. Cette manne risque à présent de se réduire comme peau de chagrin.

Or les paysans continueront sans nul doute à quitter des campagnes où ils n'ont plus de place, car la politique agricole menée depuis vingt ans a négligé la satisfaction du marché local (sauf pour la production sucrière) et sacrifié les petits paysans. La réforme agraire qui a distribué plus d'un million d'hectares, et le développement de l'irrigation ont surtout créé une couche d'agriculteurs moyens, orientés vers l'exportation.

Le Maroc a mis en effet tous ses espoirs dans le marché européen et a accentué dans tous les domaines une dépendance née avec la période coloniale : les céréales ont été négligées au profit des agrumes, des tomates et autres spéculations commerciales, au prix d'une coûteuse reconversion agricole.

L'industrie s'est également développée en fonction des besoins de l'Europe. Mais depuis que le Marché commun pratique un protectionnisme tous azimuts, au mépris d'ailleurs des accords d'association conclus en 1976, le Maroc se retrouve totalement démuni, et sans aucune stratégie de rechange, tandis que les importations de biens essentiels ne cessent de croître.

Confronté en même temps au coût de la guerre (près de 40 % du budget de l'Etat), à une explosion démographique et à une urbanisation galopante, à la fermeture progressive de ses débouchés traditionnels, sans perspectives proches de bénéficier de ressources nouvelles, le royaume peut difficilement s'attendre à un avenir meilleur que le présent. ❖

AVERTICES
63, rue du Colonel Fabien
94110 ARCUEIL

CENTRE AVERROES

- alpha concept -
47, rue des francs-bourgeois - 75004 paris - tel. 2710812

LES EMEUTES AU MAROC

REVUE

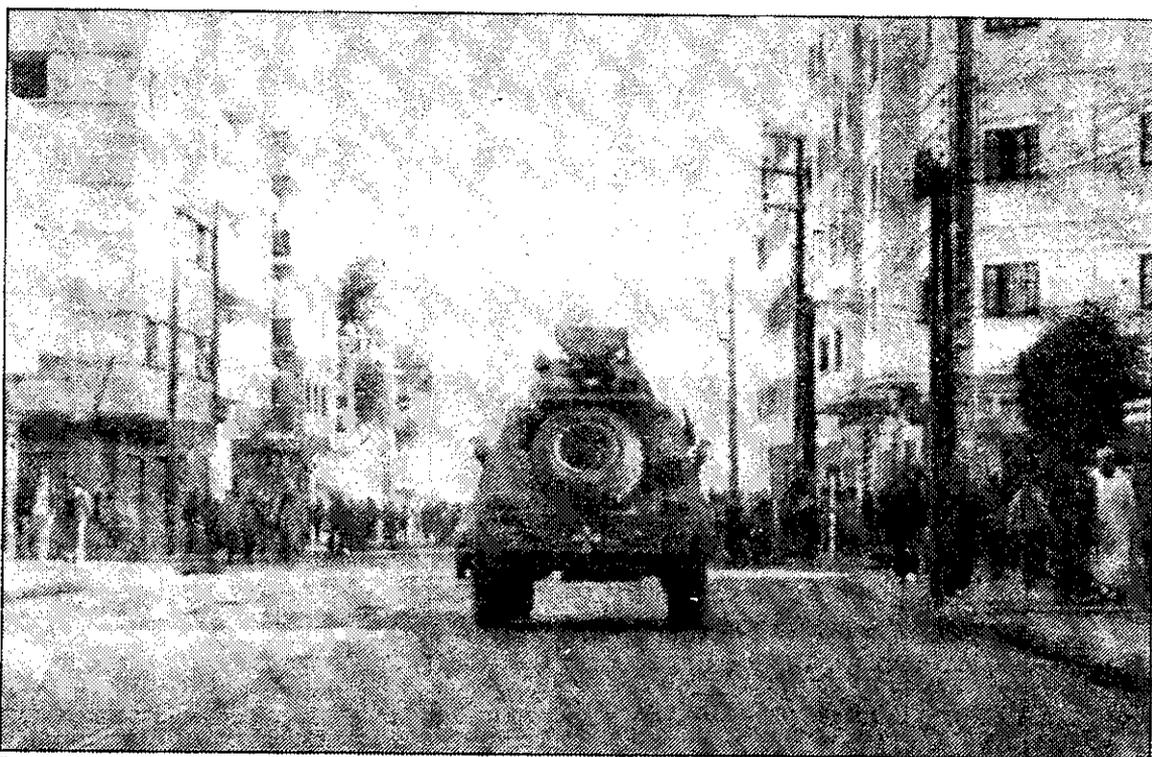
DE

PRESSE



Janvier 1984

LES EMEUTES

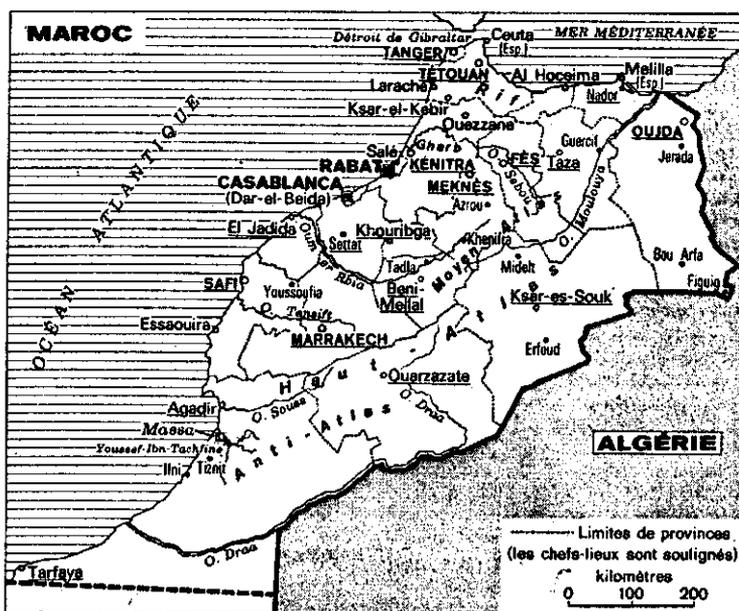


Patrouille de l'armée marocaine dans les rues de Nador, vendredi dernier.

**AU
MAROC**

Publications depouillées

- . AFRIQUE-ASIE
- . AL KIFAH AL ARABI
- . AL YASSAR AL ARABI
- . LA CROIX
- . L'HUMANITE
- . JEUNE AFRIQUE
- . LIBERATION
- . LE MATIN DE PARIS
- . LE MATIN DU SAHARA
- . LE MONDE



Peuplé de quelque 25 millions d'habitants, le royaume chérifien a accédé à l'indépendance en 1956, sous le règne de Mohammed V, décédé en 1961, et dont le souverain actuel, Hassan II, est le fils aîné. Le territoire d'Ifni a été rattaché au royaume en 1969. Après avoir survécu à deux graves complots (1971 et 1973), Hassan II a lancé, en 1975, la « marche verte » sur le Sahara espagnol. La même année, le Maroc et la Mauritanie ont passé un accord avec l'Espagne sur le partage du Sahara occidental, que le Maroc a récupéré, en 1979, après le retrait de la Mauritanie du conflit contre le Polisario.

Ces deux dernières années, l'économie a été victime de la sécheresse, de la mévente des phosphates et du renchérissement des importations d'hydrocarbures, payés en dollars, ainsi que du coût de la guerre du Sahara occidental. Le montant de la dette — 11 milliards de dollars en 1983 — a représenté 90 % du produit intérieur brut (contre 17 % dix ans plus tôt). Rabat a obtenu du Club de Paris un rééchelonnement sur huit ans, avec quatre ans de grâce, de sa dette publique, évaluée à environ 600 millions de dollars. Le revenu annuel par habitant était, en 1981, de 860 dollars, contre 2 140 en Algérie, 1 420 en Tunisie.

VIOLENTES MANIFESTATIONS A NADOR CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE

Des affrontements se sont produits, jeudi 19 janvier, entre policiers et manifestants à Nador, dans le nord-est du Maroc, annonce l'agence Reuter, à partir de Madrid, sur la foi d'informations recueillies auprès du consulat d'Espagne dans cette ville et par des journalistes espagnols basés dans l'enclave voisine de Melilla.

L'agitation a été déclenchée par des étudiants à propos d'une affaire de droits d'inscription, mais très vite leurs rangs ont été grossis par des habitants de Nador, mécontents de la cherté de la vie. Des barricades ont été érigées dans les rues, des magasins pillés et des voitures renver-

sées. Selon les témoins, il y aurait de nombreux blessés à la suite de l'intervention de la police, qui aurait ouvert le feu. Le calme est revenu dans la soirée.

Des troubles analogues avaient éclaté quelques jours plus tôt dans la ville d'El-Hoceima, qui se trouve également sur la côte méditerranéenne. Il en aurait été de même à l'intérieur du pays, notamment à Marrakech, Meknès, Safi et Oujda. Toutefois, le ministère de l'intérieur marocain a démenti ces dernières manifestations, ne faisant état que de grèves scolaires limitées le 5 janvier. (*Le Monde* des 17 et 20 janvier.)

Enfin, l'agence Reuter annonce de Rabat que des policiers et des miliciens en armes ont pris position autour des lycées de la capitale à la suite de la vague d'agitation scolaire qui a affecté plusieurs villes. En outre, des groupes de jeunes gens ont lapidé jeudi des voitures dans les rues de Rabat.

MAROC : REVOLTE CONTRE LES PRIX

Des affrontements entre lycéens et police ont fait « plusieurs morts » à Nador. A Marrakech, d'autres jeunes auraient été tués il y a une dizaine de jours

QUE s'est-il passé jeudi à Nador, une ville du Nord-Est marocain ? Que s'est-il passé, les jours précédents, dans beaucoup d'autres villes marocaines ? Que s'est-il passé, enfin, jeudi soir à Rabat, la capitale ? Selon des sources qualifiées de « dignes de foi » par l'agence Franco-Presse, de graves incidents, ayant fait « plusieurs morts — deux à six — et de nombreux blessés », se sont produits jeudi à Nador, une localité marocaine située non loin de l'enclave espagnole de Melilla. Ces « incidents » ont opposé des étudiants à la police et à l'armée royale. Selon l'agence de presse espagnole Efe, deux personnes au moins seraient mortes : un jeune homme et une jeune fille, et les blessés seraient au nombre de cinquante.

Ces affrontements, très violents, ont éclaté peu après le début d'une manifestation qui a rassemblé près de dix mille étudiants et écoliers qui protestaient contre la hausse des prix de produits de première nécessité (pain, gaz et essence notamment), ainsi que des frais de scolarité. Chassés des établissements scolaires par la police, les jeunes manifestants se sont regroupés dans la rue, où ils ont interrompu la circulation automobile, détruit des lampadaires, des vitrines de magasins et endommagé plusieurs voitures. Les communications téléphoniques entre Nador et le reste du Maroc ont été coupées. Les autorités marocaines auraient ensuite renforcé les contrôles à la frontière avec l'enclave de Melilla, tandis qu'aucune mesure spéciale n'a été prise du côté espagnol.

Selon l'agence britannique Reuter, les étudiants ont été vite rejoints par des habitants de Nador, mécontents eux

aussi de la cherté de la vie et des récentes hausses décidées par le roi Hassan II. Des barricades ont été érigées par les manifestants avant l'arrivée de la police et de l'armée. Le calme semblait revenu, jeudi soir, à Nador. Mais l'armée et la police, armées de bâtons, ont pris position autour des écoles secondaires de Rabat, la capitale. Une manifestation aurait eu lieu dans la capitale, selon des témoins cités par Reuter, et des voitures auraient été lapidées et renversées par les jeunes manifestants.

Quelques jours avant ces violents affrontements, d'autres manifestations avaient eu lieu dans d'autres

Des barricades ont été érigées par les manifestants avant l'arrivée de la police et de l'armée

villes. Il s'agit tout d'abord d'Al Hoceima, située près de Nador, sur la côte méditerranéenne. A l'intérieur du pays aussi des « manifestations de la faim » ont été signalées, par des voyageurs ou des témoins, notamment à Marrakech, Agadir, Meknès, Safi ou Oujda, près de la frontière algérienne. Les incidents les plus graves auraient eu lieu à Marrakech où des manifestations spontanées ont éclaté, il y a une dizaine de jours, et où l'intervention des forces de l'ordre aurait provoqué la mort de sept personnes.

Selon des voyageurs cités par Reuter, les autorités ont ensuite décidé d'envoyer des

renforts de police dans la ville de Marrakech. Plusieurs lycéens, considérés par la police comme les meneurs de grèves « sauvages », ont été exclus de leurs établissements. Aucune organisation politique ou syndicale ne semble se profiler derrière ces manifestations, sur lesquelles les autorités et la presse marocaines observent le plus grand mutisme.

Comme en Tunisie, il y a quelques semaines, le premier responsable indirect de ces affrontements s'appelle... Fonds monétaire international. C'est en effet le FMI qui a plus que conseillé aux autorités marocaines de suspendre des subventions des produits alimentaires de base (sucre, farine, huile, beurre) par la caisse de compensation. Ce que Rabat a décidé, dans le cadre d'un nouveau plan de rigueur. Le roi Hassan II avait promis auparavant de recenser préalablement les personnes et les foyers nécessiteux, pour leur venir en aide avant d'augmenter les prix des produits alimentaires de base. La suite des événements indique pour le moins que ce recensement n'a pas été mené avec beaucoup de rigueur.

Comme en Tunisie — et en Centrafrique, en 1979 — ce sont des jeunes élèves qui « osent » braver la police ou l'armée, dans les lycées aussi bien que dans la rue, lorsque une hausse des prix se traduit, dans leurs foyers, par un peu plus de faim. En 1981, de graves émeutes avaient éclaté à Casablanca, la ville la plus « folle » du Maroc, faisant plus de deux cents — voire six cents — morts, selon différents témoignages. Là aussi, ce sont des manifestants exaspérés par leurs conditions de vie qui sont tombés sous les balles de la police royale.

LE MATIN
DE PARIS

SAMEDI 21 JANVIER ET DIMANCHE 22 JANVIER 1984

Émeutes de la vie chère au Maroc

Comme en Tunisie, le train de hausses a provoqué dans plusieurs villes du royaume de violentes manifestations faisant des dizaines de victimes. Le poids de la guerre du Sahara et la crise économique et financière rendent la situation explosive

Les durs affrontements qui ont opposé, jeudi 19 janvier à Nador, sur la côte méditerranéenne du Maroc (*le Monde* du 21 janvier) des émeutiers aux forces de l'ordre ont fait des morts — entre deux et vingt-cinq selon les sources — et de nombreux blessés. La situation a paru, en tout cas, suffisamment grave aux autorités marocaines pour qu'elles aient limité la libre circulation entre cette ville et l'enclave espagnole de Melilla, distante de 14 kilomètres, aux seuls frontaliers, et renforcé les mesures de surveillance.

Ces affrontements font suite à des incidents qui ont éclaté depuis, semble-t-il, le 5 janvier, dans plusieurs villes du Maroc. Il est difficile d'en mesurer l'ampleur, la presse marocaine observant sur le sujet un mutisme total; mais, en dépit d'un démenti d'ailleurs nuancé des autorités, ces faits sont confirmés par diverses sources diplomatiques. Auraient été ainsi touchées par le mouvement Marrakech, Safi et Agadir, dans le Sud, Meknès et Rabat au Centre, et, au Nord, outre Nador, Oudja, Berkane, El-Hoceima et Tétouan.

Le mouvement de protestation a été déclenché par une brève grève, le 5 janvier, de dix-sept lycées sur les trente-six que compte le pays, à la suite de rumeurs faisant état d'une hausse des droits d'inscription au baccalauréat. Le ministre en cause l'a démenti mais n'a pas pour autant calmé les esprits, et les élèves ont continué à protester contre la hausse des frais de scolarité et des prix de certains produits de première nécessité.

A Nador, d'après le consulat espagnol et les journalistes présents à Melilla, les forces de l'ordre sont intervenues contre les lycéens qui scandaient des slogans. Chassés de leurs établissements, ceux-ci se sont regroupés dans la rue où leurs rangs ont été grossis par d'autres manifestants, qui protestaient contre la cherté de la vie. Des barricades ont été érigées, des magasins pillés et des voitures endommagées.

D'après l'Association des Marocains en France, qui était généralement bien informée pendant les émeutes de Casablanca,

en juin 1981, à Tétouan et El-Hoceima « les journées du 19 et du 20 ont été marquées par d'imposantes manifestations ». Elle précise qu'il y aurait quatre morts à El-Hoceima et de nombreux blessés tandis qu'à Tétouan « toutes les activités de la ville ont été neutralisées vendredi ». Le mouvement d'opposition Ilal Amam affirme dans un communiqué publié à Paris, qu'il y a treize morts à El-Hoceima et des « certaines d'arrestations » parmi les manifestants qui scandaient : « Assez, le peuple veut la vie. »

Le calme, en revanche, règne à Casablanca, où étaient concentrées de très importantes forces de police pour assurer la sécurité des hôtes du roi Hassan II au sommet islamique. Le fait d'avoir dégarni l'intérieur et d'y avoir remplacé policiers et gendarmes chevronnés par des stagiaires, peut expliquer aussi l'ampleur prise par les troubles. Le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, aura sans doute les moyens de reprendre entièrement le contrôle de la situation dès que les délégations auront quitté Casablanca.

Il n'en demeure pas moins que ces incidents constituent un signal d'alarme pour le pouvoir comme ce fut le cas avec la « révolte du pain » en Tunisie. Ils ont les mêmes causes : la misère des déshérités dans ce pays de vingt-cinq millions d'habitants dont une bonne moitié vivent au-dessous du seuil de pauvreté. On ne peut exclure que les émeutes de Tunisie qui ont obligé le pouvoir à reculer en annulant les hausses prévues sur les produits céréaliers aient donné des idées aux manifestants marocains.

En effet, les prix de plusieurs produits de première nécessité ont subi une hausse en août dernier (sucre 18 %, huile 30 %, beurre 67 %, farine 35 %). Une autre a eu lieu début janvier et une troisième s'annonce. En effet, le Maroc connaît une crise économique et financière, qui n'a cessé de s'aggraver depuis qu'a éclaté le conflit du Sahara occidental, à l'automne 1975, et qui a atteint les limites du supportable. Durement touché par la sécheresse en 1979 et 1981, le royaume a été affecté en 1983 par la chute d'un tiers du prix des phosphates, dont il est un gros exportateur, et par les restrictions imposées par la CEE sur les fruits et les textiles.

Le pays a dû procéder en outre à des coupes importantes dans les dépenses publiques, dévaluer le

dirham et adopter de nombreuses mesures d'austérité pour répondre aux recommandations du Fonds monétaire international et pouvoir procéder à de nouveaux emprunts. Enfin, Rabat a dû demander au « club de Paris » un rééchelonnement de sa dette extérieure, qui s'élevait à 11 milliards de dollars en 1983. Ce chiffre montre combien la situation s'est dégradée puisqu'il représente 90 % du produit intérieur brut (PIB), alors que, en 1972, la dette n'était, en valeur absolue, que de 900 millions, soit 17 % de celui-ci.

Si l'on ajoute que l'exode rural a eu pour résultat la création de gigantesques bidonvilles autour de Casablanca, capitale économique du pays, et d'autres grandes villes, où s'entassent de jeunes chômeurs, on comprend que la situation puisse être explosive. Nul n'a d'ailleurs oublié les émeutes de Casablanca de juin 1981, à la suite d'une hausse de 30 % des produits de première nécessité, qui avaient fait officiellement soixante-six morts et cent dix blessés — dix fois plus que l'opposition — et celles de 1965.

Homme d'Etat avisé, le souverain chérifien, qui n'ignore pas la situation, a pris diverses mesures pour éviter le drame. Il avait procédé à de larges consultations.

avant de faire adopter son dernier plan d'austérité et, en attendant les élections législatives prévues en février, il concentre tous les pouvoirs entre ses mains. De plus, le gouvernement constitué pour préparer les élections a été élargi à l'Union socialiste des forces populaires, principal parti de l'opposition, et confié à M. Karim Lamrani, un technocrate qui a fort bien réussi à la tête de l'Office chérifien des phosphates. Enfin, fin décembre, Hassan II avait annoncé un « recensement des fortunes » et affirmé que cette fois les déshérités ne seraient pas frappés, les nantis devant enfin payer. Ces mesures, si habiles soient-elles, suffiront-elles à empêcher une explosion semblable à celle qu'a récemment connue la Tunisie ?

PAUL BALTA.

Un jeudi «terrible» à Nador

Melilla (AFP)

« Cela a été terrible » jeudi de 14h à 4h du matin vendredi à Nador, raconte un Marocain travaillant dans cette petite ville du nord-est du Maroc et vivant près de l'un des sept postes frontaliers de l'enclave espagnole de Melilla. Melilla, se trouve à une vingtaine de kilomètres de Nador où des émeutes ont éclaté jeudi dernier à la suite des hausses de prix de denrées alimentaires de base et de certains tarifs scolaires, qui ont fait de nombreux morts et blessés.

Interrogé sur les émeutes, ce témoin raconte : « Vendredi, j'ai voulu sortir de la ville pour rentrer chez moi à Beni Enzar (un village qui jouxte l'enclave espagnole). Une amie m'a donné un mouchoir blanc et on est sorti tous les deux en le brandissant bien haut. En face, il y avait entre 70 et 80 soldats (Marocains), tous armés de mitraillettes. Deux ou

trois personnes ont été tuées près de là ». Agé d'environ 25 ans, il n'a pas voulu donner son identité : « Il y a des milliers d'Ahmed ou de Mohammed au Maroc, mais je ne dira même pas mon prénom. La-bas, ce n'est pas comme en Europe », explique-t-il.

A Melilla, devant l'hôpital de la Croix-Rouge, un grand bâtiment ocre masqué par d'énormes palmiers, les parents ou amis des quelques blessés marocains admis dans ce centre ont peur, eux aussi, et parlent à peine. L'inquiétude grandit à l'approche de la grève générale qui doit se dérouler lundi à Nador, mais aussi tout autour de l'enclave espagnole, notamment dans les localités de Sarhana, Beni Enzar et le « Barrio Chino » (quartier chinois).

Le journal *Telegrama* de Melilla faisait d'ailleurs dimanche sa « une » sur cette grève générale. Selon le quotidien, les liaisons téléphoniques avec Nador ont été coupées. A

l'hôpital de la Croix-Rouge de Melilla, un homme blessé au ventre, arrivé vendredi après-midi, a dû subir une transfusion de 7 litres de sang et 5 litres de plasma. Trois autres Marocains ont été hospitalisés le même jour. Parmi eux, un enfant de 12 ans blessé à la jambe gauche, apparemment par une balle perdue. Dans la soirée de vendredi, une cinquième personne avait été admise à l'hôpital avec une blessure par balle au cou.

Le directeur de l'hôpital a interdit toute visite aux blessés. Seuls les parents sont admis et doivent présenter un passeport et une « carte d'hospitalisation » pour pouvoir accéder aux chambres.

A l'évidence, les Espagnols de Melilla ne veulent pas être mêlés, d'une façon ou d'une autre, à cette histoire. L'impression générale est que, dans la petite enclave, on veut éviter à tout prix un quelconque incident avec le Maroc.

De nombreux journalistes étrangers expulsés

Rabat (de notre envoyée spéciale)

Dimanche, 8 heures du matin. Le journal de Radio-Méditerranée Internationale, une radio marocaine, a un ton alarmiste : après la Pologne, la Hongrie annonce un train de hausses de prix. Au Chili, nouvelles manifestations... Du Maroc, le journaliste ne souffle mot.

9 heures du matin. Les informations de la radio nationale marocaine : Sa Majesté le Roi Hassan II parlera ce soir à la radio et télévision. Rien de plus.

La presse écrite elle, observe un black-out total depuis le début des événements. Un seul journal a rompu hier le silence : *L'Opinion*, le quotidien de l'Istiqlal (parti traditionaliste qui siège au gouvernement). Un encadré en bas de la première page, titrait : « Reprise normale des cours à Rabat ». Le journal fait état de « deux jours de troubles dans quelques établissements scolaires de la capitale », « d'actes de sabotage marqués par des dégâts causés aux transports publics et d'attaques perpétrées contre des citoyens », et « d'actes de pillage dans certaines villes comme Nador et Tétouan ». Une hausse des prix des produits alimentaires ? Rumeurs infondées, affirme le journal : « Les citoyens peuvent constater quotidiennement que le prix des produits de base, tel que le pain, le sucre et

l'huile, n'ont fait l'objet d'aucune agumentation ».

En ce qui concerne l'ampleur des manifestations à Nador et Tétouan, le quotidien qui a pourtant des correspondants locaux, se retranche prudemment derrière les informations de la presse étrangère ; et conclut, de façon surprenante, en adressant une mise en demeure aux autorités : « Pareille situation ne devrait pas faire objet de mutisme. Et il est du devoir des instances gouvernementales concernées de clarifier la situation à l'opinion publique et de mettre fin à la rumeur et à la tension ».

En dépit du black-out, tout se sait au Maroc. Les radios espagnoles et françaises émettent sur tout le territoire. Et la presse étrangère a été partiellement distribuée dans les kiosques, une fois passé le contrôle de la censure à l'arrivée des journaux à l'aéroport. *Libération*, comme *Le Matin*, de samedi-matin sont passés au travers des mailles. En revanche *Le Monde*, qui faisait sa « une » sur les affrontements au Maroc, n'était pas en vente.

Enfin, on ne compte plus les expulsions des journalistes étrangers : tous ceux qui ont approché de trop près la zone des troubles se sont retrouvés dans le premier avion. Cela a été le cas de l'envoyé spécial de l'AFP, de deux journalistes italiens, ainsi que de plusieurs journalistes espagnols.

V. S.

Un black-out total de la presse. Seul un discours du roi Hassan II hier...

MAROC: 150 A 200 MORTS SELON LA RADIO ESPAGNOLE

Les milieux officiels observant un silence total sur les violentes manifestations qui se déroulent depuis plusieurs jours dans certaines villes du nord du Maroc, les seules informations proviennent de Melilla, enclave espagnole dans la région. Une grève générale doit avoir lieu aujourd'hui à Nador.

Officiellement, il ne s'est rien passé au Maroc. Avant le discours du roi, hier soir, les autorités ont gardé le mutisme le plus complet sur les émeutes violentes qui se sont déroulées depuis au moins quatre jours, notamment dans le nord du pays. Les journalistes, comme l'explique ci-dessous notre envoyée spéciale, sont interdits de séjour dans les régions troublées — quand ils ne sont pas expulsés du pays.

Dans ces conditions, la principale source d'information est l'Espagne, via Melilla, une possession espagnole au Maroc, frontalière de Nador, l'une des villes où ont éclaté les troubles les plus violents, dès jeudi. Selon la radio espagnole qui se fonde sur les témoignages de Marocains, rapportés par des journalistes espagnols bloqués à Melilla, les troubles ont fait entre 150 et 200 morts et des centaines de blessés.

A part Nador, les villes les plus touchées sont Tétouan (100 000 habitants), Hoceïma (350 000 habitants) et Oujda (530 000 habitants). Les bilans varient selon les villes



Hassan II, samedi, à la clôture de la Conférence de Casablanca.

mais il apparaît qu'une quarantaine de personnes ont trouvé la mort jeudi à Nador, une cinquantaine samedi à Hoceïma et entre une soixantaine et une centaine samedi à Tétouan.

Tous ces chiffres restent bien sûr sujet à caution : les officiels

espagnols à Melilla gardent le silence et refusent de se mêler des « affaires marocaines ». Toutefois, on a appris que l'hôpital de Melilla, l'un des plus modernes de la région, avait reçu plusieurs blessés de Nador et des « sources proches » de la Garde civile à Ceuta (autre possession espagnole dans le nord marocain) font état de témoignages confirmant les bilans de la presse espagnole. Selon les Marocains interrogés par les journalistes bloqués à Melilla, c'est l'armée plus que la police qui a tiré dans la foule, parfois même selon certains témoignages à partir d'hélicoptères survolant les manifestants.

Dimanche, l'ordre régnait à Nador selon le témoignage de deux journalistes italiens qui ont pu, avant d'être expulsés, séjourner quelques heures dans la ville. « Le marché était ouvert » ont-ils ajouté et les rues connaissent « une animation normale ». 3000 policiers et une dizaine de tanks seraient mobilisés seulement pour Nador où la manifestation de jeudi aurait réuni 10 000 personnes. Tétouan, selon la

correspondante du journal espagnol *Diario 16* est quadrillé par 5 000 hommes de puis les manifestations de samedi.

A part le nord du pays, d'autres villes marocaines ont été depuis plusieurs jours le siège de troubles, beaucoup moins graves semble-t-il. L'organisation marocaine d'opposition « *Ilal Aman* » (*En avant*) indique dans un communiqué publié samedi à Paris que des troubles ont aussi eu lieu à Marrakech et Agadir au Sud ainsi qu'à Rabat et Meknès au centre. « *Ilal Aman* » précise que dans toutes les villes les mêmes slogans ont été criés : « *Contre la vie chère* », « *Assez, le peuple veut la vie !* » La capitale en état de siège en raison de la tenue, la semaine dernière, du sommet islamique a été épargnée par les émeutes.

Cette semaine qui suit le discours du Roi s'annonce décisive. Lundi

date pour laquelle un appel à la grève générale paraît avoir été lancé risque d'être une journée test, ainsi que le lendemain mardi, onzième anniversaire de l'interdiction de l'Union nationale des étudiants marocains (événement régulièrement « commémoré » par les universités). En attendant, les établissements scolaires et universitaires sont entourés par les forces de l'ordre.

Spontanées, ces manifestations semblent avoir pris de court tout le monde politique.

La perspective de nouvelles hausses de prix des denrées alimentaires ajoutées à l'augmentation des tarifs scolaires qui avaient déjà provoqué depuis le début du mois une agitation dans la plupart des lycées, sont à l'origine des émeutes de ces derniers jours.

Rabat (envoyée spéciale)

A quelle heure allait-il parler ? Menacera-t-il les fauteurs de trouble ou, au contraire, fera-t-il un geste, annonçant par exemple une hausse des salaires ? Sibylline, la dépêche de l'agence de presse marocaine était reproduite hier, sans aucun commentaire, à la une de tous les quotidiens du matin : « *Sa Majesté le roi Hassan II s'adressera ce soir à son peuple fidèle. Le Discours royal sera retransmis en direct par la radio et la télévision* ». Les Marocains ont l'habitude de tel rendez-vous. De son palais, le souverain fait savoir aux responsables de la radio-télévision qu'il s'adressera à la nation. Plantés devant leur télé, ou accrochés à leur poste de radio, ses sujets se tiennent prêts, à partir du journal télévisé en langue arabe de 20h30.

C'est clair : en intervenant hier soir à la radio et télévision nationales, Hassan II entend couper court aux rumeurs — le « *téléphone de la médina* » — qui ont eu vite fait de propager et souvent grossir, les événements qui se sont déroulés ces derniers jours dans les pays — ne particulier au nord, à Tétouan, et Nador où ces témoignages ont fait état de dizaines de morts — concen-



Patrouille de l'armée marocaine dans les rues de Nador, vendredi dernier.

trent toute l'attention des autorités. Et pour cause. Les sanglantes manifestations tunisiennes sont proches, qui avaient fait revenir le président Bourguiba sur sa décision d'augmenter les prix alimentaires. Et cette fois, à la différence des émeutes de Casablanca de juin 1981, qui avait fait plusieurs centaines de morts, aucun parti ni syndicat ne se profile derrière les manifestants. Comment le souverain répondra-t-il ? Avec autorité, prévoient les Marocains. « Hassan II n'aime pas qu'on le défie »...

Faute d'informations, la genèse des événements reste obscure. Deux éléments se superposent : l'agitation scolaire et le mécontentement social. Depuis le début du mois, dans la plupart des villes marocaines, les lycées ont été secoués par des troubles. Partout, pratiquement le même scénario. Pendant les récréations, les élèves se regroupent, commencent à lancer les slogans contre la hausse du coût de la vie. Arrivée des forces de l'ordre. Parfois, des groupes de manifestants réussissent à gagner la rue, balancent des pierres contre des magasins, des pare-brises. A Marachech au début du mois, une manifestation aurait ainsi dégénéré, à la suite de laquelle des « meneurs » auraient été exclus. Effet de contagion ? Malgré le black-out, l'information circule de bouche à oreille. Il y a quelques jours, des habitants de Rabat ont eu la surprise de voir débouler au détour d'une rue un groupe de jeunes manifestants.

L'origine de cette agitation ? Une

hausse des frais d'inscription au bac. Idée malencontreuse : ces frais ne devraient rapporter que 4 millions de Dirhams (l'équivalent en francs) au trésor marocain. Mais cette mesure n'a pu être qu'un détonateur. Et, il faut voir dans l'agitation scolaire l'expression d'un malaise plus diffus. Devant le formidable accroissement démographique du pays (qui détient avec 3% l'un des taux les plus forts du monde), les structures scolaires et universitaires ne suivent pas. L'université à du mal à absorber les bacheliers. Comme le marché du travail, les jeunes diplômés. Face à la détérioration sociale — chômage, hausse des prix non chiffrés officiellement — les lycéens clament leur ras-le-bol.

Partis comme dans le reste du pays de manifestations lycéennes — si l'on en croit les témoignages — les affrontements ont pris une toute autre ampleur dans le nord du pays qui s'est embrasé (lire page 2). Pourquoi ? Les raisons « locales » d'abord. Jouxant Melilla, l'autre Ceuta, Nador et Tétouan vivaient depuis de longues années de la « contrebande de fourmis ». Souvent après avoir graissé la patte des douaniers marocains, des milliers de personnes franchissaient chaque jour la frontière, magnétoscopes sur le dos, radios à la main. Commerce florissant jusqu'à l'année dernière, où le roi nomme un nouveau directeur des douanes. Chassé à la corruption, contrôle frontalier renforcé... Pour toute la région, y compris l'enclave espagnole, le coup est dur.

Seconde explication. Nador figure au nombre des « villes Mercedes » (du nom des voitures ramenées de RFA) du nord du Maroc, considérée comme des « privilégiées » pour les ressources en devises qu'elle reçoit de l'émigration. Or, le plus souvent installés en RFA, au Pays-Bas ou en Belgique, ou de strictes mesures ont été prises à l'égard des immigrés, les Marocains ont de plus en plus de mal à trouver du travail. Nouveau manque à gagner. Mais qu'exigent les manifestants ? Les revendications semblent imprécises. Et cela est significatifs : quelle qu'était l'étincelle, ces troubles traduisent la tension latente dans le pays depuis le début du mois. Comme un sentiment de désespoir, teinté de lassitude, partagé par la frange de la population la plus durement touchée par la crise économique. Un premier train de hausse de prix des produits alimentaires de base a déjà été appliqué l'été dernier. Le beurre est ainsi passé d'un coup de 12 dirham 50, à 21, 50. Puis, début janvier, l'essence et le butane furent augmentés. Et de nouvelles hausses de prix des denrées alimentaires semblent aujourd'hui « inéluctables », comme dit le roi. Pour faire face aux échéances de sa dette extérieure, qui atteint aujourd'hui 11 milliards de dollars, le Maroc s'est vu recommandé par le FMI en octobre dernier de mettre en œuvre un nouveau programme d'austérité. Parmi les mesures vivement « conseillées » par le Fond : la réduction du déficit public (7 milliards de dirhams pour 1984).

Mais pour économiser, estime le gouvernement, il faut supprimer les subventions des produits alimentaires de base.

L'affaire est délicate. La hausse des prix du pain touche directement les couches les plus pauvres, les familles de chômeurs par exemple qui ne reçoivent aucun subside de l'Etat. Aussi Hassan II apparaît-il grave, le 27 décembre, à la télévision : « Je sais que certains n'en ont plus le moyens. Je n'oserai demander aux pauvres de payer pour redresser la situation ». Dans cette perspective de hausses de prix, le gouvernement trouvera une façon de venir en aide aux plus démunis, ajoute-t-il. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un recensement est lancé le 1er janvier pour déterminer les familles « nécessiteuses ». Devant les réticences, les riches en sont exemptés. Jusqu'à présent, près de 60% de la population se serait présentée dans les bureaux des communes.

Et après le recensement, qui doit s'achever le 25 janvier ? Mystère. Les projets d'aide sont tenus secrets. Spontanées, incontrôlées, ces manifestations semblent avoir pris de court tout le monde politique. Partis et syndicats se taisent. Entrées au gouvernement en novembre dernier, pour renforcer l'unité autour de la question du Sahara occidental, les six principales formations politiques paraissent prises au piège. Désormais partie prenante, elles auront bien du mal à se démarquer.

Véronique SOULÉ

EDITORIAL

SERGE JULY

La poudrière maghrébine

Les diplomates américains, lorsqu'ils sont par trop excédés par les remarques françaises relatives à l'Amérique centrale, répliquent par une prédiction sinistre : la France ferait mieux de mettre une sourdine à ses critiques et de se préoccuper fissa du Maghreb, avant qu'elle ne se retrouve confrontée aux mêmes problèmes qu'eux en Amérique centrale. Depuis deux ans, l'entourage diplomatique de Mitterrand et les spécialistes du Quai d'Orsay scrutent avec effroi les moindres dépêches en provenance d'Alger, de Casablanca ou de Bizerte. Et en privé, personne ne nie que l'avenir sera sans doute pire encore que celui prévu par les experts de Washington. L'un des rendez-vous les plus noirs des prochaines années pour la France qui sera directement touchée par les soubresauts et les drames qui se profilent au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

100 millions d'habitants en l'an 2000 pour l'ensemble constitué par les trois pays : une démographie explosive qui va rendre encore plus explosifs que jamais des problèmes explosifs auxquels doivent faire face chacun de ces régimes.

La crise économique mondiale frappe au Maghreb, comme dans le Tiers Monde avec l'ampleur d'un cataclysme : endettement, mise sous tutelle du FMI, mesures de super-hyper austérité

qui provoquent immédiatement le phénomène émeutier comme ce fut le cas, il y a trois semaines, en Tunisie, et comme c'est le cas depuis plusieurs jours au Maroc. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Et face à l'opulence ostentatoire des bourgeoisies, des castes et des bureaucraties dirigeantes, la vie chère décrétée et imposée par l'armée, écrit en lettres de sang la mort des illusions sur une possible échappatoire au sous-développement.

Et c'est dans ce contexte que l'intégrité islamique s'impose comme une alternative totale, de manière différente et propre à chaque pays.

Car à ce cocktail plusieurs fois explosif qui sert d'équation plus ou moins générale à cette région du monde, chacun des régimes rajoute ses propres contradictions, généralement toutes aussi dramatiques : l'absence de toute succession en Tunisie et le voisinage avec la Libye qui quotidiennement attise le feu ; la guerre du Sahara pour le régime chérifien et l'existence d'oppositions puissantes et jamais totalement réduites ; l'Algérie enfin, devant affronter simultanément la formidable poussée de l'intégrisme dont l'Université d'Alger est en train de devenir l'une des places fortes et, par ailleurs, le particularisme berbère. Les contrats signés avec des pays européens pour la fourniture de matières premières tempèrent vaille que vaille les effets de cette crise à tiroirs : mais pour combien de temps ! Et ces crises et ces émeutes provoquent des ondes de choc, qui convergent pour la plupart vers la France.

LIBERATION LUNDI 23 JANVIER 1984

Le chaudron maghrébin

Venant après les émeutes de Tunisie, les troubles qui viennent de secouer le Maroc ne constituent pas à proprement parler une surprise dans ce vieux pays de tradition où le luxe d'une petite caste représente un défi permanent pour une majorité de pauvres qui n'ont rien à perdre et rien à espérer. Le signal d'alarme reflétant le mécontentement populaire a d'ailleurs maintes fois fonctionné depuis les émeutes de Casablanca en 1965. Il y a eu, depuis, deux tentatives de régicide par l'armée en 1971 et 1972, d'innombrables grèves et manifestations, de petites jacqueries et la nouvelle explosion de Casablanca en juin 1981.

Les derniers désordres sont plus graves encore, car ils ont affecté l'ensemble du pays, alors que les perspectives d'avenir ne sont guère brillantes. Après un redressement opéré au début de la dernière décennie, grâce à une bonne politique des barrages hydrauliques — qui n'a cependant pas été accompagnée d'une véritable réforme foncière — et à la hausse des prix du phosphate, la situation n'a cessé de se dégrader avec le renversement du marché des minerais, l'augmentation de la facture pétrolière, la sécheresse, l'inflation mondiale, l'inefficacité de l'administration, la corruption, l'absence de planification et, surtout, la guerre du Sahara occidental, qui depuis 1975 saigne le pays à blanc.

Le roi est, certes, habile politique, mais il n'hésitera pas, s'il le juge nécessaire, à noyer dans le sang une rébellion populaire pour éviter que Rabat ne devienne un nouveau Téhéran où sombrerait la monarchie alaouite. Néanmoins, sa marge de manœuvre tend à se réduire avec une opposition dont il a réduit la crédibilité et qui

redoute tout autant que lui le poids d'une armée forte de deux cent mille hommes. Celle-ci demeure la seule force organisée du pays face au trône, qui, alternativement, la flatte et la frappe quand un de ses chefs prend trop d'ascendant.

La principale analogie entre les émeutes en Tunisie et au Maroc est la misère des déshérités et la menace plus ou moins prononcée des activistes islamiques. On ne saurait non plus écarter l'action secrète du colonel Kadhafi — bien qu'il s'en défende — tant pour déstabiliser le régime de M. Bourguiba que pour constituer dans l'armée marocaine un groupe d'officiers « libres » susceptibles de s'emparer du pouvoir.

Au centre de ce Maghreb qui bouge, l'Algérie apparaît comme un havre de paix. Elle est, il est vrai — grâce aux hydrocarbures — plus riche que ses deux voisins, elle contrôle mieux sa sécurité, elle est beaucoup plus volontariste dans le domaine du développement et les richesses y sont un peu plus équitablement réparties. Il n'en demeure pas moins que les islamistes y sont actifs et qu'elle n'est pas totalement à l'abri des menées des activistes berbères.

Jusqu'à présent, malgré le conflit saharien, qui n'a rien de comparable aux guerres du Proche-Orient, les Nord-Africains paraissent mieux placés que leurs frères arabes pour édifier un ensemble qui aurait constitué une zone de stabilité au sud de l'Europe. Les secousses que viennent de subir la Tunisie et le Maroc, la famine dans laquelle se débat la Mauritanie, portent un coup sévère à leur volonté de modernité et à l'édification d'un Maghreb qui comptera 100 millions d'habitants en l'an 2000. Fortement liée à cette région par l'histoire et par les intérêts, la France ne peut qu'être affectée par les bouillonnements de ce chaudron.

SM Hassan II, dans le discours à la Nation, lundi

Celui qui répand les mensonges ou qui entreprendra des actes de nature à troubler l'ordre public sera traité avec une extrême rigueur

CASABLANCA (MAP). SM le Roi Hassan II a adressé dimanche soir un discours à la nation. Voici la traduction intégrale de ce discours :

Cher peuple,
« Louange à Dieu, que la prière et le salut soient sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Cher peuple,
— « Au début de la semaine écoulée s'est tenue la conférence islamique au Sommet qui a réuni l'ensemble des Musulmans de toutes les régions du monde.

« Ils se sont réunis dans ce pays musulman paisible et Sunnite afin de se concerter sur leurs propres affaires et pour consacrer, à l'échelle universelle, les règles de la « Choura » (consultation) en vigueur entre les Musulmans, Imams et gens du commun.

« Nous sommes parvenus, grâce à Dieu et malgré les problèmes et les positions divergentes que ce sommet a connus, premièrement, à conserver solide et tenace l'unité des rangs musulmans et deuxièmement nous avons, Dieu merci, évoqué tous les problèmes qui intéressent les Musulmans, qu'ils soient africains, asiatiques ou arabes car l'Islam ne fait point de distinction entre les races et les langues et ne cautionne que ceux qui croient en Dieu (Hadith du Prophète que la prière et le salut soient

sur Lui). Mais, cher peuple, tu dois savoir que dès l'annonce de la tenue du Sommet et dès que les adversaires ont appris sa tenue inéluctable, à ce moment précis, des manœuvres de destabilisation sont apparues et des complots ont été tramés dans le but de porter atteinte aux Musulmans et ternir ainsi leur image de marque.

« Il est curieux, cher peuple, de relever que les événements de Marrakech, Nador, Oujda, Tétouan et Al Hocelma sont intervenus, selon leurs auteurs, à la suite de la cherté de la vie et de la situation cisérable vécue, selon eux, par une couche du peuple marocain. Toutefois il est permis de se demander si, du jour au lendemain, cette augmentation des prix et cette cherté de la vie viennent coïncider curieusement avec la tenue du Sommet islamique.

« Cher peuple, tu dois savoir que je ne cherche à induire en erreur ni toi ni moi-même, en ce sens que quand il s'agit de nos affaires intérieures, je te tiens un langage franc et sans équivoque, de même que quand il s'agit de problèmes et de troubles nourris de l'extérieur, je t'en fait part pour la simple raison que je ne suis pas de ceux parmi les chefs d'Etat qui invoquent la main étrangère quand il s'agit d'un problème quelconque

qui se produit chez-eux car ils se cachent derrière l'étranger. Que non et je vais t'édifier cela par un exemple : En 1981 et au moment même où j'allais entreprendre le voyage à Nalrobi, les événements de Casablanca ont eu lieu, est-ce que à ce moment là tu m'as entendu dire qu'il s'agit de manœuvres nourries de l'extérieur ? Mais maintenant, et je tiens à le préciser, il s'agit bien de manœuvres multipartites, ce que je n'ai cessé de répéter. Au moment où j'étais informé que des troubles venaient de se produire à Marrakech et qu'ils se sont étendus par la suite, j'en ai déduit aussitôt que l'affaire n'était pas dirigée contre le Maroc, mais visait bien le Sommet islamique. Pourquoi ? Il y a trois raisons à cela :

— Premièrement : les communistes marxistes léninistes sont derrière cette affaire et cherchent à faire échouer le Sommet car, d'après eux, le véritable Afghanistan n'était pas présent,

— Deuxièmement : parce que la délégation afghane a expliqué et exposé aux congressistes la situation du pouvoir usurpateur en Afghanistan ainsi que le bilan des morts, des blessés et des dégâts matériels et humains subis par l'occupant.

— Troisièmement, ces communistes marxistes léninistes se sont rendus compte

qu'après les troubles connus par l'Afghanistan et le Bangladesh, ces deux grands pays qui regroupent environ 130 millions de Musulmans, ont rétabli la situation. Ils entendent donc que ces deux pays ne retrouvent plus la quiétude et ne se sentent plus sous la protection de la foi islamique et torts de la solidarité des quarante Etats islamiques qui les soutiennent.

Voilà pour ce qui est du point de vue des communistes marxistes léninistes et nous en avons la preuve.

La deuxième source de difficultés vient des services secrets sionistes.

Tu connais bien, cher peuple, la puissance et l'habileté des services de renseignements sionistes. Ceux-ci ont senti que le cours de l'histoire est irréversible.

Lorsque l'Egypte a réintégré la communauté islamique, ils se sont aperçus que notre devenir sera celui que nous voulons nous mêmes et que quelque chose de fondamental allait changer dans l'entité islamique et partant dans l'entité arabe. Ce deuxième front veut donc faire échouer le Sommet islamique.

Enfin, pour ce qui est du sieur Khomeini qui fut excommunié par le Maroc, un mois à peine après son accession au pouvoir, ce qui a été confirmé officiellement par une « Fetoua » des Oulémas il y a deux ans. En effet, il prétend que l'Imam est beaucoup plus proche d'Allah que les anges et les

Prophètes y compris Sidi Mohammed. J'en ai pour preuve ce communiqué du groupe "Ila Al Amam". ces communistes marxistes-léninistes installés à Paris. Je cite :

"Ila Al Amam réclame la révision fondamentale des mesures économiques et politiques qui ont conduit le pays à la catastrophe, ainsi que l'arrêt de la guerre du Sahara occidental qui oppose depuis sept ans les troupes marocaines et les combattants du "Polisario", partisans de l'indépendance de l'ancienne colonie espagnole".

C'est le premier tract.

Le deuxième tract a été distribué à Marrakech le 6 janvier 1984.

Je vais en lire quelques extraits et il est également signé « Ila Al-Amam ». Les responsables de ce tract sont actuellement en état d'arrestation et ils comptent, malheureusement parmi eux, quelques jeunes avocats stagiaires. Ce tract dit ceci : « Sachons que notre amère situation actuelle n'est pas due à la guerre du Sahara que même le régime monarchique défilait, contre l'héroïque peuple sahraoui, dont sont victimes des milliers de ses fils. Elle n'est pas non plus une conséquence de la sécheresse comme le prétendait Al-Hassan le sanguinaire (je lis le texte tel qu'il est et cela ne m'effraie guère), mais qu'elle est due au pillage de nos richesses par les Américains et les ennemis... ».

Ici s'explique la provenance des fonds qui ont servi à l'utilisation du papier glacé, des photos en couleurs, et le sieur Khomeiny dit : « au cours de ces jours décisifs que traverse le monde musulman qui vit une étape délicate, se réunissent des gens qui se réclament des peuples islamiques et dénoncent leur présente réunion. « Conférence au Sommet Islamique », qui devait être plutôt appelée, Sommet de la conspiration aveugle, tels sont les dirigeants tortionnaires de nos peuples musulmans et dont aucun n'a pu échapper à la tutelle de l'un ou l'autre des deux grands satans, l'Amérique et la Russie... ».

Donc, la conséquence de tout cela, c'est que, premièrement, ces agissements de l'extérieur ont tenté de provoquer des perturbations dans ce pays. Qu'ont-ils utilisé pour cela ? Leurs auteurs se sont basés, pour se justifier, sur le fait que les prix allaient augmenter. La réalité, c'est que dans mon dernier discours, je vous avais dit que je suis le plus proche de vous, que je m'appretais à effectuer un recensement, que je ne pourrais plus demander davantage d'efforts aux couches déshéritées de la population et que le coubeau a touché l'os.

J'avais affirmé alors que j'entreprends un recensement pour connaître exactement ce que je pourrais faire en conséquence. Cette opération a effectivement pris fin hier et dès que j'ai pris connaissance des données statistiques, j'ai décidé qu'il n'y aura pas d'augmentation de prix. De ce fait, à travers mon dernier discours, les personnes averties devaient réaliser et comprendre que je suis en principe, contre les augmentations et je ne suis pas disposé à permettre davantage d'augmentations.

Elles l'ont constaté du reste à travers mes traits, mes paroles et de par la force de persuasion de ma voix.

Les Marocains sont-ils devenus à ce point inconscients et des enfants qui se laissent balloter par les vents tel un fétu de paille ? Sommes nous arrivés à ce point si bas ? En vérité, il y a lieu d'imputer cet état de choses soit aux enfants, soit à un ramassis de truands. Ceux-ci se trouvent à Nador, à Al Hoceïma, à Tétouan, à Ksar Kébir. Ces truands déseuillés qui vivent de la contrebande et du pillage et qui ont utilisé à Marrakech, comme c'est le cas pour tous les perturbateurs, les enfants qu'ils ont placés

au devant des manifestants sachant qu'il est difficile pour la police, en accomplissant son devoir lors d'une manifestation, de s'attaquer à eux ou de les arrêter.

Je puis vous annoncer alors que ces truands ont été emprisonnés. De leur côté, les enfants, étudiants et élèves doivent savoir que c'est à cause d'eux que le coût de la vie a augmenté. En effet, l'enfant marocain reçoit une scolarisation gratuite depuis sa naissance, depuis son entrée à l'école jusqu'à la fin de ses études supérieures.

Je le jure, par Dieu, que si je réduis de moitié le budget de l'enseignement, je pourrais facilement diminuer les prix des denrées de base.

Je vais vous affirmer une chose : Si nous avions disposé des centaines de milliards dépensés pour l'enseignement, nous n'aurions pas seulement geté mais réduit les prix de l'huile, du sucre, du pain, de la farine et de bien d'autres produits.

Je m'adresse à ces jeunes enfants qui sont manipulés par les autres, pour leur dire qu'ils cessent de se livrer au petit jeu. D'ailleurs, l'ordre a été donné pour qu'ils soient sanctionnés au même titre que les adultes.

Je dis également aux enseignants, qu'ils sont connus et que ce sont eux qui entendent déclencher la grève et manifester dans les rues. Parmi les professeurs, nombreux sont ceux qui ont été renvoyés et ont réintégré ensuite leurs postes. Certains d'entre eux ont regagné leur poste en dépit des peines de prison qu'ils ont purgées.

Ceci, par esprit de tolérance, et non par laxisme. Car ayant cru qu'ils ont regretté leurs actes, nous avons décidé alors leur réintégration.

Les enseignants doivent savoir qu'à l'avenir, ils seront sanctionnés selon les dispositions de la loi en vigueur sous le Protectorat et reconduites à l'Indépendance. Quiconque répandra des rumeurs mensongères ou commettra des actions de nature à troubler l'ordre public sera sévèrement sanctionné. Pourquoi avons-nous fait ces citations ? Croyez-vous que nous hésitions à lire

tout ce qui se dit de nous ? Ne vivons nous pas au vingtième siècle ?

Il nous souvient que lors d'un entretien avec Notre vénéré père, que Dieu ait son âme, alors qu'il lisait les journaux de l'opposition, Nous Lui disions que Sa Majesté devait être logique avec elle-même surtout qu'Elle a libéré le Maroc, généralisé l'enseignement, inculqué aux gens ce qu'est la liberté de presse et permis l'entrée au pays de la presse d'horizons divers et ce, en dépit des erreurs de certains égarés. Nous Lui avions demandé : « Si Vous deviez aller faire la prière en ville et qu'on Vous avertisse qu'un million de citoyens se sont massés le long de Votre parcours et que dans cette masse il y avait une minorité qui Vous conspuent, iriez vous ? ». Nous Nous rappelons qu'Il nous avait répondu alors qu'Il ne s'y rendrait pas si c'était l'ère de l'Impudique. Nous interrogeant sur ce qu'aurait été notre position. Nous avions répondu que Nous irions en ville si une majorité clamait des vivats à Notre adresse car Nous serons toujours dans la légalité tout en sanctionnant nos détracteurs.

Franchement, nous sommes tous d'accord sur cela, rien, mot doit rester à la loi et de toute façon, le droit et à l'autorité. Les habitants du nord qui connaissent bien le Prince Héritier d'hier doivent bien connaître Hassan II. Nous les connaissons autant qu'ils nous connaissent.

En ce qui concerne les habitants de Marrakech, Nous avons envisagé d'aller nous reposer en cette ville mais maintenant Nous n'y tenons plus, non par sentiment de crainte mais pour les amener à méditer sur leurs actes. Ils doivent stigmatiser le mal tel que cela est prescrit par l'Islam. Chaque fois qu'ils entendent parler de "peuple sahraoui héroïque", ils doivent tous, et Nous spécifions les habitants de Sidi Youssef Ben Ali, dénoncer ceux qui tiennent de tels propos et les remettre aux autorités au lieu de se joindre aux manifestations.

Le dernier mot restera donc à l'autorité et à la loi et il n'y aura point d'augmentations.

Puisse Dieu nous conduire dans le droit chemin".

LE MATIN DU SAHARA

24 Janvier 1984

Silence, on tue

Hassan II annule les hausses de prix et se tait sur la répression
Plusieurs sources font état de plus de 200 morts

Tétouan : la révolte

Envoyée spéciale : Françoise
GERMAIN-ROBIN

CASABLANCA, 23 janvier. — C'est une vague de fond, de colère, de révolte qui secoue le Maroc depuis maintenant plus d'une semaine. Une vague de fond qui a jeté dans les rues des principales villes du pays, du Sud au Nord, des dizaines de milliers de lycéens, étudiants, chômeurs, ouvriers, paysans, acculés à la misère. Il est difficile de savoir avec exactitude l'ampleur atteinte par les manifestations dans chacune des localités touchées, et elles sont nombreuses : Marrakech, Agadir, Khourigba, Casba Tadla, Rabah ; Oujda, Tétouan, Nador, Al Hoceima... La chape de plomb du silence qui pèse sur le pays fait que la presse, la radio, la télévision n'évoquent même pas ces événements, si ce n'est que par le biais du discours royal d'hier soir. Le seul quotidien qui consacrait ce matin son éditorial à la dramatique situation que vit le peuple de ce pays, « Al Bayane », a été saisi.

J'ai rencontré des témoins des émeutes de Tétouan, ville côtière du nord du pays et le récit qui m'a été fait donne une idée de la gravité de la situation et de la férocité avec laquelle le soulèvement a été réprimé.

Tout a commencé mardi dernier, le 17 janvier, par des manifestations de lycéens protestant contre la hausse des frais d'inscription et de constitution des dossiers scolaires, la suppression des bourses, la sélection de plus en plus rigoureuse. Mercredi, les étudiants se joignent aux lycéens et descendent à leur tour dans la rue, vite rejoints par ces masses de chômeurs et de paysans, réduits à la misère, qui se pressent depuis quelques années de plus en plus nombreux dans les villes, à la recherche d'un hypothétique moyen de survie. Par les travailleurs aussi dont le sort n'est guère plus enviable. Très vite, les manifestations ont tourné à l'émeute. Les manifestants s'en prenaient à tout ce qui symbolise la richesse et l'autorité.

Pendant deux jours, la ville a été pratiquement aux mains des groupes de manifestants qui scandaient des slogans hostiles au roi et demandaient l'annulation des hausses de prix prévues. La police débordée, attaquée,

n'avait pu réagir. Il faut dire que l'essentiel des forces de police du royaume se trouvaient cette semaine à Casablanca pour assurer la sécurité du sommet islamique. Un élément qui a sans doute joué dans le développement rapide de l'incendie qui embrase le pays.

Ce n'est que jeudi soir que les forces de l'ordre de Tétouan ont commencé à recevoir des renforts et ouvert le feu sur les manifestants. Vendredi matin, les blindés entraient dans la ville et l'armée dépêchée en toute hâte du Sud tire à l'arme automatique sur tout ce qui bouge. Les quartiers populaires cernés, quadrillés, patrouillés, sont alors le théâtre d'une terrible répression, l'armée n'hésitant pas à faire feu sur quiconque ouvre porte ou fenêtre. Des centaines de personnes sont embarquées dans des camions militaires. Samedi, les quelques groupes qui tentent encore de manifester, certains descendus des montagnes avec des fusils et tirant sur les soldats, sont impitoyablement mitraillés et des hélicoptères entrent en action, notamment sur les hauteurs de la ville, à Djebel Darza.

Les arrestations se poursuivent samedi. Pour cette seule journée, on en a compté 700. Quant aux victimes, il est impossible d'en donner un chiffre exact. Mais leur nombre est très important et on compte parmi elles beaucoup de jeunes et d'enfants. Des témoins oculaires affirment qu'il y a eu pour la seule ville de Tétouan au moins 100 morts et 900 blessés dont dix morts parmi les forces de répression.

Il ne fait aucun doute malheureusement que les émeutes de Nador et d'El Hoceima ont été au moins aussi violentes et aussi durement réprimées. Dans les autres villes du pays, par contre, il semble que l'armée n'ait pas fait usage de ses armes. A Marrakech notamment où les manifestations lycéennes avaient commencé dès le 9 janvier, la police n'a pas voulu tirer sur des enfants. Ce que le roi a semblé regretter dans le discours particulièrement dur et menaçant qu'il a prononcé, hier soir, affirmant que des ordres avaient été donnés pour que de telles hésitations ne se produisent plus à l'avenir.

F. G.-R.

Les « protecteurs » de Hassan II

Des dizaines, peut-être même des centaines de morts... Le bilan des derniers jours que vient de connaître le Maroc demeure incertain,

ne soit oublié, il met en cause, par surcroît, « des chômeurs, des professeurs et des avocats stagiaires ».

Quoi qu'il en soit, son interpré-

PAR YVES MOREAU

le pouvoir royal restant d'un mutisme total sur les effets de la répression qu'il a déchaînée, et interdisant aux journalistes de se rendre sur les lieux où des manifestations se sont produites.

Celles-ci, apprend-on pourtant, ont éclaté dans des dizaines de villes, sur les côtes septentrionales aussi bien que dans l'intérieur du pays, à Meknès et à Marrakech, par exemple, et plus au sud encore, jusqu'à Agadir.

L'importance de ces soulèvements populaires a provoqué une allocution radiodiffusée du monarque. Selon Hassan II, il s'agirait d'un « complot téléguidé de l'extérieur », dont les inspirateurs seraient « l'Iran, les sionistes et les marxistes ». Et, pour que nul

tation des événements tend à ouvrir la voie à une répression illimitée afin que, comme le roi en a proclamé l'intention, « le dernier mot revienne à l'autorité et à la loi ». Déjà, d'ailleurs, un quotidien a été saisi.

Cependant, comme l'avait fait en Tunisie le président Bourguiba, Hassan II a jugé prudent d'annoncer que, pour l'instant du moins, il renonçait à augmenter encore le prix des denrées de première nécessité. Il faut rappeler que celles-ci, dès l'été dernier, avaient été l'objet de hausses importantes: 35 % pour la farine, 30 % pour l'huile, 18 % pour le sucre, 67 % pour le beurre, sans parler de la viande, des carburants, du gaz et de l'électricité. (Suite page 8.)

Suite de la première page.

Plutôt que les marxistes, les sionistes et autres Iraniens, le Fonds monétaire international, qui a imposé de telles hausses et qui, comme en Tunisie, en exigeait de nouvelles, ne serait-il pas le véritable fomentateur de complots ?

Le fait est qu'un Marocain sur trois dispose par jour de moins de 3,50 F pour vivre. Et que Hassan II lui-même avait dû admettre, dans un discours prononcé le 27 décembre dernier : « Les augmentations doivent épargner les pauvres, à qui nous ne pouvons plus nous permettre de demander quoi que ce soit. »

Il y a au Maroc une caste d'opulents privilégiés : des féodaux, de grands profiteurs du néo-colonialisme. Mais, dans sa masse, la population marocaine est encore plus pauvre que celle de la Tunisie.

La chute du cours des phosphates, la crise capitaliste, la sécheresse des années dernières, et surtout la guerre insensée poursuivie au Sahara occidental et qui coûte plus de dix millions de francs par jour, ont saigné le pays à blanc. Son endettement a atteint onze milliards de dollars en 1983 — 90 % du produit intérieur brut, contre 17 % dix ans plus tôt.

La prétendue aide américaine est bien impuissante à compenser à la fois les méfaits de la politique de Hassan II et les injustices de l'ordre international actuel, dont le Maroc est victime comme tous les pays sous-développés.

Les similitudes entre la situation du Maroc et celle de la Tunisie sont évidentes. Mais cette dernière n'a pas à supporter un conflit analogue à celui

que le monarque alaouite a déclenché contre le Polisario.

A plus forte raison sont abusives les assimilations tendant à englober dans une même inquiétude la situation marocaine et celle d'un pays tel que l'Algérie. Le revenu annuel moyen par habitant est de près de trois fois plus élevé en Algérie qu'au Maroc, et les Algériens le doivent pour l'essentiel aux options sociales de leur gouvernement. Parler dans ces conditions de « chaudron maghrébin », comme le fait, entre autres, « le Monde », c'est se livrer à une généralisation pour le moins hâtive.

« Libération » et « le Quotidien de Paris » vont encore plus loin. Celui-ci s'alarme de la « petite Inde maghrébine » qu'il feint de discerner « en voie de gestation outre-Méditerranée », et, invoque la « nécessité stratégique » qu'il faudrait, selon lui, prendre en compte, « si l'on veut éviter de se retrouver avec une véritable poudrière à nos frontières ». Et, dans « Libération », l'éditorial de Serge July appelle la France à entendre les avertissements des Américains « avant qu'elle ne se retrouve confrontée aux mêmes problèmes qu'eux en Amérique centrale ».

Autrement dit : Maghreb, chasse gardée ! Maghreb, notre arrière-cour, notre « quatrième frontière » ! Comme l'île de la Grenade pour M. Reagan... A Paris, dans quelques esprits, l'Afrique de grand-papa n'est décidément pas morte. Qu'importe pour eux que Hassan II, selon la formule du temps de la colonisation, fasse « bouffer de la paille » aux Marocains ?

YVES MOREAU

L'HUMANITE — MARDI 24 JANVIER 1984

HAUSSE DES PRIX, SECHERESSE ET EXPLOSION DEMOGRAPHIQUE

La situation au Maroc et en Tunisie présente de nombreuses similitudes

DES émeutes sanglantes contre la hausse des prix de produits de première nécessité à la décision des autorités de renoncer finalement à ces hausses, le Maroc et la Tunisie présentent bien des similitudes.

A l'origine donc, et dans les deux cas, une forte hausse des prix du pain, de l'huile, du thé, du sucre et du beurre. Mais le Maroc avait déjà vécu semblable situation en 1981, et à l'époque les émeutes de Casablanca avaient été aussi sévèrement réprimées qu'aujourd'hui dans le Rif. De plus, cette année, les Marocains connaissaient déjà le dénouement de la révolte tunisienne : l'annulation pour le moment par le président Bourguiba des hausses prévues.

Sur le plan économique, les deux pays présentent aussi des ressemblances : une économie en voie de développement qui a beaucoup cru à sa principale richesse, le phosphate (le Maroc qui a d'immenses réserves en est le premier exportateur mondial), mais qui subit depuis plusieurs années la chute des cours des matières premières. Par ailleurs la sécheresse a touché également les deux pays. Et l'agriculture qui dispose de pas mal d'atouts au Maroc ne peut subvenir à elle seule aux besoins d'une population en pleine explosion démographique.

Les importations n'ont donc cessé d'augmenter ces derniè-

res années, venant alourdir le déficit de la balance commerciale et des paiements d'un pays qui est déjà obligé d'importer tout son pétrole. Le dernier chiffre de la dette extérieure connu est celui de fin 1982 : 9,7 milliards de dollars, ce qui est énorme pour un petit pays. Le Maroc a donc été forcé de recourir aux pompiers du FMI, qui ne rasant pas gratis. Les prêts accordés par les organismes internationaux sont en effet toujours conditionnés par de sévères plans d'assainissement financiers.

La guerre contre « l'héroïque peuple sahraoui » coûte 10 millions de francs par jour

Facteur aggravant pour le Maroc : la guerre contre le front Polisario, qui engloutit chaque année des capitaux de plus en plus importants, malgré l'aide de certains pays arabes et notamment de l'Arabie saoudite. Et plusieurs fois déjà, le gouvernement marocain a dû annoncer des plans d'austérité, réduisant les ambitions du plan quinquennal de 1981-1985.

Au Maroc où la crise économique n'est pas nouvelle, et un rapport de la Banque mondiale avait déjà souligné, il y a deux ans, les faiblesses des secteurs

économiques : l'agriculture qui n'a pas fait autant de progrès qu'on pouvait l'espérer (- 2 % seulement par an depuis l'indépendance, environ 18 % du PIB), un secteur de produits manufacturés encore faible et peu exportateur, et surtout le manque de planification à long terme de sa principale ressource, le phosphate, par l'Office chérifien des phosphates.

LE MATIN
JOURNAL DE PARIS

MARDI 24 JANVIER 1984

Manifestations hier dans les quartiers populaires de Casablanca et dans le sud du royaume

LE discours, plutôt musclé, du roi Hassan II n'a apparemment pas calmé les esprits, selon différents témoignages en provenance des principales villes marocaines. Hier, l'ordre de grève lancé par les milieux intégristes à Nador et à Rabat notamment, et — semble-t-il — par des membres du PPS (le parti communiste d'Ali Yata) à la faculté de Casablanca, a été différemment suivi. A Nador, sur la côte méditerranéenne, des ouvriers ont été conduits presque manu militari jusque dans leurs usines, et de nombreuses arrestations ont été opérées, notamment parmi les lycéens. La peur provoquée par ces arrestations semble être à l'origine de l'échec relatif de la grève.

A Casablanca, la principale ville du pays, des manifestations ont éclaté hier après-midi, dans les deux quartiers populaires de Korea et de Sbara et l'armée est une nouvelle fois intervenue pour disperser les manifestants. Des arrestations ont été signalées également à Marrakech, mais le fait nouveau enregistré hier est sans doute le début de révolte signalé dans l'extrême-sud, peuplé par des Sahraouis. C'est en effet dans les deux petites villes de Tarfaya et Tiznit que des manifestations ont éclaté hier matin. Les boutiques de ces deux villes ont vite baissé leurs rideaux, au moment où de jeunes manifestants s'en prenaient à des vitrines.

A Agadir, importante ville du Sud qui accueille une grande base militaire, on a remarqué ces derniers jours que de nombreux avions ne prenaient plus la direction du sud (vers le Sahara occidental) mais s'envolaient vers le nord, où policiers et soldats ont paru débordés par l'ampleur des manifestations de rue.

Selon l'agence Reuter, la situation restait tendue dans la plupart des villes marocaines, où les forces de sécurité demeurent visibles un peu partout, et notamment près des lycées et dans les quartiers populaires. La plus grande incertitude régnait toujours hier soir sur le bilan de ces troubles, en l'absence de toute information officielle ou de presse, toujours muette sur ce sujet. Le quotidien *Al Bayane*, du PPS, a été saisi hier matin, alors que le *Matin du Sahara* (progouvernemental) ne faisait état que des déclarations du roi.

Pour la première fois depuis le début des émeutes, il y a une quinzaine de jours, des témoignages directs ont été recueillis, à la fois à Nador et à Tetouan, dans le nord du pays, et à Marrakech, dans le Sud. Ils confirment que les jeunes étudiants ont été les premiers à contester les hausses des prix, mais ils ne permettent toujours pas d'établir un bilan exhaustif des très nombreuses manifestations et de la répression qui s'est abattue sur les émeutiers.

Cent quarante à cent soixante personnes seraient mortes à Nador et sa région depuis le début, jeudi, des violents incidents dans le nord du Maroc, a affirmé à Melilla une ressortissante étrangère qui vit à Nador. Selon cette personne, qui basait ce bilan sur divers témoignages qu'elle a pu recueillir, la première journée des heurts, jeudi, s'est déroulée de la façon suivante :

— Vers 15 heures, les boutiques ont ouvert normalement. Mais, déjà, des rumeurs disaient qu'on ne pouvait plus sortir de la ville.

— Vers 15 h 15, on entend soudain un grand bruit : toutes les boutiques baissent leur rideau de fer. Dans les rues, des gens commencent à courir. Peu après, une bande d'adolescents commence à manifester contre la vie chère et « casse pas mal de choses sur son passage ». « Rien de vraiment très violent », raconte ce témoin, qui a assisté à ces scènes de la fenêtre de l'appartement d'une amie.

— Vers 15 h 20, on entend les premiers coups de feu. De plus, des gens courent dans les rues, puis les camions de soldats commencent à arriver. Des soldats se postent à tous les carrefours se mettent à tirer. Un hélicoptère tourne au-dessus de la ville pour « localiser les différents cortèges de manifestants ».

— Vers 17 h 30, la tension est très forte. Les soldats, jeunes pour la plupart, deviennent très nerveux et tirent un peu partout, au début en l'air puis dans la rue, au hasard.

D'après ce même témoin, les manifestants se sont symboliquement attaqué, surtout aux pharmacies, aux banques et aux voitures. Les pharmacies pour protester contre la réforme du prix des aliments pour bébés, les banques et les voitures comme « symboles capitalistes ». Toujours d'après ces récits, des manifestants auraient attaqué une pri-

son et libéré les personnes qui s'y trouvaient.

Des dizaines de personnes ont été tuées à Tetouan au cours des émeutes qui ont secoué la ville de jeudi après-midi à samedi matin, selon divers témoignages non confirmés recueillis lundi sur place par l'envoyé spécial de l'AFP. Selon ces témoignages, ce sont des lycéens qui ont commencé à descendre dans la rue, bientôt suivis par des gens de la Medina et du « barrio », bidonville jouxtant Tetouan. Dès jeudi après-midi, l'armée est intervenue et a ouvert le feu.

Pendant ces trois jours, toutes les routes menant à Tetouan ont été coupées. Par des barrages de l'armée, mais aussi parce que de grosses bandes de très jeunes gens, souvent des enfants, attaquaient à coups de pierres tous ceux qui se présentaient sur la route.

Enfin, la ville de Marrakech, dans le Sud marocain, a été touchée dès le 9 janvier par les troubles qui viennent d'ensanglanter la plupart des grandes villes marocaines, selon le témoignage d'un photographe français de retour du Maroc. Les troubles, a-t-il confirmé, ont débuté avec des manifestations de lycéens mécontents de la hausse des droits d'inscription au baccalauréat, qui seraient passés à 250 dirhams (250 F), une somme importante dans un pays où les plus bas revenus ne dépassent guère 400 à 500 dirhams par mois.

LE MATIN
DE PARIS

MARDI 24 JANVIER 1984

LE FMI BOUC ÉMISSAIRE

FMI dehors. » Ce slogan étalé sur les murs des grandes villes brésiliennes, ces derniers mois, pourrait aussi bien se retrouver au Maroc aujourd'hui. A une autre échelle, l'enchaînement est en effet le même : des difficultés économiques graves, un plan d'austérité drastique, des émeutes. Et une ombre maléfique vers laquelle se pointent des doigts accusateurs : le Fonds monétaire international (FMI). Quel rôle joue donc cette organisation créée en juillet 1944 lors de la Conférence de Bretton Woods (États-Unis) pour assurer l'harmonie financière et monétaire du monde sorti du chaos et tour à tour dénoncée depuis des années comme un « ogre impérialiste », un gendarme ou un sauveur ?

Lorsqu'un pays en difficulté sollicite un prêt du FMI, les fonctionnaires de l'organisation, dont le siège est à Washington, n'ouvrent pas sans condition

cette tirelire internationale dont les ressources sont apportées par ses quelque 140 États-membres. Ils établissent, sur place, un diagnostic de l'économie malade et proposent, au terme d'une procédure concertée, un traitement qui vise toujours un même objectif principal : rééquilibrer les comptes extérieurs du pays demandeur. Il ne s'agit pas simplement de lui prêter pour boucher des trous, mais de l'aider à se tirer du mauvais pas où il se trouve, d'en éliminer les causes.

On peut comprendre que le Fonds monétaire soit honni : le fait ou simplement le risque de devoir « aller au FMI » est toujours dénoncé par l'opposition au pouvoir en place comme le signe d'un échec économique (y compris en France lorsque la menace est évoquée).

Partout où le FMI est appelé à la rescousse, le psychodrame reste pourtant le même. Son diagnostic sévère met le doigt sur les erreurs de gestion,

voire les malversations ou la corruption. Son ordonnance rigoureuse bouscule un peu plus le pouvoir d'achat et l'emploi. Ses experts ont beau jeu de démontrer que, sans ces mesures, sans leurs prêts et sans ce label de bonne conduite qui ouvrent les portes des banques privées, les difficultés économiques pourraient être finalement plus importantes encore. Mais la tentation est grande de dénoncer l'ordre économique vu de Washington et prescrit par l'Occident, de le désigner comme bouc émissaire pour apaiser l'opinion publique.

Au Maroc comme dans tant d'autres cas, l'intervention du FMI n'aura pas suffi. Rabat a dû demander aux États donateurs du « Club de Paris » un rééchelonnement de sa dette extérieure (11 milliards de dollars en 1983). La France a donné cinq fois plus que les Américains qui pourtant vendent au Maroc leurs céréales à tour de bras. Impitoyable. **Jean MARCHAND**

LA FAUTE DES AUTRES ?

NOËL
DARBROZ



Apparemment, les émeutes du Maroc sont arrivées comme un coup de tonnerre. Le roi Hassan II pensait pouvoir éviter une répétition des événements de Tunisie. Il avait, en effet, décidé de ne pas faire subir aux plus pauvres les inévitables augmentations de prix des produits de première nécessité : beurre, thé, sucre, farine, pain, huile, conséquence du programme d'austérité décidé par le gouvernement pour obtenir un rééchelonnement de la dette sous la pression de la banque mondiale.

Mais le schéma n'a pas fonctionné. Le syndrome tunisien a été le plus fort : émeutes puis discours du roi annulant les augmentations prévues.

Mais une grande interrogation demeure. S'agit-il de manifestations spontanées de pures émeutes de la faim et de la misère ? Ou bien tous ceux qui ont intérêt à déstabiliser le pays, tout comme ils ont intérêt à déstabiliser la Tunisie, voire l'Algérie, saisissent-ils un prétexte pour passer à l'action ?

Le roi Hassan II a choisi la deuxième explication. Mais c'est

une explication fourre-tout. Il est difficile de voir à la fois, Iraniens, communistes et sionistes, par ailleurs si opposés, agir d'un commun accord pour compromettre ce que le roi du Maroc considère comme un succès personnel : le 4^e Sommet islamique de Casablanca.

En fait, il est probable que tout se conjugue aujourd'hui pour rendre le Maroc instable. L'intégrisme islamique à la Khomeini, qui continue de se répandre comme un incendie dans tous les pays musulmans, a certainement sa part de responsabilité. Mais ne trouve-t-il pas un terrain favorable au Maroc où le mécontentement a mille raisons : l'interminable guerre du Sahara qui ruine le pays (1,5 million de dollars par jour), la chute des cours du phosphate, la sécheresse des dernières années, mais aussi le scandale provoqué par les dépenses somptuaires de la cour, la construction de palais luxueux et inutiles, le fossé entre des possédants de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus nombreux et réduits à habiter les bidonvilles de la misère et du chômage.

Enfin l'étrange silence de la classe politique et ses syndicats complètement ralliés au roi.

Battre sa coulpe sur la poitrine des autres, comme le fait le roi Hassan II, n'est certainement pas la bonne solution.

UN PAYS EN VOIE DE SOUS-DÉVELOPPEMENT

Au Liban au Tchad, la France s'efforce de « dire le droit » à des peuples qui n'ont pas l'expérience de l'État. Ce dernier émergera-t-il un jour des rivalités tribales? C'est évidemment la diplomatie française qui joue un rôle déterminant pour tenter de résoudre les conflits dans sa sphère d'influence. Mais doit-on pour autant abandonner l'effort de redéfinition de l'aide tenté la première année de l'actuel septennat? Comment espérer un paix durable si le sous-développement s'aggrave?

Le Maroc est un exemple typique d'une situation « moyenne » d'un pays du tiers monde : il y a mieux, mais il y a pire. Or, malgré des potentialités de développement importantes, il glisse de plus en plus vite dans le quart monde.

La guerre du Sahara, qui n'en finit pas, en est une des causes. Elle constitue le principal instrument de consolidation de la monarchie, grâce auquel Hassan II a pratiquement réussi depuis quelques années à liquider les partis politiques comme forces réelles. Ce qui lui permet de les conserver comme façade moderne masquant la réalité régressive et tribale de son régime.

Comme ce rôle de consolidation d'une unité nationale précaire que remplit la guerre du Sahara est le même pour l'Algérie, il y a fort à parier que cette guerre va s'éterniser encore longtemps.

Car on ne voit pas quel autre ciment de l'unité nationale pourrait la rem-

placer. Et les dépenses qu'elle entraîne sont autant de sources d'enrichissement pour certains, au palais et autour.

Depuis la visite officielle de F. Mitterrand, il y a un an (1), les informations sur ce pays sont rares et inquiétantes : la guerre du Sahara a repris et les espoirs de paix s'amenuisent ; les mesures d'austérité prises en juillet indiquent que, malgré l'aide croissante de la France et de l'Arabie Saoudite (2), le Maroc est maintenu de plus en plus artificiellement au seuil de la famine.

Certes, la récession mondiale aggrave la situation. Mais le régime marocain en est le principal responsable : il ne se maintient en équilibre précaire qu'en transformant l'aggravation rapide de la misère qu'il suscite par son parasitisme en ferveur religieuse à l'égard du souverain, commandeur des croyants.

L'aide française a aussi sa part de responsabilité car elle est au cœur des cercles vicieux du sous-développement : ils ne pourront être brisés, ou du moins affaiblis, que par un changement dans la composition, les conditions et les modalités de cette aide. Pour l'instant, le changement n'étant plus à l'ordre du jour dans ce domaine depuis le départ de J.-P. Cot, la stagnation de la production, notamment dans l'agriculture, et l'explosion démographique se traduisent par une baisse du niveau et de l'espérance de vie.

Les causes de cette explosion démographique sont d'ordre culturel car elle est la conséquence de la dissociation entre la natalité qui est restée très élevée sous l'influence de facteurs religieux traditionnels, et la mortalité qui a baissé avec la modernisation impor-

Ces facteurs jouent à plein parce que les valeurs traditionnelles n'ont pas été infléchies mais au contraire durcies par la modernisation importée. Cette dernière n'a pas été comprise et assimilée par les classes dirigeantes comme au Japon, mais au contraire utilisée tout en étant maintenue à distance et stérilisée par elles.

Ce sont les valeurs traditionnelles se renforçant dans un contexte qui ne l'est plus, qu'on le veuille ou non, qui expliquent l'accélération de la croissance démographique au Maroc depuis vingt ans ; elle est passée de moins de 2 % par an au lendemain de l'indépendance, en 1956, à plus de 3,5 % aujourd'hui : la population est ainsi passée de 11 millions d'habitants à près de 30 millions!

Cette société traditionnelle qui renforce son emprise à mesure que le sous-développement s'aggrave est basée sur un pouvoir qui descend du ciel et le mépris du travail. Dans les pays capitalistes où le salariat est maintenant généralisé, l'échelle des qualifications permet de s'élever dans celle des revenus par son travail. Dans la logique tribale, par contre, la forme la plus rapide et la plus générale d'enrichissement, ce sont les bakchichs, la corruption qui sont un sous-produit de l'allégeance au pouvoir et découragent les compétences techniques ou gestionnaires modernes.

Cette logique traditionnelle aboutit à cantonner les Marocains dans des travaux subalternes et à réserver le travail technique aux coopérateurs étrangers. Ainsi, l'apprentissage d'une éducation moderne qualifiée se heurte-t-elle pour un Marocain à une double difficulté qui se traduit par un double blocage : à la difficulté objective d'ap-

prendre des matières dans une langue étrangère s'ajoute l'angoisse de transgresser un interdit d'ordre religieux. La logique de cette situation, c'est l'exil de l'étudiant ou de l'ouvrier qualifié marocain. Ils s'y retrouveront dans une position admise par la tradition, qui y a toujours vu une occasion d'augmenter son réseau de relations.

C'est pourquoi, par exemple, la gestion des propriétés et des entreprises royales a toujours été confiée à des étrangers : ils ne risquaient pas d'acquiescer un pouvoir dessus. C'est également la raison pour laquelle les grandes entreprises marocaines (généralement publiques ou appartenant à la famille royale) ont des dirigeants incompetents nommés par le palais en fonction d'un dosage entre tribus. Ils ne sont pas là pour prendre des initiatives, réaliser des plans de développement (les coopérateurs sont là pour cela), mais pour obéir aux ordres du palais, quels qu'ils soient, et se constituer une caisse noire qui alimente leur tribu. Pendant ce temps, les quelques jeunes cadres marocains travaillent à des projets qui ne verront jamais le jour ou montent au noir leur propre entreprise dans des secteurs à profit rapide et y consacrent le plus clair de leur temps.

Outre qu'elle stérilise l'aide, cette situation nous concerne directement parce que l'angoisse du présent et de l'avenir accélère l'émigration qui continue au rythme d'environ 20000 Marocains par an malgré tous les contrôles et avec toutes les complications locales.

Comme dans d'autres pays du tiers monde, les placements à l'étranger des grandes fortunes marocaines (famille royale en tête) sont du même ordre que la dette extérieure. Les circuits

financiers occultes que cela suppose, la faiblesse des contreparties productives de l'aide sont autant de source d'inflation importante pour le Maroc, mais aussi pour la France. Le taux des prêts garantis par la Coface est un gaspillage d'épargne à long terme.

Après un an d'hésitation et pour des raisons diplomatiques, le gouvernement français a décidé qu'au Maroc, comme dans le reste de l'Afrique, « tout continuerait comme avant », pour reprendre la formule de Claude Cheysson à Rabat en septembre 1981. On peut douter que ce « réalisme » soit efficace à terme sur le plan diplomatique si la France cautionne ainsi des régimes qui finiront par s'effondrer, comme en Iran. Il est en tout cas certain que sur le plan économique, ce « néoréalisme », en masquant pour un temps la gravité de la situation, contribue à l'aggraver. La politique des « petits cadeaux » (selon le mot de J.-P. Cot) est non seulement moralement scandaleuse, mais aussi économiquement stérile. Devant la gravité de la situation du tiers monde, la complaisance n'est plus de mise et un langage de vérité plus que jamais nécessaire.

Qu'en pense l'actuel ministre de la Coopération et du Développement ?

Philippe BRACHET
Professeur d'économie
à l'université de Rabat
en 1981 et 1982

(1) Précédée la veille de la liquidation du général Diori, probablement par le roi lui-même et suivie quelques jours plus tard par l'arrestation et l'incarcération du correspondant du Monde, Roland Débour.

(2) Je détaille les principales modalités dans mon livre *Desertion n'est pas marocain*, le développement du sous-développement au Maroc. (La pensée universelle), 1980, 205 pages, 25 F.

Les émeutes au Maroc sévèrement réprimées

Le roi Hassan II renonce aux augmentations de prix et dénonce des ingérences étrangères

Le roi Hassan II a fait souffler le chaud et le froid dans le discours télévisé à la nation qu'il a prononcé dimanche soir 22 janvier, après les troubles graves qui ont secoué le pays. Comme l'avait fait le président Bourguiba au début du mois, le souverain a déclaré qu'il avait décidé de ne pas augmenter les prix des produits de première nécessité, contrairement à ce qu'il avait annoncé dans un précédent discours, fin décembre.

Le monarque a rendu responsable des désordres les partisans de l'imam Khomciny, les communistes marxistes-léninistes et les « services secrets sionistes » (*Lire les extraits de son discours page 3*), auxquels il a adressé une sévère mise en garde. Il a affirmé avec force que le « dernier mot reviendra à l'autorité et à la loi ».

Les émeutes ont éclaté jeudi dernier dans trois villes méditerranéennes du Maroc. Après Nador, à 14 kilomètres de l'enclave de Melilla, et Al-Hoceima (*le Monde* du 20-23 janvier), c'est Tétouan, à une quarantaine de kilomètres de Ceuta, le deuxième préside espagnol, qui a été touché.

Selon l'opposition marocaine, il y aurait moins d'une vingtaine de morts, mais la presse espagnole estime qu'il y en aurait entre cent cinquante et deux cents, dont, selon *El País*, une quarantaine à Nador et une centaine à Al-Hoceima. Pour sa part, le mouvement d'opposition clandestin Hal Amam (En avant) estime à soixante au moins le nombre des tués à Tétouan. Mais il est évidemment très difficile de vérifier l'exactitude de ces chiffres.

Il est sûr, en revanche, que les affrontements ont été très durs, et, d'après des témoins que nous avons pu joindre au téléphone, des hélicoptères auraient tiré à la mitrailleuse sur les manifestants de Nador — environ dix mille — et de Tétouan, tandis que l'armée, au sol, ouvrait également le feu.

Dans un premier temps, les autorités ont tenté de minimiser les faits. Pourtant, la situation était suffisamment grave pour que des chars patrouillent dans ces villes quadrillées par l'armée, qui y a dépêché plusieurs milliers d'hommes. Les quartiers populaires sont entourés d'un cordon de sécurité. Après les affrontements et les pillages, les magasins avaient leurs rideaux baissés dimanche.

Selon certaines sources, des manifestants auraient réussi à désarmer des militaires et auraient tiré sur

eux. Des soldats auraient été tués et un officier blessé à Tétouan. Le commissariat du quartier Hay-el-Barriou a été incendié, de même que le tribunal de première instance, proche du consulat d'Espagne, et aussi, semble-t-il, le bureau des P.T.T. La tension dans le nord ne s'explique pas seulement par la cherté de la vie, mais aussi par une taxe de sortie du Maroc de 500 dirhams pour combattre la contrebande avec Ceuta et Melilla, qui fait vivre une partie des populations de la région.

Preuve aussi de la gravité de la situation : plusieurs envoyés spéciaux étrangers ont été expulsés samedi. C'est le cas de Jacques-Michel Tondre, de l'AFP, qui voulait se rendre à Nador et qui a été embarqué de force à Oujda dans un avion — dont on a retardé le décollage — en partance pour Marseille. Henry Kram, du *New York Times*, qui devait subir le même sort, a été finalement refoulé sur Casablanca. José Ramon Ganuza, de la radio espagnole, a été ramené d'office dans une voiture de la police de Tétouan à Ceuta. Enfin, les reporters du *Giornale* (Milan) et du *Messaggero* (Rome), qui avaient réussi à pénétrer dimanche matin à Nador, où ils ont constaté que le calme était revenu, ont été contraints de regagner Melilla, où sont bloqués une douzaine de journalistes.

Les journaux marocains ont commencé à évoquer les événements samedi et dimanche. *Itihad al Ichiraki* (Union socialiste), organe de l'Union socialiste des forces populaires, qui était dans l'opposition, mais qui a été associée au dernier gouvernement, expliquait samedi qu'il a gardé le silence pendant que le Maroc était l'hôte du sommet islamique. Mais il soulignait que les troubles ont déclenché une « vague de rumeurs » et il invitait le premier ministre, M. Karim Lamrani, à donner des explications. *L'Opinion*, organe de l'Istiqlal, précise que la vague d'agitation a commencé il y a deux semaines à Marrakech, tandis que *Al Bayane* (communiste) souligne que, dans cette ville, le mécontentement a été suscité, entre autres, par une hausse de 20 % sur les factures d'électricité.

D'après divers témoignages diplomatiques et marocains, on peut reconstituer ainsi les événements. Le 27 décembre, Hassan II avait annoncé à la télévision une série de mesures économiques destinées à redresser la situation financière. Le

souverain n'avait suscité des espoirs dans les couches pauvres en indiquant que les riches paieraient pour répondre à la « nécessaire solidarité nationale ». Le ministre de l'intérieur, M. Driss Basri, avait ensuite expliqué que la politique du souverain consistait à « enrichir les pauvres sans appauvrir les riches ».

Il avait souligné que les familles paysannes gagnant 560 dirhams (1 dirham = 1 F environ) par mois et les familles citadines ayant un revenu mensuel de 900 dirhams seraient épargnées par les hausses qu'entraîne la suppression des caisses de compensation (qui subventionnent les produits de première nécessité), suppression recommandée par le FMI. Par la suite, il était apparu qu'on ne recenserait pas les fortunes des riches, contrairement à ce qu'on avait cru ; le recensement devait porter sur les plus déshérités.

Or, début janvier, il y a eu une hausse sur l'essence qui a affecté les travailleurs qui se déplacent à mobylette en raison de la crise des transports dans les grandes villes, en particulier Casablanca. Mais surtout l'augmentation de 5 dirhams des bouteilles de butane a frappé durement les familles les plus pauvres. A cela, il faut ajouter de petites hausses sur le savon, les bougies, etc., qui ne pouvaient que grever les faibles revenus et désespérer les chômeurs. Enfin, le prix de la viande, qui avait considérablement baissé l'été dernier en raison de la sécheresse, a fait un bond après les premières pluies.

Les salaires étant bloqués depuis environ deux ans, alors que le coût de la vie a pratiquement doublé en trois ans, les déshérités, qui pensaient être épargnés, ont été exaspérés par ces nouvelles hausses. Aussi, d'après un coopérant de Marrakech, on pouvait lire, écrits sur les murs, des slogans hostiles au roi, dont celui de « Hassan = menteur ! » et « Hassan assassin ! ».

En fait, les manifestations populaires ont commencé à Marrakech, qui a été particulièrement affectée par la sécheresse. Elles s'y sont déroulées les 8, 9 et 10 janvier, au point qu'il aurait fallu ramener dans la métropole du Sud, des troupes du Sahara occidental et de Sidi-Ifni. Se fondant sur des recoupements effectués par ses militants dans les hôpitaux, le mouvement Ilal Iman estime que les affrontements auraient fait dans cette ville une centaine de morts et de très nombreux blessés, mais, là encore, la véracité de ces chiffres est invérifiable. Finalement, une vingtaine de villes auraient été le théâtre de troubles plus ou moins violents, dont le centre phosphatier de Khourigba, où le siège de l'OCP

(Office chérifien des phosphates) a été attaqué par des manifestants.

Une personnalité politique marocaine nous a affirmé que les émeutes ont été fomentées par des islamistes qui ont exploité le mécontentement des jeunes et des déshérités. Depuis une quinzaine de jours des tracts qui refléteraient une influence iranienne — on y trouve le mot « *tahouti* », employé à Téhéran contre les riches — ont été distribués. Ils attaquent violemment le roi, son régime, la dégradation des mœurs et la corruption. Contrairement au souverain dans son allocution de dimanche, cette personnalité a ignoré les marxistes-léninistes, qui sont des groupuscules, et les services sionistes... On voit mal pourquoi ils auraient cherché à déstabiliser Hassan II qui entretient des rapports secrets mais suivis avec les dirigeants israéliens.

Que les activistes islamiques aient jeté de l'huile sur le feu ne fait pas de doute. Cependant, il convient d'observer que les islamistes marocains sont très divisés et compteraient une vingtaine de groupes affaiblis par leurs rivalités. Un des chefs en vue est M. Abdessalem Yacine, qui diffuse depuis 1975 la revue *Al Jamaa* « la Communauté », et qui voulait lancer un quotidien, *As Sobh* « l'Aube », lequel a été interdit dès son premier numéro. Ses collaborateurs nous avaient téléphoné pour nous annoncer qu'il avait été arrêté le 27 décembre. Un tract diffusé ces derniers jours à Paris indique qu'on est depuis sans nouvelles de lui. On ne peut exclure que les autorités aient voulu l'empêcher d'avoir une action pendant le sommet islamique.

Un autre groupe, semble-t-il assez actif, est celui de M. Mohamed Motti'a, qui avait été un des principaux instigateurs de la prise de la grande mosquée de La Mecque en décembre 1979. Arrêté par les Saoudiens, il a réussi, dit-on, à s'échapper du pays, et se serait depuis réfugié en Libye.

Que que soit le dynamisme des islamistes, il est évident que c'est la situation économique fort malsaine qui a été déterminante dans ce pays où 9 400 000 personnes — sur une population d'environ 25 millions — disposent de moins de 3,50 F par jour pour vivre. En outre, pour 54 %, la population a moins de quinze ans, et ces jeunes qui vont arriver dans les années à venir sur le marché du travail n'ont guère de perspectives, le pouvoir n'ayant pas élaboré une planification sérieuse et le pays étant saigné à blanc par le conflit du Sahara occidental qui coûte quelque 10 millions de francs par jour.

PAUL BALTA.

LE MONDE — Mardi 24 janvier 1984

Hassan II met-en cause l'Iran les « marxistes-léninistes » et les « services sionistes »

Rabat (AFP). — Le roi Hassan II a affirmé, dimanche soir 22 janvier, que les troubles survenus ces jours derniers au Maroc ont été téléguidés de l'étranger et particulièrement par l'Iran, le monde « marxiste-léniniste » et les « services de renseignements sionistes », afin qu'échoue le quatrième sommet islamique de Casablanca.

Dans un discours à la nation radiotélévisé, le souverain a montré sur les écrans des tracts saisis notamment, selon lui, à Marrakech. Certains, portant en encadré la photographie de l'imam Khomeiny, s'élevaient contre les dirigeants marocains qualifiés de « valets des sions américains et soviétiques ». D'autres, signés par un mouvement marxiste-léniniste marocain Ial-Amam (En avant, interdit), imputaient la gravité de la situation économique marocaine non pas aux difficultés dues à la sécheresse et à la lourde facture pétrolière, mais « à la guerre que livre Hassan II, le criminel, à nos frères du Sahara occidental ».

Selon le souverain, les marxistes-léninistes désiraient que le sommet de Casablanca, échoue afin que l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ne puisse se prononcer, notamment sur la situation en Afghanistan. « Les sionistes, pour leur part, a dit le souverain, savent très bien que demain ne sera pas comme aujourd'hui, ni comme hier, en raison du retour de l'Egypte dans le giron islamique et que cela changera forcément la politique islamique et, partant, celle des Arabes. »

Le roi Hassan II a, d'autre part, annoncé que, après avoir pris connaissance, samedi soir, du recen-

sement social qu'il avait ordonné le 1^{er} janvier dernier à travers tout le pays, « il n'y aura pas d'augmentation des prix des produits de première nécessité ».

Il a également affirmé que les troubles qui se sont produits d'abord à Marrakech puis à Nador, Al-Hoceima, Oujda, Ksar-El-Kébir, Tétouan et Chaouen (Nord) ont été organisés par certains chômeurs et des professeurs. « Plusieurs de ces chômeurs, des professeurs, ainsi que de jeunes avocats stagiaires et des éléments du mouvement marxiste-léniniste Ial-Amam, ont été arrêtés et seront déférés en justice », a ajouté le roi, qui n'a donné aucun bilan des personnes arrêtées ou des victimes des derniers troubles.

Le souverain a indiqué que, afin de pouvoir s'adonner tranquillement aux actes de pillages, les « professionnels de l'agitation » poussaient d'abord de jeunes lycéens à manifester dans la rue « sachant que les autorités n'oseraient pas prendre de sanctions contre eux ». « Mais que tout le monde sache, a-t-il poursuivi, que, désormais, des ordres stricts ont été donnés afin que quiconque manifesterait dans la rue ou colporterait de fausses nouvelles sera sévèrement réprimé. Le dernier mot reviendra à l'autorité et à la loi. » Le roi a indiqué qu'il avait décidé d'annuler le voyage qu'il projetait d'effectuer à Marrakech « non pas parce que j'ai peur, a-t-il précisé, mais parce que je suis déçu par l'attitude observée par les habitants (...) à qui il revenait d'appréhender eux-mêmes les instigateurs des troubles qui se sont produits dans leur ville ».

« LA MAIN DE L'ETRANGER VIENT PLUTOT DU FMI ET DES MULTINATIONALES »

Le représentant à Paris du mouvement Ilal-Amam, mis en cause par le roi Hassan II, s'explique pour « le Matin »

DANS son discours, Hassan II a affirmé que les troubles survenus ces derniers jours au Maroc avaient été téléguidés de l'étranger, notamment par le « monde marxiste-léniniste ». Un des représentants marocains de ce « monde » a été nommé mis en cause par le souverain, qui a montré un tract, signé par le mouvement Ilal-Amam (En avant, interdit) imputant les difficultés actuelles du pays à la guerre du Sahara occidental. Hassan II a également affirmé que des éléments d'Ilal-Amam avaient été arrêtés et seraient déférés à la justice.

A Paris, le porte-parole de ce mouvement nie toute responsabilité d'Ilal-Amam dans le déclenchement des troubles. Selon lui, ils ont débuté les 9 et 10 janvier dans la Sud, à Marrakech, à l'initiative des lycéens, choqués par l'instauration d'une taxe sur les examens, auxquels se sont joints ensuite de façon totalement

spontanée, les habitants des quartiers populaires, désespérés par les hausses de prix des denrées de base. La répression, sévère, à laquelle ont pris part des troupes auxiliaires rappelées du sud saharien, a fait de nombreuses victimes et provoqué plusieurs milliers d'arrestations. Selon lui, ce schéma s'est reproduit de ville en ville sans qu'une quelconque organisation ait réussi à récupérer le mouvement.

« Dans son discours, qui reflétait un désarroi à peine maîtrisé, poursuit le porte-parole d'Ilal-Amam, Hassan II a en fait déclaré la guerre aux libertés démocratiques marocaines. Et il a bien entendu nié toutes ses responsabilités : à l'origine des troubles, outre la sécheresse du sud, il y a d'abord sa politique, profondément antipopulaire. » Celle-ci se traduit, selon Ilal-Amam, par les mauvais résultats de la politique agricole, qui ne favorise que les grosses exploitations exportatrices, d'ailleurs en plein

marasme par le faste somptuaire entourant les manifestations officielles, par la guerre contre « l'héroïque peuple sahraoui », qui coûte 10 millions de francs par jour au pays, et par les limites à l'expression démocratique, qui ont joué un rôle très important, puisque le mécontentement n'a pu s'exprimer autrement que par des manifestations de rue.

« Nous n'avons pas de responsabilité dans le déclenchement de cette révolte, ajoute-t-il. Nous ne pouvons que déplorer la violence de la répression contre un mouvement légitime et spontané, que nous comprenons. Il ne s'agit plus de simplement rapporter les hausses, mais de faire baisser des prix, devenus inacceptables pour les plus démunis. Quant à la main de l'étranger, il ne faut pas la chercher là où la voit Hassan II, mais plutôt du côté des multinationales et des organisations qui lui servent de relais, en l'occurrence le FMI. »

LE MATIN

MARDI 24 JANVIER 1984

Les marxistes-léninistes répondent au Roi

Trois groupes sont responsables des émeutes au Maroc, selon le roi : les khoméinistes, les sionistes et les marxistes-léninistes. Les M-L dénoncés nommément par le roi c'est le mouvement Ilal Aman (en avant) dont plusieurs des militants selon Hassan II ont été arrêtés ces derniers jours. Un porte-parole de ce mouvement, réfugié en France, a tenu à répondre aux accusations du roi.

Ilal Aman, explique-t-il, apporte « un soutien total » au « mouvement spontanés » de la population, mais il refuse absolument d'indiquer, si son organisation, clandestine car durement réprimée depuis sa fondation en 1970, est à l'origine de ces mouvements. Selon Ilal Aman, les manifestations ont fait environ 500 morts (un chiffre qui se rapproche de celui donné par deux autres organisations, lire ci-dessus), dont 250 dans les villes du nord, une centaine à Marrakech et sa région au cours des manifestations des 9, 10 et 11 décembre et environ 150 dans

d'autres villes du Maroc. Il chiffre les arrestations par milliers dont la plupart sur simples indications des « moukadam », les chefs de quartier tout dévoués au pouvoir.

Ilal Aman a été créé il y a 14 ans à la suite d'une scission du parti communiste marocain (aujourd'hui parti populaire du Progrès dont le journal *Al Bayane* est autorisé. Ses dirigeants historiques sont soit morts en prison comme Abdelatif Zarouel (tué sous la torture en 1974) ou Saïda Menebi

(morte en captivité à la suite d'une grève de la faim) ou toujours incarcérés comme Brahim Sarfati, militant juif antisioniste. Ilal Aman, fait rare parmi les forces politiques marocaines condamne « la lutte injuste et fratricide » que se livrent « les peuples sahraouis et marocains ».

C'est la première fois que ce mouvement très clandestin s'exprime à visage ouvert car il estime que « le discours du roi est une déclaration de guerre » et qu'il faut maintenant « alerter l'opinion internationale ».

LIBERATION MERCREDI 25 JANVIER 1984

LES ÉMEUTES DE LA VIE CHÈRE AU MAROC

Les troubles auraient fait au moins soixante morts dans le Nord

Le calme est revenu, semble-t-il, ce mardi 24 janvier, sur l'ensemble du territoire marocain mais, selon les journalistes qui ont pu se rendre dans le nord du pays, la tension y demeure perceptible. « A Nador, c'est le calme de la peur. Les gens restent chez eux », a déclaré un voyageur à l'AFP. En outre, une grève suivie à 90 % aurait paralysé cette ville, selon l'agence de presse espagnole EFE.

Selon des diplomates, le bilan des morts dans les villes du Nord s'élèverait à soixante. Il y en aurait vingt à Nador, vingt à Tétouan, quinze à Al-Hoceima et trois à Fès. Deux manifestants auraient été tués à Marrakech lors des premiers troubles estudiantins. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé qu'aucun Français n'a été victime des troubles.

Par ailleurs, la section espagnole de l'Institut international de la presse a adressé une lettre de protestation au premier ministre marocain, M. Karim Lamrani, après l'expulsion de plusieurs journalistes espagnols. Elle souligne qu'il s'agit là d'une « grave atteinte à la liberté d'information et de communication ». La direction de l'Agence France-Presse a également protesté contre l'expulsion – qui n'a toujours pas été motivée – de son envoyé spécial Jacques-Michel Tondre (*le Monde* du 24 janvier).

Enfin, la presse algérienne a accordé, lundi, une place importante aux émeutes au Maroc, publiant en première page des dépêches d'agence mais s'abstenant de tout commentaire. Les journaux n'ont pas observé la même retenue que pour les récents troubles en Tunisie, pays avec lequel l'Algérie entretient de bonnes relations. Les journaux n'avaient alors publié que la version officielle des événements. Il est vrai que en dehors du discours prononcé, dimanche soir, par le souverain, les autorités marocaines n'ont guère fourni d'explications sur les troubles et en particulier, sur le nombre des victimes.

LE MONDE – Mercredi 25 janvier 1984

Les médias de l'intoxication et de la subversion

Les médias espagnols et français, aussi bien la télévision que la radio et les journaux, se sont dévoués sans retenue sur le Maroc à la suite des quelques manifestations qui ont eu lieu dans diverses villes du Royaume. Ces médias se sont livrés à un véritable travail de dénigrement, de provocation, d'intoxication et d'incitation à la subversion.

Ils ont commencé par grossir démesurément les événements et à chaque heure le nombre des victimes augmentait et certains commentateurs de la radio n'ont pas hésité à lancer une véritable campagne de subversion et d'incitation à la grève et aux manifestations en diffusant de pseudo mots d'ordre, à l'occasion disaient-ils de l'anniversaire de l'interdiction de l'UNEM, alors que celle-ci a repris ses activités; d'autres n'hésitant pas davantage à dire que des mots d'ordre d'émeutes avaient été lancés à Casablanca.

Ce caractère incitatif et provocateur a été aggravé par la répétition incessante de ces mots d'ordre. Qu'une information soit diffusée deux fois passe encore mais qu'elle soit répétée chaque heure pendant toute la journée et toute une semaine, c'est alors une véritable campagne d'intoxication et de propagande subversive.

Pourquoi les médias espagnols ne publient-ils pas à longueur de journée les mots d'ordre de l'ETA ? Pourquoi les radios françaises ne parlent-elles pas à chacun de leur bulletin des émeutes déclenchées par les agriculteurs, l'enlèvement des camionneurs britanniques ou la mise à sac de la sous-préfecture de Brest ? Le Maroc leur a permis de faire diversion.

Mais cela ne suffisait pas et ces médias sont allés jusqu'à la falsification et au mensonge.

Avant le discours de SM le Roi, dimanche soir, la presse française et espagnole parlaient de manifestations contre les hausses de prix. Aucune des denrées de base n'a été augmentée et dans son discours du 27 décembre, SM le Roi avait ordonné avant toute décision dans ce domaine de procéder à un recensement afin d'organiser une opération de solidarité entre les citoyens les plus aisés au profit des plus déshérités.

Tous ces médias ont oublié ce discours et la vérité pour attiser les manifestations organisées. L'effet à l'extérieur a été d'autant plus grave pour le Maroc que l'ensemble de la presse internationale retient les médias espagnols et français comme référence pour ce qui se passe au Maroc. La presse allemande par exemple n'a pas de correspondant à Rabat, mais à Madrid.

Les commentateurs ont cité à l'envi le témoignage évidemment faux « de consuls et de milieux diplomatiques désireux de conserver l'anonymat ». Après le discours de dimanche soir, les mêmes médias ont exprimé d'une part leur déception devant l'absence de bilan, d'autre part leur satisfaction en soulignant que le « Roi avait cédé ». Lundi soir à 19 h 15, Radio France Internationale dans le résumé des nouvelles annonçait que le Souverain avait annulé les mesures de hausses, mais dans le développement qui suivit, il était dit que les hausses n'auraient pas lieu. C'est tout simplement de la malhonnêteté professionnelle. Bien entendu on s'est ingénié à dresser un parallèle entre les manifestations du Maroc et les émeutes de Tunisie. Mais à Tunis, les hausses avaient été effectives et le président Bourguiba les a bel et bien annulées. Au Maroc, le Souverain n'a pas eu besoin de désavouer le gouvernement, car, répétons-le il n'y a pas eu de hausses.

Enfin, les commentateurs espagnols et français citent une fois de plus « les milieux diplomatiques » estimant au sujet des campagnes de subversion lancées au Maroc que les thèses soutenues par le Souverain ne sont pas valables. Le Souverain a pourtant montré les tracts communistes et khoméinistes qui, il faut aussi le souligner, ne parlent pas du tout de hausses de prix, mais s'élèvent contre les institutions nationales marocaines, allant même jusqu'à la trahison pure et simple en exaltant « la lutte héroïque du peuple sahraoui » !

Le fait que ces tracts d'origines si diverses, mais convergentes dans leur dessein, aient été lancés juste au moment où se réunissait le sommet islamique montre bien que c'était la conférence elle-même qui était visée. Qui avait en effet intérêt à la saboter : l'Iran furieux de la présence de l'Irak, l'Union Soviétique, pour faire pièce à la condamnation de son occupation de l'Afghanistan, Israël enfin pour s'imposer à la réintégration de l'Égypte.

Il est d'ailleurs curieux de constater que la base logistique de cette agitation est à Paris où ont été imprimés les tracts et il ne faut pas oublier que Khoméini a pu organiser la subversion en Iran de son asile de Neauphle le Château.

Les médias français et espagnols ont apporté leur soutien à cette opération de subversion contre le Maroc en se transformant en organes d'intoxication, effectuant un véritable travail de sape. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois. A chaque occasion, ces médias se livrent avec une complaisance évidente à des entretiens de ce genre accablant le Maroc monarchique alors que les pires dictatures, pour peu qu'elles se qualifient elles-mêmes de démocratiques et de populaires se valent parées de toutes les vertus. Mais le peuple marocain dans ses profondeurs a déjà répondu à ces provocateurs spécialistes de l'intoxication et de la subversion.

Ahmed ALAOUI

Mardi 25 Janvier 1984

Les élections législatives seraient reportées de février à mars

De notre envoyé spécial

Rabat. — Le lundi 23 janvier était une journée cruciale pour le régime marocain. Il s'agissait de savoir si, au lendemain d'un discours durant lequel le roi avait à la fois joué de l'apaisement, en promettant que les prix ne seraient pas augmentés, et de la menace, en déclarant que les enfants qui manifesteraient s'exposeraient aux mêmes risques que les adultes, l'agitation allait persister dans les villes qui avaient connu des troubles, voire s'étendre à la capitale, jusqu'alors relativement préservée, et à Casablanca, où le dispositif policier mis en place pour le sommet islamique a été allégé.

Selon des informations recueillies à des sources non officielles, aucun événement dramatique n'avait été observé lundi soir, qu'il s'agisse de Marrakech, où l'agitation des écoliers et lycéens avait marqué le début des troubles, ou des villes du Rif, étroitement contrôlées par les forces de l'ordre. On ignore toutefois quelle est exactement la situation à Nador.

Les autorités doivent néanmoins se garder de tirer des conclusions hâtives de cette accalmie. En effet, elles ne sont pas confrontées à un mouvement organisé avec mots d'ordre assortis de conditions ou de délais. Les partis politiques se taisent, à l'exception peut-être du petit Parti du progrès et du socialisme (communiste), non représenté au gouvernement d'union nationale et dont le quotidien *Al Bayane* n'a pas été mis en vente lundi. Les trois syndicats n'ont pas donné de consignes non plus, la rumeur relative à une grève générale se révélant fantaisiste. Il apparaît que les troubles de la semaine dernière étaient spontanés, sans « chef d'orchestre ». Les tracts dont le roi a parlé dans son discours ont été distribués par des contestataires de tendances diverses, à l'occasion des manifestations, mais ils n'ont pas suscité celles-ci. Il s'agissait essentiellement de protestations contre la vie chère.

L'Université à l'écart des troubles

Publié récemment, le budget pour l'année 1984 laissait entrevoir de durs sacrifices, bien qu'il maintienne une allocation de plus de 1 milliard de francs pour la caisse de compensation, qui sert à limiter l'ascension de certains produits de première nécessité. La hausse, au début du mois, du coût des bouteilles de gaz, très utilisées par les pauvres, a pu jouer un rôle. Les esprits étaient déjà excités par l'« exemple » de la

Tunisie, très discrètement évoqué par la presse mais connu par l'écoute des radios étrangères. D'autre part, les fastes du sommet islamique avaient été imprudemment étalés par la télévision, et il a fallu que le quotidien *le Matin du Sahara* précise ultérieurement qu'ils avaient été financés par l'Arabie Saoudite.

Il s'avère que les troubles les plus graves ont eu lieu dans les villes du Rif. Toutefois, de sources diplomatiques espagnoles, on juge excessifs les chiffres avancés quant au nombre des victimes par les radios espagnoles à partir de déclarations recueillies dans les enclaves de Ceuta et Melilla. En tout état de cause, le bilan se chiffre au moins par dizaines de morts.

Partout ailleurs, à Marrakech, à Safi, à Agadir, l'agitation a été limitée aux quartiers populaires, essentiellement les médinas.

Jusqu'à présent, l'Université a paru se tenir à l'écart de l'agitation. Le 24 janvier est l'anniversaire de la dissolution de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains), mesure prise en 1973 et levée en 1978. L'ambiance qui régnera sur les campus ce jour sera une indication.

Les autorités estiment avoir la situation suffisamment en main pour annoncer la reprise des cours dans les établissements scolaires de Casablanca, où les études avaient été interrompues à l'occasion du sommet islamique. A ce jour, la grande métropole économique n'a pas bougé.

Le trafic routier était normal lundi entre Casablanca et Rabat, sans contrôles de police. A l'aéroport, les formalités de débarquement se font dans le même climat débonnaire que d'habitude. Des voyageurs peuvent garder les quotidiens français de lundi matin qu'ils apportent avec eux, mais le numéro du *Monde-Dimanche* daté du 22-23 janvier, portant en manchette « *Émeutes de la vie chère au Maroc* », n'a toutefois pas été mis en vente. Seul clin d'œil de l'officier de police feuilletant le passeport du journaliste qui ne cache pas sa profession : « *Pourquoi n'êtes-vous pas venu avec votre famille ?* »

Si la consigne est manifestement au calme et à la cordialité à l'égard de l'étranger, les autorités mesurent suffisamment l'impact des événements qui ont ensanglanté le pays pour ne pas se risquer à pronostiquer avant la fin mars des élections législatives annoncées initialement pour février.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE MONDE — Mercredi 25 janvier 1984

A CASABLANCA ET RABAT

« Vous voyez bien que tout est normal... »

Casablanca. — « Vous voyez bien que tout est normal ! Il n'y a pas un seul magasin fermé. La circulation est aussi dense que d'habitude. Les trains, les taxis, les bus, tout marche. Et, regardez, le facteur fait sa tournée comme chaque jour. S'il y en a qui ont lancé un mot d'ordre de grève, il en sont pour leurs frais... » Ainsi s'exprimait, lundi 23 janvier, à Casablanca, un haut fonctionnaire marocain avec lequel nous circulions en voiture à travers différents quartiers de la mégapole, créditée aujourd'hui de plus de trois millions d'âmes, qu'est le principal port du royaume.

Les jours précédents, à Rabat, d'autres responsables marocains nous avaient tenu les mêmes propos, en nous montrant la population vaquant à ses occupations comme à l'accoutumée, dans l'imposante agglomération, à laquelle on attribue aujourd'hui un million d'habitants, qu'est devenue, en peu d'années, la capitale administrative. Cependant, ici et là, tant à Casablanca qu'à Rabat, on tombait de temps en temps au coin d'une rue sur les hommes des brigades antiémeutes en treillis vert, patrouillant en casque à visière de plexiglas, un gros bâton à la main. Au reste, ce n'est pas, loin de là, dans ces deux villes que se sont produits les troubles les plus graves de ce mois-ci, plusieurs témoins directs de foi ayant fourni des descriptions concordantes sur les désordres limités qui s'y sont déroulés. Ils ont surtout vu, semble-t-il, des adolescents jeter des pierres sur des voitures particulières ou des autobus.

Lycéens ou désœuvrés, les moins de vingt ans paraissent les plus excités par les « événements ». Une rumeur qu'aucune source n'est venue confirmer avait assuré que, dans le nord du pays (notamment à Tétouan), où ont ap-

paremment eu lieu les émeutes les plus violentes, « des soldats ont donné leurs fusils aux manifestants ».

D'autres bruits, tout aussi fous et invérifiés, comme celui de « centaines de morts à Marrakech », ont circulé, grandement favorisés par l'absence totale d'informations officielles. Les autorités marocaines ont invoqué, pour justifier ce mutisme, la tenue du sommet islamique à Casablanca jusqu'au jeudi 19 janvier. Mais ce mutisme n'a pris fin que dimanche 22 janvier au soir, avec le discours radiotélévisé du roi. A ce moment-là, des voyageurs arrivant de Marrakech affirmaient que, outre l'agitation des collégiens, il avaient surtout noté, dans la grande cité du Sud, la présence de tracts célébrant notamment les « glorieux Sahraouis », contre lesquels l'armée royale se bat depuis sept ans, dans l'ancien Sahara espagnol.

La jubilation des intégristes

En revanche, bien que les troubles ne paraissent pas avoir été provoqués par les partisans locaux d'une révolution à l'iranienne mais par la cherté insupportable de la vie, les intégristes marocains, comme leurs frères d'Egypte ou de Tunisie dans des circonstances sociales comparables, jubilent presque sans se cacher. Ceux que nous avons rencontré, lundi 23 janvier dans la Médina de Casablanca — où, à deux pas d'un nouveau palace pour touristes fortunés, les gens du quartier attendent l'eau courante depuis vingt ans et plus, — ne nous ont pas dissimulé qu'à leurs yeux « la marche vers l'Etat islamique est favorisée au Maroc par l'insouciance du gouvernement lui-même ».

De notre envoyé spécial

Le fait que le roi du Maroc soit de lignée chérifienne — la généalogie de la dynastie alaouite remonte jusqu'à Ali, gendre de Mahomet — et qu'il porte le titre de commandeur des croyants (musulmans) a fait longtemps penser, du moins à l'extérieur du royaume chérifien, que celui-ci serait moins perméable au discours intégriste que les républiques arabo-musulmanes voisines. Les origines et la dignité islamique de Hassan II font pourtant s'esclaffer nos quatre interlocuteurs, qui ont très volontiers accepté de s'entretenir avec nous, après avoir toutefois soigneusement vérifié notre identité.

Barbus comme il se doit pour tout militant islamiste fier de l'être, vêtu de djellabas neuves et portant de bonnes chaussures européennes, ils se déclarent étudiants ou fils de commerçants, parlent bien français et n'ont jamais quitté le Maroc. Les excès sanglants de la révolution iranienne sont, selon eux « des inventions de la presse française ou russe », et puis, « s'il faut du sang pour purifier le Maroc, tant pis, mais, de toute façon, un grand mieux en sortira pour tout le monde. Vous-mêmes, en France, vous le reconnaîtrez ».

Le désastre économique actuel de l'Iran ne paraît pas ébranler nos « révolutionnaires islamiques », lesquels reconnaissent que, de toute façon, « il y aura toujours des riches et des pauvres ; mais un riche qui est un bon musulman ne peut pas être considéré comme un ennemi par son coreligionnaire pauvre ». Voire...

La veille, à Casablanca, au parc de la Ligue-Arabe, un père de famille, musulman modéré selon toute apparence, nous avait confié son amertume en surveillant sa progéniture : « Je suis employé aux douanes, je ne paie pas d'impôts

mais je ne gagne que 700 dirhams par mois (1) et je viens de refuser une tablette de chocolat à mes enfants : elle coûtait 10 dirhams. Si Sa Majesté savait, elle ne laisserait pas ses fonctionnaires vivre aussi mesquinement... » Ce douanier affirmait ignorer jusqu'à l'existence au Maroc de Frères musulmans ou assimilés. Pourtant, c'est dans son pays, il y a une dizaine d'années, que fut commis l'un des premiers crimes islamistes à l'échelle du monde musulman, lorsqu'on assassina l'avocat Omar Benjelloun, un libéral de gauche vivement opposé à la politique gouvernementale, mais auquel les intégristes n'avaient pas pardonné ses positions modernistes.

Ironie de la conjoncture : au moment où le Maroc vit de nouveau des heures agitées, était jouée à Rabat, au théâtre Mohamed-V, en avant-première mondiale, le vendredi 20 janvier, une pièce du metteur en scène marocain Tayeb Saddiki, tirée du *Livres des délectations* d'Abou Hayyan, moraliste irakien du... dixième siècle. Cette œuvre satirique semble pourtant être taillée pour notre époque : on y voit un vizir assailli par les grèves et le mécontentement populaire, discourant pompeusement sur le concept de satiété, alors que ses concitoyens crient famine et que de pauvres hères sont accusés de complot parce qu'ils parlent ensemble de leurs misères... A la fin, surgit une sorte d'ayatollah armé d'une mitrailleuse qui mettra tout le monde d'accord... Notons quand même que la pièce n'a pas été interdite au Maroc.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Environ 700 F, avec un pouvoir d'achat local d'approximativement 1 000 F.

— APRES LES EMEUTES DE LA FAIM — AU MAROC

L'ordre de Hassan II

Des milliers d'arrestations

La loi du silence règne sur le Maroc. Après la répression sanglante des manifestations dans le nord du pays, peu de Marocains osent parler par crainte de représailles. Les journalistes étrangers ont cependant fait état d'une grève massive, lundi dernier, à Nador.

Pour faire régner sa loi, Hassan II fait procéder à de nombreuses arrestations. Les mouvements les plus touchés sont l'organisation progressiste « Ilal Amam » et les militants du Parti du progrès et du socialisme (PPS).

A Paris, Pierre Gensous, secrétaire de la CGT, a exprimé, au nom des militants de la CGT, sa « condamnation la plus énergique du mépris de la vie humaine dont font preuve les autorités marocaines ». La CGT appelle ses organisations à « exiger l'arrêt de la répression et la libération immédiate de tous les manifestants arrêtés ». D'autre part, l'Association des Marocains en France (AMF) et l'Association des travailleurs marocains en France (ATMF) organisent une manifestation, samedi prochain, à 14 heures, à Paris, de Barbès à Ménilmontant.

Envoyée spéciale :
FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

CASABLANCA, 24 janvier. — Tout autour du Palais de justice de Casablanca, des femmes s'attroupent depuis hier matin. Elles attendent, debouts ou assises, sur les trottoirs. Elles parlent à voix basse. Elles ont le visage anxieux et ne protestent que timidement quand les agents de police qui gardent le palais les font circuler. Elles font quelques pas et s'arrêtent un peu plus loin pour attendre encore.

Ce sont les mères et les sœurs des jeunes lycéens, étudiants pour la plupart, qui ont été arrêtés ces derniers jours à Casablanca et dans les environs. Si le nombre des arrestations a été relativement modeste dans la capitale économique du pays où il n'y eut, dimanche soir, que quelques attroupements de jeunes, vite dispersés, il n'en est pas de même dans le reste du pays où les arrestations se comptent par centaines, voire par milliers.

A Marrakech, où le mécontentement populaire avait commencé à s'exprimer il y a près de trois semaines, on dénombrait, dès le 10 janvier 600 arrestations parmi lesquelles

beaucoup de jeunes, des enseignants, des avocats.

Depuis cette date, 300 nouvelles arrestations ont été opérées dans le corps enseignant. On en a compté 250 à Agadir, 100 à Beni Mellal, plusieurs dizaines à Khourigba. Dans le nord du pays, les emprisonnés se comptaient par milliers.

Parmi les personnes emprisonnées se trouvent des militants et responsables locaux de plusieurs partis d'opposition et notamment des communistes. Le quotidien du P.P.S., « Al Bayane », qui dénonçait ce matin l'arrestation de trois de ses dirigeants et réclamait la libération de toutes les personnes emprisonnées ces derniers jours, a été saisi pour la deuxième journée consécutive.

Deux membres du Comité central du P.P.S., les camarades Azzaoui, de Meknès, et Acila, de Ksar el Kébir, sont en prison ainsi que le camarade Ceddik, membre du comité régional du P.P.S. à Meknès, et l'on est sans nouvelles des responsables et militants communistes de Nador, toujours coupée du reste du pays. Des militants de base et animateurs locaux de l'U.S.F.P., qui compte pourtant deux

Ancrage

L'Afrique du Nord est « une zone qui est essentielle pour l'Europe. (...) Si l'instabilité (y) devient plus ou moins permanente (...) elle aura des effets (...) sur toute l'Europe. (...) La politique européenne doit passer par l'Afrique du Nord et lier les intérêts de cette région à ceux de la Communauté européenne, ancrer » l'Afrique du Nord à l'Europe le plus possible.

C'était, hier, le ministre espagnol des Affaires étrangères, Fernando Moran, représentant de l'aile gauche du parti socialiste, qui reprenait le discours euro-péc colonialiste dans lequel, la veille, en France, s'étaient illustrés les éditorialistes du « Quotidien de Paris » et de « Libération ».

ministres, dont son secrétaire général, M. Bouabib, au gouvernement, ont eux aussi été arrêtés. La censure a été généralisée et les gouverneurs de chaque province ont désormais la possibilité d'y recourir de leur propre initiative. La presse étrangère, notamment française, a disparu des kiosques depuis deux jours et les journaux marocains, qui continuent d'observer le mutisme le plus total sur les événements de ces derniers jours, s'en prennent par contre violemment aujourd'hui aux médias français et espagnols, les accusant de travestir la réalité. Le « Matin du Sahara » parle de « provocation » et « Maroc Soir » de « tentatives de subversion » contre le Maroc.

Ces deux quotidiens reproduisent à nouveau en première page et in-extenso le discours royal de dimanche soir, insistant dans leurs titres sur ses aspects les plus menaçants. Le même discours a été rediffusé hier soir par la télévision marocaine qui en a donné la traduction en français et en espagnol. Le message est clair : nul n'est désormais censé ignorer quel sort l'attend s'il ose s'opposer à la politique royale ou manifester le moindre mécontentement.

Les émeutes du Maroc

LE PARAMÈTRE ROYAL

TOUJOURS PAS DE BILAN OFFICIEL. LES JOURNALISTES INTERDITS DANS LE NORD DU PAYS

Hassan II a annulé le voyage qu'il projetait de faire à Marrakech - résidence d'hiver du souverain. « Non parce que j'ai peur, a dit le roi du Maroc dans son allocution de dimanche soir, mais parce que je suis déçu par l'attitude observée par les habitants de cette ville » (où les lycéens ont manifesté dans les rues dès le 9 janvier pour protester contre la hausse des droits d'inscription au baccalauréat).

Une petite phrase à peine relevée en France et pourtant révélatrice des rapports du roi et des Marocains. Hassan II sait que ce genre de déclaration touche au cœur le petit peuple des médinas, pour lequel - faut-il le rappeler? - il représente le pouvoir temporel, mais aussi le pouvoir religieux : la monarchie marocaine est « reconnue » comme descendant de la famille

du prophète Mahomet. D'où le « poids » et la puissance tout à fait particuliers du souverain marocain, qu'on ne peut rapprocher d'aucune manière sur ce point du Chah d'Iran ou encore du président Bourguiba. Ce statut fait que la personne de Hassan II est sacrée et que toute critique à l'égard de lui-même ou de ses propos est considérée comme un crime de lèse-majesté - avec des conséquences connues : emprisonnement pour les uns, disparition pour les autres...

Le souverain marocain use de ce droit subi par tous - y compris par les partis politiques. Ainsi, par exemple, le mensuel *Al Asas*, affilié au Parti du progrès et du socialisme (PPS, communiste), qui a pignon sur rue à Rabat, a joint dans son numéro de décembre-janvier un encart spécial faire-part sur feuille libre, où il adresse ses « vives condoléances » au roi Hassan II pour la mort de son frère, le prince Moulay Abdallah, décédé des suites d'une longue maladie...

Au Maroc, personne n'arrive encore aujourd'hui à faire abstraction de la personne même du roi. C'est impensable et inconcevable. Et c'est un élément qu'on se doit d'avoir toujours en tête pour juger de la situation du pays. Jusqu'à quand; se pose-t-on quand même la question dans certains milieux? Le danger vient sans aucun doute des jeunes (la société marocaine ne cesse de rajeunir), moins respectueux des traditions, moins fatalistes, et ne supportant pas le « mal-vivre » accepté par leurs aînés.

Pour l'instant, c'est un danger bien canalisé par le roi du Maroc et son entourage. Hassan II a fait le choix de la non-information pour éviter tout embrasement du Maroc. Lundi matin, la presse marocaine dans son ensemble ne faisait toujours pas mention directement des émeutes et désordres qui ont ensanglanté les villes du nord du pays. Seul le discours royal faisait la une!

Et aucun bilan officiel n'était toujours donné. De sources diplomati-

ques, on affirmait cependant lundi qu'il y aurait eu au moins 60 morts dans la ville de Nador où, d'après le témoignage de certains étrangers s'étant rendus à Melilla, l'enclave espagnole, « c'est aujourd'hui le calme de la peur ». « La majorité des habitants de la ville, au nombre de 15000, réduisent leurs déplacements au strict minimum. Des automitrailleuses patrouilleraient toujours dans les rues de Nador. Et le dispositif militaire devrait rester en place au moins huit jours encore », ont-ils précisé.

Sans que l'on puisse en établir l'importance exacte, plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées à Nador, Tetouan et Marrakech, mais aussi à travers tout le Maroc à la suite des émeutes qui ont troublé le Nord du pays. Il semble qu'elles aient essentiellement frappé des éléments d'extrême gauche, notamment au sein du parti marxiste-léniniste clandestin Ilal-Amam et des intégristes musulmans. Le roi avait nommément accusé ces deux tendances à la télévision diman-

che soir d'avoir distribué des tracts pour « l'arrêt immédiat » de la guerre contre « les frères du Polisario » et contre les chefs des États islamiques qualifiés de « valets des impérialistes américains et soviétiques ».

Mais surtout, il semble que plusieurs responsables régionaux de l'USFP aient été arrêtés, certains étant toujours en « détention préventive ». L'USFP, parti de gauche, appartient pourtant depuis décembre dernier à la coalition gouvernementale, son chef Abderhaim Bouabid étant ministre d'État sans portefeuille.

Il est toujours impossible de se rendre sur place, les journalistes étant interdits dans la région. Au Maroc et depuis mai 1981 (date de l'arrivée de la gauche en France), les responsables marocains n'ont pas arrêté de répéter « qu'il n'y a plus de vrais journalistes en France. Il n'y a en France, aujourd'hui, que des jeunes qui ne connaissent rien à la situation du Maroc et racontent n'importe quoi »...

Julia FICATIER

LA CROIX - MERCREDI 25 JANVIER 1984

MAROC : ARRESTATIONS TOUS AZIMUTS

Professeurs et étudiants, militants de gauche et d'extrême gauche, intégristes musulmans dans le nord et le sud du pays figurent parmi les personnes interpellées

DES dizaines — voire des centaines — d'arrestations ont été opérées ces derniers jours dans différentes villes du Maroc, à la suite de violentes émeutes, notamment dans les rangs de l'extrême-gauche, des intégristes musulmans et de l'USFP (Union nationale des forces populaires), dont le premier secrétaire, Abderrahim Bouabid, est pourtant ministre d'Etat sans portefeuille depuis novembre dernier. Les principales interpellations ont eu lieu à Nador et à Tetouan, dans le Nord du pays, et à Marrakech, dans le Sud. Sur le plan général, la situation semblait calme hier à travers tout le pays. Les services de contrôle des prix ont redoublé d'efforts et de nombreux commerçants ont été sévèrement sanctionnés pour stockage clandestin de marchandises ou hausses illicites des prix des produits alimentaires. Dans son discours de dimanche, le roi Hassan II avait annoncé l'annulation des hausses des prix des produits de première nécessité.

Dans ce même discours le roi avait accusé trois groupes différents d'être responsables du « complot téléguidé de l'étranger » qui seraient, selon lui, à l'origine des émeutes de la semaine dernière. Il s'agit des « khomeinistes », des « sionistes » et des « marxistes-léninistes », auxquels s'ajoutent, toujours selon Hassan II, « des profes-

seurs ainsi que de jeunes avocats stagiaires ». Par ce groupe, le souverain marocain semble viser ce qu'on appelle l'aile gauche de l'USFP, qui conteste la ligne suivie par ses principaux dirigeants et qui serait à l'origine de certaines manifestations, notamment à l'université de Casablanca. Selon les premières indications, des responsables régionaux de l'USFP ont été interpellés à Rabat, Khouribga, Oujda, Tetouan, Nador, Casablanca et El-Jadida. Certains d'entre eux ont déjà été relâchés, mais d'autres ont été maintenus en « détention préventive ».

Selon l'Association des parents et amis de disparus au Maroc, cinq responsables syndicaux figurent parmi les personnes arrêtées : trois dirigeants de l'USFP à Nador (El Mahimi Houcine, El Arroud Driss et Bouhjar Mustapha), le secrétaire général du syndicat des marins à El Hoceima (El Bazouri Abed) et Ait Solimane, du syndicat national des petits commerçants de Rabat.

Des arrestations ont aussi été opérées au sein du mouvement marxiste-léniniste Illal-Amam (clandestin), accusé dimanche par le roi d'avoir distribué des tracts réclamant l'arrêt immédiat de la guerre contre « les frères du Polisario ».

Parmi ceux qui ont été arrêtés hier à Rabat dans les milieux progressistes figurent notamment six personnes qui

avaient déjà séjourné dans les prisons marocaines avant d'être remises en liberté. Il s'agit de Benjelloun Saïd (professeur), Zrika (poète), Afkir, Abadou Najia (femme), Harif Abdellah, actuellement détenu), Zahidi Driss et Benzekri (professeur).

Aucun bilan précis des récentes émeutes n'a pu être établi, et la presse marocaine est à nouveau soumise à une censure de facto. Le quotidien communiste *Al Bayanc*, dont

couper court aux menées subversives en provenance de l'étranger ». Et le *Main du Sahara* (pro-gouvernemental) s'en est violemment pris à la presse étrangère : « Une nouvelle fois, écrit-il, les médias étrangers sont passés maîtres dans l'art de la désinformation, de l'intoxication et de la provocation, en avançant des vérités tronquées et en se permettant les interprétations les plus fantaisistes. »

Deux associations de Marocains en France, l'AMF et l'ATMF, ont déclaré hier dans une conférence de presse que les émeutes de la semaine dernière auraient fait plus de quatre cents morts et que plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées. Selon elles, les « troubles » ont commencé le 4 janvier à Marrakech, par des manifestations de lycéens, rapidement suivies par une partie de la population. De nouvelles manifestations auraient fait « plusieurs dizaines de morts » le 9 janvier, toujours selon l'AMF et l'ATMF, tandis que tous les lycées de la ville étaient en grève.

Enfin, selon des témoins cités par l'envoyé spécial de l'AFP, « à Nador, c'est le calme de la peur, les gens restent chez eux ». Hier, des automitrailleuses patrouillaient toujours dans les rues de cette ville. Toujours selon l'AFP, la loi du silence règne dans l'enclave espagnole de Melilla, près de Nador, où aucun Marocain n'ose parler, à de très rares exceptions près, six jours après le début de la révolte, en raison de la « psychose des mouchards » qui régnerait dans le nord du Maroc.

*A Melilla,
près de Nador,
aucun Marocain
n'ose parler
en raison de
la « psychose
des mouchards »*

l'édition de dimanche-lundi avait été interdite, a été de nouveau saisie hier, apparemment à cause de ses commentaires sur les différentes manifestations. Les autres journaux ne parlaient hier que du discours du roi Hassan II et affirmaient que les « troubles » sont une « conspiration téléguidée de l'étranger non pas contre le royaume, mais pour faire avorter le sommet islamique de Casablanca ». *L'Opinion*, le quotidien de l'Istiqlal (parti associé au gouvernement), qui avait condamné le mutisme observé par les autorités a appelé hier le peuple marocain à la vigilance « pour

LE MATIN
DE PARIS

MERCREDI 25 JANVIER 1984

BILAN

Les troubles ont fait plus de 400 morts, selon les Marocains de France

Une semaine après le début des émeutes, le bilan des victimes s'avère très lourd. La répression

touche aussi les mouvements d'opposition, clandestins et légaux.

M. Bouabid, secrétaire général de l'USFP et ministre d'Etat aurait été arrêté.

Une semaine après le début des émeutes anti-gouvernementales au Maroc, on commence à découvrir l'ampleur de la répression. Au cours d'une conférence de presse organisée hier à Paris, diverses associations de Marocains en France ont indiqué que le nombre des victimes s'élèverait à plus de 400 morts. Les porte-paroles de l'Association des Marocains en France (AMF), de l'Association de travailleurs marocains en France (ATMF), et de l'Association des parents et amis des disparus du Maroc s'appuient pour affirmer cela sur des témoignages recueillis sur place par téléphone.

Des précisions ont également été apportées sur le début des troubles. Ceux-ci auraient commencé dès le 4 janvier dernier à Marrakech par des manifestations de lycéens, rapidement suivies par une partie de la population. Le 9 janvier de nouvelles manifestations éclataient dans cette même ville faisant plusieurs dizaines de morts.

Le 12 et 13 janvier, l'agitation gagne le nord du pays, entraînant l'intervention de l'armée, et l'isolement de la région. Les représentants de l'AMF affirment que dès le 20 janvier, l'ensemble du pays était touché, les manifestations se soldant par 60 morts à Nador, plus de 40 morts à Hoceima et plus de 160 à Tétouan. Dimanche dernier, plus d'une centaine de personnes auraient péri à Hocesma lors de très violentes émeutes. Les manifestants avaient attaqué la caserne maritime pour s'emparer des armes s'y trouvant.

Par ailleurs, selon des sources proches de l'opposition politique au Roi de très nombreuses arrestations ont été opérées ces derniers jours dans tout le pays. Ces arrestations touchent le mouvement marxiste-léniniste clandestin Ilal Amam, les milieux intégristes musulmans notamment accusés par Hassan II d'avoir distribué des tracts appelant à l'arrêt immédiat de la guerre contre « les Frères du Polisario », et à manifester contre les chefs d'Etat islamiques réunis à Casablanca qualifiés de « valet

des impérialistes américains et soviétiques... »

Mais la répression touche également le mouvement d'opposition légal USFP (Union socialiste des forces populaires). Parmi les personnalités de ce parti gardées à vue se trouverait M. Abderahim Bouabid, secrétaire général, ministre d'Etat sans portefeuille, ainsi que certains responsables régionaux du parti notamment à Rabat, Kourigba, Oujda, Nador, Casablanca et El Jadida. Certains d'entre eux ont déjà été relâchés, mais d'autres ont été maintenus en détention préventive. L'USFP était associée au gouvernement de coalition depuis le mois de novembre dernier, après avoir passé plus de 25 ans dans l'opposition.

On indique par ailleurs que les mesures de censure sur la presse, supprimées depuis plusieurs années, ont été à nouveau restaurées. C'est ainsi que le quotidien communiste *Al Bayane* a été saisi lundi et mardi.

Le quotidien pro-gouvernemental *Le Matin du Sahara* confirme indirectement ces mesures en écrivant au

son édition de mardi que la « diffusion d'information tendancieuses et tranquées » c'était de « l'incitation, de la provocation et de la subversion ».

Sur un plan plus général, la situation demeurait calme, mardi, dans tout le pays. A Rabat, les sévères mesures de sécurité prises aux abords des établissements scolaires dimanche ont été réduites. Cependant des membres des Compagnies marocaines d'intervention, casqués et armés de gourdins continuaient à patrouiller dans les principales artères de la capitale.

Dans son discours télévisé de dimanche soir, le roi avait menacé de sanctions sévères les commerçants qui pratiquaient le stockage des denrées et les hausses illicites de prix.

Dans ses bulletins d'informations, la télévision marocaine a montré les contrôleurs des prix à l'œuvre dans diverses régions du pays. Plusieurs magasins ont été fermés et leurs propriétaires ont été condamnés à des amendes allant jusqu'à 20 000 dirhams (20.000 francs).

TEMOIGNAGE

LE PREMIER RECIT DES EMEUTES DE NADOR

Ce sont les lycéens qui ont commencé, dimanche dernier, à manifester dans les rues de Nador. Rien ne paraissait organisé. Très vite, le centre ville a appartenu aux manifestants qui s'en sont pris aux magasins. Ensuite la répression a été terrible.

A Nador, au Nord du Maroc, les manifestations des jeunes de cette petite ville se sont heurtées à une très sévère répression, qui aurait fait plusieurs dizaines de morts.

Libération publie la traduction du récit d'un témoin direct de ces événements.

Nador, 19 — 21 janvier 1984

La journée est particulièrement belle, le ciel clair : une belle journée d'hiver. Cependant l'atmosphère a changé et une certaine tension plane sur la ville. Au mécontentement latent d'une région, le Rif, qui se croit abandonnée par le pouvoir depuis des décennies, s'ajoutent les hausses successives et répétées des prix des produits de base, nullement compensées par les salaires restés inchangés. Dans cette ville, pourtant relativement riche, prolifèrent les « laissés pour compte », bien des familles vivent dans un dénuement complet.

Le malaise s'aggrave au dernier moment à la suite des hausses de certains tarifs scolaires. Une brouille certes, mais qui s'ajoute au reste.

Tout va alors se précipiter ; dès la rentrée des classes, à 8H du matin, les élèves, même les plus modérés, des lycées Al Kindi et Al Matar refusent de rentrer dans leurs salles. Les heurts sporadiques de la veille (NDLR le 18 décembre), qui ont déjà fait un mort, une petite fille, sont présents dans les esprits. Ceux qui ne sont pas rentrés chez eux se dirigent en bandes vers le centre ville. Long moment d'incertitude. Des lycéens apparaissent toujours plus nombreux dans certaines rues proches de l'avenue des F.A.R. (forces armées royales). Des véhicules de la police, toujours les mêmes, patrouillent dans les secteurs « chauds », probablement pour dissuader les manifestants d'aller plus avant.

LA VIOLENCE SE DECHAÎNE

Puis vers 15H, en haut de l'avenue, un immense rassemblement se forme. La foule nerveuse hésite encore. Maintenant, les passants se hâtent, les commerçants ferment leur magasin. Deux land rover de la police, qui passent en trombe, provoquent un léger reflux des gens. Brefs instants de flottement. Des adolescents isolés jettent alors les premières pierres sur des voitures garées le long des trottoirs désertés. Puis la violence se déchaîne. Les quelques policiers placés entre les bâtiments administratifs et la foule reculent précipitamment. C'est une impression étrange et pénible pour les témoins réfugiés sur les terrasses voisines. La foule déferle comme une marée dans le centre ville de Nador ; pendant près d'une heure la ville leur appartient presque complètement. Les forces de l'ordre, peu nombreuses, se sont concentrées autour du commissariat principal et du bâtiment de

la « Province », préfecture régionale.

Les manifestants avancent en détruisant systématiquement tout sur leur passage. Plusieurs milliers de personnes occupent la rue. La plupart sont des jeunes, de 12 à 16 ans, parfois plus âgés. Parmi eux quelques adultes. Progressivement des personnes se mêlent aux émeutes pour profiter d'éventuels pillages. La violence des manifestants s'exacerbe : on les sent capable de lyncher des hommes. Il semble alors qu'un ou plusieurs policiers aient été gravement blessés et une camionnette attaquée. Les forces auxiliaires particulièrement haïes sont surtout visées. Une atmosphère de panique envahit la ville.

Des adolescents arrachent les panneaux « interdiction de stationner » et les traînent sur le macadam ou s'en servent pour briser les vitres accessibles et détruire les voitures. Les bâtiments administratifs sont atteints. Cris et confusion. Deux voitures sont renversées devant nous et incendiées. La banque BCM (N.D.L.R. Banque Commerciale du Maroc), insuffisamment protégée, est mise à sac. On casse aussi les enseignes au néon des restaurants, pharmacies et magasins.

Certains manifestants s'attaquent même au portail de la prison sans parvenir à l'enfoncer. Les détenus hurlent, espérant s'échapper. Pas d'organisation apparente, cependant, durant ce long moment d'hystérie. Des colonnes de fumée noire s'élèvent à plusieurs endroits de la ville : des voitures flambent, la terrasse du café El Menzeh — un symbole d'honorabilité — est dévastée. Les tables et les chaises qui n'ont pas été rentrées sont brisées, et les émeutiers se servent des débris comme de bâtons. Nous sommes encore allongés sur la terrasse, de plus en plus angoissés, lorsque les premiers coups de feu claquent. Des gens courent partout, se réfugiant sous les porches, dans les couloirs, derrière les épaves.

UNE REPRESSION SANS DISCERNEMENT

A la violence de la manifestation va répondre la répression sans discernement des forces gouvernementales. Il est 16H environ. Quelques soldats armés de vieux fusils ont surgi entre la mosquée, le bâtiment des douanes et celui du dispensaire. Ils ne sont que trois ou quatre. Des tirs de fusils sont entendus plus loin. Les émeutiers refluent. Les autorités ayant appris l'arrivée prochaine des renforts semblent vouloir réagir. Effectivement, peu de temps après, des soldats équipés de fusils d'assaut et bien encadrés apparaissent. Ils sont plus nombreux.

« La reconquête » du centre ville commence. Toute la soirée, nous entendons, soit des coups de feu isolés, soit des aboiements secs des armes d'assaut. Les émeutiers tentent de s'échapper. Sans arme à feu, ils ne peuvent résister. La contre-attaque est rapide et brutale. Il y a beaucoup de

nouvelles victimes à ce moment-là, car les soldats très nerveux tirent sur tout ce qui bouge. Un hélicoptère tourne au dessus des immeubles (cet hélicoptère est visiblement là pour guider les troupes. Il n'était pas armé contrairement à ce qu'ont avancé les journalistes espagnols). Les soldats progressent dans les patés de maisons, exagérant même leurs poses « guerre de rues » braquant leur arme sur toutes les directions. Il est préférable de ne pas se montrer. Des camions viennent déverser de nouveaux renforts. Le bruit de la fusillade s'est quelque peu éloigné vers la banlieue de Nador. Dans ce calme étrange, troué par les tirs, on entend distinctement les sirènes des ambulances qui se précipitent vers l'unique hôpital, très vite surchargé.

DES PASSANTS ABATTUS

Le soir descend maintenant sur la ville, éclairée par des incendies. Une soirée fraîche annonçant une nuit difficile. Le couvre-feu est instauré, sans aucun avertissement de la part des autorités. Des passants qui profitent de l'obscurité pour rejoindre leur foyer sont abattus ou au moins interpellés et conduits au commissariat. Les geôles sont pleines, on parlera de lendemain soir de cinq cents prisonniers au moins. Toute la nuit, outre les coups de feu des patrouilles, nous entendons une fusillade clairsemée et lointaine : l'armée, semble-t-il, a traqué les émeutiers jusque dans les montagnes avoisinantes. Au matin, les Nadoriens qui sortent, rencontrent les premières voitures blindées arrivées dans le courant de la nuit ou à l'aube. Samedi, soit deux jours après ces heures tragiques, on arrête toujours des suspects.

Dès le vendredi, un calme relatif est revenu, oblitéré toutefois par un couvre-feu strict dès la tombée de la nuit. Des militaires patrouillent dans les rues ou sont postés près des administrations. Quant aux morts, les chiffres les plus variés ont été donnés par des journalistes éloignés des événements. Selon des sources personnelles, le nombre des victimes serait de l'ordre de plusieurs centaines dont, au moins, une quarantaine de morts si ce n'est plus. L'accès à l'hôpital est de toute façon interdit, même aux familles des victimes. toujours selon des sources confidentielles, mais sûres, des blessures terribles ont été constatées montrant par là même la violence des affrontements. Des blessés très gravement atteints meurent les jours suivants. Enfin la ville est demeurée entièrement isolée du reste du pays et de l'étranger durant ces événements. Le téléphone a été coupé, le courrier interrompu et la frontière de Mellilla hermétiquement fermée jusqu'à samedi.

LIBERATION MERCREDI 25 JANVIER 1984

Tetouan a peur

La medina et les faubourgs de la grande ville du Rif comptent leurs morts pendant que l'activité reprend lentement dans une atmosphère de crainte et de suspicion.

Tetouan (envoyée spéciale)

La peur. « Ici tout est calme. Tout le Maroc est calme, le roi a parlé, c'est fini... » L'homme d'abord avait affirmé qu'il ne comprenait pas le français. Puis à voix basse, il avait lâché ces quelques mots, sans doute pour se débarrasser des intrus. Seul dans sa boutique d'articles ménagers, à quelques mètres de la place centrale, le regard craintif, il n'a pas quitté un instant la rue des yeux. Au cas où des passants trop curieux s'attarderaient devant l'échoppe. A Tetouan, depuis quelques jours, les touristes sont rares. Les Tétouanis qui parlent à des étrangers vite repérés. Atmosphère pesante : camion militaires bâchés, minibus Renault verts de l'armée, jeep de la Sureté Nationale... Les bataillons de l'armée royale, débarqués par avions jeudi dans la nuit, ont quitté la ville lundi soir. Mais les Tétouanis affirment qu'ils ne sont pas loin... Restent les militaires basés dans les différentes casernes de la ville, les Morasni — bataillons spéciaux du ministère de l'Intérieur — et les policiers de la circulation. « Chut... Ne plus parler ». Une main sur la bouche, le jeune Marocain qui veut nous entraîner dans la boutique de son père, dans la Médina, roule des yeux effrayés. Si prolix pour nous expliquer qu'il connaît la France « Bordeaux, 33 » — le gosse venu s'aggraver aux étrangers se renfrogne brusquement : « des morts ? partout, beaucoup. Des hélicoptères ? Cinq ». Il s'éclipse. Les Tétouanis sont sous le choc. Une certitude : le massacre passé, la répression maintenant commence. Interrogations, dénonciations, rafles. D'après des informations recueillies sur place, neuf mille personnes auraient déjà été arrêtées, parquées dans les commissariats et le hangar de l'aéroport de la ville (qui compte officiellement 160 000 habitants, sans doute plus en tenant compte des gens venus des alentours grossir les bidonvilles). Le bilan ? Impossible à établir. De source sûre — une personne travaillant à l'hôpital de la ville — 75 cadavres se trouvent actuellement à la morgue. Un autre chiffre circule concernant les morts : 360 au total, civils et forces de l'ordre confondus, pour la seule ville de Tetouan.

Parce qu'elle se sent en sécurité dans une maison amie, Rhadija parle. Femme de ménage, elle habite dans le *barrio*, cette ceinture de quartiers populaires et de bidonvilles qui entourent pratiquement la ville — où se sont déroulées les plus violentes

émeutes. Toute menue, les bras serrés contre elle, elle commence, timide d'abord : « C'était jeudi et vendredi. Des enfants de 12, 15, 18, 20 ans. Les grands, eux avaient peur. Dans la banque, ils ont tout cassé, l'argent, les fichiers... Tout le monde l'a vu. Et puis ils ont fait brûler le cinéma, la pharmacie. Là ils ont brisé tous les médicaments. Le mur qui longe le Barrio, ils l'ont démoli aussi. Et puis ils ont attaqué le commissariat avec des foulards sur le visage et la caserne des militaires, à côté de l'hôpital psychiatrique... »

Rhadija ne se fait plus prier. Elle parle vite, elle veut tout dire : « Ça a commencé dans les écoles. Et puis des jeunes sont venus, ceux qui n'ont pas de travail, des voleurs du Barrio. Pourquoi ? Pour manger. A cause des prix. Tout a augmenté : l'huile, la farine, le gaz butane... »

Les militaires sont arrivés vendredi matin. Des camions d'abord, des auto-mitrailleuses. Ils se sont battus, eux avec les mitraillettes et les fusils, les autres avec des cailloux et de gros couteaux, ceux avec lesquels on égorge les bêtes. Beaucoup de morts. Des soldats ont été tués, un peu. A côté de chez moi, deux voisins de 20 et 28 ans, sont morts quand ils attaquaient le commissariat. Des enfants aussi. Quelqu'un m'a raconté qu'on avait tiré sur un gosse parce qu'il refusait de répondre à l'ordre des militaires. Sa mère a voulu reprendre le corps. Tuée à son tour. La nuit, c'était pire. Tirs, rafales de mitraillettes. Sur les terrasses, les femmes hurlaient : « On veut un président, comme en Algérie ».

— Pourquoi ?

Rhadija ouvre des yeux étonnés, comme si la réponse allait de soi. « Mais parce qu'on dit que là-bas les gens peuvent acheter à manger. Ça n'est pas si cher. Comme avec le rgi... » Et maintenant ? Rhadija répète comme tous les Tétouanis, avec un air d'excuse : « On n'en parle pas. On ne peut pas. Tout ça, ça fait peur. Et le roi, quand il a parlé hier soir ». (Diffusé dimanche soir, le discours radio-télévisé d'Hassan II a été traduit en espagnol et en rifain le lendemain pour les habitants du nord). Plus encore que le reste des Tétouanis les habitants du Barrio sont traumatisés : « Des gens partout écoutent. Si l'on parle mal ou si l'on parle du roi... hop ».

Hier, alors que la Médina reprenait ses activités, peu d'enfants du Barrio se sont rendus en classe. « S'ils y

vont, et si la police débarque, ils les prennent tous... » Les familles se pressent dans les commissariats. Vendredi soir, par petits groupes, une centaine de jeunes interpellés pendant les affrontements ont été relâchés. Un témoin affirme : « Un sur trois boitait et devait être soutenu par sa famille ». Un autre, qui vit en face de l'entrée du Barrio a dénombré vendredi soir les morts qui gisaient à terre : 60. Les parents qui voulaient reprendre leurs enfants blessés étaient repoussés par les militaires. Les bruits les plus macabres courent sur les sépultures des victimes, emmenées dans des camions bâchés, et sur le sort des jeunes arrêtés, qui seraient immédiatement envoyés en prison et empoisonnés...

LA SITUATION EST MAINTENANT SOUS CONTRÔLE

C'est donc à l'armée qu'a été confié l'essentiel du « nettoyage ». Envoyés là sans être nourris, les militaires auraient eux-mêmes pillés, affamés, des magasins d'alimentation. « Dans mon barrio, une femme leur a donné du thé et des gateaux ». Sur la place Mohamed V, on a vu quatre militaires se partager une galette de pain.

La situation est maintenant sous contrôle. Les barrages à l'entrée de Tetouan ont disparu. Pourtant, la nuit tombée, plus personne ne s'aventure dans les rues. Calfeutrés chez eux, les Tétouanis attendent les coups. Même chez elle, entre sa mère et sa sœur, Rhadija se tait : « Les militaires, là derrière les murs, ils écoutent sans bruit... »

Une chose est sûre. Partie des lycéens, rejoints par les plus pauvres — dans le barrio des familles vivent avec moins de cent dirhams par mois (l'équivalent en francs) — l'agitation a profité de la tenue du sommet islamique à Casablanca, qui mobilisait l'essentiel des forces de sécurité. A Tetouan, il ne serait plus resté que 70 policiers dans la ville. Avec le Barrio, Dab El Oqla, El Aioun, ainsi que plusieurs quartiers pauvres aux portes de la Médina, et la Médina elle-même, ont bougé. Dans le centre ville, relativement épargné, outre quelques vitrines dans la rue Mohamed V, plusieurs cibles juives ont été visées : le Casino israélien, ou encore le grand magasin de chaussures Rex, tenu par un juif espagnol.

Demain ? L'apaisement sans doute. « Les jeunes ont dit que si ça ne baissait pas (les prix), ils recommenceraient. Un peu plus tard », affirme Rhadija.

Beaucoup pourtant semblent avoir compris « la leçon ». Petit employé, Mohamed a tenu pendant trois jours ses 12 enfants enfermés à la maison, « là, tout contre lui ». « Des voleurs, des brigands. Heureusement que le gouvernement est venu... »

Le roi ? On n'en parle guère. A Tetouan, une légende court sur son compte depuis qu'il a échappé à son second attentat (l'avion qui le ramenait d'un voyage officiel, fut visé par deux officiers de l'aviation) : « Dans le ciel, ils ne l'ont pas eu. Alors... »

Veronique SOULE

Les autorités s'en tiennent à la thèse de la « conjuration marxiste, khomeiniste et sioniste »

Casablanca. — Bien que, selon le *Matin du Sahara*, « la population de Marrakech implore le pardon du roi et demande que les sanctions les plus sévères soient prises contre les fauteurs de troubles », le souverain persiste dans les dispositions qu'il avait exposées en s'adressant à la nation dimanche : « En ce qui concerne les habitants de Marrakech, nous avions envisagé d'aller nous reposer en cette ville, mais maintenant nous n'y tenons plus, non par sentiment de crainte mais pour les amener à méditer sur leurs actes. »

Ayant ainsi décidé de « punir » ses turbulents sujets, le monarque demeure dans son palais de Casablanca, ville que n'avaient pas encore quittée mardi toutes les délégations venues pour le sommet islamique. Le roi Fahd d'Arabie Saoudite, notamment, reste au Maroc pour un temps indéterminé. Le royaume est habitué à ces situations où le pouvoir est itinérant au gré du souverain, auquel ses ministres et ses conseillers rendent visite pour l'expédition des affaires.

Ainsi est-ce dans la métropole économique que nous a reçu, mardi 24 janvier, une personnalité gouvernementale installée dans l'ancien hôtel Casablanca débaptisé, rénové en cent jours, et confié à une chaîne internationale présidée par un Saoudien pour recevoir les ministres des affaires étrangères lors du sommet de la semaine dernière.

Notre hôte commence par faire une genèse des événements, qui reprend la thèse du triple complot « khomeiniste, communiste et sioniste », exposée par le roi. Il reste,

De notre envoyé spécial

toutefois, évasif sur l'hypothétique conjonction d'inspirations aussi disparates.

« Excommunié par le Maroc un mois à peine après son arrivée au pouvoir », comme l'a dit le roi Hassan, l'imam Khomeiny aurait cherché à prendre sa revanche à l'occasion du sommet islamique organisé dans le royaume. Toutefois, les tracts dont a parlé le roi Hassan, souligne le ministre, s'attaquaient à tous les chefs d'Etat musulmans ne partageant pas les vues extrémistes de Téhéran. Ces libelles « arrivaient de Paris par valises entières » convoyées par des avions des lignes commerciales. Cela signifie-t-il que, aux yeux du Maroc, la France serait coupable de quelque négligence, par exemple dans la surveillance de la communauté immigrée ? Absolument pas, tranche notre interlocuteur, qui songe plutôt à des agents recrutés directement par l'Iran et se servant de Paris comme d'un relais. »

La « complaisance » des médias

S'agissant des deux autres complots, notre hôte n'ajoute rien aux propos du roi, indiquant sans s'apensantir que, si le quotidien du Parti communiste marocain a été saisi lundi, c'est pour avoir parlé d'« émeutes populaires ».

En dehors de l'explication par la « conjuration tripartite », le ministre admet que deux autres facteurs internes ont pu jouer un rôle : l'augmentation des droits d'inscription au baccalauréat, mal acceptée par les lycéens et leurs familles, les mesures prises pour limiter la contrebande avec les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, notamment avec l'instauration d'un timbre de 500 francs à chaque passage de frontière.

Visiblement agacé par l'explication de la protestation contre la vie chère, notre interlocuteur se cramponne au fait que les trois produits de première nécessité (huile, sucre, farine), soutenus par la Caisse de compensation, n'ont pas augmenté. Il souligne avec insistance que « le roi n'a pas annulé des hausses effectives mais a décidé de ne pas procéder à des augmentations simplement mises à l'étude ». Au-delà des nuances d'apparence byzantine, il s'agit de montrer que le souverain n'a pas désavoué son gouvernement, comme l'avait fait le président Bourguiba.

Dresser le bilan des victimes des émeutes « n'aurait pas été au niveau de Sa Majesté » dans le discours télévisé, explique le ministre, qui, peu enclin à parler davantage à son propre niveau, se contente d'assurer : « Pas un mort à Marrakech et à Rabat. » Même imprécision au

sujet des arrestations dont on apprend seulement qu'elles sont de deux sortes : celles opérées pour « casse », qui peuvent être suivies de libération, celles opérées pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat » dans le cadre de la « conspiration ».

Alors que les autorités préfèrent ne pas publier de chiffre officiel, la presse nationale a commencé à s'en prendre mardi aux supposées exagérations des « médias de l'intoxication et de la subversion ». « A chaque occasion, écrit M. Ahmed Alaoui dans *Maroc-Soir*, ces médias se livrent, avec une complaisance évidente, à des entreprises de ce genre, accablant le Maroc monarchique, alors que les petites dictatures, pour peu qu'elles se qualifient elles-mêmes de démocratiques et de populaires, se voient parées de toutes les vertus. »

Il est au crédit du Maroc, comme de la Tunisie, de permettre la diffusion sur son territoire de la plupart des journaux et périodiques français. Manifestement, quand la situation l'amène à interdire la mise en vente des quotidiens parisiens, comme cela est le cas depuis lundi, l'invective traduit le gêne.

Au demeurant, les médias espagnols ne sont pas plus ménagés que les français. On les accuse de faire la part trop belle aux bruits parvenus à Ceuta et à Melilla. La présence de ces deux « fenêtres » occidentales sur le royaume a irrité les autorités. Une des conséquences des événements du Rif serait-elle la relance de la question des enclaves espagnoles, en sommeil depuis longtemps ?

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

« LES RESPONSABLES : CERTAINS MILIEUX ALGÉRIENS »



AFFIRME AÏT KADDOUR, RESPONSABLE DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES AU MAROC

Le roi Hassan II va-t-il apprécier? L'information sur les troubles de la semaine dernière dans le royaume chérifien circule fort bien à Paris, alors que « la loi du silence » est de rigueur dans tout le pays. C'est de Paris que l'on a appris, mardi soir, que dès samedi l'Union socialiste des forces populaires au Maroc - l'USFP -, par le biais de son quotidien en langue arabe *Al Ittihad Al Ichiraki*, avait dès samedi dernier demandé, dans une lettre ouverte au souverain marocain, des « éclaircissements » sur les troubles en publiant - déjà - la liste de plus de 20 personnes arrêtées - toutes membres de l'USFP ou du syndicat CDT - la Confédération démocratique du travail.

Dans son numéro de dimanche-lundi, une nouvelle liste de près de 40 noms était publiée avec celle des villes où les arrestations étaient faites : à Kourigba, à Oujda, à Nador, à Tétouan, à Fès et à El Jadida... Ces précisions ont été données par le responsable en Europe de l'USFP, Aït Kaddour, lors d'une rencontre avec quelques journalistes dans son appartement d'Alfortville.

Aït Kaddour, qui reçoit chez lui à la marocaine, en offrant le traditionnel thé à la menthe, est ce soir-là très prolix à l'inverse du numéro 1 de l'USFP également ministre d'État, Abderahim Bouabib, qui n'a fait à ce jour du Maroc aucune déclaration officielle. Visiblement mandaté par son parti, Aït Kaddour, qui est réfugié politique en France depuis 1972, condamné à mort par contumace, non amnistié « et non-demandeur d'amnistie » (comme il se présente lui-même) ne mâche pas ses mots : « Nous, l'USFP, sommes dans une situation de brouillard, à la fois au gouvernement,

en prison et en exil, après avoir été pendant vingt-cinq ans dans l'opposition! Il faut que les Marocains appellent un chat un chat. »

Se montrant en conséquence plus royaliste que le roi sur « les responsables » des troubles (ce dernier n'a pas nommé une seule fois son voisin), Aït Kaddour a déclaré avec véhémence : « J'accuse certains Algériens proches du pouvoir à Alger et une certaine gauche française (certains éléments du Parti communiste français) que l'histoire condamnera d'avoir fomenté les émeutes dans le nord du pays. »

Avec encore cette précision : « On veut embraser le Nord pour nous faire brader le Sud, c'est-à-dire le Sahara occidental. » Aït Kaddour, qui dit savoir ce qu'est « le droit de réserve (pour tout réfugié politique), mais il y va de l'avenir du Maroc et je suis avant tout, précise-t-il, un nationaliste, un Marocain. ». L'enjeu de ces émeutes, « c'est bien le Sahara occidental ».

Une manière de lancer indirectement un avertissement au roi du Ma-

roc s'il était tenté de donner « l'indépendance » aux Sahraouis. (On sait que sur ce dossier délicat l'USFP s'est toujours montrée très chatouilleuse et a maintes fois répété qu'elle ferait tout pour que soit respectée l'intégralité territoriale du Maroc.) « C'est sûr, reconnaît Aït Kaddour, on est sur la paille (et la guerre du Sahara y est pour quelque chose). C'est vrai aussi que le peuple a faim. »

D'où, pour Aït Kaddour, des manipulations en tous genres vis-à-vis des Marocains sur place, mais aussi de ceux de France... En tout cas, le responsable de l'USFP, qui assume la responsabilité de ses propos pour la raison que « notre parti saigne à nouveau aujourd'hui avec ces nombreuses arrestations », demande que tous les responsables soient reconnus officiellement par le palais à Rabat, « y compris ceux qui ont tiré sur les gens pour ramener le calme ». Avec cette phrase en forme d'espoir : « J'espère que la raison prévaudra! »

Recueilli
par Julia FICATIER

400 morts selon les Marocains de France

L'Association des Marocains de France (AMF) et l'Association des travailleurs marocains de France (ATMF) appellent à une manifestation, samedi à 14 h, de Barbès au métro Ménilmontant. L'annonce en a été faite au cours d'une conférence de presse où les Marocains de France, qui s'appuient sur des témoignages recueillis sur place par téléphone, ont estimé que les troubles récents ont fait plus de 400 morts.

A cette réunion assistaient « à titre privé » (selon leur propre terme) trois inspecteurs qui très courtoisement ont averti les deux associations de la « possibilité d'interdiction de cette manifes-

tation comme cela a été le cas pour les Tunisiens de France » au nom des bonnes relations entre Paris et le Maghreb lors des récents troubles. Cette manifestation s'était alors transformée en simple rassemblement.

En sera-t-il de même pour les Marocains? Pour l'instant, la préfecture de police de Paris a fait seulement savoir que « n'ayant été saisie d'aucune de manifestation, aucune décision n'a été prise à ce sujet ». A noter qu'un représentant de la MAP - Agence Presse Maghreb (agence de presse marocaine) - était présent à cette conférence... venu sans aucun doute s'informer!

J. F.

Des arrestations auraient frappé les milieux politiques et syndicaux

Le calme semble revenu au Maroc, mais un certain nombre d'usines et de commerces étaient encore en grève mardi à Nador. Les informations disponibles sont toujours imprécises sur le bilan des incidents de la semaine dernière : 200 morts selon des informations de source espagnole, une vingtaine de morts et une centaine de blessés selon des sources diplomatiques à Rabat, plus de quatre cents selon l'Association des Marocains de France (AMF) et l'Association des travailleurs marocains de France (ATMF).

Les deux associations, au cours d'une conférence de presse, commune, mardi à Paris, ont affirmé en outre que plusieurs centaines de personnes avaient été arrêtées dans les différentes villes où se sont produits les troubles. L'Association des parents et amis de disparus au Maroc a publié les noms de cinq responsables

syndicaux qui figurent, selon elle, parmi les personnes arrêtées : trois dirigeants de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) de Nador, MM. Mahimi Houcine, El Arroud Driss et Boujjar Mustapha, le secrétaire général du syndicat des marins à El-Hoceima, M. Bazouri Abed, et M. Ait Solimane, du syndicat national des petits commerçants de Rabat. Le premier secrétaire de l'USFP est pourtant ministre d'État sans portefeuille dans le gouvernement de coalition. Selon l'AFP, plusieurs responsables régionaux de l'USFP ont été interpellés à Rabat, Khouribga, Oujda, Tetouan, Casablanca et El-Jadida. Certains d'entre eux ont été déjà relâchés, mais d'autres ont été maintenus en « détention préventive ».

Par ailleurs, les mesures de censure sur la presse, supprimées depuis plusieurs années, ont été remises en

vigueur. C'est ainsi que le quotidien communiste *Al Bayane*, dont l'édition de dimanche-lundi avait été interdite, a été de nouveau saisi mardi.

Au cours de leur conférence de presse, l'AMF et l'ATMF ont indiqué que les troubles avaient commencé à Marrakech dès le 4 janvier par des manifestations de lycéens, rapidement suivies par une partie de la population. Le 9 janvier, selon ces associations, de nouvelles manifestations auraient fait « plusieurs dizaines de morts », tandis que tous les lycées de la ville étaient en grève. Les 12 et 13 janvier, selon les mêmes sources, les troubles auraient gagné Nador et El-Hoceima, dans le nord du pays, où l'armée serait intervenue, faisant de « nombreux blessés ». Le 19, des manifestations se seraient produites à Tetouan, et le 20, la plupart des villes du pays étaient touchées. — (AFP).

LE MONDE — Jeudi 26 janvier 1984

ANNONÇANT UNE « RÉVOLUTION ISLAMIQUE » AU MAROC

Le premier ministre iranien se félicite des difficultés de Hassan II

Le journal iranien *Kayhan international* écrivait, jeudi 26 janvier, dans son éditorial qu'une révolution islamique couve au Maroc. Citant le premier ministre iranien, M. Mir-Hosseïn Moussavi, il affirmait que les récentes émeutes dans le royaume rappellent les derniers jours de l'empire iranien. « L'histoire commence à tourner en faveur du peuple opprimé du Maroc. Les récentes révoltes constituent le premier coup dur reçu par le roi à la suite de la conférence islamique, et l'avenir prouvera que ses difficultés ne sont pas terminées », écrivait encore *Kayhan*.

De son côté, l'ancien premier ministre du régime impérial, M. Ali Amini, a mis en cause implicitement le régime de l'imam Khomeiny dans les troubles qui ont éclaté au début

du mois en Tunisie, nous signale notre correspondant à Tunis. Dans un message adressé au président Bourguiba pour le féliciter du « dénouement d'une crise qu'on a voulu imposer » à la Tunisie, M. Amini, qui préside le Front pour la libération de l'Iran, déclare notamment : « Vous n'êtes évidemment pas sans savoir que les hommes qui dirigent, pour le moment, les affaires de mon pays sont mus par la folle ambition de déstabiliser les pays musulmans du monde au nom d'un islam qui relève tout simplement de la fantasmagorie et de la volonté de puissance d'un seul responsable. »

Il est vrai qu'à plusieurs reprises la presse iranienne a fait état de projets de déstabilisation du Maghreb, voire de la France par le biais des travailleurs immigrés (*le Monde* daté 12 et 13 juin 1983) *Djournouni eslami* (République islamique), organe du parti du même nom, écrivait à l'époque : « C'est dans des pays tels que la Tunisie que doit porter l'effort de notre propagande. » Soulignant que certains pays du Proche-Orient, « sont trop surveillés par les superpuissances », le journal ajoutait : « Au Maghreb, notre intervention est relativement plus facile et fructueuse. »

LE MONDE — Samedi 28 janvier 1984

Le bilan officiel des émeutes dans le Nord est de 29 morts et 114 blessés

Vingt-neuf personnes ont trouvé la mort et cent quatorze ont été blessées lors des émeutes qui se sont produites la semaine dernière à Nador, Tetouan et El-Hoceima, a annoncé, officiellement Rabat, le 25 janvier au soir. Les autorités précisent que des médecins légistes ont examiné les corps avant qu'ils soient remis aux familles. Il s'agit du premier bilan fourni par le gouvernement marocain.

Il ajoute, dans un communiqué publié par l'agence MAP, qu'à Nador seize personnes ont trouvé la mort, et trente-sept, dont cinq membres des forces de l'ordre, ont été blessées. A Tetouan, on a enregistré neuf tués et soixante-treize blessés dont vingt membres des forces de l'ordre, et, à El-Hoceima, quatre tués et quatre blessés dont un policier. Lors des affrontements entre manifestants et

forces de l'ordre dans les trois villes, plusieurs dizaines de voitures ont été incendiées ou endommagées et une trentaine de bâtiments administratifs, écoles et magasins dévastés, poursuit le communiqué, selon lequel les instigateurs des émeutes ont été arrêtés et déferés devant la justice.

A Casablanca, le roi Hassan II recevant, mercredi, les élus de la ville, les a invités à aider le ministère de l'intérieur à faire disparaître les bidonvilles entourant la cité et à « réduire au maximum les disparités » existant dans le domaine de l'habitat.

Enfin, le journal *Al Bayane*, quotidien du Parti communiste, a été saisi mercredi pour la troisième journée consécutive.

L'opposition en situation délicate

Rabat. — Malgré la thèse officielle du complot extérieur, les autorités marocaines montrent, par leur comportement, qu'elles n'ignorent rien des causes économiques des récentes émeutes. Au journal télévisé, on voit comment des boutiques de commerçants coupables d'avoir pratiqué des prix abusifs sont fermées sous le regard des anciens chaland. La presse reprend le thème des sanctions contre les spéculateurs. Des boutiques resteront cadenassées pendant un mois, des amendes allant jusqu'à 200 000 francs sont infligées. A défaut de solution durable au problème, des palliatifs présumés populaires sont trouvés.

Sur un plan plus général, après les événements, la classe dirigeante marocaine se sent « à la fois mal aimée de l'Occident, qui sert pourtant de modèle ici, et piégée quant au fonctionnement des institutions politiques et au rôle des partis », selon l'analyse d'un intellectuel.

« Une fois de plus, nous dit cet interlocuteur, la presse européenne fait, sans rire, un carton sur un régime critiquable à bien des égards, mais qui est tout sauf totalitaire. » La presse marocaine, poursuit-il, fait montre de « naïveté », réelle ou feinte, en parlant de la population de Marrakech qui implore le pardon du roi, « mais jamais à propos du monarque, elle n'a égalé la flagornerie des journalistes des « pays voisins » à l'égard de présidents de soi-disant républiques ».

Plus nouvelle est la réflexion sur le multipartisme au Maroc. Actuellement, estiment certains, le pays vit sans les avantages grossiers du parti unique, à tout moment mobilisable en cas de besoin, ni ceux du pluralisme qui, quand il fonctionne normalement, joue un rôle de soupape de sécurité.

Quelques-uns ont conscience ici du fossé qui se creuse entre le pays réel et de petites formations ayant une clientèle mais pas de base populaire. Ces formations peuvent certes tempérer l'exercice du pouvoir absolu, mais pas associer efficacement de vrais courants d'opinion à la conduite des affaires ainsi que cela devrait être le cas dans un pays

De notre envoyé spécial

actuellement confié à « un gouvernement de coalition » représentant tous les partis à l'exception des communistes.

Un haut fonctionnaire ne nous a pas caché que les récents mouvements de révolte, survenus indépendamment de la volonté des partis et des syndicats, avaient « quelque chose d'inquiétant sur quoi il faudra réfléchir ». Selon lui, le phénomène avait déjà été constaté lors des manifestations d'hostilité à la France à l'occasion des Jeux méditerranéens de l'automne 1983 à Casablanca. « Aucune des explications avancées, mécontentement contre l'absence des principaux médias parisiens, ressentiment à l'égard des mesures visant à limiter l'immigration, n'est vraiment satisfaisante. Il y avait une cause à la fois plus diffuse et plus profonde. »

L'exaspération des Rifains

Ayant accepté l'« union sacrée » pour la défense du Sahara occidental, les deux principaux partis, l' Istiglal et surtout l'Union socialiste des forces populaires (USFP) se trouvent dans une situation inconfortable. Leurs chefs respectifs MM. Boucetta et Abderrahim Bouabib sont parmi les huit ministres d'Etat, représentant chacun une formation distincte, installés avec leur cabinet dans la Chambre des représentants vide de ses occupants normaux jusqu'aux prochaines élections législatives.

M^r Bouabib, qui était entré au gouvernement après avoir été le chef incontesté de l'opposition légale, joue actuellement une partie délicate. Les autorités locales ayant « ratissé large » lors des arrestations, parfois préventives, ordonnées au moment des troubles, vingt et un militants de l'USFP ont été incarcérés. Le journal de ce parti s'est contenté d'en publier la liste mardi sans faire de commentaire. Six autres militants de l'USFP ont été relâchés après avoir été interpellés.

Expression d'un mécontentement diffus dans l'ensemble du pays, les troubles ont particulièrement mis en évidence l'exaspération d'une partie des habitants du Rif. Selon le témoignage d'un voyageur digne de foi revenu de Nador, les banques de cette ville ainsi que l'agence de Royal Air Maroc ont été saccagées. L'hôpital affiche complet sans qu'on

puisse faire, hors des chiffres de source officielle, un bilan précis des victimes. L'ordre a été rétabli, l'activité a repris, mais l'armée patrouillait encore dans la ville mardi. Le passage de la frontière vers l'enclave espagnole de Melilla est possible, avec des mesures de contrôle renforcées. La circulation est libre en direction de Oujda près de la frontière algérienne.

Frappés par la sécheresse de l'été dernier, gênés dans leur activité actuelle de contrebande par les « mesures d'assainissement », les Rifains ont été clairement mis en garde dans le dernier discours du roi « qui les connaît autant qu'ils le connaissent ». Il faudrait cependant leur trouver d'autres sources de revenu que la culture et la revente du kif.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE MONDE

Vendredi 27 janvier 1984

● *Le PS condamne la répression au Maroc.* — Le Parti socialiste indigne, à propos des troubles qui ont récemment eu lieu au Maroc, qu'il « ne peut accepter que de légitimes aspirations au mieux-être soient l'objet d'une répression dure, le plus souvent aveugle, qui peut mener à de nouveaux affrontements ».

Dans un communiqué, publié jeudi 26 janvier, le bureau exécutif du PS ajoute que « les troubles graves qui ont touché plusieurs grandes villes (...) montrent l'exaspération d'une partie du peuple marocain devant l'aggravation de ses conditions de vie » et conclut : « Seuls, l'exercice d'une démocratie véritable et l'existence d'une vie parlementaire représentative de toutes les sensibilités politiques marocaines peuvent garantir au Maroc la stabilité, le développement économique et le progrès social dont il a besoin. »

LE MONDE

Samedi 28 janvier 1984

Maroc: massacres à huis clos

Par SELIM WAHID

La révolte du peuple marocain préfigure la révolution de demain, qu'aucune armée ne saura empêcher.

La dernière image que l'opinion publique occidentale a conservée du Maroc, avant, les tueries de Nador, de Tétouan, de Horeima, d'Oujda et les émeutes de Rabat, Marrakech, Agadir et Meknès, est celle de la cour d'un des multiples palais de Hassan II. Celui de Casablanca, où il recevait, dans un fastueux étalage de luxe, le IV^e sommet islamique, qui a coûté la bagatelle de trente millions de dollars (plus de 240 millions de francs français). Les autres occasions qui font parler du Maroc ont trait à la guerre du Sahara — 10 millions de francs (un milliard de centimes) par jour — ou à la politique, quand le roi fit entrer un « socialiste », l'avocat Abderrahim Bouabid, dans un gouvernement dit de « coalition ». La puissance, l'argent et la politique ! En un mot : la cour.

Puis, quand le peuple marocain, ce peuple qui endure tant d'humiliations, d'agressions et de frustrations, descend dans la rue parce qu'on lui enlève le pain de la bouche, l'huile de ses repas et le sucre de son thé ; quand un roi riche comme Crésus, entouré d'une bourgeoisie totalement corrompue, largement déculturée et fatalement cynique, s'obstine à vouloir traire une vache populaire qui n'a plus guère que le cuir sur les os, alors on quadrille, on installe un état d'exception de fait, on coupe les lignes téléphoniques, on expulse les journalistes. Le rideau tombe sur l'arrière-cour, sur le crépitement des mitrailleuses, qui, une nouvelle fois, ont étendu les victimes par centaines. Blessés, amputés sont voués aux couloirs des hôpitaux et des prisons, vases communicants au Maroc. C'est la grande complicité autour de l'assassinat, sans cesse recommencé, d'un peuple, et le grand silence criminel. Ceux qui tombent sous les balles n'ont ni entendu la voix d'un politicien ni même senti le bras d'un syndicaliste tandis que, de l'autre côté, des Marocains, auxquels ne manquent que les virtuels casques coloniaux, tirent sur des Marocains...

Silence, on massacre ! Les faux nez s'envolent, emportés par le vent de la colère : où est le parti de l'Istiqlal ? Où est le parti de Mehdi ben Barka ? Dans quelles poches va l'argent du peuple ?

Pourquoi la presse marocaine se tait-elle et où est donc passée la « ligue des droits de l'homme » quand un peuple entier en est à se défendre ? Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Hassan II, le Commandeur des tueurs de croyants ! A l'entendre, ce n'est pas le peuple qui s'est soulevé pour défendre son pain. Non, son peuple est « téléguidé », comme un vulgaire satellite, sans esprit et sans âme, « par l'Iran, les sionistes et les marxistes » — une alliance « extraordinaire » ! Mais qui permet au roi, comme chacun sait redoutable adversaire d'Israël, d'ajouter l'insulte au crime et d'en draper les cadavres.

« Vérité », vérité...

La décision de ce roi sinistre et malsain d'annuler les hausses décidées constitue un premier échec et prépare assurément d'autres victoires populaires décisives sur le tyran et sa cour, que l'Occident, qui les porte à bout de bras, a de plus en plus de mal à soutenir. Outre les pressions du F.M.I., exigeant l'application d'une « vérité des prix » qui se traduit souvent, dans le tiers monde, par la mise au jour d'une vérité socio-politique explosive et qui fait tomber les masques en même temps qu'elle fait grimper les étiquettes, une des raisons majeures qui expliquent la faillite des régimes en place réside bel et bien dans la crise du capitalisme international. Celle-ci bloque notamment la soupape de l'émigration Sud-Nord en même temps qu'elle condamne l'industrie de sous-traitance et la classe de capitalistes parasites qu'elle contribuait à nourrir. Tous les régimes néo-coloniaux qui ont mis leurs œufs dans le panier de l'Europe ou de l'oncle Sam se trouvent ainsi mis à nu ainsi que leur establishment politique occidentalisé, y compris, souvent, leurs prétendus « socialistes ». La révolte du peuple marocain prépare la révolution de l'avenir et toutes les armées d'intervention des anciennes puissances coloniales ne sauront l'empêcher et empêcher demain ce blé en herbe, prématurément fauché, de germer une nouvelle fois et de mûrir.

S.W.

Bouabib: des émeutes «peuvent se reproduire» au Maroc

Abderrahim Bouabib, grande figure de l'opposition marocaine jusqu'à sa nomination comme ministre d'Etat du roi Hassan II, le 1^{er} novembre dernier, explique les raisons et les limites de sa participation au gouvernement et ce qu'il attend des prochaines élections.

Rabat (de notre envoyée spéciale).

En septembre 81, il commet un crime de lèse-majesté : au lendemain de l'acceptation par Hassan II de l'organisation d'un referendum au Sahara Occidental, il signe un communiqué dénonçant « la prédisposition (du pouvoir) à la résignation voire à l'abandon des provinces sahariennes ». Plus royaliste que le roi, Abderrahim Bouabib, premier secrétaire de l'USFP (Union Socialiste des Forces populaires) est condamné à un an de prison. Incarcéré puis placé en résidence surveillée, Bouabib qui connut déjà la prison en 44 et 52, bénéficie de la grâce royale en février 82 :

En novembre 83, devant l'isolement diplomatique du Maroc sur le conflit du Sahara occidental, le roi appelle les six principaux partis à rejoindre le gouvernement, en particulier l'USFP, première force d'opposition. Depuis le 1^{er} novembre Abderrahim Bouabib, figure de proue de l'opposition marocaine depuis 23 ans, siège donc en tant que ministre d'Etat. « Un ministre politique, je ne suis à la tête d'aucune administration, j'ai seulement un cabinet », nous précise-t-il. Piégé ? L'USFP s'en défend. Nous sommes au gouvernement pour faire front sur la question du Sahara, et oeuvrer en faveur de la démocratisation. Rencontré chez lui, Bouabib, silencieux depuis les événements qui ont secoué le pays à la mi-janvier, explique les raisons et les limites d'une telle participation, et analyse les récentes émeutes. Thé à la menthe et paquet de Gauloises sur la table, en costume trois pièces et babouches rouges, le premier secrétaire de l'USFP s'exprime lentement, avec précaution. Comme s'il pesait la moindre de ses expressions.

LIBERATION — Avec le recul, comment expliquez-vous les événements qui se sont déroulés il y a dix jours, en particulier les émeutes dans le nord du pays ?

ABDERRAHIM BOUABIB — La situation économique et sociale est préoccupante. Le chômage persiste et le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Ces données ont créé un mécontentement général, qui a éclaté à l'occasion de manifestations de collégiens qui en elles-mêmes auraient pu rester sans gravité. Le résultat : des morts et des blessés, et des actes de vandalisme, comme la destruction d'écoles, d'hôpitaux, tout à fait regrettables. Tout cela ne pouvait qu'aboutir à une réaction violente des forces de l'ordre. Il n'y avait pas seulement des enfants de 12 ans qui manifestaient.

LIBERATION — Quelle est, selon vous, la part de responsabilité des intégristes et de Han Aman (organisation marxiste léniniste interdite), accusée par le roi d'avoir organisé les troubles ?

A.B. — C'est vrai. Des tracts d'Ilan Aman et des intégristes ont été distribués avant même la tenue du sommet islamique de Casablanca, qui ne visaient pas le niveau de vie des masses populaires ni le chômage, mais bien le sommet. En se mêlant aux manifestants, ces groupes ont cherché à donner du Maroc une image négative et à créer les plus mauvaises conditions possibles pour le déroulement du sommet.

LIBERATION — Aujourd'hui qualifieriez-vous ces émeutes de téléguidées (la version officielle) ou de spontanées ?

A.B. — Là où ça a bougé, les troubles ont certainement été exploités. Mais on ne peut pas se prononcer. Il faut attendre l'enquête policière. Oui, tout laisse supposer qu'une enquête est menée. Je ne vous cacherai d'ailleurs pas que des militants de mon parti sont arrêtés, y compris dans des villes comme El Jādida où rien ne s'est passé. Le nombre ? Impossible à établir. Certains sont relâchés, d'autres restent détenus. Nous avons protesté contre l'arrestation de nos camarades, bien sûr.

LIBERATION — Partis et syndicats sont restés totalement silencieux sur ces événements. Quelle est votre position ?

A.B. — Cette fois, à la différence de 1981 (déclenchées par des hausses de prix les émeutes éclatèrent à Casablanca en juin, qui firent officiellement 64 morts), nous avons déjà prouvé et dit à nos militants de ne pas bouger. Pour trois raisons : d'abord les hausses de prix n'avaient pas encore été décidées, il fallait attendre quelles mesures seraient prises. Ensuite cela s'est passé durant le sommet islamique, nous ne voulions pas tomber dans le piège. Enfin, les gens qui y ont été mêlés sont pro-Polisario.

LIBERATION — La situation est maintenant « sous contrôle ». Craignez-vous demain une nouvelle flambée ?

A.B. — Ces événements peuvent se reproduire bien sûr, si la situation stagne. D'où la nécessité d'organiser les élections législatives le plus tôt possible (bien qu'aucune date n'ait encore été fixée officiellement, elles sont prévues en mars prochain). Une fois élu, le parlement (le roi gouverne sans pouvoir législatif depuis octobre) n'aura pas d'autres solutions que de procéder à des changements de fond sur le plan économique et social. Nous sommes actuellement en train de discuter de l'organisation du scrutin : la date, le découpage électoral, les mesures pour assurer un déroulement correct et la neutralité de l'administration.

LIBERATION — Ne craignez-vous pas que ces élections soient annulées, le régime redoutant qu'une campagne électorale ait lieu dans une situation encore tendue ?

A.B. — Pour le moment, le parlement doit se réunir le deuxième vendredi d'avril (la date fixée par le roi dans son discours du 27 décembre

dernier). Il faudrait vraiment des événements exceptionnels, comme une escalade de la guerre au Sahara, pour motiver une telle mesure.

Ce qu'on peut craindre en revanche, c'est que ces élections se déroulent dans l'indifférence. Les gens peuvent penser, à quoi bon ? L'administration a déjà tellement manipulé les résultats. Dans certaines provinces, aux dernières élections municipales de juin, elle choisissait ses candidats. Alors à quoi bon tenter ? Un courant pense cela à l'intérieur de notre parti. Mais quelle autre alternative ? La situation est grave. Il n'y a pas d'autre voie que d'assurer une certaine paix sociale, et donner de l'espoir aux masses les plus exploitées. Sans cela, c'est l'aventure.

LIBERATION — Depuis novembre, l'USFP a deux ministres. Peut-on parler d'un gouvernement d'union nationale ?

A.B. — En quelque sorte.

Aujourd'hui au Maroc, il y a union nationale autour de la question du Sahara occidental, et apparemment, je dis bien, apparemment, autour de l'amélioration du processus démocratique. On nous a dit : vous critiquez le processus démocratique, venez au gouvernement exprimer votre point de vue. Nous verrons maintenant ce que cela va donner avec les élections. Aujourd'hui, nous faisons partie d'un gouvernement, où ni moi ni le ministre de la Coopération n'avons aucune responsabilité dans la gestion, afin d'exprimer nos positions et de proposer des mesures.

LIBERATION — Serez-vous écouté ?

A.B. — Je ne sais pas. Peut-être que quelques unes de nos mesures seront prises en compte. Je ne puis rien vous assurer.

LIBERATION — Premier parti d'opposition, vous êtes au gouvernement, et des manifestations éclatent de mécontents, qui ne se sentent nullement représentés par vous. Votre participation comporte des risques...

A.B. — C'est vrai. Mais le choix était entre prendre des risques, ou rester en marge, rédiger des manifestes, des communiqués, etc. En fait, je dirais que nous sommes au gouvernement justement pour éviter de tels éclatements. Nous réclamons par exemple l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et les syndicats.

LIBERATION — Concrètement, pensez-vous que des mesures seront prises après le recensement des plus démunis lancé au début du mois par le roi ? Ou était-ce une opération pour rien ?

A.B. — Même incomplet, le recensement a permis de mesurer l'ampleur du problème. Au Maroc, près de 40% des familles sont deshéritées, proches du seuil de pauvreté absolu. Peut-être ce constat va-t-il amener le prochain gouvernement à prendre en compte la gravité de la situation.

Propos recueillis par
Véronique SOULE

L'événement

Après de violentes émeutes, le roi du Maroc a calmé le jeu par un discours d'une grande fermeté, le 22 janvier au soir. Le même esprit de décision sera nécessaire pour s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux qui affectent le royaume.

HASSAN II EN PREMIERE LIGNE

Les émeutes de la vie chère » (expression parlante mais sommaire) au Maroc ne manquent pas de rappeler la « révolte du pain » il y a quelques semaines en Tunisie. Au Royaume comme en Tunisie, la peur des augmentations de prix, réelles ou supposées, passées ou à venir, a joué un grand rôle dans la dégradation de la situation. Comme en Tunisie

ont été autant en cause la politique d'austérité que la mauvaise présentation des mesures par les autorités. Comme en Tunisie, les relais intermédiaires, partis, syndicats, députés ont été dépassés ou absents. Comme en Tunisie, des groupes organisés ont, sans aucun doute, voulu tirer profit de l'occupation de la rue par les déshérités et une partie de la jeunesse. Comme en Tunisie, après la répression vint le discours. Montant au créneau, le roi Hassan II s'est adressé à son peuple le 22 janvier sur un ton ferme



sinon dur. Il a rassuré les inquiets, soulagé les pauvres, menacé les fauteurs de troubles. Comme en Tunisie... Non ! Toute analogie a ses limites et entre le pays de Hassan II et celui de Bourguiba, les différences aussi sont nombreuses. Deux au moins nous paraissent significatives. D'abord, la situation économique est plus grave au Maroc, qui est plus vaste, plus peuplé, doté de moins de ressources immédiatement exploitables. C'est dire aussi que, du point de vue social, la marge de manœuvre y est beaucoup plus étroite. L'autre grande différence joue, elle, en faveur du Royaume. Nulle trace, ici, de guerre de succession, et pour cause. Avant et après le discours de Bourguiba, les luttes de clans en Tunisie ont en quelque sorte relayé la clameur de la rue. Au Maroc, le roi est certes l'ultime rempart. Mais aussi l'autorité incontestée. Il a le dernier mot. C'est un atout de taille. ■ J.-L. B



Comme une traînée de poudre...

François Soudan

Les premières manifestations ont eu lieu le 5 à Marrakech. Dix jours plus tard, elles tournaient à l'émeute dans le Nord.

Cher peuple... » Pour 25 millions de marocains, ces deux mots rituels placés en exergue de chaque discours royal ont un sens précis que la monarchie n'ignore pas: quelle que puisse être la solidité des liens séculaires, leur confiance se mérite. Hassan II en avait conscience. Ce dimanche 22 janvier à 21 h 35, quand, silhouette tendue en costume sombre, visage grave, il s'installa devant les caméras pour effacer par le choc de son image et le poids de ses mots cette traînée de poudre qui venait de sillonner son royaume. Comme il y a plus de

deux ans, le 24 juin 1981, au lendemain des émeutes de Casablanca, il a jeté ce jour-là la magie de son pouvoir dans la balance des faits.

Casa ? Comment ne pas y penser en regardant ces bandes de gosses en haillons, ces chômeurs aux ventres vides, ces étudiants et ces lycéens lapidant les vitrines et incendiant des voitures pendant les deux semaines d'émeutes que vient de connaître le Maroc. Ces gamins de la misère marocaine ont des frères du côté de Tunis, du Caire, de Sao Paulo ou d'ailleurs, partout où la faim fait exploser les médinas



Après les violents incidents du jeudi 19, une auto blindée patrouillant à Nador

et les favelas. Casa encore : ces miliciens affolés aux vieux fusils accrochés à l'épaule, les Mokhazenis, rapidement remplacés par les CMI (Compagnies marocaines d'intervention), nettement plus efficaces puis, bien sûr, par l'armée. Casa enfin, ces hausses passées ou présentes, réelles ou redoutées qui font que le minimum vital sera demain, peut-être, inabordable : sucre, huile, farine, gaz butane, essence pour les vélomoteurs, pain, savon...

Mais ici s'arrêtent les comparaisons. Car, cette fois-ci, Casa la poudrière, celle par qui tout peut déraiper, n'a pas bougé ou presque. Etroitement quadrillée en prévision du Sommet islamique par les meilleurs éléments des forces de sécurité, elle a laissé la violence s'exprimer ailleurs.

A Marrakech, d'abord, où dès le 5 janvier, les lycéens, protestant contre l'augmentation des frais d'inscription au baccalauréat, transforment les cours de récréation des lycées en terrains de meetings improvisés. Chassés de leurs établissements par la police, ils se répandent aussitôt par petits groupes dans les rues, cassent un peu, crient beaucoup. Répression musclée. Le silence.

Mais, déjà, dix-sept lycées sur les trente-six que compte le pays sont en grève. A Safi, Agadir, Meknès, Rabat, Kenitra, Fès, le scénario qui avait prévalu à Marrakech se reproduit : ici comme là-bas, des chômeurs se joignent aux scolaires et les slogans qui éclatent n'ont plus rien à voir avec le bac. Les manifestations sont, tant bien que mal, étouffées : il faut que le Sommet de Casablanca s'ouvre à la date prévue. Le ministre de l'Intérieur, Driss el Basri, passe sans doute quelques nuits d'angoisse.

Des adolescents affrontent les blindés pendant plusieurs jours

Le 16 janvier, dans une symphonie de cuivres, d'ors et de faïences, la Conférence, quatrième du nom, peut commencer. Hassan II va accueillir, un à un, les chefs d'Etat à l'aéroport. On le trouve plutôt décontracté et le ciel est plutôt bleu.

Jusqu'au 19 janvier, date de clôture du Sommet, le royaume est calme. En apparence, seulement.

Car l'orage va éclater, à 15 h 15 très précisément, là où personne ne l'attendait : dans le Nord.

A Nador, petite ville industrielle de 30 000 habitants, non loin de la frontière algérienne, la violence sera indescriptible. Les lycéens, puis des centaines d'adolescents, affronteront les blindés légers pendant plusieurs journées, ne laissant que de courts instants de répit à une bourgade exsangue. Ils ne s'épuiseront, lentement, que le dimanche 22 dans l'après-midi. Mais, entre-temps, Ksar el Kebir, Al Houceima, Berkane, Oujda, Chaouen et surtout Tétouan — où les habitants du « barrio », le bidonville, se sont joints aux jeunes — ont connu de sanglantes batailles de rue. Prisons attaquées, automobiles incendiées, barricades et vitres brisées. Les victimes ? Impossible d'avancer un chiffre précis, le black-out imposé par les autorités laissant libre cours aux rumeurs les plus folles. On parlera de dix, puis de soixante, puis de deux cent cinquante morts.

Pourquoi ne pas le dire pourtant, puisque Hassan II lui-même l'a martelé de manière extrêmement précise lors de son discours du 22 janvier (voir le reportage de Hamid Barrada, p. 25), les

émeutes qui ont secoué le Nord n'ont pas tout à fait la même signification que celles qui, ailleurs, les ont précédées. A cause d'un passé frondeur, à cause d'un présent de frustrations (« *Nous sommes les oubliés du Maroc* » disent beaucoup de « Rifi »), les potentialités de violences sont plus fortes ici.

S'Arbaoua à Nador, les « Jbala » de la montagne survivent avant tout du commerce de kif, du trafic avec les présides espagnoles de Ceuta et Melilla et des subsides de l'émigration. Or, ces trois « activités » sont aujourd'hui moribondes : la chasse aux petits vendeurs de haschisch s'est intensifiée ; la nomination à la mi-1983 d'un nouveau directeur des Douanes a été aussitôt suivie de la multiplication de contrôles policiers anti-traffic ; la Hollande, la Belgique et l'Allemagne enfin, renvoient sans ménagements excessifs leurs immigrés marocains.

Plus de « *marchés aux voleurs* » regorgeant d'importations frauduleuses à Fnidek, Mdiq, Tétouan ? On n'en est pas encore là. Mais, lentement, l'avenir de survie devient, dans le Nord, celui d'une

paupérisation dont on voit mal l'issue. De coup, les luxueuses villas pour émirs et riches Marocains du Cap Spartel et de Cabo Negro, les enclaves touristiques de la côte méditerranéenne et les forêts closes d'eucalyptus « réservées » aux dignitaires de Rabat se transforment en autant de provocations. Et la tentation intégriste, plus sensible dans le Nord que dans le reste du Maroc, fleurit sur le terreau du chômage : les clubs semi-clandestins d'arts martiaux et d'endoctrinement religieux essaient depuis trois ans de Tanger à Nador et l'influence islamique n'y est pas négligeable.

Villas et enclaves touristiques apparaissent comme des provocations

Face aux périls, à la crise, aux possibilités multiples de récupération des mécontentements par ceux qu'il définit comme ses ennemis, Hassan II est seul. En première

ligne, face à son peuple.

Le gouvernement ? Il a été, une fois de plus, tragiquement absent pendant les journées d'émeute. Et ce n'est sans doute pas de la faute de Karim Lamrani, Premier ministre de trop fraîche date (depuis le 19 novembre 1983). La démocratie, cette « démocratie hassanienne » contrôlée, qui ne discute guère mais qui théoriquement devrait fort bien canaliser, baliser (surtout que les six chefs de partis sont ministres d'Etat) ? Elle apparaît, aux yeux de beaucoup, comme un théâtre d'ombres. Sans doute mériterait-elle un meilleur jugement. Mais, depuis près de quatre mois, le Maroc vit sans pouvoir législatif, toute activité parlementaire ayant été suspendue en attendant l'hypothétique tenue du référendum sur le Sahara. Non, décidément, il n'y a pas au Maroc de relais efficace, de tampon réel entre le roi et son peuple.

Ce tête à tête, ce contact presque charnel, Hassan II l'a voulu ainsi. Conscient sans doute des dangers d'une telle personnalisation. Obligé à chaque fois de se jeter dans la mêlée. « *Cher peuple...* » ❧

F.S.

La faim et les moyens

de notre envoyé spécial Hamid Barrada

C'est presque palpable : en quelques jours l'inquiétude a doublé comme une vague et s'est répandue en une marée d'angoisse. Maintenant, elle ne gagne pas les seuls nantis. Des gens qui n'ont rien ou pas grand-chose à perdre ne dissimulent pas leur peur du lendemain. Le spectacle du sommet islamique et ses péripéties ne passionnent que très modérément. Par politesse, on évalue avec vous les chances du retour de la lointaine Egypte dans le bercail des musulmans et des Arabes ; on pense

vraiment à autre chose qui risque de tout bouleverser.

Au départ, l'inquiétude s'est greffée sur un banal raisonnement par analogie. Si la petite Tunisie a succombé à des émeutes de la faim, qu'en serait-il du Maroc où les « problèmes » sont à la mesure de vastes et provocantes fortunes ? Mais, bien vite, il ne s'agit plus d'une hypothétique contagion maghrébine. Crainte et tremblement sont alimentés par des faits, là, à proximité, dans le pays même. Marrakech, ville bénie des dieux et

des touristes, est au bord de l'explosion sanglante. D'un quartier à l'autre c'est le même scénario : des gosses se regroupent, rameutent les adultes, les commerçants ferment boutique et c'est la manifestation. On s'en prend à coups de slogans à la vie chère et à coups de pierres aux forces de l'ordre. Celles-ci, parfois dépassées, parviennent néanmoins à empêcher la jonction entre les quartiers. Mais la répétition des manifestations fait qu'elles peuvent à tout moment dégénérer en émeutes ; l'apparition de certains

L'événement

► slogans donne au désordre une coloration dangereusement subversive.

Quand l'agitation semble s'apaiser à Marrakech, on découvre qu'elle bat son plein à Rabat. Ce sont encore les enfants qui donnent le la et remettent ça chaque jour ; les aînés ont du mal à se laisser entraîner. Un commissaire est blessé ; les vitres des villas volent en éclats ; le propriétaire d'une Mercedes qui s'aventure à réprimander des gosses voit son véhicule flamber. Comme à Marrakech, les manifestations gardent malgré tout un côté bon-enfant. Pour le moment, plutôt que l'émeute, c'est le *happening*. On promène, au bout de piques un pain, un oignon ou une tomate comme l'on célèbre ici la mariée. On rivalise de slogans rimés plus irrévérencieux les uns que les autres. L'un d'eux établit une comparaison chargée de nostalgie entre Mohamed V et Hassan II.

Pour le moment, plutôt que l'émeute, c'est le *happening*

Alors que la Conférence islamique touche à sa fin, on apprend que, dans le Nord, la fête a tourné au drame. Le sang a coulé à Nador et à Tétouan ; les morts se compteraient par dizaines. Pas l'esquisse d'une esquisse de communiqué officiel. Les jounaux de tout bord (une dizaine !) ne soufflent mot. Quand l'Union socialiste des forces populaires (USFP), qui siège au gouvernement, rompt le silence, c'est pour révéler que plusieurs de ses militants ont été arrêtés. Si on a du mal à savoir ce qui s'est passé dans le Nord, on situe assez aisément les causes de la crise. Plusieurs facteurs se sont conjugués pour troubler les esprits et les rues.

Plus que la cherté de la vie, c'est une véritable phobie de l'augmentation qui a joué.

Un discours du roi, prononcé fin décembre 1983 et d'accès passablement ardu n'est pas étranger au malaise. Hassan II avait expliqué que l'Etat ne pouvait plus soutenir les prix des produits de base et avait annoncé un recensement des revenus, préalable à toutes décisions. Il avait tenu des propos du genre : « *Je ne puis absolument pas vous demander de nouveaux sacrifices* — ce qui excluait en principe

assurances royales portant implicitement sur la farine, l'huile et le sucre. Le doute et la défiance se sont emparés des esprits. Les dépenses somptuaires afférentes au Sommet islamique n'arrangèrent pas les choses. Il est vrai qu'elles provenaient du trésor saoudien, mais il fallait attendre la fin de la Conférence pour l'apprendre... par une dépêche de l'agence américaine *Associated Press*.

Ces considérations suffisent à expliquer la montée du mécontentement. Explique-t-elle pour au-



Le 23, à la télévision, Hassan II exhibe un tract pro-iranien.

de nouvelles augmentations, — *les prix ont été déjà augmentés en été.* » Mais le lendemain, le prix de la bouteille de gaz grimpa (voir l'article de Sophie Bessis, p. 28). Il

A l'origine de la crise : une véritable phobie de l'augmentation

ne s'agissait, paraît-il, que d'une répercussion technique de décisions antérieures, mais l'effet fut désastreux, intervenant après les

tant la simultanéité des incidents et leur développement ? A ce sujet, les avis sont partagés. Certains estiment que les mêmes causes (sociales et psychologiques) ont simplement produit les mêmes effets (les troubles) et qu'il n'y a pas lieu, jusqu'à plus ample informé, de rechercher quelque cerveau centralisateur. D'autres sont convaincus que des troubles de cette nature ne peuvent qu'être préparés de longue main et procèdent d'un chef d'orchestre clandestin. Bien entendu, les deux thèses ne sont pas inconciliables. Pour spontanées qu'aient été les manifestations, cela n'exclut pas que des groupes plus ou moins connus aient cherché à en

tirer profit et à les orienter à leur guise. On n'allait pas tarder, de toute façon, à en avoir le cœur net.

Chacun appréhende alors l'extension des émeutes. Maintenant que le Sommet islamique est terminé, Casablanca risque de s'embraser ; une grève générale est prévue d'ailleurs pour le début de la semaine suivante (23 janvier). Elle ne manquerait pas comme en juin 1981 de provoquer de tragiques affrontements. Les syndicats n'ont rien décidé mais contrôlent-ils encore leurs troupes ?

On en est là le dimanche 22 janvier lorsqu'un discours du roi est annoncé pour la soirée. Le monarque ne parlera qu'à 21 h 35. Durant les heures qui précèdent, l'angoisse est à son comble. Après le bulletin d'information, le speaker revient pour dire que les écoles seront fermées pour deux jours encore (elles l'avaient été déjà pour cause de Sommet). On signale des scènes d'émeutes dans les quartiers chauds. Dans les autres quartiers, on se barricade en envisageant le pire.

Durant les heures qui précèdent, l'angoisse est à son comble

Lorsque Hassan II apparaît sur le petit écran, les Marocains qui croyaient bien connaître le roi lui découvrent un nouveau registre. Rien à voir par exemple avec celui qui, la veille encore, expliquait devant la presse internationale les résolutions toutes en nuance du quatrième Sommet islamique. En vérité, c'est le même Hassan II avec son savoir-faire époustouflant, mais la situation est tout à fait différente. Elle exigeait hier un diplomate, elle requiert aujourd'hui un guerrier. Il n'a pas revêtu l'uniforme mais, à coup sûr, c'est en chef militaire qu'il parle. Avec une clarté, une fermeté, une brutalité toutes martiales.

Les troubles qui se sont produits à « Marrakech, Nador, Oujda, Tétouan, Al Houceima, Ksar el Ké-

bir » sont provoqués, affirme le monarque, par une conspiration multiforme menée de l'extérieur contre le Sommet islamique. On ne peut expliquer autrement qu'il coïncide avec la Conférence de Casablanca. Détrompez-vous, si vous croyez que j'invente la fameuse main de l'étranger. Ce n'est pas mon genre ; les émeutes de juin 1981 étaient dues à des problèmes intérieurs, je l'ai dit. Aujourd'hui, nous avons affaire à une conspiration étrangère, je le dis.

Impressionnés et soulagés par ce discours peu ordinaire

Y ont participé « les marxistes-léninistes-communistes », les services israéliens et Khomeiny. Voici leurs motivations respectives : les communistes n'apprécient pas le soutien de la Conférence à l'Afghanistan ; c'est la réintégration de l'Égypte qui dérange les Israéliens ; quand à notre « ami Khomeiny », il nous en veut parce que nous l'avons excommunié en bonne et due forme dès son accession au pouvoir.

Des preuves ? Mieux : voici des pièces à conviction. Un tract du groupe Ila al Amam (En Avant) publié à Paris ; un second tract de la même organisation diffusé à Marrakech le 6 janvier. Il est question de « régime monarchique vaincu », d'« héroïque peuple sahraoui », de « Hassan le sanguinaire » (« ça ne m'effraie pas »). Regardez maintenant le tract de Khomeiny sur papier glacé avec photos couleur...

Pour parvenir à ses fins, l'ennemi a fait croire que les prix allaient augmenter. J'avais ordonné un recensement qui s'est achevé hier. Il n'y aura pas d'augmentation. Etes-vous devenus des enfants pour vous laisser abuser de la sorte ? Les instruments de la conspiration sont précisément des enfants et des truands ; aux premiers, je déclare qu'on ne s'amuse plus. Ordre a été donné pour qu'ils soient traités désormais sans ménagement. Les

seconds, qui vivent de la contrebande du côté de Nador, sont sous les verrous.

« Aux gens du Nord, je rappelle qu'ils ont déjà eu affaire au prince héritier et qu'ils ont intérêt à ne pas avoir affaire à Hassan II ! » Ici, le roi fait allusion au soulèvement à caractère séparatiste dans le Rif en 1958 qui fut réprimé avec une sévérité extrême par Moulay Hassan, alors chef d'état-major de l'armée.

Averti probablement de la comparaison qui germe ces derniers temps entre Hassan II et Mohamed V (« croyez-vous que nous hésitons à lire tout ce qui se dit sur nous ? »), le monarque a revendiqué cette différence supposée désobligeante pour suggérer qu'il s'agit finalement d'une différence d'époque. Il le fait en racontant une anecdote qui illustre à merveille son style et sa philosophie du pouvoir : « Je me souviens, raconte-t-il, d'un entretien avec mon père au sujet des journaux de l'opposition. Je lui ai dit que Sa Majesté devait être logique avec elle-même et les accepter. Puis je lui ai demandé : Si vous deviez aller faire la prière en ville et que l'on vous prévienne qu'un million de citoyens, dont une minorité vous conspuent, sont massés le long du parcours, iriez-vous ? — Non, me répondit-il, ce serait signe d'un temps où on ne respecterait plus rien. Ce temps, c'est ton temps à toi.

Oon ne peut accuser le roi de pécher par légèreté

Il ajouta : Et toi que ferais-tu ? — J'irais si la majorité m'accablait et, tout en restant dans la légalité, je casserais la gueule aux autres ! » (Des journaux locaux ont pris quelque liberté avec le texte royal en utilisant ici le verbe « sanctionner » ! A la rigueur, « se bagarrer » rendrait davantage le sens...)

Comment ont réagi les Marocains à ce discours peu ordinaire ? Tout le monde a été impressionné.

Et soulagé. Les uns, économiquement faibles (dont le nombre avoisinerait les 8 millions !), ont surtout retenu qu'il n'y aura pas d'augmentation et ils ont apprécié que des sanctions soient prises dès le lendemain contre les commerçants qui se sont livrés à des hausses illicites. Les autres, qui ne sont pas tous des milliardaires, ont une légitime peur des émeutes et se sentent désormais plus en sécurité.

Du coup, les réserves qu'on formule sont secondaires. Ainsi a-t-on noté que la thèse du complot n'est pas sans faille. Autant qu'on le sache, Ila al Aman, issu d'une scission du Parti communiste orthodoxe (le PPS, Parti du progrès socialisme d'Ali Yata) n'a aucune accointance avec Moscou. Condamné à la marginalité grou-

pusculaire à cause de son engagement à côté du Polisario, fallait-il lui faire tant d'honneur ?

Était-il encore nécessaire de rappeler les malheureux événements du Rif et de mettre les habitants de toute une province dans le même sac ?

Un terrain miné de problèmes économiques et sociaux

Ceux qui posent cette question répondent eux-mêmes qu'on ne peut accuser le roi de pécher par légèreté et qu'il doit avoir de sérieuses raisons pour recourir à ces extrémités. Si le calme est total à Casablanca (vérification faite, il ne s'est rien passé dans les quartiers réputés explosifs, sinon des manifestations de panique) on ne

sait pas grand-chose de la situation dans le Nord.

Fait sans précédent : le 23, la télévision a diffusé en rifaïn le discours royal, ce qui tend à indiquer que la paix n'est pas revenue à Nador et alentour.

En réalité, les réserves sont d'un autre ordre. Au fond, on admet ici qu'au point où en étaient arrivées les choses, Hassan II n'avait pas le choix. Et l'on est peu regardant sur les moyens, qu'on juge sinon légitimes, du moins compréhensibles. Il ne fait pas de doute qu'il y a eu une certaine intervention extérieure et on ne s'interroge pas trop sur son origine, sa nature, son ampleur. Le problème, c'est que l'intervention en question a tout de même opéré sur un terrain propice miné par des problèmes sociaux et économiques qui sont, eux, source permanente d'insécurité et d'inquiétude. On aimerait donc que le roi s'y attaque avec le même esprit de décision dont il vient de faire preuve.

Mais qui peut-on réajuster dans ce pays ?

Sophie Bessis

Deux ans et demi à peine après les émeutes meurtrières de Casablanca, des Marocains sont à nouveau descendus dans la rue pour protester contre la hausse du coût de la vie. Depuis la mi-1983, le petit peuple des villes et des campagnes voit augmenter avec une angoissante régularité les prix des produits indispensables à sa vie quotidienne.

Le coup d'envoi de ces mesures a été donné avec le vote par l'Assemblée nationale d'un budget d'austérité (27 juillet 1983), prévoyant entre autres une réduction de 20 % des subventions de l'Etat aux denrées de base. Dès août, le thé, boisson nationale, augmente de 77 % ; le prix du beurre croît de près de moitié ; celui de l'huile de 18 % et celui du sucre de 14 %. Des hausses ont ensuite lieu sur des

produits comme le savon et les bougies qui affectent surtout les catégories les plus pauvres de la population.

Le 27 décembre, le roi annonce qu'il faudra se serrer davantage la ceinture, tout en précisant : « *Les augmentations doivent épargner les pauvres à qui nous ne pouvons plus nous permettre de demander quoi que ce soit.* » Mais il y a loin de la parole aux actes. Début janvier, la bouteille de butane, principal combustible des classes populaires, augmente de 5 dirhams (1 DH = 155 F CFA). Tous les produits alimentaires de base enregistrent des hausses d'au moins 20 % : la farine, le pain, le sucre, le thé et l'huile sont touchés ; quant au beurre, il augmente encore de 67 %.

Un dernier train de hausses de-

vait intervenir en février ; c'est celui qu'annulera Hassan II dans son discours du 22 janvier (voir p. 25).

Quant aux salaires, ils sont pratiquement bloqués depuis deux ans ; le salaire minimum dans l'agriculture et l'industrie a bien été relevé de 20 % en août 1983... mais le coût de la vie a doublé au cours des trois dernières années. Seuls les ministres et les députés se sont octroyés, à la fin de 1982, un doublement de leurs salaires... Le cocktail est donc explosif.

C'est que le Maroc est entré, en 1984, dans la huitième année d'une crise économique dont, pendant longtemps, les autorités n'ont pas mesuré l'ampleur. Ainsi le plan de développement 1981-1985 est-il tout aussi ambitieux qu'irréalisable, d'autant qu'il accentue jus-



En juin 1981, à Casablanca.

qu'à la caricature les déséquilibres structurels dont souffre l'économie marocaine.

La récession qui frappe le royaume est due à deux séries de facteurs structurels et passagers, qui se sont conjugués pour aboutir à la situation actuelle. Au chapitre des seconds, le pays a surtout souffert, depuis 1977, de la brutale chute des cours du phosphate, son principal produit d'exportation, après l'euphorie des années précédentes, et d'une terrible sécheresse qui a sévi en 1980 et 1981. Résultat : on a importé en 1982 près de 40 millions de quintaux de céréales, la production nationale atteignant à peine les 30 millions de quintaux.

Si le Maroc est devenu depuis longtemps un importateur de produits alimentaires, la situation est désormais catastrophique. En 1982, les exportations couvrent moins de la moitié de la valeur des importations qui sont constituées pour plus de 75 % par les produits alimentaires et énergétiques. La dette extérieure dépasse 11 milliards de dollars, soit 90 % de la valeur du PIB (contre 17 % en 1972) et son service absorbe plus de 40 % des recettes d'exportation. Les réserves de change sont pratiquement inexistantes. Le gouvernement a donc demandé et obtenu,

il y a quelques mois, un rééchelonnement de la dette publique et le FMI a consenti, en octobre 1983, un prêt de 315 millions de dollars, versé en plusieurs tirages si le programme de « réajustement », c'est-à-dire d'austérité, se déroule selon ses instructions.

Totalement démuni et sans stratégie de rechange

Mais qui peut-on « réajuster » dans ce pays de 25 millions d'habitants et qui en aura 36 en l'an 2000 grâce à un taux de croissance de la population de 3 % par an, l'un des plus forts du monde ? Selon la Banque mondiale, la moitié des Marocains possède moins du minimum vital. A Casablanca, la capitale économique, un homme sur quatre est sans travail, un jeune sur trois est au chômage. Or, plus de 50 % de la population ont moins de 20 ans et 200 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail.

Si la population rurale est majoritaire, plus de 45 % des Marocains vivent aujourd'hui dans les villes ; beaucoup d'entre eux, dans les bidonvilles périurbains qui « abritent » 20 % de la population totale du pays. Et le phénomène risque de s'aggraver avec la fermeture des pays européens qui ont longtemps constitué une soupape de sûreté... et une source appréciable de revenus : les transferts des émigrés ont rapporté l'année dernière 6 milliards de dirhams en devises. Cette manne risque à présent de se réduire comme peau de chagrin.

Or les paysans continueront sans nul doute à quitter des campagnes où ils n'ont plus de place, car la politique agricole menée depuis vingt ans a négligé la satisfaction du marché local (sauf pour la production sucrière) et sacrifié les petits paysans. La réforme agraire qui a distribué plus d'un million d'hectares, et le développement de l'irrigation ont surtout créé une couche d'agriculteurs moyens, orientés vers l'exportation.

Le Maroc a mis en effet tous ses espoirs dans le marché européen et a accentué dans tous les domaines une dépendance née avec la période coloniale : les céréales ont été négligées au profit des agrumes, des tomates et autres spéculations commerciales, au prix d'une coûteuse reconversion agricole.

L'industrie s'est également développée en fonction des besoins de l'Europe. Mais depuis que le Marché commun pratique un protectionnisme tous azimuts, au mépris d'ailleurs des accords d'association conclus en 1976, le Maroc se retrouve totalement démuni, et sans aucune stratégie de rechange, tandis que les importations de biens essentiels ne cessent de croître.

Confronté en même temps au coût de la guerre (près de 40 % du budget de l'Etat), à une explosion démographique et à une urbanisation galopante, à la fermeture progressive de ses débouchés traditionnels, sans perspectives proches de bénéficier de ressources nouvelles, le royaume peut difficilement s'attendre à un avenir meilleur que le présent. ❖